

Jean-Claude ROUX

LA QUESTION AGRAIRE EN BOLIVIE

Une déchirure entre mondialisation débridée
et utopie millénariste



Recherches



Amériques latines

Préface de Daniel Dory

L'Harmattan

LA QUESTION AGRAIRE EN BOLIVIE

Publications de Jean-Claude ROUX

- Amazonie péruvienne : un Eldorado dévoré par la forêt. 1825-1910. Éditions de l'Harmattan. Préface de C. Huetz de Lempis. 332 p. + cartes. Collection Document et Recherche Amérique Latine. Publié avec le concours de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement (anciennement ORSTOM)). Préface de C. Huetz de Lempis. Paris, 1994.
- Wallis et Futuna : espaces et temps recomposés. Chronique d'une micro insularité. Éditions du CRET & Université de Bordeaux 3. Collection « Iles et Archipels », n° 21. 404 p. + photos + cartes. Préface de F. Doumenge. 1er Prix Thèse-Pac (1992), Publié avec le concours du Ministère des DOM-TOM. 1995.
- CORDOVA, J. & ROUX, J. C. (Éditeurs). Primero Encuentro Nacional de los Geografos bolivianos. Editions UMSA-ORSTOM, 256 p. La Paz, 1996.
- La Bolivie Orientale : confins inexplorés, battues aux Indiens et économie de pillage. Éditions de l'Harmattan, 316 p., Collection Recherche Amérique Latine, Paris 2 000. Prix Lucien Napoléon-Bonaparte-Wyse de la Société de Géographie de Paris, 2001.
- Les Orientes boliviens : de l'Amazonie au Chaco. (Bibliographie commentée). Éditions du CRET & Université de Bordeaux 3, 308 p., Collection « Pays enclavés », n°10, 2002.

Jean-Claude ROUX

LA QUESTION AGRAIRE EN BOLIVIE

*Une déchirure entre mondialisation débridée
et utopie millénariste*

Préface
Daniel Dory

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Könyvesbolt
Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

Espace L'Harmattan Kinshasa
Fac. des Sc. Sociales, Pol. et
Adm. ; BP243, KIN XI
Université de Kinshasa – RDC

L'Harmattan Italia
Via Degli Artisti, 15
10124 Torino
ITALIE

L'Harmattan Burkina Faso
1200 logements villa 96
12B2260
Ouagadougou 12

www.librairieharmattan.com
Harmattan1@wanadoo.fr
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
© L'Harmattan, 2006
ISBN : 2-296-00029-0
EAN : 9782296000292

Remerciements

- **Daniel Dory**, Maître de conférence en géographie de l'Université de La Rochelle et spécialiste de la Bolivie, a critiqué, enrichi par ses remarques et les ressources de son fonds bibliographique cette recherche qui lui doit beaucoup.
- Je remercie particulièrement **le Dr Carlos Serrate Reich**, ancien ministre de l'agriculture, ancien ambassadeur de Bolivie en Russie et distingué homme de Lettres, pour le généreux accès à sa riche bibliothèque et l'apport de ses nombreuses remarques sur les problèmes ruraux de la Bolivie.
- **Violette Brunstein et P. Waniez**, collègues et amis de l'IRD, ont apporté l'indispensable soutien du traitement statistique et de la cartographie du recensement 2 001.
- **Pierre Morlon**, chercheur agronome de l'INRA, a eu l'amabilité de relire les cent premières pages de cet ouvrage comme il apporté sans complaisance ses critiques et ses conseils rôdés par une longue expérience des problématiques rurales andines. Nous espérons ne pas trop avoir abusé de sa patience.
- **Hervé Théry**, directeur de l'Unité de Recherche Mixte IRD/Ecole Normale Supérieure : « Territoires et Mondialisation dans les pays du Sud », a facilité les conditions de travail permettant cette publication.
- **Mme Marcela Inch**, directrice de la Bibliothèque et des Archives nationales de Sucre, qui m'a transmis fort obligeamment les photocopies d'articles d'époque devenus introuvables.
- **Cécile Roux-Portillo et David** m'ont transmis régulièrement toutes les informations qu'ils ont pu rencontrer sur l'agriculture bolivienne.
- **Bertha Gozalvés**, Professeur de Géographie de l'Universidad Mayor de San Andres de La Paz (ou UMSA), m'a prodigué son efficace et amical soutien pour cette recherche.
- **Monique Orlhac** a bien voulu faire une lecture critique de cet ouvrage et m'apporter ses conseils.

PREFACE

LA QUESTION AGRAIRE BOLIVIENNE : AVATARS ET METAMORPHOSES

Daniel Dory
Université de La Rochelle

Il est impossible d'aborder sérieusement l'étude de la Bolivie sans envisager la question agraire dans toute sa redoutable complexité, ainsi que tous les aspects, changeants en fonction des successives conjonctures historiques, qui la constituent. Car, si aujourd'hui les modalités d'appropriation et d'usage de la terre (et du territoire) sont encore, (ou plutôt, toujours), au centre d'une série de débats et d'affrontements, dont les enjeux sont décisifs pour l'avenir du pays, la manière dont les problèmes sont actuellement posés n'est pleinement compréhensible qu'en regard du temps long des structures agraires pour autant qu'il s'articule aux séquences qui marquent les transformations de la société et du système politique bolivien.

En outre, pour être pleinement féconde, la perspective historique doit ici se particulariser en fonction de l'extrême diversité des géosystèmes qui conforment le territoire bolivien, dont les potentialités agro-écologiques, les paysages agraires qu'ils contribuent à façonner et les relations instables aux marchés nationaux et extérieurs, aboutissent à des histoires locales et régionales fortement différenciées.

À l'aspect historique il convient donc d'ajouter la perspective géographique. Et dans la mesure où l'agriculture et l'élevage produisent des biens dont l'abondance ou la rareté influent plus ou moins directement sur le comportement des autres secteurs d'activité, ainsi que sur la balance commerciale du pays, la dimension économique de la question agraire, qu'il faut également considérer, ne se limite pas au problème - au demeurant essentiel - du marché des terres.

Et lorsque l'on porte le regard sur les multiples acteurs dont les choix et les comportements confèrent à la question agraire bolivienne son caractère protéiforme, c'est à la sociologie rurale que l'on se trouve renvoyé pour analyser les logiques de l'action des *cocaleros*, des paysans parcellaires *minifundistas* de l'Occident andin, ou encore celle des entrepreneurs de l'agro-industrie de Santa Cruz. Ceci sans oublier la sociologie et la science politique, nécessaires pour rendre compte de la succession, souvent incohérente, des politiques publiques en la matière, qui s'expriment par des lois, décrets et dispositions

constitutionnelles changeantes, qui rappellent l'importance de la composante juridique et normative de la question agraire.

Enfin, dans le cas bolivien, la dimension ethnique et ethnopolitique peut d'autant moins être négligée qu'elle donne une tonalité spécifique à tous les autres aspects précédemment mentionnés. Et ce en fonction de situations idéologiques et politiques variables, dont les derniers avatars sont directement en relation avec les tendances contemporaines globales visant l'affaiblissement, (voire la disparition), de bon nombre d'États nationaux, en donnant force (et financement externe) aux agents dont les pratiques sont basées sur l'exacerbation des différences.

C'est à l'étude d'une problématique aussi complexe que le présent ouvrage de Jean Claude Roux est consacré, en apportant d'abord *des faits*, cet ingrédient trop souvent absent des débats contaminés par des a priori idéologiques supposés vertueux. Et en bon connaisseur du monde andin et amazonien, l'auteur, après avoir fourni les données nécessaires à la compréhension des enjeux et des situations, propose une série d'hypothèses et de réflexions d'autant plus utiles qu'elles se font l'écho des controverses actuelles les plus lourdes de conséquences.

Le lecteur trouvera donc dans ce livre une ample moisson d'informations commentées et contextualisées. Et si l'on peut ne pas suivre l'auteur dans toutes ses appréciations, on trouvera toujours dans son texte des éléments qui enrichissent la réflexion, notamment grâce à la prise en compte simultanée de la temporalité, de la diversité du territoire et de l'hétérogénéité de la société. Constaté cela suffit amplement pour en recommander une lecture attentive.

Et dans le but de contribuer aux débats que ce livre invite à ouvrir, nous voudrions proposer, préliminairement, quelques idées concernant à la fois la permanence de la question agraire et une périodisation de ses moments successifs au cours de l'histoire républicaine de la Bolivie.

Pour ce faire il nous paraît nécessaire de prendre nos distances par rapport aux deux périodisations actuellement en usage dans l'historiographie et les travaux spécialisés qui, chacune, s'appuie sur des moments forts de réforme des structures agraires boliviennes. La première, largement dominante, reprend implicitement ou explicitement à son compte le caractère décisif de la réforme agraire de 1953, en fonction de laquelle se constitue clairement un *avant*, (fait d'oppression et de servage, féodal, néoféodal ou semi-féodal, suivant les auteurs), et un *après* où les Indiens devenus paysans et propriétaires des terres qu'ils cultivent, parvenus à la pleine citoyenneté grâce au vote universel, sont les acteurs d'une histoire radicalement différente de l'antérieure. Quitte, face aux conséquences déplorables de la Révolution Nationale en la matière, d'envisager

la nécessité de reformer la réforme agraire initiale¹. L'autre périodisation, proposée notamment par Tristan Platt, interprète les tentatives gouvernementales du dernier quart du XIX^e siècle de mettre fin aux communautés indigènes comme une première réforme agraire, dotée d'un programme cohérent, et dont l'échec final sera dû autant à la résistance indigène qu'à la faiblesse de l'État². Or, en regard de l'avancement des recherches et du temps écoulé qui permet une appréhension d'horizons plus vastes, il nous paraît possible et nécessaire d'élaborer une vision alternative de la périodisation de la question agraire bolivienne, en trois moments qui incluent chacun un contexte idéologique et politique et des mesures pratiques (les réformes qui se concrétiseront avec plus ou moins de succès), laissant de la sorte plus clairement percevoir la permanence des enjeux et les diverses formes d'en combiner les différents aspects. En outre cette perspective plus « continuiste » s'accorde bien avec l'un des traits marquants de la réalité bolivienne, à savoir la constante superposition de nouveaux problèmes, qui se surajoutent aux antérieurs que l'on ne parvient presque jamais à résoudre complètement, et ce, dans la mesure où la faiblesse structurelle de l'État rend infranchissable la brèche entre ce qui est jugé techniquement nécessaire et ce qui est politiquement possible. Sans pouvoir entrer ici dans le détail de l'argumentation, et à titre de provocation au débat, voyons maintenant les principales caractéristiques des trois moments dont il a été question plus haut.

Le premier moment comprend plus d'un siècle, car il s'étend depuis 1825, année de la fondation de la République jusqu'à 1938, date à laquelle est promulguée une nouvelle Constitution qui garantit l'existence légale des communautés indigènes³. Et, en effet, toute cette période se caractérise par une longue et complexe controverse concernant les communautés indigènes, coextensive avec celle du « problème indien », où les constats de la faible productivité des terres aux mains des communautés⁴ sont contraints de s'accommoder avec le fait que c'est le tribut payé par ces mêmes communautés

¹ Voir : J. Muñoz & I. Lavadenz, *Reforming the Agrarian Reform in Bolivia*, Development Discussion Paper N° 589, Harvard University, 1997. Pour une appréciation d'ensemble de la Révolution Nationale : H. C. F. Mancilla, « *La Revolución Nacional en Bolivia : un Balance Crítico* », *Temas Sociales*, (La Paz), N° 24, 2003, 101-113.

² T. Platt, *Estado boliviano y ayllu andino*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1982.

³ Sur le contexte de ce changement dans le droit constitutionnel bolivien et ses conséquences, notamment en matière agraire : H. Klein, « *Social Constitutionalism in Latin America : The Bolivian Experience of 1938* », *The Americas*, Vol. XXII, 1966, 258-276.

⁴ On est d'ailleurs souvent frappé par la ressemblance des griefs que de nombreux auteurs font aux communautés au XIX^e siècle, et les dénonciations que les révolutionnaires du milieu du XX^e siècle font du *latifundio* : dans les deux cas on déplore l'accaparement de vastes surfaces de terres par des propriétaires incapables de les mettre convenablement en valeur ; (voir, par exemple, les citations reprises dans : Platt, op. cit, p. 75).

qui permet, jusqu'aux années 1870, à l'État bolivien de fonctionner tant bien que mal.

On lira dans le livre de Jean Claude Roux de nombreux développements indispensables à la compréhension des communautés indigènes de l'époque, ainsi que des mécanismes de résistance face aux empiétements successifs et localisés des haciendas sur les terres qu'elles occupent.

Sans aucune intention de traiter à fond l'épineuse question de la communauté indigène, il est cependant utile de rappeler ici qu'elle a donné lieu, par-delà du romantisme collectiviste de bon nombre d'observateurs superficiels, à un ensemble de malentendus tenaces, et ce dans la mesure où le terme « communauté » renvoie, dans le contexte bolivien à un ensemble de réalités hétérogènes et variables suivant les périodes et les lieux. Car, loin d'être des phénomènes éternels et ancestraux, parvenus jusqu'à nous depuis le fond des âges en parfait état de conservation, la communauté indigène actuelle est le produit de la combinaison instable de modes pré coloniaux et hispaniques d'organisation sociale, de gestion des terres, des terroirs et de la force de travail, incluant sans doute toujours une appropriation individuelle/familiale de parcelles destinées à la culture, et dont la propriété se consolidera progressivement⁵. En outre, l'accès à la terre y est inégal, et différemment garanti en fonction des différents statuts des *comunarios*, parmi lesquels les plus répandus sont ceux qui distinguent les *originarios*, *agregados* et *forasteros*, sans parler des *curacas*, dont la condition parfois héréditaire et les stratégies d'accumulation de pouvoir, de terres et de moyens d'accès aux sources communautaires de travail n'ont pas encore fait l'objet d'études suffisantes⁶. Mais, surtout, réalité extrêmement hétérogène, car dans le vaste ensemble de ce que l'on désigne aujourd'hui par « *comunidades* », en plus des communautés indigènes qui correspondent, (au moins dans l'aire andine), à celles évoquées plus haut, on trouve des ex-haciendas dont les terres ont été distribuées à partir de 1953 aux ex-*colonos*, (chacun s'appropriant une ou plusieurs parcelles, laissant parfois les pâturages en indivision, avant que la pression démographique ne réduise les espaces collectifs); ainsi que de simples groupements de paysans parcellaires rassemblés dans une petite unité politico-administrative, comme le canton, ou encore un noyau de peuplement dans une zone de colonisation⁷.

⁵ Certains aspects cruciaux de cette question sont traités dans : R. Godoy, « *The Evolution of Common-Field Agriculture in the Andes : A Hypothesis* », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 33, N° 2, 1991, 395-414.

⁶ On trouvera sur ce point d'utiles indications dans : M. Urioste de Aguirre, « *Los caciques Guarache* », in Coll., *Estudios Bolivianos en Homenaje a Gunnar Mendoza L.*, s.e., La Paz, 1978, 131-140.

⁷ Cette hétérogénéité trouve d'ailleurs un écho dans l'article 123 de la Loi de Réforme Agraire de 1953, qui distingue : *comunidad de hacienda*, *comunidad campesina* et *comunidad indigena*. Cf. W. del Castillo, *Compilación Legal de la Reforma Agraria en Bolivia*, Ed. Fenix, La Paz, 1955.

Le terme « communauté » doit donc être utilisé avec la plus extrême prudence compte tenu des considérables variations spatio-temporelles de son spectre sémantique. Et, par exemple, s'il est possible de l'utiliser en se référant au nord du département de Potosi⁸, il n'est aucunement adéquat pour désigner les réalités agraires des vallées de Cochabamba, ou celles de centres de colonisation comme Yapacaní ou San Julián à Santa Cruz.

Ceci dit, et pour en revenir au premier moment de la question agraire bolivienne, il est possible d'observer durant toute cette période une configuration spécifique de la problématique, où coexiste le thème ethnique, (c'est le « problème indien » envisagé en termes de race et de capacité variable d'intégration dans la société nationale en construction, notamment par le biais de l'éducation et d'un traitement paternaliste dans la lignée du courant indigéniste), et l'aspect économique. Et dans le but explicite d'augmenter la production agricole, deux voies, partiellement alternatives, seront envisagées entre 1866 et les premières décennies du XX^e siècle : d'une part la « voie parcellaire » qui se traduirait par l'accession à la propriété individuelle des champs, (désormais « *exvinculados* »⁹ des terres communautaires), cultivés par des paysans libres et en pleine possession de leurs droits de propriété ; d'autre part la « voie de l'hacienda », conçue comme une entreprise à la fois efficace économiquement, car insérée dans les circuits du capitalisme naissant, et formatrice d'une conscience citoyenne et d'une rationalité productive pour les paysans/indiens (devenus *colonos*), désormais protégés des abus des *curacas* et des contraintes archaïques de la communauté par le paternalisme des patrons¹⁰.

On le sait, cette première réforme agraire échouera à la fois sur le plan économique, car les haciendas, disposant d'une plus ou moins abondante main-d'œuvre presque gratuite ne s'empresseront pas de moderniser et techniser leurs systèmes d'exploitation¹¹, et d'autre part, si bien nombre de communautés subissent des empiètements plus ou moins légaux de la part des *hacendados*, jusqu'au point d'être parfois entièrement absorbées, il n'en demeure pas moins

⁸ On trouvera, malgré le ton larmoyant et l'abondance de poncifs, une vision intéressante d'une communauté du nord Potosi vue « du dedans » dans : P. Condori, *Nous, les oubliés de l'Altiplano. Témoignage d'un paysan des Andes boliviennes* recueilli par Françoise Estival, L'Harmattan, Paris, 1996.

⁹ C'est le sens de la Loi de 1874.

¹⁰ On trouvera d'amples développements sur ces questions dans : E. D. Langer, « *El liberalismo y la abolición de la comunidad indígena en el siglo XIX* », *Historia y Cultura*, N° 14, 1988, 59-95 ; M. Irurozqui, *Elites en litigio. La venta de tierras de comunidad en Bolivia, 1880-1899*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1993.

¹¹ Encore que cette vision généralement négative des haciendas, assimilées dans l'historiographie post 1952 et pour des raisons essentiellement politiques au *latifundio* improductif, mérite de faire l'objet d'une approche plus nuancée et, surtout, spatialisée. Voir, par exemple : E. D. Langer, « *Mano de obra campesina y agricultura comercial en Cinti, 1880-1930* », *Historia Boliviana*, III/1, 1983, 71-93 ; F. Mamani, « *Impacto de la mecanización agrícola : el Altiplano circunlacustre oriental en la primera mitad del siglo XX* », *Historia*, (UMSA), N° 27, 2003, 137-153.

que ce phénomène sera localisé principalement au nord de l'altiplano de La Paz, ainsi qu'à certaines terres dont la valeur augmentera du fait de leur proximité par rapport aux voies de chemin de fer qui se mettent en place à partir de la dernière décennie du XIX^e siècle¹². Ailleurs, les communautés indigènes se maintiennent en mettant en œuvre de complexes mécanismes de résistance et de réciprocité avec l'État et les élites nationales et locales¹³.

Le deuxième moment de la question agraire bolivienne s'étend depuis 1938 jusqu'en 1992, et a pour point culminant la réforme agraire entreprise en 1953 par le MNR, (*Movimiento Nacionalista Revolucionario*). Il s'inaugure, comme on l'a vu plus haut, par un changement constitutionnel qui traduit une profonde mutation dans la conscience politique bolivienne, traumatisée par la défaite du Chaco. Et nous avons choisi de la faire terminer en 1992, car cette année le gouvernement décide d'intervenir le *Consejo Nacional de Reforma Agraria* et l'*Instituto Nacional de Colonización*, deux institutions emblématiques du procès révolutionnaire, pour tenter de mettre fin à la gabegie, l'inefficacité et surtout l'effroyable corruption qui caractérisent le fonctionnement de ces deux entités, et par ailleurs entamer l'élaboration d'une nouvelle loi-cadre plus en conformité avec les exigences internes et externes en matière agraire et indigène.

En marge du débat historiographique concernant les « véritables » intentions du MNR avant et pendant la révolution de 1952¹⁴, et des marges réelles de manœuvre dont il disposait entre son arrivée au pouvoir en avril 1952 et août 1953, (promulgation de la Loi de Réforme Agraire), alors que dans plusieurs endroits la situation dans les campagnes semble hors de tout contrôle de l'appareil étatique¹⁵, plusieurs constats de fond doivent être faits.

¹² D. Dory, « *Le système ferroviaire bolivien : origine, structure et déclin* », *La Géographie*, N° 1518, 2005, 43-62.

¹³ On ne saurait insister assez sur l'importance de se départir de la seule vision de la « résistance » lorsque l'on aborde les stratégies des populations indigènes face à l'État et aux autres segments de la population. En effet, à côté de la résistance, et parfois de la rébellion plus ou moins violente, ces relations sont faites d'arrangement provisoires, de réciprocité, d'alliances et de coopération diversement intéressée, en fonction des situations locales et des enjeux du moment. Pour une approche critique du discours « politiquement correct » et obligatoire sur ce point et bien d'autres : C. Bernand, « *L'Américanisme à l'heure du multiculturalisme* », *Annales HSS*, N° 5, 2002, 1293-1310. Pour une solide étude des relations variables entre communautés et haciendas : E. P. Grieshaber, « *Hacienda-Indian community relations and indian acculturation* », *Latin American Research Review*, Vol. 14, N° 3, 1979, 107-128.

¹⁴ Parmi l'abondante littérature disponible, voir notamment : J. M. Malloy, *La Revolución inconclusa*, Ceres, La Paz, 1989, (chapitre X) ; W. E. Carter, « *Revolution and the Agrarian sector* », in J. M. Malloy & R. S. Thorn, (Eds.), *Beyond the Revolution. Bolivia since 1952*, University of Pittsburgh Press, 1971, 233-268. On dispose, en outre, depuis peu des mémoires de l'un des rédacteurs de la Loi de 1953 : R. Di Natale & J. M. Navarro, *Vivencias de don Eduardo Arze Loureiro que transitan por la Reforma Agraria*, Gaviota del Sur, Sucre, 2005.

¹⁵ Cf. J. V. Kohl, « *Peasants and Revolution in Bolivia, April 9, 1952 – August 2, 1953* », *Hispanic American Historical Review*, Vol. 58, N° 2, 1978, 238-259. La connaissance de cette période

Premièrement, la réforme agraire de 1953 se déroule dans un contexte idéologique fortement marqué par une assimilation mécanique de l'« étapisme » propre à la vulgate marxiste en vogue à l'époque en Amérique latine¹⁶, qui postule l'existence d'une réalité féodale (ou semi-féodale) qu'il s'agit d'abolir afin de permettre aux relations capitalistes de se développer, avant de pouvoir passer à une phase socialiste qui, dans l'opinion de la majorité des dirigeants du MNR, n'est pas encore à l'ordre du jour. Il en résulte que la question agraire bolivienne, antérieurement conçue en termes ethniques et économiques, est désormais envisagée comme « essentiellement sociale et économique »¹⁷, et la redistribution de la terre devient alors la condition première d'un changement en profondeur de la structure sociale et des rapports de production du pays.

Deuxièmement, et non plus au plan des discours vaguement théoriques, mais à celui des mesures pratiques, la confiscation des terres des haciendas assimilées à des *latifundios* chaque fois que cela s'avère nécessaire et leur distribution, d'ailleurs inégalitaire en fonction des parcelles travaillées directement par les *colonos* devenus *campesinos* (en échange de leur condition et désignation antérieure comme *indios*), obéit essentiellement à des motivations politiques¹⁸. Et celles-ci sont doubles, car il s'agit à la fois de priver l'ancienne oligarchie de sa base économique interne¹⁹, et de s'assurer l'appui des masses paysannes auxquelles on a préalablement accordé le droit de vote. Cette réalité, qui correspond à la situation dans l'occident andin ne rend pas compte de la totalité du processus révolutionnaire, mais en constitue une composante

cruciale peut être enrichie avec le témoignage de A. Clares, « *Habla un ex-colono de Chijpina Grande* », *Avances*, N° 2, 1978, 187-193.

¹⁶ Voir, par exemple, L. Antezana, « *La reforma agraria campesina en Bolivia, (1956-1960)* », *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. XXXI, N° 2, 1969, 244-321.

¹⁷ Attendus initiaux de la Loi de Réforme Agraire de 1953, in W. del Castillo, *Compilación Legal...* op. cit. 41.

¹⁸ On n'insistera jamais assez sur la nécessité d'approfondir l'étude de la réalité concrète et de la diversité des haciendas d'avant la réforme agraire de 1953, par delà les clichés et poncifs d'une historiographie post révolutionnaire dont le caractère stérilisant se fait encore sentir. On trouvera à cet égard des matériaux utiles dans : D. Heyduk, « *The Hacienda System and Agrarian Reform in Highland Bolivia : A Re-Evaluation* », *Ethnology*, Vol. XIII, N° 1, 1974, 71-81 ; ainsi que dans les trop rares monographies, à commencer par celles de vrais *latifundios* comme : E. Flores, « *Taraco : Monografía de un latifundio del altiplano boliviano* », *El Trimestre Económico*, (Mexico), Vol. 22, 1955, 209-229 ; R. Fernandez, « *Cañamina, historia de una hacienda en los Yungas de Inquisivi, 1730-1960* », *Historia*, (UMSA), N° 20, 1991, 81-110 ; M. Jobbé, « *Las haciendas del Norte Ayopaya en el período republicano : una forma de control social del territorio* », *Búsqueda*, (UMSS), N° 25, 2005, 177-191 ; etc.

¹⁹ Les bases internationales de son pouvoir étant par ailleurs affectées par la nationalisation des mines. Cette logique pluridimensionnelle de la lutte politique et sociale aura un impact durable, car on ne peut manquer d'être frappé par la similitude des stratégies et des enjeux dans les conflits actuels : la « guerre du gaz » de 2003 interdit l'exportation d'une ressource permettant d'articuler l'économie bolivienne aux marchés externes, au même moment où des conflits de terres visent à saper l'activité et la légitimité du nouvel ennemi : l'« oligarchie » de Santa Cruz.

fondamentale, notamment du fait des masses humaines concernées. Là, une fois les haciendas partagées (après avoir été souvent saccagées), les indigènes ne tardèrent pas à tomber dans une indigence d'autant plus durement ressentie que leur condition de paysans parcellaires *minifundistas*, propriétaires imparfaits de lopins de terre qu'ils ne peuvent ni vendre ni hypothéquer, dépourvus de toute assistance technique et amenés à dégrader gravement leur base de subsistance²⁰, contraste avec leur poids politique réel et leurs aspirations en matière de mobilité sociale ascendante.

Le troisième constat, concerne une sorte de spatialisation des effets de cette réforme agraire. Alors que dans l'aire andine ce sont surtout les aspects politiques qui ont prévalu, dans les basses terres orientales les gouvernements successifs, du MNR d'abord et militaires ensuite, se sont attachés à générer les conditions de l'émergence d'une agriculture moderne et productive. La nécessité en était d'autant plus ressentie que les risques de famine dus à la désorganisation de l'agriculture, suite aux péripéties initiales de la révolution, n'ont pu être écartés que grâce à une aide alimentaire massive des États-Unis, plaçant de ce fait la Bolivie dans une situation de dépendance sans précédent²¹. C'est au moyen de deux séries de politiques publiques que le développement agricole des basses terres sera envisagé. La première, reprenant et amplifiant quelques initiatives antérieures, s'attachait à promouvoir la colonisation de vastes espaces par des paysans en provenance de l'occident surpeuplé et aux terres en voie de dégradation accélérée²². Il en résulta une série de projets dont l'échec technique et économique n'empêcha pas d'attirer vers les zones ouvertes à la colonisation de nombreux contingents de migrants spontanés, condamnés à une simple translation de leurs pratiques agricoles de subsistance avec des effets environnementaux catastrophiques et des niveaux de pauvreté similaires à ceux de leurs lieux d'origine, à moins que, comme au Chapare et, en moindre mesure au Alto Beni, l'insertion dans le circuit de la coca-cocaïne ne permette d'accéder à des créneaux commerciaux vraiment rentables...

L'autre volet des politiques de développement agraire de l'Orient s'est surtout concentré dans le département de Santa Cruz²³, guère affecté par la réforme agraire et où de vastes cultures de canne à sucre d'abord, de coton et de riz ensuite, et de soja actuellement fournissent la base d'une agro-industrie

²⁰ Cette conséquence de la réforme agraire a été traitée dans l'étude pionnière de D. Preston, « *The revolutionary landscape of highland Bolivia* », *The Geographical Journal*, Vol. 135, N° 1, 1969, 1-16.

²¹ Cf. C. Navia, *Los Estados Unidos y la Revolución Nacional*, Cidre, La Paz, 1984.

²² L'article suivant fournit une bonne synthèse historique de la question : D. A. Eastwood & H. J. Pollard, « *The Development of Colonization in Lowland Bolivia : Objectives and Evaluation* », *Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, N° 38, 1985, 61-82.

²³ Mais il a aussi concerné le Beni, dont l'élevage fut dynamisé dans les années 1950 et suivantes par l'accès rendu plus aisé aux marchés andins grâce au transport aérien de la viande.

qui est à l'origine du décollage économique de ce département, tout en provoquant des flux migratoires considérables et encore actifs de nos jours²⁴. Les caractéristiques, conditions et limites du développement de l'agriculture capitaliste *cruceña* sont suffisamment connues pour qu'il soit nécessaire d'y revenir ici²⁵.

Les décennies qui s'écoulent entre 1953 et 1992 seront marquées par un enlèvement des procédures de la réforme agraire, essentiellement consacrées à la distribution de titres de propriété dans des conditions souvent douteuses dans les plaines orientales, occupées surtout par de grandes entreprises à forte orientation exportatrice, et par un approfondissement de la crise du secteur agricole occidental, principal fournisseur de denrées alimentaires du pays. Dans l'impossibilité technique, financière, et parfois politique de remédier à cette situation par des efforts visant à l'intensification des systèmes agraires au moyen d'une technisation adéquate des exploitations, les gouvernements successifs utiliseront le raccourci démagogique de la distribution de terres orientales, enracinant de la sorte l'idée d'un gisement foncier inépuisable pouvant désamorcer provisoirement les tensions sociales de l'aire andine. Cette dérive, qui aboutira à une concurrence de plus en plus forte pour les terres, surtout dans le département de Santa Cruz, est à la base de bien des conflits actuels opposant des paysans « sans terres » de l'occident à ceux que l'on désigne désormais comme les nouveaux *latifundistas* de l'« oligarchie » *cruceña*, reprenant de la sorte le dispositif discursif qui avait tellement bien fonctionné au milieu du XXe siècle²⁶.

D'autre part, surtout à partir des années 1980, on assiste en Bolivie aux répercussions des tendances globales contemporaines visant à l'imposition de la dérive de la pluralité culturelle, (réelle, mais articulée de façon complexe aux diverses facettes du métissage)²⁷, vers le thème de la pluralité nationale, ce qui

²⁴ Sur les premières phases du décollage agro-industriel de Santa Cruz et ses conséquences sociales, voir l'étude classique de A. M. Stearman, *Camba y Colla*, Ed. Juventud, La Paz, 1987.

²⁵ En complément des observations pertinentes de Jean Claude Roux sur le sujet, voir : S. Eckstein, « *El capitalismo mundial y la revolución agraria en Bolivia* », *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. XLI, N° 2, 1979, 457-478.

²⁶ On peut, par ailleurs, percevoir que ces conflits autour de la terre sont également utilisés par des élites andines de plus en plus affaiblies face au dynamisme de l'« oligarchie » de Santa Cruz, et qui trouvent dans ces « paysans sans terre », amplement subventionnés par diverses ONG et institutions politico-religieuses, des instruments permettant de saper la base économique de leurs adversaires dans un jeu suicidaire mais redoutablement efficace lorsque les tensions régionales tendent à s'exacerber. Le texte suivant est à cet égard symptomatique : M. Urioste, « *Bolivia : de la recuperación democrática de 1982 a la agonía de los partidos y el nuevo protagonismo de las FF.AA.* », *Revista del OSAL*, N° 13, 2004, 153-163.

²⁷ Nous avons abordé quelques aspects de cette problématique dans : M. Cros & D. Dory, « *Apprivoiser le marché. Eléments d'interprétation des Alacitas en Bolivie* », *Journal des Anthropologues*, N° 98/99, 2004, 171-201.

suppose, comme préalable, un processus de re-indianisation des paysans andins et de reconstruction identitaire des populations orientales issues d'ethnogenèses diverses²⁸. C'est donc dans ce contexte que la question agraire bolivienne prend sa configuration actuelle.

Le troisième moment de la question agraire bolivienne, qui débute en 1992 par l'intervention gouvernementale des institutions inefficaces et corrompues issues de la réforme agraire de 1953²⁹, et se poursuit de nos jours, est marqué par la genèse, la promulgation en 1996, et l'application problématique de la Loi INRA. Le livre de Jean Claude Roux apporte d'abondantes informations et réflexions sur les enjeux centraux de cette période, et il est par conséquent inutile de nous y attarder ici, sauf à insister sur quelques dynamiques ethnopolitiques aux conséquences potentiellement explosives.

En effet, la dernière métamorphose de la question agraire remet au premier plan l'aspect ethnique, (voire, national, dans sa version la plus radicale), des conflits autour de la terre, (qui deviennent, par là même, une question de territoire). Il en résulte une polarisation simple (et donc politiquement très efficace) entre, d'un côté les entrepreneurs agraires de l'orient³⁰, et, de l'autre les paysans/indigènes de tout le pays³¹, et l'enjeu en est inégalité d'accès à la terre qui se traduit par les disparités existant entre les pourcentages considérables de petites exploitations qui disposent d'une faible proportion des hectares assignées à des usages agricoles, alors qu'un très petit nombre de grandes exploitations, (revoilà les *latifundios*), occupent des surfaces énormes³². Là encore les clivages sont nets, et les inégalités, (abominables, par définition), sautent aux yeux.

Pourtant, un examen plus attentif des problèmes conduit à une vision plus nuancée. D'abord s'il peut être politiquement rentable de faire ressortir les

²⁸ Comme l'on peut s'en douter, la littérature sur ces questions est immense. Parmi les textes importants on peut consulter : J. P. Lavaud, *Identité et Politique : Le Courant Tupac Katari en Bolivie*, ERSIPAL, Paris, 1982, et X. Albó & J. M. Barnadas, *La cara india y campesina de nuestra historia*, Unitas/Cipca, La Paz, 1990, (surtout les pages 289-295). Très significativement les éditions antérieures de ce livre, en 1984 et 1985, portaient le titre de : *La cara campesina de nuestra historia...*

²⁹ Cf. I. Lavadenz, « *Situación actual del CNRA y del INC* », in Coll., *Tenencia actual de la tierra en Bolivia*, Ildis, La Paz, 1993, 25-32.

³⁰ Dont un certain nombre a obtenu ses terres dans des conditions plus que discutables entre 1953 et 1992, lorsque les institutions de la réforme agraire étaient un butin mis à la disposition des partisans des régimes successifs.

³¹ En fait il s'agit plus exactement des paysans dont les différences ethniques ont été préalablement consolidées et essentialisées dans le cas andin, et en grande partie réinventées pour les populations orientales. Ce clivage s'exprime clairement dans : A. Almaraz, « *El problema agrario en síntesis* », Artículo Primero, N° 14, 2003, 109-114.

³² Cf. R. Ybarnegaray, « *Tenencia y uso de la tierra en Bolivia* », in D. Paz (Dir.), *La Cuestión agraria boliviana : presente y futuro*, Academia Nacional de Ciencias de Bolivia/PL 480, La Paz, 1997, 195-250 ; D. Paz, « *Estructura agraria boliviana según el último Censo Agropecuario* », *Reunión Anual de Etnología 2003*, T. II, 385-404 ; ce dernier travail fournit des données par département.

seuls écarts entre les surfaces de terre possédées par les différents types d'exploitants, il n'en reste pas moins que ce seul critère ne saurait suffire, et ce surtout dans un pays aux géosystèmes aussi hétérogènes que la Bolivie. Et ce pour, au moins, les raisons suivantes : a) les terres ne sont pas équivalentes en fertilité, localisation et potentialité d'usages alternatifs³³ ; b) d'autres facteurs que la superficie de l'exploitation jouent un rôle décisif dans son destin, notamment l'accès au crédit, la sécurité juridique, la plus ou moins grande technicisation ou encore l'exposition à des risques divers allant de la sécheresse à la grêle en passant par les inondations³⁴. Réduire la question agraire à sa seule composante quantitative relève donc au mieux de l'aveuglement, et au pire de l'irresponsabilité.

Un dernier point, directement en relation avec la Loi INRA, mérite encore de faire l'objet d'un bref commentaire, dans la mesure où il est étroitement en relation avec les caractéristiques dominantes du moment actuel de la question agraire. Il s'agit de la création des *tierras comunitarias de origen*, (TCO), qui font l'objet d'une propriété collective, et bénéficient de prérogatives exceptionnelles, dans la mesure où, par exemple, elles ne peuvent pas être reversées au domaine foncier national (quel que soit l'usage qui en est fait), ne payent pas d'impôts (Arts. 3/III et 4/III) et font l'objet d'une dotation gratuite en faveur exclusivement des « communautés paysannes, peuples et communautés indigènes et originaires » (Art. 42/II). Par-delà les ambiguïtés inhérentes au terme « communauté » dont il a déjà été question plus haut, cette disposition implique deux conséquences symétriques : d'abord que si l'on n'est pas « *comunario* » et/ou indigène on ne peut accéder gratuitement à la terre ; deuxièmement, le type particulier de propriété auquel on accède dans ce cas, (collective, inaliénable, etc.) rend immuable la condition de l'acquéreur, définitivement lié à « sa » communauté et à « sa » condition d'indigène. Sans entrer plus avant dans la discussion des autres aspects de la Loi INRA, qui, à la manière habituelle de la législation bolivienne, résout incomplètement les problèmes les plus brûlants tout en en créant de nouveaux qui susciteront à leur tour de nouveaux conflits dont la solution sera confiée à d'autres lois³⁵, quelques réflexions finales peuvent être formulées.

³³ Ce phénomène se reflète dans les prix, même dans un marché des terres aussi imparfait et fragmenté que le bolivien. Cf. J.A. Muñoz, *Los mercados de tierras rurales en Bolivia*, CEPAL, Santiago de Chile, 1999.

³⁴ Certains de ces facteurs sont évoqués dans : D. Sánchez de Lozada & C. Valenzuela, « *Technology and Rural Productivity* », in J. Crabtree & L. Whitehead, (Eds.), *Towards Democratic Viability. The Bolivian Experience*, Palgrave, New York, 2001, 100-119.

³⁵ Pour une bonne analyse d'ensemble de la Loi INRA : G. Flores, « *La ley INRA de Bolivia : Una segunda reforma agraria ?* », *Reforma Agraria*, (FAO), N° 2, 1998, 112-121.

On a mentionné précédemment les tendances globales qui ont, dans les années 1980, et plus encore depuis la fin de la Guerre Froide, promu le multiculturalisme radical et la valorisation des différences comme des valeurs « politiquement correctes », donc obligatoires. Dans le cas de la Bolivie, porteuse d'innombrables sources d'hétérogénéité, (territoriale, ethnique, linguistique, religieuse, régionale...), ces facteurs de fragmentation potentielle ne peuvent être gérés sur le long terme que moyennant l'existence d'un projet national un tant soit peu cohérent, incarné dans un Etat légitime et efficace. On est, bien entendu, encore loin du compte en la matière, mais tout se passe comme si un projet de désintégration de l'Etat-nation se trouvait en voie de réalisation « du bas vers le haut » en approfondissant les différences qui séparent les Boliviens au moyen d'une ethnicisation forcée des individus et des groupes³⁶. Et la situation est d'autant plus préoccupante qu'à ces tendances basées sur une logique ascendante, enracinées dans les différenciations locales et financées surtout par des ONG et des ressources d'origine européenne, s'ajoutent des pressions « descendantes » en provenance des centres économiques et financiers qui régissent la globalisation : États-Unis, Banque Mondiale, OEA, FMI, et qui vont aussi dans le sens de l'affaiblissement de l'Etat, par le biais de la restriction de ses domaines de compétence, de ses aires de souveraineté et des moyens qu'il peut mobiliser pour atteindre ses fins légitimes.

Certes, l'État bolivien n'a pas attendu la globalisation pour être inefficace, faible et corrompu ; il n'en reste pas moins que le fait de se trouver actuellement soumis à l'effet de ces deux types de pression le place devant des alternatives d'une redoutable gravité. Et ce d'autant plus que le procès de fragmentation ethnique qui se traduit par des modifications constitutionnelles aux effets ambigus, une réforme éducative dont certaines mesures visent à interdire aux enfants « indigènes » de s'intégrer à la société bolivienne, la manipulation des questions destinées à évaluer l'appartenance ethnique dans les recensements, comme celui de 2001, où la catégorie « métis » fut volontairement éliminée dans le but de faire apparaître une « majorité » indigène, etc., fournit maintenant, avec la Loi INRA des incitations matérielles à la re-ethnicisation collectiviste en termes d'accès gratuit à la terre et d'absence d'impôts. Pourquoi, dans ces conditions, l'indigène, libre d'obligations et aspirant à de nouveaux droits, chercherait-il à devenir un paysan efficace et soucieux de ménager la fertilité des sols qu'il exploite ? On le voit, la question agraire bolivienne a encore de beaux jours devant elle, et il est maintenant temps de céder la parole à Jean Claude Roux pour l'explorer minutieusement.

³⁶ Voir également : J.-P. Lavaud, « Démocratie et ethnicisation en Bolivie », *Problèmes d'Amérique latine*, N° 56, 2005, 105-128.

AVERTISSEMENT

« Les puissants conçoivent l'histoire comme un miroir : ils voient dans le visage défait des autres — humiliés, vaincus ou convertis — la splendeur de leur propre visage ».

Octavio Paz in : Corriente alterna

De 1825 à la fin du XX^e siècle, l'agriculture bolivienne a connu une série de changements structurels qui ont profondément modifié ses structures foncières et ses modes de production.

La question foncière, loin d'être contemporaine, s'inscrit dans un temps historique long, avec des phases d'inégale durée marquées par quelques dates essentielles :

- En 1545 les conquistadors occupent l'Altiplano et y découvrent les fabuleuses richesses en argent du *cerro* de Potosi. L'audience de Charcas est fondée sur une insolente car inépuisable richesse minière qui, avec des hauts et des bas, conditionnera l'économie bolivienne jusqu'à la fin du XIX^e siècle.
- En 1825, libérée de la présence coloniale, Charcas, par la volonté des élites créoles qui ont accaparé le pouvoir, se déclare indépendante sous le nom de Bolivie.
- Bolivar statuera sur le droit indigène. Pour le statut de la propriété indigène, il concède un statu quo qui représente une transition vers la propriété privée, la seule pour lui permettant d'assurer la richesse des nations.
- En 1866, le dictateur Melgarejo engage un processus de spoliation légale des terres communautaires qui, après sa destitution, sera repris et amplifié jusqu'en 1920.
- En 1951, la victoire électorale de « la Révolution Nationale », suivie de la révolution conduite par le MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire), entraîne en 1953 la mise en place du processus de réforme agraire.
- En 1996, l'adoption de la loi INRA vise une réforme du statut des divers types de propriété comme à instaurer une politique de création de territoire des communautés d'origine reconnaissant les droits fonciers ethniques.

Le départ forcé, en octobre 2003, du président élu comme les difficultés de la nouvelle équipe présidentielle à définir une politique claire face aussi bien aux revendications paysannes qu'au groupe de pression des grands exploitants et entrepreneurs d'une agriculture d'exportation dite de « l'Agro oriental » témoignent de la profondeur de la crise. Il s'y ajoute le choix d'une future et problématique politique énergétique qui a été un des catalyseurs de l'explosion d'octobre 2003.

Porteuse de vastes espoirs nourris par les dures réalités comme par des chimères naïves qui hantent le petit monde rural, avec un slogan mobilisateur : « *La terre à ceux qui la travaillent* », la Réforme Agraire de 1953 est certainement un des points culminants de cette transformation.

Célébrée d'abord avec ferveur, car reçue comme l'accomplissement d'une sorte de miracle, pour beaucoup elle levait enfin la malédiction³⁷ qui semblait accabler la condition du petit paysannat andin.

Elle trouve, néanmoins, ses limites promptement. Confiée à la gestion d'organes bureaucratiques, inefficaces et souvent corrompus, elle s'enlise. Surtout, privée des indispensables crédits publics (pour le soutien technique, la création des équipements publics pour la santé, l'éducation où les transports, et qui font défaut), elle se réduit à une redistribution foncière, anarchique car sans vision d'ensemble. De 1953 à 2000, un laisser-faire quasi-total règne, avec la complicité des autorités comme des secteurs économiques ou politiques.

De 1953 à 2003, le marché des terres qui s'est ainsi instauré a mobilisé des millions d'hectares du domaine public, voire de terres spoliées à l'État, permettant de soutenir aussi bien un véritable renouveau de l'agriculture orientale qu'une spéculation sans frein.

La terre est ainsi devenue un enjeu du pouvoir économique et politique, une simple marchandise donc, c'est-à-dire l'antithèse de la Pachamama si chère à l'Indien andin, sa terre mère nourricière et sacrée...

Les conséquences : une autre partition territoriale

Les mutations de l'agriculture en cours depuis 1953 touchent l'ensemble des structures de la Bolivie. Au point de vue sociologique, le pays a perdu, lors du recensement de 2001, son caractère rural, avec 62 % de sa population urbanisée dans des localités de plus de 2 000 habitants (contre 10 % en 1900).

³⁷ En 1907, le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation estime à 4 millions d'hectares l'ensemble des terres cultivées, soit moins de 3 % du territoire national, mais avec la moitié inutilisée (*descanso*) ou plus rarement en jachère. Cette stagnation de l'activité agricole explique aussi la difficile situation alimentaire du pays, avec un cortège récurrent de mauvaises récoltes, de disettes voire de famines locales en 1904, 1905 et 1910, qui obligent les autorités à recourir à des importations alimentaires. Voir : Demeure, J. *De la subsistencia a la competencia internacional*, 1999.

- Le centre de gravité, articulé depuis la Colonie sur les sites miniers et quelques villes coloniales – La Paz, Oruro, Potosi et Sucre –, s’est déplacé selon un axe O-E, formé par les grandes cités de La Paz-Cochabamba-Santa Cruz, qui draine 70 % de l’activité économique.
- L’Altiplano, avec la crise minière de la décennie 1980, est voué à une agriculture traditionnelle enfermée dans le *minifundio* d’autosubsistance ; aussi seules les riches Yungas, avec leurs petits et moyens exploitants ruraux, conservent une activité florissante.
- Notons enfin, à partir des années 1970, l’apparition d’une nouvelle économie, mais informelle car basée sur le circuit coca-cocaïne dans le Chapare ; certes, la politique d’éradication imposée par les États-Unis, à partir des années 1990, a remis en cause la culture illicite d’une coca qui est devenue une alternative à la crise rurale, ce qui explique l’opposition des *cocaleros* à tout contrôle de leurs activités.

En orient, ce fut le secteur de Santa Cruz, resté quasiment en stagnation agricole (avec 58 000 hectares cultivés en 1950) depuis 1900, qui bénéficia des aides publiques, internationales comme privées. Elles permirent la formation des colonies japonaises puis mennonites bénéficiant des larges facilités foncières et fiscales s’inscrivant dans un cadre capitaliste.

Le résultat a été concluant : de 1950 à 1980, on assiste au développement rapide des nouvelles cultures de canne à sucre, de coton, de riz comme de l’extension de l’élevage des bovins. D’importateur, le pays est devenu exportateur avec le cycle des productions d’oléagineux (soja, tournesol).

Cette série de bouleversements a abouti à une nouvelle cassure du monde rural : au clivage hacienda - communauté traditionnelle a succédé le clivage *minifundio* andin - exploitation moderne, tandis qu’au vieux primat du marché intérieur a succédé celui de l’exportation.

« Entrer dans l’Histoire à reculons » ? (P. Valéry)

Le débat agraire, d’abord technique, est sorti de son cadre, sous la poussée de syndicats paysans ayant adopté, à partir des années 1980, des thèses indianistes radicales comme une conception collectiviste de l’économie qui récuse une agriculture moderne orientée vers le marché international.

De même, au niveau du politique, le mouvement paysan andin, pour sa tendance la plus extrême, récuse l’État qui est jugé comme la prolongation du régime colonial ; aussi exige-t-il la création, par voie d’autodétermination, d’entités territoriales établies sur une base ethnique quasi-souveraine.

En orient, au contraire, malgré une exigence de réformes, les revendications restent inscrites dans un cadre légaliste, ce qui explique des réactions nettement plus modérées car plus pragmatiques.

Le débat en est là, porteur d'utopies et lourd de revanche historique³⁸. Il est certain aussi que les enjeux actuels, ceux créés par une mondialisation soupçonnée de livrer le pays aux intérêts étrangers comme d'entraîner à terme sa dissolution dans un Mercosur (Marché commun du cône Sud) capitaliste et maintenant dans l'ALCA (Association américaine de libre commerce), expliquent à la fois cette crispation identitaire comme le refus des nouvelles normes imposées par le marché libéral.

Entre communauté et collectivité

La crise bolivienne, en réalité, dépasse largement une simple crise locale ou sectorielle car elle s'inscrit dans un malaise profond, en Amérique Latine et dans d'autres continents, où les réalités de la dépossession foncière, avec le délitement d'un système d'économie communautaire, se sont imposées. En effet, le modèle devenu paradigmatique, au moins pour la pensée économique occidentale, est celui de la propriété agricole privée donc individuelle. D'ailleurs, on peut noter aussi que les économistes socialistes ou marxistes n'ont jamais accordé grand crédit à des formes d'activités agricoles jugées primitives ou féodales, car retranchant l'exploitation du primat du marché planifié...

Les velléités actuelles de séparatisme, ayant aussi bien comme motif la question de l'accumulation foncière en orient, que celle de l'exploitation des hydrocarbures, aboutiront-elles sous couvert d'un nouveau fédéralisme bien délicat à mettre en œuvre, à un éclatement du cadre bolivien, avec les possibles conséquences locales et internationales qu'on peut imaginer ?

Ces questions qui étaient latentes depuis les grandes marches ethniques de 1990, et avaient été mises en avant surtout par des syndicalistes, politiciens ou intellectuels, jugés quelque peu marginaux ou révolutionnaires, sont maintenant posées au grand jour, non sans une acuité dramatique.

³⁸ Un autre cas historique peut retenir l'attention au niveau comparatif, avec l'histoire agraire de l'ancienne Chine. Ainsi que le note Balazs (in : *La Bureaucratie céleste*, 1968), exploitation et répartition de la terre ont été des questions capitales. Les écoles de pensée chinoises s'accordent sur l'existence d'un « âge d'or » agricole : « Ainsi, on admet généralement aujourd'hui que le fameux système agraire appelé *jingtian* ait eu des bases réelles dans l'Antiquité. Il s'agit d'un régime de la propriété en commun qui aurait réparti les terres [...] autour d'un champ central, appartenant au seigneur et travaillé en commun, huit champs carrés, chaque lot mesurant 100 mu (environ 5 ha.), étaient alloués aux familles paysannes ». (Op. cit. p. 141). Plus que sa référence historique, c'est l'utopie qui se cachait sous la revendication du retour au système *jingtian* ou, autrement dit, « ... retournons à la plus grande justice sociale d'une répartition égale, réalisée par nos ancêtres, est devenue le mot d'ordre de nombreux réformateurs depuis l'antiquité. Traduit en clair, ce mot d'ordre signifie simplement réforme agraire ».

Petit glossaire

- Ayni* : entraide mutuelle entre les familles d'une communauté lors de la récolte et des semailles.
- Aynua* : système andin de cultures combinant des cycles différenciés de rotations et de repos des terres. Les paysans utilisent individuellement leurs parcelles en cultures, mais la vaine pâture est de règle lors du repos des terres entre deux cycles culturels, et la rotation des cultures est décidée communautairement.
- Chacaras* : Ensemble du terroir des anciens *ayllus*
- Colono* ou *yanacóna* : travailleur agricole fixé dans une propriété où, en échange de sa main-d'œuvre, il reçoit une parcelle de terre.
- Forastero* : manœuvre agricole souvent itinérant qui loue son travail et ne réside plus en permanence dans son village d'origine.
- Irasiri* : service personnel fourni par les familles à la paroisse
- Jilaqata* : autorité traditionnelle inférieure au Mallku
- Kishwar* : limite des terres cultivées
- Marka* : clan ou groupe familial uni contrôlant un ensemble de terres cultivées chez les aymaras ; ce terme se retrouve fréquemment dans la toponymie territoriale des Andes centrales et du Sud.
- Pegujalero* : colon d'hacienda de Cochabamba
- Peonaje* : mode de travail dû par un ouvrier agricole
- Piquero* : paysan libre de Cochabamba
- Pongueaje* : services gratuits dus par les péons des haciendas
- Q'ara* : mot aymara signifiant pelé ou personnes métisses ou créoles des agglomérations andines
- Qallpa* : terres assignées à un individu dans l'*aynuqa* ou terroir de gestion communautaire
- Rosca* : l'oligarchie en terme populaire
- Solar* : pièce de terre en propriété privée du petit paysan
- Tinku* : bagarres traditionnelles entre ayllus
- Whipala* : drapeau des mouvements indigènes rappelant le soulèvement de Tupac Amaru fin du XVIII^e siècle. Une récente loi bolivienne (octobre 2002) le reconnaît comme emblème national à côté du drapeau officiel de la Bolivie. Une discussion s'est engagée sur son origine : pour les uns il aurait été un fanion d'unités espagnoles lors de la conquête, pour d'autres il serait d'origine purement indienne...

Présentation : le puzzle bolivien :

Un harmonieux conglomérat géographique

Le destin géographique de la Bolivie s'identifie avec celui d'un pays charnière qui soude les Andes centrales au bassin de l'Amazone au nord-est, comme à celui de La Plata, au sud. Avec une superficie de 1 098 581 km², elle dispose d'une faible population qui est estimée, par le dernier recensement de 2001, à 8,4 millions d'habitants. La Bolivie est donc un pays qui reste nettement sous-peuplé, tout en accusant de fortes disparités de ses densités régionales qui sont aggravées par le phénomène actuel de concentration urbaine.

Trois ensembles physiques, dominants et typés, structurent le relief de la Bolivie³⁹ en Altiplano, vallées et llanos orientaux ; ils expliquent sa grande diversité de paysages et de ressources, comme ils façonnent sa géographie humaine marquée par une forte diversité. Tous ces facteurs, pour certains, font de ce pays : « une absurdité géographique »⁴⁰. En 1992 comme en 2001, la répartition de la population indique, malgré un tassement, la prédominance démographique du massif andin.

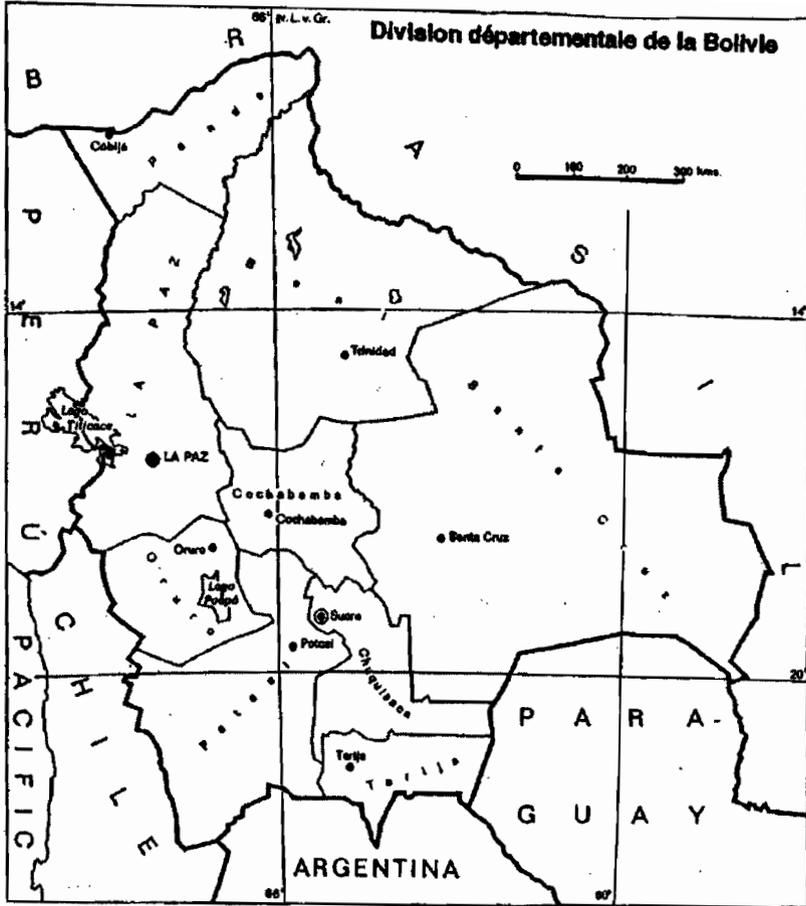
- Tableau 1. Répartition en % de la population selon les grands types de milieux naturels. Source : INE 2 001.

	Altiplano	Vallées	Llanos orientaux
Superficie en %	22,4	15,3	62,3
Population en 1992 en %	45	29	26
Population en 2 001	43	30	27

Note : La carte de répartition de la population en 2001 indique que le gros du peuplement est concentré selon un triangle ayant comme sommet La Paz-El Alto, Tarija comme base à l'ouest, et Santa Cruz, à l'est. La carte 2 suivante, d'évolution de la population, entre les recensements de 1992 et 2001, indique que la croissance démographique est d'abord un phénomène de la triade urbaine La Paz-Cochabamba-Santa Cruz et, plus secondairement, en effectifs, du département de Tarija.

³⁹ Montes de Oca, I. *Geografía y recursos naturales de Bolivia*, 1989.

⁴⁰ Malagrida Badia, C. *El factor geográfico en la América del Sur*, 1919.



Si les résultats du recensement de 2001 infléchissent cette répartition, car le rapport démographique qui existe entre villes et campagnes est passé de 44 % à 38 % pour la population rurale entre 1992 et 2001⁴¹, ils ne la remettent pas en cause, malgré la stagnation démographique en cours dans les Andes.

Le massif andin

La structure physique présentée par le massif andin bolivien est celle d'un emboîtement de types de reliefs formant de vastes enclaves naturelles. Ce compartimentage, compte tenu de son poids historique et démographique ancien, constitue un facteur explicatif de première importance concernant les freins qui ont pesé sur le développement du pays.

Une des caractéristiques majeures du massif andin repose d'abord sur les hautes altitudes, extrêmes comme moyennes, qui lui sont propres. La montagne la plus élevée, le Sajama, atteint 6 550 mètres tandis que l'Altiplano, ou meseta andine d'altitude, la partie montagnarde la plus anciennement peuplée, se situe en moyenne entre 3 600 et 3 800 mètres.

Cette structure du massif montagnard andin est triple, obéissant au modèle suivant⁴² :

- Les Cordillères, Occidentale et Orientale
- La puna ou plateau de l'Altiplano
- Les vallées et les piémonts

La Cordillère occidentale

Elle forme une longue frange montagneuse, de direction N/S, servant de limite avec le Chili. Depuis le lac Titicaca jusqu'à la frontière argentine, elle est constituée de cônes volcaniques en fin d'activité.

Une érosion intense a façonné des reliefs acérés donnant à cette chaîne un aspect abrupt et parfois spectaculaire (Sud Lipez). Sur son revers oriental, cette cordillère, du fait de la force des précipitations qu'elle reçoit, présente des vallées entaillées, étroites et abruptes.

Le long de cette chaîne, les altitudes des divers massifs qui la constituent sont élevées : on note 6 340 m pour les Payachatas, 6 000 m pour le volcan Uturuncu dans le massif du sud Lipez et 6 550 m pour le Sajama. Des cols de haute altitude ouvrent cette barrière naturelle vers le littoral chilien, tels ceux de Tacora et Ollague qui sont empruntés par des voies ferrées.

⁴¹ Néanmoins, l'effectif des ruraux a augmenté de 1992 à 2001, passant selon l'INE de 2,7 millions à 3 millions, ce qui laisserait supposer une augmentation nette, après la décrue de 1992.

⁴² Muñoz Reyes, J. *Geografía de Bolivia*, 1991.

L'Altiplano et la Puna

Il se développe au sud du lac Titicaca, puis s'amplifie en se dilatant entre les cordillères orientales et occidentales tout en se prolongeant jusqu'à la frontière argentine.

L'Altiplano, d'une largeur de 100 km dans ses parties les plus étroites et de 200 km au plus large, se divise en quatre bassins : celui du lac Titicaca qui est à 3 812 m d'altitude est le plus important ; il est séparé par la sierra de Tiahuanacu du bassin de Jésus de Machaca ; plus au Sud, on trouve les cuvettes d'Oruro avec le lac Poopo et, enfin, le bassin d'Uyuni à 3 660 m.

La Cordillère Royale ou Orientale

La Cordillère Royale suit une direction N/NO-S/SE. Par son élévation et son envergure, elle forme l'ensemble le plus important de la chaîne orientale, avec des glaciers élevés, tels ceux de Cololo, à 5 915 m.

Le système des vallées intertropicales

Elles se situent à l'est de la Cordillère Royale centrale et se sont formées à partir d'une ancienne surface plane inclinée vers l'est et entaillée. C'est une des fortes zones de peuplement et d'activités rurales, avec les vallées de Cochabamba, Chuquisaca, Tarija et Potosi.

Il est à noter un aspect physique original propre à cette chaîne, avec les Yungas. Il s'agit d'un système de vallées inscrit dans un milieu au climat humide et chaud, marqué par un relief d'altitude intermédiaire, entre 1 000 à 2 500 m, et constituant un alignement géomorphologique intermédiaire entre les vallées hautes et le front dit du Subandin.

Le milieu naturel des Yungas est le grenier agricole ancien et privilégié de la Bolivie car il permet, en jouant sur les seuils écologiques situés à des altitudes différentes, d'obtenir une gamme très variée de productions agricoles.

Le front subandin

Ce système de vallées des piémonts est fermé, à l'approche des llanos, par un cordon montagneux dit du front subandin.

Ce bourrelet, d'une faible altitude de moins de 1 000 m, forme un feston parallèle à la chaîne orientale ; il est traversé par les cours d'eau descendant des Andes.

Il se divise en trois secteurs d'une largeur oscillant de 35 km à 80 voire à 100 km. Son extension en latitude est très importante puisqu'elle traverse la Bolivie, de la frontière péruvienne à l'Argentine.

La Bolivie orientale

Elle comprend deux types de formations physiques, l'une représentée par les grandes plaines à savanes ou à steppes (llanos et Chaco), l'autre par le petit massif de la Chiquitania.

Les llanos et le Chaco

Ces plaines basses subissent une variabilité climatique due à un effet de gradient. Peu accidentées, elles s'étendent au Nord d'Ixiamas et de part et d'autre du rio Beni, à l'ouest, jusqu'à la frontière brésilienne formée par le rio Itenez, à l'est. Cette immense savane basse, coupée par des forêts galeries denses festonnant les berges de ses cours d'eau, reçoit plusieurs noms locaux : plaines du Mamoré, llanos de Mojos ou du Beni.

Plus au sud, à hauteur de Santa Cruz, débute le Chaco septentrional ou boréal.

Le massif de la Chiquitania

Il se situe dans la partie orientale de la Bolivie, face au Matto Grosso brésilien. Ce modeste ensemble montagneux, de direction NE/SE, est constitué par un système de chaînons parallèles d'une altitude moyenne de 1 000 m et culminant à 1 445 m au mont Chochis. Cette formation est située morphologiquement sur le bouclier dit brésilien (pré cambrien).

Les milieux naturels

La situation géographique propre à la Bolivie explique la grande diversité de ses milieux naturels qui est due aussi bien aux types de climat et de végétation qu'à l'organisation de son réseau hydrographique.

Hydrographie

Un système lacustre original est formé dans l'Altiplano par les lacs Titicaca et Poopo et une série de lagunes salées. Le lac Titicaca, avec une superficie de 8 800 km², représente au point de vue morphologique le phénomène majeur.

À côté de cet ensemble lacustre, la Bolivie dispose d'un vaste réseau hydrographique partagé en trois vastes bassins. Celui qui est tributaire de l'Amazone, au Nord, est le plus important ; au Sud, on note un ensemble de développement plus modeste qui est structuré par les rios Bermejo, Pilcomayo et Paraguay, et qui forme une composante du bassin de La Plata. Enfin, le dernier ensemble hydrographique est représenté par un réseau fluvial résiduel qui est endogène au massif andin.

En volume de ressources hydrologiques, le bassin de l'Amazonie se détache en collectant 78 % des eaux fluviales, tandis que celui du massif andin ne dispose que 1 % ; quant au bassin dépendant de La Plata, il recueille 21 % des eaux fluviales totales.

Climat

Il obéit, avec des variantes notables⁴³, à la complexité du relief et à un effet important de gradient⁴⁴ ; on distingue quatre grands ensembles climatiques de type tropical, sec, tempéré et froid.

- Le climat tropical caractérise, avec une forte variante humide, le Chapare où les précipitations peuvent atteindre 6 000 mm. Avec une tendance plus modérée et affectée par un hiver sec, il intéresse la majeure partie des llanos du Beni.

- Les climats secs concernent aussi bien la vaste zone du Chaco, au sud, que le centre du département de Santa Cruz. Leurs caractéristiques résident dans des hivers secs, avec une température moyenne de 25-30°, mais ils sont perturbés par l'irruption de fronts d'advections polaires venus des pampas du sud et nommés *surasos*. Les températures peuvent alors chuter brutalement à 9°, voire à des pointes extrêmes atteignant 2°. Des tendances du type propre au climat désertique apparaissent pour certains secteurs de la région de Potosi.

- Le climat tempéré avec hiver froid, intéresse la région du lac Titicaca. Par contre, les vallées disposent d'un climat sec et chaud, tandis que le front subandin connaît un climat humide, avec des hivers secs et chauds. Les températures varient entre 3° et 18° en moyenne

- Les climats froids sont de deux types : l'un, avec un régime de haute montagne, correspond aux cordillères hautes dotées de glaciers permanents et enneigées une partie de l'année ; le second type est marqué par un climat, dit de toundra qui affecte les versants des cordillères et une grande partie de l'Altiplano.

Un pays de forte instabilité historique

L'histoire précoloniale de la Bolivie est encore mal connue et laisse, au moins pour les périodes les plus reculées, de nombreuses questions en suspens. Néanmoins, de manière schématique, on peut discerner quelques périodes clés.

Pour la Bolivie andine, il apparaît, dans l'état actuel des connaissances, que les bases historiques et culturelles expliquant l'apparition des premières formes étatiques sont posées avec l'établissement, probablement entre 400 et 200 ans

⁴³ Dory, D. *Características y variaciones del climá en Bolivia*, 1998.

⁴⁴ Voir la synthèse de Prieto, M. & Herrera; R.G. *Climá y economía surandina : el Alto Perú y el espacio regional a fines del siglo XIX*, 2003.

avant J. C., de la culture Pucara⁴⁵ qui, certainement, a donné ensuite naissance à Tihuanaco (Tiwanacu). Mais, des cultures plus rudimentaires, reconnues par les archéologues et propres aux périodes litho archaïques et formatives, existaient aussi avant l'apparition des premiers États.

L'État de Tihuanaco

Il disposait, selon les archéologues⁴⁶, de relations d'échanges avec la façade littorale du Pacifique. Axé sur le lac Titicaca, il aurait eu une vaste extension, mais qui jusqu'ici reste hypothétique quant à ses limites précises d'influence.

On présume que Tihuanaco formait une confédération avec des cités telles que Moquegua⁴⁷. Un seul point est bien établi, son ancienneté, qui est datée de 400 avant J. C. ; ajoutons qu'on a détecté cinq séquences historiques propres à cette civilisation.

Elle trouverait son apogée à partir de 374 après J. C. (Période IV) pour ses formes urbaines et agricoles, puis entrerait en décadence à partir de 724, pour disparaître en 1172 (Période V). Elle a laissé, avec le site de Tihuanaco, d'importants vestiges d'un ensemble urbain et cérémoniel qui laisse supposer qu'elle disposait d'une base démographique conséquente ; elle témoigne, en outre, des connaissances astronomiques développées qui ont été appliquées à son architecture.

La culture Mollo

À partir du XII^e siècle se développe la culture Mollo, qui a occupé, en gros, la superficie de l'actuel département de La Paz, soit 100 000 km².

On lui prête comme métropole la citadelle d'Iskanwaya, située dans la vallée de Llika (province de Muñecas) ; cette forteresse était chargée d'arrêter les incursions des envahisseurs remontant des terres chaudes des llanos.

Cette civilisation qui reste mal connue, a su développer une importante agriculture marquée par la réalisation de nombreux aménagements du type terrasses et *andenes* et de systèmes de canaux d'irrigation.

⁴⁵ Selon Lavallée, D. *Les Andes, de la préhistoire aux Incas*, 1985. Néanmoins, une école d'archéologie bolivienne produit une origine bien antérieure de 1700 ans avant J. C. et s'efforce de voir dans le site actuel la capitale d'un vaste empire défunt atteignant la côte du Pacifique. Voir aussi Ponce Sanjines, C. *Tiwanacu : 200 años de investigaciones arqueológicas*, 1995. Ouvrage décevant quant aux résultats présentés, mais donnant une iconographie intéressante et une bibliographie de référence.

⁴⁶ Pärssinen, M. *Tiwanacu : una cultura y un estado andino*, 2005.

⁴⁷ Des travaux récents établissent que Tihuanaco contrôlait un réseau de colonies obéissant au schéma bien connu de l'archipel andin, avec une extension jusqu'à la côte du Pacifique selon les travaux des archéologues chiliens qui ont étudiés les sites de Azapa (Arica) et San Pedro de Atacama, entre 500 et 1000 av. J. C. Voir : Goldstein, P. *Moquegua y el imperio Tiwanacu*, 1998.

Le Collasuyu Inca

La conquête Inca a été entreprise par Tupac Yupanqui qui a constitué, avec l'annexion de la partie andine de la Bolivie actuelle, le secteur sud de l'empire Inca ou Collasuyo (pays des Collas), approximativement entre 1471 et 1532. Malgré cette bien courte période, les Incas ont apporté de profonds changements. Ils ont développé les formes de l'agriculture vivrière, commencée une exploitation minière (avec l'or alluvial de la province de Larecaja), construit des routes et des forts. Leur emprise permanente, sauf des incursions de courtes durées et tardives vers les llanos, s'est cantonnée à la région andine.

Face aux peuples guaranis, l'emprise inca a établi une frontière d'altitude⁴⁸ qui correspondait à une interface ethnique plaçant en situation de confrontation les peuples montagnards du Nord - les Collas aymaras et quechuas- et ceux des tribus nomades appartenant à l'ensemble Guaranis.

L'orient : peuples nomades et maîtrise aquatique

En ce qui concerne le vaste ensemble physique formé par l'orient bolivien, l'état encore embryonnaire des études archéologiques ne permet guère d'être précis.

La civilisation aquatique du Beni

Des travaux en cours⁴⁹ confirment, pour la civilisation de Mojos (Beni), ses caractères originaux de société aquatique. Il s'agissait d'une société utilisant des techniques hydrauliques perfectionnées, avec la construction de terre-pleins ou tertres permettant le repli des populations en saison des pluies, et disposant de systèmes d'irrigation et de drainage, avec des digues servant de chemins. Cette civilisation pratiquait l'agriculture à grande échelle car elle disposait d'un potentiel démographique estimé à 350 000 personnes, donc relativement important dans le contexte démographique de l'époque, surtout en comparaison du peuplement actuel⁵⁰.

Cette originale société, reposant sur des bases hiérarchisées, se serait développée entre 300 et 800 de notre ère, puis s'effondre ensuite pour des motifs restés toujours inconnus à ce jour.

⁴⁸ L'état actuel de la recherche archéologique ne permet pas d'être plus précis géographiquement.

⁴⁹ Les premières découvertes sont dues à Denevan, W. *La geografía cultural de los llanos de Mojos*, 1980.

⁵⁰ Citons ce point de vue récent : *En prenant en compte l'échelle et la densité des restes archéologiques des établissements humains et des terrains de culture, les llanos de Mojos ont pu avoir porté une des populations précolombiennes les plus denses d'Amérique tropicale* ; In : Frikson, Clark L. *Los caminos prehistóricos de la Amazonía boliviana*, 2000.

L'aire des nomades chiriguanos

Au Sud de Santa Cruz apparaît une autre aire culturelle, celle des Chiriguanos. Pour A. Métraux, il s'agit de descendants des Guaranis du Sud installés sur les berges du rio Paraguay et qui, à partir du XV^e siècle, ont migré pour pénétrer dans le sud de l'actuelle Bolivie.

La conquête espagnole

Les Espagnols entament la prise de possession de la cordillère andine avec Pizarre et Almagro qui débarquent une première fois à Tumbes, sur la côte nord du Pérou, en 1524. Revenu assurer la conquête du riche royaume qu'ils ont pressenti, en 1535 ils entrent dans l'Altiplano central avec l'appui d'alliés indiens las du joug inca. Diego de Almagro assure ensuite, entre 1535 et 1540, l'occupation du Collasuyo à partir de Cusco, capitale des Incas méridionaux, qu'il occupe en 1533, puis il atteint le site actuel de La Paz, ville fondée en 1548.

Auparavant, en 1545, guidés par un Indien du cru, les Espagnols découvrent le Cerro Rico de Potosi, une montagne qui se révéla un fabuleux et inépuisable réservoir de minerai d'argent... Cette découverte fixe le devenir minier de la région et explique l'importance capitale que prend l'Altiplano pour l'Espagne, comme elle scelle pour longtemps le futur destin de la Bolivie.

Charcas : un pôle minier

En 1542, l'Espagne unifie, sous le nom de vice-royauté du Pérou, les premières démarcations territoriales créées en 1534. Puis, avec l'instauration en 1561 de deux audiences, celles de Lima (Bas Pérou ou de Los Reyes) et de Charcas (ou Haut Pérou, soit la Bolivie actuelle), la césure géographique et administrative initiale existante entre côte et hautes Andes est maintenue.

L'audience de Charcas, avec Sucre (ou la ville aux trois noms car elle fut appelée successivement Charcas, La Plata puis Sucre) comme chef-lieu, bien qu'excentrée de Lima, sa capitale, assure l'emprise administrative de l'Espagne sur les zones minières stratégiques de Potosi⁵¹.

Celles-ci allaient jouer un rôle économique de premier plan, jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Il était justifié par leur très importante production d'argent qui a bouleversé l'économie occidentale et assuré, pour près de deux siècles, le rayonnement impérial de l'Espagne.

Les limites de l'audience étaient, à l'ouest, la côte du Pacifique, de Tacna jusqu'à Antofagasta ; au nord-est, en pleine Amazonie presque inconnue, la frontière avec le Portugal partait des sources du rio Yavari alors inexploré, atteignait en suivant une ligne de latitude le rio Madeira, puis la démarcation empruntait le cours des rios Itenez et Paraguay, à l'est.

⁵¹ Lopez Beltran, C. *Estructura económica de una sociedad colonial. Charcas en el siglo XVIII*, 1988.

Au Sud, les Espagnols se heurtèrent à la frontière, aussi bien physique qu'humaine, constituée par le Chaco où les tentatives de pénétration et de colonisation n'aboutirent pas jusqu'à la fin de la Colonie ; la permanence de cet hinterland de fait explique après l'indépendance les litiges frontaliers qui opposèrent la Bolivie, le Paraguay et l'Argentine.

Une économie contrastée entre mines et agriculture

La Bolivie, c'est la mine ! Ce leitmotiv domine l'histoire économique qui débute, dès la conquête espagnole, avec la découverte du fabuleux gisement d'argent de Potosi. Si l'argent conserve ensuite un rôle important malgré des soubresauts dans sa production, son déclin définitif intervient fin du XIX^e siècle. Quelques années plus tard, un nouveau minerai, toujours extrait des hautes terres de l'Altiplano, prend sa relève ouvrant l'ère de l'étain. Son règne, lui aussi, sera soumis aux vicissitudes des cours mondiaux et d'une rude concurrence, jusqu'à la crise des années 1980⁵².

À partir de cette date, le destin économique du pays paraît voué à valoriser une rente principalement agricole et touristique, la mine devenant plus secondaire. Néanmoins, à partir de 1997, l'importance des découvertes réalisées dans le secteur des hydrocarbures, puis le début d'exploitation des gisements de gaz naturel permettent aujourd'hui à la Bolivie de pouvoir prétendre à un avenir économique plus diversifié⁵³ grâce à ses réserves de gaz, les premières d'Amérique du Sud.

En ce qui concerne les activités de caractère économique, l'agriculture joue un rôle déterminant de tout temps. Ses formes et leurs productions obéissent aux différents milieux naturels comme aux conditions historiques anciennes.

Actuellement, on peut établir la classification suivante : l'Altiplano, par héritage de la Réforme Agraire de 1953 comme à cause de ses diverses et fortes limitations d'ordre physique, conserve une agriculture à dominante familiale reposant, soit sur la petite propriété, soit sur des communautés rurales traditionnelles.

Les cultures donnent la priorité à l'autoconsommation basée sur la pomme de terre, les plantes andines à tubercules et le petit élevage familial de porcins, caprins, ovins et camélidés.

⁵² Pour une analyse succincte, mais allant à l'essentiel des grandes étapes de l'économie bolivienne, voir : Luna Cabrera, G. *La economía boliviana del siglo XX. Una sombre antesala al siglo XXI*, 2002.

⁵³ Un intéressant marché d'exportation de gaz s'est ouvert avec le Brésil, un autre prend depuis peu (2004) une certaine importance avec l'Argentine.

Les vallées, mieux loties grâce à des conditions naturelles nettement favorables, ont vu se développer une agriculture de petites et moyennes exploitations ; mais on note aussi l'apparition d'entreprises agricoles modernes, notamment dans la région de Cochabamba. Fruits, légumes, céréales, élevage y prospèrent ainsi que la problématique culture illégale de la coca qui a fait d'abord la fortune légale des Yungas, puis a proliféré au Chapare, à partir des années 1970.

Ce sont les terres basses de l'orient qui, depuis les années 1960, ont connu un développement à grande échelle des activités agricoles commerciales. Elles reposent sur de vastes domaines, soit réactivés grâce à la Réforme Agraire de 1953, soit créés depuis à partir de terres obtenues du Domaine de l'État. L'élevage des bovins, le soja, le riz, le coton, la canne à sucre et le tournesol sont les fleurons de cette activité en expansion.

Une césure socio-économique existe donc depuis une vingtaine d'années entre les activités rurales de l'occident et celles de l'orient. Elle est d'autant plus grave par ses conséquences qu'elle coïncide avec un profond hiatus culturel. En effet, les campagnes pauvres andines sont souvent celles qui ont conservé les populations aux activités les plus traditionnelles, car restées loin des avancées indispensables en matière de santé, d'éducation et d'équipements publics.

Un des pays parmi le plus pauvres d'Amérique du Sud

La Bolivie, malgré des progrès indéniables dans de nombreux domaines, reste confinée parmi les pays les plus pauvres du continent, ainsi que l'indiquent, avec une régularité consternante, toutes les comparaisons des statistiques internationales.

- Tableau 2. Indicateurs démographiques de la Bolivie et des pays sud voisins.
Source : *L'état du monde 2002*.

Indicateurs	Bolivie	Pérou	Équateur	Brésil	Paraguay	Chili
Population (en %)	8,4	25,6	12,7	170	5,4	15,2
Densité	7,6	20	44,6	20	13,5	20,1
Croissance	2,3	1,7	2	1,3	2,6	1,4
Fécondité	4,36	2,98	3,10	2,27	4,17	2,44
Mortalité infantile	65,6	45	45,6	42,1	39,2	12,8
Espérance de vie	61,4	68	69,5	67,2	69,6	74,9
Population urbaine (%)	61,9	72,4	64,3	80,7	55,3	85,4

Seul atout, mais tout relatif pour la Bolivie, sa faible densité, et une croissance économique parmi les plus fortes du continent.

Par contre, le pays conserve une fécondité qui indique bien le maintien de structures familiales traditionnelles en milieu rural. Quant aux indicateurs de santé publique, pour la mortalité et l'espérance de vie, la Bolivie se détache négativement dans le concert des pays sud américains. Le tableau 3 confirme cette mauvaise position qui traduit un fort sous-développement face aux critères de l'IDH (Indice de Développement Humain) ou de l'analphabétisme.

- **Tableau 3. Indicateurs comparatifs avec des pays voisins.** Source : *L'état du monde 2002.*

Indicateurs	Bolivie	Pérou	Équateur	Brésil	Paraguay	Chili
Analphabétisme	15	10	8,5	15	6,5	4,4
IDH*	0,648	0,743	0,726	0,750	0,738	0,825

*IDH : Indice de développement Humain créé par le PNUD

L'héritage de facteurs adwerses

Avec une superficie initiale estimée à 2,3 millions de km², la Bolivie, peu après son indépendance, se situe parmi les grands pays sud américains. Néanmoins le nouvel État souffre de plusieurs handicaps majeurs.

Sa population qui est faible, avec à peine plus d'un million d'habitants, est très inégalement répartie. Si certaines zones fertiles, avec les bordures du lac Titicaca, peuvent faire figure de relatives fourmilières humaines, de vastes secteurs de l'Altiplano du Sud ou les lisières du Chaco, sont presque vides d'occupation. En orient, le Beni et les vastes zones inexplorées jouxtant au nord et à l'est la frontière du Brésil sont vacantes.

Autre facteur adverse, la Bolivie, du fait de sa configuration géographique, se trouve éloignée de tout foyer important d'activités commerciales ou industrielles. Humboldt avait déjà noté ce confinement profond.

L'isolement de la future Bolivie découle, en 1825, de sa séparation du Pérou sans disposer d'un exutoire maritime propre et actif.

Certes, elle dispose alors d'une longue frange côtière de 600 km sur le rivage du Pacifique, mais qui reconnue en 1826 par la mission O'Connor s'avère presque vide d'activité, car ne disposant que de ports forains peu sûrs et sans pistes en état conduisant vers l'intérieur, alors que la partie peuplée et active économiquement du pays est quasiment incarcérée sur un Altiplano isolé par deux cordillères.

Pourtant les avertissements n'avaient pas manqué, notamment avec l'opposition initiale de Bolívar à cette scission du bas et du haut Pérou qui remettait en cause sa vision de l'union continentale.

Jusqu'en 1950 au moins, seules les Andes jouèrent un rôle économique en Bolivie car elles disposaient aussi bien de la plus forte concentration d'une population limitée donc du contrôle politique du pays, que de la richesse minière, l'étain succédant à l'argent, et de ressources agricoles.

Il a résulté de cette situation d'isolement externe et de l'existence de fortes barrières naturelles internes, l'absence durable de toute complémentarité sociale et économique entre les différentes parties d'un pays ainsi cloisonné comme l'indique bien l'atonie de l'activité économique dans la grande moitié orientale de la Bolivie.

Chacun des grands ensembles régionaux – prospères bordures du lac Titicaca, bassin du lac Poopo, massif du Lipez, sites miniers de Potosi et d'Oruro, agrestes campagnes de Tarija dans l'extrême Sud, vallées de Chuquisaca et de Cochabamba, vieilles terres des missions jésuites de Mojos et de la Chiquitania, Santa Cruz et ses lointains confins atteignant le rio Paraguay - vit à son rythme propre, renfermé sur lui-même, mesurant ses ambitions à une échelle locale étriquée, incapable d'avoir une vision d'ensemble dans un cadre privé de moyens de communication comme d'une langue commune. L'espagnol, en effet, reste la langue réservée à la bourgeoisie urbaine, à l'élite politique et au clergé, mais il n'a que peu ou pas pénétré en profondeur les populations indiennes de l'Altiplano.

Or ces populations indiennes, essentiellement rurales, sont elles-mêmes fragmentées culturellement, linguistiquement et historiquement entre Aymaras et Quechuas sur l'Altiplano et les vallées interandines comme en de multiples ethnies de petites tailles en orient. Si le massif andin peut trouver une certaine unité culturelle en se recommandant de l'ancien Collasuyu Inca, les peuples orientaux ne peuvent évoquer en commun que la barrière qu'ils opposèrent aux avancées des Incas comme leur colonisation religieuse par les missionnaires jésuites et franciscains.

Cette sorte de « fossilisation sociale⁵⁴ », d'origine historique comme géographique, a été singulièrement aggravée par les conditions économiques ambiantes. Un constat s'impose : la vie économique de la Bolivie républicaine n'est pas à la mesure de ses ressources exploitées comme de ses potentialités, au niveau minier comme agricole.

⁵⁴ Très bien analysée par René Gabriel Moreno in : *Ultimos días coloniales en el Alto Perú*. Ce brillant homme de lettres préféra fuir au Chili pour y faire une carrière d'archiviste réputé car refusant cette médiocrité sociale.

Deux causes au moins expliquent ce décalage : d'une part, la persistance des techniques comme des méthodes anciennes. Citons, à titre d'exemple, le consul anglais Pentland qui s'étonne, en 1826, de l'absence de tout charroi sur les principales pistes du pays faute d'activités commerciales, observation qui restera vraie jusqu'aux années 1880 ; seuls les convois de mules et de lamas assurent alors le transport régulier du minerai brut d'argent vers la côte du Pacifique.

D'autre part, l'introduction du chemin de fer⁵⁵, s'il donna un sursis bénéfique à cette activité devenue végétative, ce fut en lésant les intérêts des communautés qui se consacraient au transport à dos de bêtes du minerai comme ceux des exploitants agricoles qui furent ruinés par la politique d'importation de produits agricoles à bas coûts. Si l'étain prend, à partir de 1900, la relève de l'exploitation de l'argent, par routine les milieux économiques se satisfont d'une exportation de minerai brut.

Certes, d'autres activités apparaissent, toutes liées à la conjoncture économique internationale (car la mondialisation des matières premières n'est pas une nouveauté), avec le quinquina de 1825 à 1870, l'extraction du guano puis du salpêtre de la côte jusqu'en 1879, le caoutchouc de 1875 à 1910. Toutes, finalement, périssent ou échappent à la Bolivie...

Un dernier écueil affecte l'économie, avec l'absence aussi bien de capitaux publics que privés permettant les investissements dans les infrastructures et la mise en valeur des ressources présentes. L'on retrouve cette situation dans le marasme ancien de l'économie rurale où, malgré l'accaparement foncier, les grands propriétaires, soit impécunieux, soit routiniers, n'introduisent aucune amélioration technique aussi se satisfont-ils en général de maigres rentes.

D'Orbigny⁵⁶ note avec insistance cette atonie économique, tout en la déplorant, lors de son long séjour dans la Bolivie rurale et marginale. Il insiste aussi sur le refus de tous droits reconnus qui est opposé à la population d'origine indienne, bien que majoritaire. Pourtant, note-t-il, elle assure les tâches essentielles, aussi bien dans les mines que les exploitations agricoles.

Ce lourd héritage d'un passé maintenu a façonné la psychologie des ruraux et explique une partie des réactions des acteurs dans la crise agraire actuelle.

En effet, l'investissement, et donc le contrôle des productions les plus rentables, est aux mains des intérêts étrangers, aussi bien pour la mine et les chemins de fer que pour les activités extractives, avec le quinquina puis le caoutchouc, et ensuite pour l'exploitation des ressources minières puis énergétiques.

⁵⁵ Dory, D. *Le système ferroviaire bolivien : origine, structure et déclin*, 2005.

⁵⁶ D'Orbigny, A. D. *Descripción geográfica, histórica y estadística de Bolivia*, 1845. Ouvrage édité à Paris et seulement en espagnol.

Cette stricte dépendance explique aussi bien l'amertume des élites qui dirigent un pays par ailleurs surendetté, que l'opposition des syndicats aux intérêts étrangers accusés de pratiquer une exploitation sans frein.

Cela explique aussi, avec la succession des échecs internationaux et les amputations territoriales imposées (avec les guerres du Pacifique en 1879, de l'Acre en 1903, et du Chaco en 1932), la force devenue négative, car aux accents chauvins, d'un nationalisme populaire bolivien souvent intransigeant et, en conséquence, sa fermeture aux réalités internationales voire son repliement.

Pays devenu enclavé du fait de son milieu physique comme de la géopolitique, la Bolivie a basculé dans une involution économique en se retranchant sur les seuls secteurs restant compétitifs par le bas coût de la main-d'œuvre. Cette situation a provoqué l'étiollement de la vie économique, l'aggravation des antagonismes sociaux et régionaux nourris par une paupérisation croissante, et l'opposition des intérêts entre les quelques noyaux conservant une toute relative prospérité, et les villes et campagnes marginalisées.

La crise d'octobre 2003 a été définie, bien hâtivement, comme une conséquence de la « Guerre du gaz », mais en oubliant que ses acteurs directs ont été des paysans sans terres, des *cocaleros* refusant l'éradication et qui se sont unis aux migrants d'origine rurale de El Alto, mal insérés ou marginalisés dans le milieu urbain.

On peut voir dans ces événements graves qui renouent avec l'instabilité chronique des institutions boliviennes, l'affirmation de la profondeur de la crise paysanne que nous analysons dans cet ouvrage comme l'hétérogénéité des revendications exprimées⁵⁷.

Il est clair, au moins pour tout observateur qui se veut objectif, que l'amalgame fait actuellement par certains groupes syndicaux paysans entre revendications ethniques, sociales et politiques, vise à un nouveau démantèlement foncier en orient comme à la mise en place d'États fondés sur une base ethnique en occident. L'aboutissement de ce type de revendication ne pourrait que déboucher sur une désagrégation finale de la Bolivie et de ses bases économiques et sociales.

⁵⁷ Dory, D. *Bolivie : la recomposition traumatique du système politique*, 2003.

Première partie :

Du temps révolu au temps réapproprié :

de *l'ayllu* à l'hacienda

Chapitre I

La terre : entre communautés indiennes et haciendas

Introduction

L'analyse présentée ici, en privilégiant l'évolution dans le temps d'une question foncière dont les militants paysans revendiquent ses retrouvailles avec l'histoire, trouve ses limites aussi bien du fait de la rareté de l'information ancienne disponible que par ses lacunes scientifiques. Pourtant, ce débat est loin d'être académique.

Les problématiques actuelles, telles que revendiquées par les tenants d'une révision draconienne du statut foncier actuel, se réfèrent au droit de retour à la mémoire historique perdue. Aussi dénoncent-ils l'évolution du statut foncier actuel qui, selon eux, tend vers par une privatisation spoliatrice. En conséquence, militent-ils pour une relation nouvelle à instituer avec l'État, et passant par un retour aux formes communautaires existant jadis au temps de l'Inca.

Ce faisant, en retranchant l'unité de base de la vie rurale, le village-*ayllu*, du cadre politique et administratif qui l'enserrait jadis, au niveau local, avec les chefferies comme microrégional avec les *curacas*, ils font une impasse conceptuelle aboutissant à créer une vision tronquée des relations politiques donc sociales existantes dans l'organisation spatiale ancienne...

Quoi qu'il en soit de ces larges interrogations dans l'analyse, une réalité certaine est établie : l'existence d'un type de faire-valoir et d'usages sociologiques inscrits dans le cadre d'une communauté connue sous le nom d'*ayllu*, et qui présente assurément une grande antériorité par rapport au système inca⁵⁸.

Il est incontestable aussi que l'installation du système colonial espagnol a institué une nouvelle grammaire de l'espace. Une ségrégation juridique et sociale a été instaurée entre les terres aliénées pour la colonisation, et celles concédées en usufruit aux collectivités autochtones par la couronne espagnole en échange de certaines obligations réglementées.

Le point de départ de la question agraire, telle qu'elle se pose de façon récurrente aujourd'hui, est bien là, dans ce nœud de rapports complexes noué dès la première moitié du XVI^e siècle, et qui plonge ses racines dans une sédimentation historique bien plus ancienne.

⁵⁸ Ainsi dans les *Relaciones geográficas de Indias* (une compilation de sources anciennes par Jimenez de La Espada, édition de 1885), dans le tome 2 propre à Charcas, p. 51 où commence une description des diverses zones peuplées, on parle de *pueblos* et de *repartimientos* voire de *bandos* (p. 58), mais pas d'*ayllu*...

De ce fait, nous ne disposons pour l'étude de l'histoire du système agraire que d'une documentation limitée, aussi bien dans la durée que dans l'espace pour appréhender sa genèse, voire suspecte de manipulations partisans.

Dans le temps, car notre connaissance des séquences précoloniales de l'histoire bolivienne comme andine, est réduite aux sources produites par les premiers chroniqueurs espagnols. Nous n'insisterons pas ici sur la fragilité objective de ces témoignages, pas plus que sur leur caractère nettement insuffisant en ce qui concerne des questions aussi complexes. Par exemple, celles touchant aux modalités comme au fonctionnement d'un système d'économie rurale qui n'a pas survécu à la conquête espagnole, surtout dans ses premiers temps où la fascination exercée par les découvertes minières éclipsait tout autre centre d'intérêt.

Dans l'espace enfin, car la Bolivie actuelle n'épouse pas exactement les anciennes et probables limites du Collasuyu inca, c'est-à-dire de la quatrième division territoriale d'une construction impériale tardive et n'ayant pas eu d'emprise sauf tenue localement (entre 1471 et 1532) sur une partie de la Bolivie orientale, celle des terres basses, soit les deux tiers de son territoire actuel.

Période précoloniale : la recomposition du système Inca

Les premières civilisations apparues en Amérique andine furent formées par des groupes nomades ou semi-nomades dont la subsistance reposait sur la chasse et la pêche. L'apparition de l'agriculture a obéi à un processus lent et progressif qui a débuté il y a environ 6 000 ans, et s'est caractérisé par une parfaite adaptation de formes agricoles spécifiques à la diversité des milieux naturels comme à leurs conditions restrictives pour l'activité agricole andine.

L'insuffisance des matériaux historiques

Nous ne disposons que d'une vision fragmentaire du statut foncier en vigueur durant la période inca dont, par ailleurs, on néglige souvent le fait que sa durée fut historiquement très courte, car comprise entre 1230 environ et 1527 date du débarquement des Espagnols de Pizarre à Tumbes, au Nord du Pérou. Quant à l'actuelle Bolivie, elle n'a été occupée que très tardivement, fin du XV^e siècle, par un empire Inca conquérant qui s'étendait de la Colombie du Sud à l'Argentine du Nord, et dont certains historiens estiment que sa formation a demandé moins de deux siècles. Or, bien avant l'Inca, il y eut Tihuanaco (ou Tiwanacu)⁵⁹.

⁵⁹ Pour certains auteurs boliviens, imprégnés du révisionnisme historique mis en avant par des auteurs d'origine aymara, Tihuanaco aurait formé un empire.

On présume qu'il formait une confédération s'étendant de l'Altiplano andin à la côte du Pacifique. Cet État disposait nécessairement d'une paysannerie organisée qui seule a permis, par d'importantes réquisitions de main-d'œuvre, la réalisation de constructions monumentales requérant aussi la constitution d'importantes réserves alimentaires. Mais on ne dispose que de témoignages archéologiques nécessitant encore beaucoup de travaux pour mieux comprendre cette vieille civilisation.

Si la naissance de l'agriculture débute vers 6000 ans, elle connaît une phase d'aménagements agricoles avec terrasses et murettes entre le X^e et le V^e siècle avant J. C. où naît véritablement l'agriculture andine organisée. Cette période est marquée par la domestication, parmi d'autres, de deux plantes essentielles dans ces types de milieux contrastés, avec la pomme de terre et le maïs. Autant le maïs est adapté au climat sec de la côte, autant la culture de la pomme de terre⁶⁰ qui est réalisée jusqu'à 4 200 m, permet l'essor d'une civilisation de montagne. À partir de là, avec la maîtrise technique de l'irrigation, les bases de la croissance démographique étaient posées entraînant la fixation de l'habitat.

Il en résulte progressivement l'instauration des fondements de civilisations brillantes et, en conséquence, l'élaboration des premières structures politiques aboutissant à la formation des premiers États. Mais nous ne savons rien de précis, faute de sources premières, sur le fonctionnement de cette agriculture, sur le statut des terres ou la formation comme l'utilisation du surplus agricole.

Ce débat de fond, malgré de substantielles avancées réalisées par l'archéologie et l'ethnohistoire, reste encore chargé d'interrogations et explique chez nombre d'auteurs des interprétations différentes voire antagonistes.

Pour simplifier et aller à l'essentiel de notre propos, on peut dire que deux courants de pensée existent, l'un mettant en avant une forme dite socialiste de l'État, l'autre une organisation beaucoup plus impériale administrant pour ses fins propres l'économie rurale, base de son pouvoir.

La nature d'un empire bureaucratique sans écriture

Le mode de gouvernement des Incas a exercé une véritable fascination sur les esprits, celle « du mirage inca » selon A. Métraux⁶¹. Il est certain aussi que le cadre géographique des Andes qui fit écrire à d'Orbigny : « *En Amérique tout est grandiose* », de même que les impressionnants monuments cyclopéens laissés par les civilisations andines disparues ont produit une impression de démesure, voire de force mystérieuse.

⁶⁰ Un produit d'autant plus intéressant que, comme le note J. Piel, avec 48 jours de travail annuellement, la subsistance d'une famille est assurée (Op. cit. p. 70). D'où aussi la divinisation de ces deux plantes comme celle ensuite de la feuille de coca.

⁶¹ Métraux, A. *Les Incas*, 1962.

Keyserling, un rationaliste romantique pourtant, n'a pas échappé à ce sentiment trouble que provoque dans les Andes, au moins pour le visiteur, cet alliage fait des forces telluriques façonnant les paysages et de la volonté quasi surhumaine des hommes inscrite dans les monuments grandioses du passé : « Cette haute civilisation des environs du lac Titicaca me fit l'effet d'être nettement inhumaine »⁶². Aussi comprend-on peut-être mieux la complexité et la vigueur du débat qui s'est ouvert comme la diversité des points de vue exprimés par les auteurs américanistes.

Pour les uns, les souverains Incas se sont attachés à bâtir un État paternaliste, guidés par le souci du bien-être de ses populations de paysans, la grande masse de ses sujets. Louis Baudin⁶³ a popularisé cette vision qui coïncidait avec l'engouement de son époque pour des expériences qu'on croyait être socialistes.

On retrouve cette conception, exempte de sa vision idéologique, bien avant lui. Elle obéissait à un autre souci, celui de l'édification de la cour espagnole par un chroniqueur talentueux, bien que brochant quelque peu sur la réalité ancienne, et qui a été souvent sollicité par les textes : Garcilaso de La Vega⁶⁴.

Cette perception due à L. Baudin est empreinte d'un paternalisme social qui a été repris dans l'argumentaire d'un penseur péruvien connu pour ses écrits et qui voit dans la communauté « un organe spécifique du communisme » qui, selon lui, confirme, si besoin en était : « l'évidence historique du communisme incaïque »⁶⁵.

Une autre des interrogations de fond posées par de nombreux auteurs vise à situer la place politique et la fonction de l'assise sociale formée par le paysannat, avec l'*ayllu*, ou communauté paysanne de base, dans le fonctionnement de l'État Inca.

Un des pionniers de l'étude scientifique de l'État inca, J. V. Murra⁶⁶, s'est efforcé, à partir de ses travaux de terrain et de l'exploitation des anciennes *visitas* coloniales (notamment celle de Huanuco, publiée en 1964, et de Chucuito en 1972), d'avancer une série de points de vue novateurs.

Tout en reconnaissant les limites étroites de l'information comme le côté spéculatif de certaines interprétations, il considère que l'on se trouve face à une construction ordonnée basée sur une agriculture développée :

⁶² Keyserling, H. (de). *Méditations sud-américaines*, 1941. Op. cit. p. 17.

⁶³ Baudin, L. *L'empire socialiste des Incas*. 1928. Voir aussi du même auteur : *La vie quotidienne au temps des derniers Incas*, 1955.

⁶⁴ Garcilaso de La Vega. *Comentarios reales de los Incas (1609)*, 1960. Fils d'une princesse inca et d'un Espagnol, il occupa une position brillante à la cour d'Espagne et, par ses écrits, il s'est efforcé de donner une vision exemplaire et « politiquement correcte » des institutions incas.

⁶⁵ Mariategui, J. C. « *El Problema del Indio* ». In : *Antecedentes para la Reforma Agraria en Bolivia*, 1953. Op. cit. p. 195, in note infra paginale 12.

⁶⁶ Murra J. V. *Formaciones economicas y politicas del mundo andino*, 1975.

« Au moins jusqu'en 1500, le Tawantisuyu disposait de deux systèmes d'agriculture et d'accès à la terre. Chacun d'eux, celui de l'État et celui des groupes ethniques locaux, représentait de véritables forces économiquement et politiquement significatives »⁶⁷.

Pour compléter son analyse, Murra cite un de ses prédécesseurs (Rowe, 1963) pour qui : « Le gouvernement protégeait l'individu contre tout type de besoins et, réciproquement, réclamait un fort tribut ».

Néanmoins, Murra a consigné aussi les facteurs de crise présents à l'intérieur de l'empire ; ils trouveront, avec l'arrivée des conquistadors, l'occasion d'éclater au grand jour et de précipiter la chute du régime inca :

- Le système du contrôle vertical des étages écologiques était entré en contradiction avec le corset étatique et un maillage administratif « à fins militaires » qui était devenu la règle du gouvernement.
- La *mita* qui remplaçait le tribut était cause de désertion des villages ou de résistance armée de paysans.
- Une part de plus en plus importante de la population était déportée hors de ses terroirs et de leur contexte ethnique pour les fins impériales de colonisation dans les zones conquises.
- Le rôle absolu de l'État pour assurer, par un strict contrôle, la redistribution des biens, l'échange comme le transport des productions.

La question de la rente de l'État

Un autre auteur, jouissant d'une certaine notoriété⁶⁸, rend compte que le Tawantisuyu ou État inca, créa des propriétés et aménagea des zones cultivées appartenant au domaine royal pour assurer les revenus indispensables à l'exercice de ses fonctions régaliennes, notamment pour le culte du Soleil et l'entretien des fonctionnaires ou militaires impériaux.

Nous pouvons aussi citer l'intéressante thèse de G. Bataille⁶⁹ concernant « la part maudite », ou consommation ostentatoire du surplus, qui caractérisait certains fastes sociaux et architecturaux de l'État Aztèque, système qui est transposable chez les Incas... Aussi, sans une agriculture forte, l'État ne pouvait développer ses fonctions pas plus que ses ambitions impériales. Un exemple en est donné avec la culture du maïs qui fut amplifiée grâce aux travaux du type *andenes* et par l'irrigation des terrains propices.

⁶⁷ Murra, J. V. Ibid. Op. cit., p. 24.

⁶⁸ Wittfogel, K. *Oriental despotism*, 1957. Cet auteur est le père du MPA ou « mode de production asiatique », un système politique qui confère un rôle majeur au souverain qui, en Asie, est le maître des terres et l'ordonnateur des grands travaux d'hydraulique agricole.

⁶⁹ Bataille, G. *La part maudite*, 2000.

Des indices archéologiques indiquent aussi l'annexion par l'Inca de terres à maïs sur la côte ; opération qui aurait été facilitée par l'existence d'anciennes structures étatiques pré incaïques et évoluées. Murra ajoute :

« *Le Tawantisuyu imposa aussi de lourdes mitas (prestations de travail) agricoles, militaires et pour les travaux d'intérêt public ; quelques populations furent exilées de leurs terroirs d'appartenance ethnique et de parenté pour se consacrer aux travaux de l'État. Mais, en 1500, malgré toutes ses pressions, l'État interférait peu dans l'aptitude du paysan à assurer son alimentation comme sur celle de son unité familiale : le paysan continuait à s'alimenter par des cultures non irriguées de tubercules andins, à l'intérieur d'un système de cultures basé sur l'ethnie et la parenté* »⁷⁰.

Pour un ethnohistorien⁷¹, les structures de l'économie inca présentent un double caractère car elles : « *peuvent se caractériser, dans une première analyse, par la combinaison de deux principes : ceux de réciprocité et de redistribution* ». Wachtel insiste sur le côté fluctuant de la répartition tripartite des terres entre l'Inca, le culte du soleil et les communautés. De nombreux exemples locaux indiquent, selon lui, que cette triple fonctionnalité était plus théorique que d'application stricte, car était fortement variable, d'une communauté ou d'un milieu écologique à un autre, toujours selon les quelques sources fragmentaires subsistantes.

Un État conquérant

Il existe, néanmoins⁷², malgré la diversité des positions, un accord général pour considérer que deux types d'agriculture existaient : l'un laissé aux soins des groupes ethniques locaux, l'autre contrôlé par l'État inca.

On s'éloigne ainsi de la vision lénifiante du « bon État bienfaiteur » avancée par certains...

Si l'on accepte la synthèse qui se dégage des observations émises par la majorité des auteurs, le pouvoir inca présente avec certitude quelques caractères bien identifiés :

- Les premiers souverains n'ont qu'un rôle effacé car ils n'étaient que des « *chefs de guerre ou sinchi* ». Leur ascension ne débute qu'au début du XIII^e siècle (vers 1230), une fois les Incas affranchis des contraintes d'une sorte de confédération des ethnies locales, mais sur laquelle on ne dispose guère d'informations.

⁷⁰ Murra, J. V. *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*, 1975. Op. cit., chapitre 2.

⁷¹ Wachtel, N. *La vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole*, 1971.

⁷² Nous citons ici une remarque de D. Lavallée et L. G. Lumbreras, in : *Les Andes de la préhistoire aux Incas*, 1985 : « *Cependant, malgré des dizaines d'ouvrages et des centaines d'articles, une nouvelle vision de l'empire inca et de sa nature réelle ne fait encore que s'esquisser...* ». Op. cit., p. 331.

- En 1400, date à peu près sûre, Viracocha s'installe dans la vallée de Cuzco, mais son autorité ne rayonne que sur une quarantaine de Km.

- C'est une série de guerres contre les principautés qui, par étapes rapides, permet aux Incas la constitution d'un vaste territoire, vers 1470, et d'absorber tardivement l'actuelle Bolivie ou Collasuyo.

- Pizarre débarque une première fois à Tumbes, au Nord du Pérou, en 1527, et entame la conquête à son retour en 1532 alors que l'empire inca est devenu bicéphale⁷³, d'où une guerre civile larvée entre le Nord, avec Quito comme capitale et Atahualpa comme souverain, et le Sud, avec sa capitale sacrée de Cuzco, le « nombril du monde inca », et Huascar comme roi. Était-ce le début d'une partition d'un ensemble territorial géographiquement dilaté et devenu, peu à peu, difficilement gérable, ou bien le signe d'une crise dynastique passagère ?

L'État inca, et l'on est ici sur un terrain plus sûr⁷⁴, a donc existé en tant que structure de commandement d'une politique ambitieuse de contrôle d'un espace occupé par une mosaïque composée de populations indiennes très hétérogène. Si son centre de gravité a été pleinement situé d'abord dans les Andes, ses poussées au Nord comme au Sud où vers les terres chaudes (encore mal connues, car on évoque de profondes incursions vers le bassin amazonien) indiqueraient une tendance au déplacement de son centre de gravité.

La crise existentielle du système vient-elle de cette boulimie conquérante et du décentrage géographique qui en résulte ?

Les instruments du Pouvoir

Quoi qu'il en soit, le pouvoir inca disposait des instruments de domination sur l'espace et les hommes y vivant :

- Une langue : le *runasimi* ou quechua, imposée aux peuples soumis sauf les aymaras.

- Une religion d'État, le culte du Soleil ou Inti qui coexiste avec des cultes anciens autochtones, où le souverain est le descendant d'un Dieu vivant aussi dispose-t-il d'un pouvoir théocratique absolu, en apparence du moins.

- Le versement du tribut sous forme de produits agricoles, le recrutement de militaires et le service de prestations de travail ou *mita*.

- Une politique de migrations autoritaires pour peupler les confins et isoler les ethnies récalcitrantes à la domination de l'Inca.

⁷³ Duviols, P. *La dinastía de los Incas : monarquía o diarquía ?*, 1979.

⁷⁴ Voir la synthèse qui fait date maintenant de Favre, H. *Les Incas*, 1972.

- Une organisation militaire fondée sur une armée permanente dont on ignore le système de recrutement : probablement un corps de professionnels encadrant des contingents fournis par les campagnes ?

- Un vaste réseau de voies stratégiques, quadrillant l'ensemble du territoire y compris les zones montagneuses, et jalonné de *tambos* ou vastes dépôts de vivres et d'armes.

- Une double organisation sociale basée sur une structure dualiste dédoublée par une division tripartite de la société et assurant, pour les uns un rigoureux contrôle social, et pour les autres le fonctionnement harmonieux de l'ensemble... Il s'y ajoute une organisation décimale des populations réparties en groupes de 10, 50 ou 100 familles ; c'est ce dernier chiffre qui aurait été la taille de référence d'un *ayllu*.

Ce système pose une question majeure reprise par Wachtel : quels sont les rôles respectifs du pouvoir central impérial et des pouvoirs locaux incarnés par les *curacas* ou caciques, dans cette armature serrée ?

Une cour siége à Cuzco, formée de la famille régnante, de nombreuses concubines, des princes apparentés ou alliés, de hauts fonctionnaires classés en dix catégories et assurant le fonctionnement d'une bureaucratie tatillonne⁷⁵, d'un clergé pléthorique, des chefs militaires et administratifs des quatre grandes entités administratives formant l'État. Il s'y ajoute de nombreux artisans, notamment des carriers et sculpteur de la pierre, des ébénistes, des forgerons des métaux et probablement des commerçants. Or nous avons peu d'informations sur la population urbaine⁷⁶, son statut, ses couches sociales et leur origine, sauf les descriptions données par les chroniqueurs, mais parfois entachées d'un européocentrisme empruntant aux modèles de l'Antiquité.

Pour conclure, les témoignages de valeur historique concernant la structure sociopolitique de l'État Inca restent fragmentaires et souvent conjecturaux.

Néanmoins, à partir des méthodes de l'archéologie comme de l'ethnohistoire, des avancées de la connaissance ont été réalisées depuis une cinquantaine d'années.

⁷⁵ Qui conservait toutes les informations statistiques sur les récoltes, troupeaux, tributs, dans les *quipus* ou cordelettes tissées selon un code non déchiffré à ce jour, et seule mémoire existante, bien qu'on évoque l'existence de *quipus* généalogiques ou historiques.

⁷⁶ Beuchat, H. *Manuel d'archéologie sud américaine*, 1912. Cet auteur, qui s'appuie sur les textes des chroniqueurs, évoque les classes sociales urbaines et le statut particulier des ouvriers des métaux précieux (or et argent) ; les fonctionnaires auraient été dispensés de prestations en produits ou en corvées.

Elles confirment qu'une structure étatique élaborée existait, s'appuyant sur une organisation stratifiée de commandement politico-religieux⁷⁷, et dont la base rurale était constituée en unités agricoles communautaires hiérarchisées, les *ayllus*.

Ces unités étaient soumises à un contrôle de leurs productions, de leur force de travail et elles étaient redevables d'une série de prestations évoquées plus haut. Notons qu'un seul instrument de pouvoir a fait défaut à cette armature, avec l'absence d'un signe monétaire.

Nous insisterons ici, pour éclairer le développement futur de notre propos, sur le fait que le monde rural était encadré et étroitement imbriqué dans cette architecture complexe d'un État autoritaire, centralisé et expansionniste par essence⁷⁸. Notons aussi que ce contrôle pourtant serré, social et politique, laissait subsister des poches d'insoumission peuplées, soit de réfractaires au service du système, soit d'éléments appartenant à des peuples conquis refusant la soumission et pratiquant une sorte de résistance passive.

Pour résorber ces résistances passives ou actives, l'Inca utilisait la politique dite du *mitimacuna*, c'est-à-dire de la déportation des populations récalcitrantes et leur remplacement par des familles de paysans amenées de terroirs lointains et fidèles à l'Inca.

Ainsi la réalité profonde était-elle bien éloignée de la vision édénique célébrée par certains, celle d'un État soucieux avant tout du bien être et du respect des aspirations de ses populations rurales laborieuses vivant dans un *ayllu* paisible exempt de pressions extérieures...

La Colonie : une relative *pax borbonica*

L'arrivée des Espagnols a été accompagnée par l'installation d'un système d'encadrement colonial, durable et impliquant tous les aspects de la vie économique, sociale, culturelle et religieuse, qui va bouleverser de fond en comble l'organisation comme les modes de vie autochtones.

Difficultés de méthode

Un historien péruvien⁷⁹ a noté que les premiers écrits des chroniqueurs qui recueillirent oralement les traditions portant sur l'histoire locale, ont fortement influencé la vision historique moderne de la société inca comme andine.

⁷⁷ On ignore presque tout sur le rituel des sacrifices humains pour le culte du soleil, et qui fournissait les vierges volontaires pour le sacrifice ...

⁷⁸ Il apparaît aussi que l'Inca attribuait, à son gré, des domaines agricoles avec leurs paysans, à des princes de haute lignée, les *orejones* (longues oreilles), mais on ne dispose pas de détails sur les modalités éventuelles d'attribution de ces fiefs.

⁷⁹ Pease, F. G. Y. *Las crónicas de los Andes*, 1995.

Il observe ainsi que la perception du temps long historique propre aux Incas obéissait à une dialectique cyclique : naissance, apogée, chaos, qui excluait donc la vision linéaire ascendante propre aux conceptions occidentales. Il en découle aussi la facilité de la surimposition de l'image et de la fonction du roi d'Espagne sur celle de l'Inca ; il en a été de même au niveau religieux, avec l'amalgame de certains concepts païens avec les nouveaux rites catholiques.

Pease insiste aussi sur la rupture des cadres géographiques de référence provoquée par l'arrivée des Espagnols, principalement avec l'introduction du droit de propriété privée au niveau local qui, selon lui, n'existait pas antérieurement.

De même, la notion de limites administratives obéit pour les Espagnols à des référents différents de ceux des Indiens. Pour ces derniers, une limite est constituée grosso modo par des marqueurs physiques, une pampa, une vallée, une montagne, c'est un *lindero* pour les Espagnols, c'est-à-dire un horizon, et non une limite frontière, stricte et balisée du type occidental.

Il en résulte la perplexité des premiers visiteurs espagnols, tel Gregorio Gonzales qui produisit les premières « *Ordenanzas de Indias* » en 1566. Il soutenait, à partir de ses observations, que les terres et les eaux appartenaient collectivement aux Indiens et non à leurs chefs, donc étaient inaccessibles et inaliénables.

Autre différence, la conception territoriale propre aux Incas considérait une province comme un territoire réservé pour une ethnie et non structuré par des limites géographiques précises, d'où les difficultés nées des premières délimitations décidées par le vice-roi Toledo. Les mêmes déformations ou fausses analogies existent pour les définitions politiques, et elles ont créé des confusions durables, sources de graves malentendus.

Les chroniqueurs, en effet, ont plaqué la terminologie européenne sur les institutions incaïques en évoquant, non sans luxe de détails parfois exagérés, un empire, des royaumes gouvernés par des *curacas*, c'est-à-dire une vision impériale imprégnée par la contagion issue du modèle romain.

On a escamoté ainsi, selon certains historiens, une réalité importante mais contestée par d'autres, avec le caractère duel du système dynastique avec deux Incas, l'un *hanan*, l'autre *urin*. Or, c'est à partir de cette relation duelle que se seraient mis en place les mécanismes d'une succession qui n'était ni héréditaire, ni ne privilégiait la primogéniture, mais reposait sur une combinaison de cette dualité.

Le système colonial se mit ainsi en place sur des bases faussées car tronquées, d'où de graves problèmes administratifs, ce qui obligea par exemple les *curacas* à se forger une pseudo-ascendance dynastique ; il en fut de même pour les nouvelles limites territoriales.

Le moule foncier colonial

La conquête espagnole, galvanisée aussi bien par la quête des nouvelles richesses de cet Eldorado que par le zèle religieux des nouveaux croisés, fit ainsi table rase du système politique inca qui fut décapité.

Nous n'insisterons pas ici sur le nouveau type d'organisation instauré alors, pour nous attacher à ce qui constitue le centre de notre propos, la communauté rurale de base. Bornons-nous à rappeler que les terres furent déclarées propriétés de la Couronne et leurs occupants soumis au travail forcé. Néanmoins, les Indiens se virent reconnaître ensuite par Charles Quint, en 1551, le droit de vivre regroupés ; puis, sous Philippe II, en 1560, ils reçurent celui d'exploiter leurs terres de résidence, sauf celles qui étaient devenues propriétés privées. Le pouvoir des caciques fut maintenu et le statut foncier précolonial⁸⁰ toléré.

L'organisation des *encomiendas* attribuées⁸¹ aux capitaines de la Conquista permit à termes, et par corruption de son principe initial, la constitution de vastes domaines incluant les populations rurales indiennes ; elle fut donc à l'origine du *latifundio*.

L'expansion de l'hacienda ne prendra effet qu'avec la légalisation des titres de propriété durant les premières « inspections de terre » (*composiciones de tierras*) qui interviendront à la fin du XVI^e siècle. Entre-temps, l'administration espagnole avait tenté de prendre des mesures drastiques pour enlever aux indigènes une partie de leurs terres⁸².

« L'encomienda ne donnait aucun droit sur les terres des sujets, mais par la suite certains caciques, ne pouvant couvrir le montant du tribut, n'hésitèrent pas à vendre à leurs maîtres des parcelles constituant les premiers noyaux d'une appropriation foncière »⁸³.

Le rôle de l'*encomienda*, ainsi que le définit un texte colonial⁸⁴ a été fondamental⁸⁵ :

« ... le système des encomiendas ou répartition à vie était la base sur laquelle reposaient la propriété privée, les impôts de la Couronne et les relations sociales entre les races espagnoles et indigènes dans les domaines des Indiens... ».

⁸⁰ Ovando, J. A. *El tributo indígena en las finanzas bolivianas del siglo XIX*, 1985.

⁸¹ L'*encomendero* avait l'usufruit des productions, mais devait assurer l'ordre, recueillir l'impôt et évangéliser les Indiens.

⁸² Ovando, op. cit. 144.

⁸³ Ibid, op. cit. 143.

⁸⁴ Jiménez de la Espada. *Relaciones Geográficas de Indias*, t. 1, in : *Antecedentes*, p. XLVI, 1881.

⁸⁵ L'existence des *encomiendas* était temporaire, mais leurs détenteurs s'efforcèrent de les rendre héréditaires. Voir Barnadas, J.M. *Diccionario histórico de Bolivia*, 2002.

Les Espagnols, qui reçurent en gérance des terres de la couronne royale, pour lever les impôts, assurer le contrôle politique et éduquer et évangéliser les indigènes, durent faire au plus vite pour délimiter les périmètres attribués et évaluer le nombre d'Indiens en relevant.

Il est nécessaire de préciser ici⁸⁶ que l'*encomienda* ne donnait aucun droit à l'appropriation privée par les colons espagnols, mais la faiblesse de la maille administrative comme l'isolement et les distances permirent ensuite, non sans un jeu de complicités administratives, l'aliénation progressive des terres d'une partie des *encomiendas* et leur transmission héréditaire.

Placés devant des espaces vastes et confrontés à la féroce compétition des autres bénéficiaires et concurrents, ces capitaines d'aventures n'hésitèrent pas à délimiter leurs nouveaux domaines en journées de cheval, du nord au sud, de l'est à l'ouest : « *Las tierras que un caballo pudiera recorrer en tantos días de caminata* »⁸⁷.

L'administration coloniale se trouvait, en effet, devant la nécessité pressante d'encadrer une population indienne décimée par les maladies, les guerres de conquête ou les fuites, donc dispersée sur de vastes territoires alors qu'elle ne disposait que d'un faible contingent de colons espagnols⁸⁸.

La création des *encomiendas* obéit donc au souci d'assurer la territorialisation minimale d'un vaste espace, par un réseau ténu de grands domaines. Ils permettaient d'assurer le contrôle rural des zones de regroupement des villages indiens, ou *repartimientos*, qui complétaient cette découpe spatiale. Les soucis de l'âme étant dominants chez un peuple imbu de l'esprit de croisade, cette organisation répondait enfin à la nécessité de l'évangélisation des populations, avec un prêtre qui devait être affecté à chaque *encomienda* disposant d'au moins 2 000 Indiens selon l'Ordonnance de *Buen Gobierno* de 1524.

Contrairement donc à certaines idées reçues, les *ayllus*, même si leur structure a été marquée par la bien courte période de domination Inca sur le Collasuyu (ou Bolivie andine), en général ne coïncident plus avec leurs anciennes limites traditionnelles qui ont été souvent bouleversées par la politique coloniale, avec ses transferts organisés de la population rurale.

⁸⁶ Voir l'article de Th. Saignes & P. Morlon, in : *Comprendre l'agriculture andine*, 1992.

⁸⁷ « Les terres qu'un cheval pourrait parcourir en tant de jours de chevauchée », in : Sanjines Alfredo G. *La Reforma Agraria en Bolivia*, 1945. Selon cet auteur, Bolivar autorisa la famille O'Connor à procéder de même à Tarija où elle avait reçu en récompense de ses services une grande dotation foncière.

⁸⁸ En 1570, selon Velasco, un fonctionnaire colonial, on dénombrait quinze localités peuplées de colons espagnols pour la vice-royauté de Lima, soit 5 000 familles espagnoles représentant entre 25 000 à 30 000 personnes, et 300 000 chefs de familles indiens tributaires, soit 1,2 à 1,3 million de personnes. Les *encomenderos* étaient estimés à 300 au total plus leurs familles, selon Chaunu, P. *Séville et l'Amérique. XVI^e et XVII^e siècle*, 1977. Op. cit. p. 198.

De même, leur population a subi, avec la conquête et ses séquelles, un rude choc⁸⁹ démographique (estimée de dix à douze millions, elle chuterait à trois millions environ à l'apogée du pouvoir colonial) ; sous la Colonie, elle forme un amalgame de groupes réunis autoritairement, souvent en application des décrets dits de *reducciones* du vice-roi Toledo pris en 1570. Ces regroupements visaient aussi à assurer l'évangélisation des Indiens.

Un débat dépourvu d'innocence : l'état de la population précolombienne...

Les historiens de la démographie ont trouvé un terrain de prédilection dans les analyses de la démographie précoloniale comme coloniale. On doit noter, néanmoins, les forts écarts statistiques qui existent dans certains de leurs travaux mis en parallèle, et d'où l'on ne peut exclure la recherche d'un « effet catastrophe » imputé au colonialisme espagnol en particulier comme européen en général, ainsi que des erreurs d'interprétation dues à une lecture au premier degré et sans critique des textes de la Conquista.

Pour Rosenblat, mais qui se base sur une étude de textes d'époque qu'il a réalisée en 1935⁹⁰, l'empire inca culminait à 3,5 millions d'habitants en 1492 lors de sa plus grande extension. Cette population, selon le même auteur, chute à 1,5 million en 1570, pour le Pérou, à 400 000 pour l'Équateur et à 700 000 pour la Bolivie.

Pour Sanchez-Albornoz⁹¹, un auteur qui synthétise des recherches nettement plus récentes en s'appuyant sur les travaux de N. D. Cook pour les pays andins, la population du Pérou inca a subi une brutale contraction en passant de 9 millions environ à la fin de l'empire, à 589 033 en 1620. Notons, car cela a un rapport direct avec le fonctionnement de l'archipel andin, que Sanchez-Albornoz cite le cas de la perte de la moitié des Indiens soumis au tribut pour la circonscription de Quito entre les dénombremments du vice-roi Cañete en 1561 et ceux de Toledo en 1573 aussi :

« La baisse a semblé être compensée dans certaines zones par une immigration depuis l'Orient. Devant la menace de désertification, les communautés durent rappeler les membres qu'elles avaient détachés dans les étages écologiques complémentaires »⁹².

Un siècle après le début de l'irruption coloniale, la population aurait chuté de 93 % par rapport à son estimation initiale.

⁸⁹ Il y eut aussi, un peu avant, le choc de la conquête du Collasuyu par Tupac Yupanqui qui entraîna une dure répression et des déplacements autoritaires de populations rurales.

⁹⁰ Rosenblat, A. *La población indígena y el mestizaje en América*, 1954, voir p. 311.

⁹¹ Sanchez-Albornoz, N. *La población de América latina desde los tiempos precolombinos al año 2025*, 1994.

⁹² Ibid, op. cit. p. 58.

Une autre source du plus grand intérêt provient des données statistiques du dénombrement systématique ordonné en 1573 par le vice-roi du Pérou, Toledo, et incluant les territoires actuels de l'Équateur et de la Bolivie.

La comparaison de ces chiffres faite par N. D. Cook avec ceux du dénombrement entrepris en 1620, indique une nouvelle chute tout aussi dramatique que celle du « fatal impact » dû aux deux premières décennies suivant la conquête espagnole. La masse des tributaires recensés s'effondre globalement de 315 000 à 132 900, soit de plus de 55 %.

Une analyse ventilée selon les grandes régions naturelles, côte Sud, centre et Nord et Sierra Sud, centre et Nord, indique le bilan suivant : pour l'ensemble de la côte, on passe de 54 301 tributaires à 18 877, soit un repli de 65 %. Pour les Andes (Sud, centrales et Nord), la chute est relativement moins marquée, l'effectif régressant de 260 704 à 114 029 tributaires, soit un recul de 57 %.

Pour le cas qui nous importe directement ici, celui de l'audience de Charcas (*grosso modo* la future Bolivie), on enregistrait 91 579 tributaires en 1573 (contre 160 000 selon Rosenblat) et en 1684, date où le duc de Palata ordonna le second dénombrement complet de la population andine, 49 971 tributaires seulement, soit 45 % de chute de l'effectif.

Ces chiffres, bien qu'ils doivent être interprétés avec prudence, confirment le déclin brutal de la démographie indienne.

De nombreuses informations des visiteurs coloniaux confirment aussi l'importance de la décreue de la population indienne. À titre d'exemple, la *encomienda* attribuée à Hernando Palomino, au Pérou, avait, en 1586, perdu les deux tiers de sa population indienne de l'époque de l'Inca Tupac Yupanqui⁹³. Elles attestent enfin - ce que nombre d'auteurs semblent négliger - une pression démographique basse au moment de l'arrivée des Espagnols.

Elle est bien attestée par les historiens de la démographie⁹⁴ pour les Andes en général (surtout pour les zones dites de *puna*) comme pour une grande partie des vallées que les Incas s'efforçaient de coloniser avant la conquête espagnole⁹⁵.

⁹³ Voir Jiménez de la Espada. *Relaciones geográficas de Indias*, t. 1, p. 170, alinéa 5 et p. 181- 199. Pour Charcas, il est signalé que le *repartimiento* de Caquiure (probablement Caquiaviri) ne compte plus qu'un seul village indien contre vingt-trois au temps précoloniaux : t. 2, p. 53 et suivantes.

⁹⁴ Rosenblat, A. *La población indígena y el mestizaje en America*, 1954. L'auteur, en s'appuyant sur les *tasas de visitas*, donne pour la Bolivie 700 000 Indiens en 1570, dont un total de 160 000 payant le tribut. En 1817, la population autochtone aurait connu un regain avec 1 155 000 personnes. Voir aussi : Sanchez-Albornoz, N. *La población de América Latina desde los tiempos precolombinos al año 2025*, 1994. L'auteur insiste sur les bouleversements apportés par la conquête, avec l'introduction de nouvelles cultures, de l'élevage et de l'exploitation des mines, de même que sur les conséquences du regroupement forcé des groupes indigènes mêlés dans de nouvelles unités résidentielles.

⁹⁵ Wachtel, N. *Les mitimaes de la vallée de Cochabamba. La politique de colonisation de Huaynac Capac*, 1980-1981.

En effet, si l'on prend la base de 9 millions de personnes pour l'empire inca avant sa destruction, compte tenu de la superficie globale de 1,3 à 1,7 million de km², (dont le tiers environ difficilement exploitable), on ne peut parler de démographie élevée sauf ponctuellement, dans les zones agricoles les plus fertiles. Même si une nouvelle révision portait, par exemple, à 15 millions la population, on resterait encore en dessous du seuil de densité de 10 au km², c'est-à-dire dans des densités basses.

La formation des grands domaines et la rareté de la main-d'œuvre

Les *encomiendas*, si elles disposaient de grandes réserves foncières, ont dû souvent, faute de main-d'œuvre, se cantonner à des cultures très extensives comme à des techniques rudimentaires (brûlis). Ces pratiques, faute de capacité financière et d'intérêt pour améliorer les usages agricoles, furent conservées bien après la fin de l'époque coloniale. Elles expliquent la stagnation économique qui était liée à la faible productivité de ces grands domaines⁹⁶, situation qui se perpétue dans une partie des haciendas après l'indépendance.

Le *latifundio* connaîtra ensuite des transformations importantes. Si initialement, avec l'*encomienda*, il s'agissait de domaines concédés pour bonne administration, en fonction de services rendus par leurs titulaires à la couronne, ce système n'impliquait pas une aliénation foncière du domaine royal. Néanmoins, insidieusement, au fil du temps il y eut pérennisation de partie ou totalité de ces domaines sous forme d'haciendas privées grâce à la complaisance des fonctionnaires royaux.

Il en fut de même avec le clergé qui reçut ensuite des donations foncières (avec les *capelánias*, transformées en biens ecclésiastiques donc intouchables juridiquement), ce qui fut dénoncé en Espagne. Il y eut aussi des propriétés reconnues dès leur attribution en biens privés directs. Néanmoins, dans le cas de la Bolivie, les études du système foncier ancien indiquent, en 1825, qu'une partie des terres agricoles restait occupée par des communautés indigènes.

On constate aussi une extension régulière au cours des siècles de la frontière agricole ; elle était due à la boulimie foncière des grands comme des petits propriétaires qui repoussèrent les Indiens *bravos* refusant tout contrôle administratif⁹⁷. Ce facteur a joué fortement, dans une société dominée par une psychologie rurale de parvenus ayant la soif d'asseoir leur notoriété et leur rayonnement social, par la possession du maximum de terres comme de sujets indiens en dépendant.

⁹⁶ Lambert, J. *Amérique latine. Structures sociales et institutions politiques*, 1968.

⁹⁷ Les ordonnances du vice-roi Toledo inaugureront une politique dite de frontière vive pour repousser les tribus chiriguano que les Espagnols n'arrivaient pas à soumettre. Voir Pifarre, F. *Los Guaranis-Chiriguano. Historia de un pueblo*, 1989.

On doit noter que la Couronne espagnole a très tôt pris conscience des fraudes foncières et des abus juridiques réalisés par des autorités administratives souvent complices des colons. La législation du Pardo, promulguée sous Philippe II d'Espagne en 1591, exigeait la restitution au Domaine des terres soustraites indûment par les grands propriétaires. Des commissions de visites foncières devaient donc évaluer la légitimité des titres présentés et imposer les sanctions nécessaires⁹⁸. Mais, si des lois protectrices, prenant en considération les réactions de quelques religieux et hauts fonctionnaires scandalisés par les abus existants, furent promulguées par Madrid, elles restèrent souvent inappliquées ou dénaturées localement.

L'emprise de ce système de contrôle foncier a été d'autant plus forte que des liens, sociologiques comme économiques étroits, se sont créés et renforcés entre les deux structures formées par l'ensemble latifundio-communauté. Les communautés ont vécu souvent, en effet, dans une sorte de symbiose, mais viciée par le rapport autoritaire du patron comme du cacique avec la masse paysanne, ce qui a assuré leur pérennité respective à travers les siècles.

La partition spatiale *latifundio*-communauté reposait ainsi sur une construction pyramidale du pouvoir agraire. Il était incarné, d'une part, par l'autorité d'essence féodale⁹⁹, légitimée par le droit de conquête du roi d'Espagne qui déléguait son autorité au propriétaire ou à son majordome sur les péons ou les colons de l'exploitation.

D'autre part, du côté des communautés, le pouvoir était exercé par les caciques, ou chefs indiens reconnus par les autorités coloniales, et qui régentaient les familles.

Ces caciques autoritaires étaient souvent étroitement liés aux propriétaires des haciendas proches, aussi bien par des liens d'allégeance politique et coutumière, que par des alliances familiales formelles ou officieuses, ainsi qu'en témoigne le nombre d'enfants bâtards légitimés.

Avec l'avènement de la République, qui entraîne la suppression de l'esclavage des Noirs surtout présents comme ouvriers de la fonderie d'argent de la *Casa de la Moneda* de Potosi, s'instaurent des rapports de subordination inscrits dans des formes paternalistes pouvant, au gré des situations locales, osciller entre autoritarisme et relative convivialité.

⁹⁸ Piel, J. Op. cit. p. 157.

⁹⁹ Nous utilisons le terme de féodal dans le sens propre à la psychologie apportée par les Espagnols de la Conquista. Sinon, nous adhérons à la remarque critique faite par M. Morner qui dénonce l'utilisation abusive du terme féodal sorti de son contexte : « *En ce qui concerne l'usage indiscriminé du terme féodal par les marxistes de même que par les non marxistes de toutes tendances, la confusion qui en résulte est des pires* ». In : *Los problemas estructurales del agro latino-americano : perspectivas historicas, El sector agrario en América latina*, 1979.

Évolution du tribut

Avec la politique de création des communautés conduite par le vice-roi Toledo, le roi d'Espagne garantissait la pérennité de leurs droits coutumiers. En échange, les communautés étaient soumises au versement du tribut et à diverses prestations gratuites, avec le *postillonaje* (courrier) ou l'entretien des terrains publics et des pistes par des corvées communales. Tel était le pacte implicite passé entre les parties et qui se maintint sous la République, durant près d'un demi-siècle.

Le tribut fut instauré par Charles Quint, en 1523, pour ses sujets indiens. Il fut ensuite élargi à toutes les catégories d'indigènes, non sans quelques abus¹⁰⁰, et ce n'est qu'en 1896 en Bolivie, que les Indiens sans terres furent exemptés de cette contribution¹⁰¹.

Il a représenté un des revenus le plus important des finances coloniales que devait acquitter, initialement en nature, chaque Indien adulte de dix-huit à cinquante ans. Cet impôt, symbole aussi du droit de conquête, était versé à la Couronne, à titre personnel comme pour leurs propriétés foncières. Des inspections ou *Visitas* administratives, effectuées par des fonctionnaires coloniaux, recensaient périodiquement les populations imposables et vérifiaient les propriétés déclarées.

Un train d'autres prélèvements fut instauré, avec les *diezmós* (prélèvement du dixième des produits agricoles) et *primicias* (prémices). Ces impôts, accordés par le pape Alexandre VI aux rois d'Espagne, servaient à pourvoir au service du culte et au clergé. D'autres taxations sur les animaux de ferme, *veintenas* et *busiveintenas*, furent aussi prélevées.

D'abord réglé en produits agricoles, le tribut fut ensuite recouvert en espèces, ce qui obligea les paysans à entrer dans l'économie de marché, soit de façon intermittente, soit par la vente de leurs productions, soit de leur travail.

Initialement, si seuls les chefs de familles dits originaires payaient le tribut, les besoins de la Couronne comme une forte évasion fiscale amenèrent, à partir de 1734, les autorités à élargir l'assiette des contribuables en y intégrant les *forasteros*, ou travailleurs itinérants vivant hors des communautés, soit faute de terres, soit pour fuir la *mita*¹⁰², puis les *agregados*.

¹⁰⁰ On peut signaler à ce propos le témoignage de Hernando de Santillana qui fut auditeur de l'audience de Los Reyes (Lima) en 1550. Il signale les abus des caciques chargés de collecter le tribut dans une population diminuée, pour conserver la même part qu'au temps de l'Inca, et déplore qu'une partie des caciques abuse de leur pouvoir et ne se soucie que de luxe et jouissance avec leurs amis espagnols. Voir : *Relación de origen, descendencia, política y gobierno de los Incas*.

¹⁰¹ Ovando, J. A. *El tributo indígena en las finanzas bolivianas del siglo XIX*, 1985.

¹⁰² Prestation de travail à laquelle était soumise les communautés proches des zones minières, par enrôlement de leurs jeunes travailleurs pour des périodes fixes. Système haï car la mortalité était forte et les conditions de travail inhumaines dans les sites miniers.

Il s'agissait donc de toutes les personnes qui se rattachaient à une communauté par des liens familiaux et des échanges de travail. Quant aux péons des haciendas coloniales, les *yanacunas*, leurs patrons devaient acquitter pour eux le tribut, ce qui était un moyen aussi d'assurer leur stabilité en les attachant à la terre. Les veuves, les enfants et les infirmes étaient exemptés (ou *reservados*), mais leur statut subit, lui aussi, des modifications.

Il est probable que le système dit de Chayanov¹⁰³ a trouvé une de ses applications dans les comportements économiques des paysans formant les *ayllus* ; si leur premier mouvement a été, en général, de s'opposer aux obligations imposées par le pouvoir colonial, leur capacité de résistance sauf révoltes armées jugulées par la répression, a été de trouver des formes de résistances moins dommageables. En effet, des documents d'époque déplorent que les paysans réduisent leur production juste au nécessaire leur permettant de solder leurs dépenses obligatoires. Cette sous-production volontaire explique certainement les constantes pressions, fiscales et administratives, exercées par le pouvoir colonial pour les obliger à entrer dans l'économie de marché.

Pour certains auteurs, soucieux d'abord d'efficacité économique¹⁰⁴, le système du tribut, a été finalement positif car il instaura entre 1700 et 1770 une sorte de « *pax borbonica* » dans les campagnes jusqu'en 1770.

Elle était basée sur l'acceptation d'une contribution et de corvées en échange de la protection de leurs droits fonciers comme de leur autonomie de gestion¹⁰⁵.

Une estimation due à l'historien Klein établit que 70 % des terres cultivables de Charcas ressortaient de la mouvance des communautés paysannes, ce qui relativise l'importance de l'emprise des colons créoles et donc de la prédation foncière coloniale.

Le colonat des haciendas

L'hacienda est une partie d'un vaste domaine qui a été détachée, souvent par des manipulations administratives violant les dispositions légales prévues par les règlements royaux espagnols, de l'*encomienda* au fil des successions ou des hypothèques.

¹⁰³ Chayanov, A. V. *The theory of peasant economy*, 1986. On a beaucoup épilogué sur la valeur théorique de ces travaux qui ont été repris par certains économistes, en Afrique notamment, pour établir un degré de résistance économique des populations soumises aux corvées et aux travaux sur ordre (culture du coton et du café) pour l'administration coloniale. L'essentiel de cette théorie réside dans l'affirmation que les familles paysannes traditionnelles ne recherchent pas la maximisation des bénéfices et revenus de l'exploitation, mais la satisfaction de leurs besoins, donc adaptent rythme de travail, de troc ou ventes en fonction de leurs besoins.

¹⁰⁴ Muñoz Elsner, D. *Políticas públicas y agricultura campesina. Encuentros y desencuentros*, 1999.

¹⁰⁵ Platt, T. *Estado boliviano y ayllu andino*, 1982.

Elle contrôle une emprise foncière variable, mais pouvant atteindre, surtout dans les zones éloignées ou marginales, de vastes superficies. Dans un espace peu peuplé voire quasi-vide de population, elle représente un îlot de petit peuplement enraciné qui s'efforce, faute souvent de pistes permanentes permettant les échanges comme de flux de revenus monétaires réguliers, de vivre replié sur l'exploitation, en quasi-autarcie.

Elle disposait *in situ* de sa propre main-d'œuvre agricole attachée à l'exploitation et connue sous le nom de *colonos* (ou de *pegujaleros* à Cochabamba). Il s'y ajoutait aussi bien des travailleurs permanents provenant des communautés voisines que de travailleurs temporaires, notamment avec les *forasteros* ou Indiens itinérants louant leur main-d'œuvre,

Pour l'audience de Charcas (le territoire proprement andin actuel de la Bolivie), le total de la population d'origine autochtone atteignait courant du XVIII^e siècle, selon Klein¹⁰⁶, moins d'un demi-million de personnes. Néanmoins, Pentland en 1826 estime la population à un million de personnes.

- Tableau 4. Répartition de la population indienne en 1812. Source : Klein, 1995.

La Paz	Chuquisaca	Cochabamba	Potosi
231 732	77 609	70 370	94 355

*Tableau qui n'a, avec sa stricte précision, qu'une valeur indicative car en 1812, notamment avec le déchaînement des guerres de l'Indépendance, les paysans fuyaient les autorités ou dissimulaient l'état réel de la population de leurs *ayllus*.

Le système du colonat s'appliquait à la main-d'œuvre permanente résidant dans les haciendas. En échange de l'attribution d'un lopin de terre au colon ou *yanacona*, ce dernier apportait un temps de travail à l'exploitation qui était compris entre trois à quatre journées hebdomadaires (du lever au coucher du soleil).

Le service du *pongueage* s'y ajoutait, mais il était détesté car gratuit ; il consistait à exécuter des services personnels du type domestique dans la maison du maître, ou à assurer des transports de produits agricoles.

Le colon accomplissait aussi des tâches domestiques, mais rémunérées. S'il était nourri, le patron lui retenait le prix de sa nourriture, mais augmenté de 50 % environ. Finalement, la vie du colon différait peu de celle des paysans *comuneros*, sauf qu'il était placé sous l'autorité locale de référence qui pouvait disposer de l'appui de l'appareil administratif et politique de coercition. Néanmoins, l'existence de relations pouvant être intimes entre des patrons et des majordomes comme de leurs fils, avec les femmes et filles indiennes des

¹⁰⁶ Klein, H. S. *Haciendas y Ayllus en Bolivia. XVIII y XIX*, 1995.

familles des *colonos*, créait aussi d'autres liens de dépendance, souvent occultés, mais illustrés par la présence de nombreux bâtards souvent légitimés.

Le colon disposait, outre sa maison familiale, de son *solar* ou petit champ privé et de quelques parcelles espacées consacrées à un petit élevage ou à des cultures vivrières. Au sein du groupe, organisé sur la base familiale, il disposait de ses propres chefs, caciques ou *jilakatas* en pays aymara, soit choisis librement, soit sous la houlette du maître. Lorsqu'il travaillait sur les terres de l'hacienda, le colon devait amener ses propres instruments de travail¹⁰⁷.

Les « hacendados » ou maîtres des terres

Le milieu des maîtres de terres ou *hacendados* ne formait pas une catégorie homogène : Espagnols, créoles purs ou métissés, et même des caciques indiens le composaient.

L'unité de résidence était variable : si une partie des propriétaires résidait localement, d'autres, parmi les plus importants, étaient absentéistes tout en déléguant leur pouvoir à un majordome ; ce dernier était l'unique salarié permanent de l'exploitation et, en général, il était d'origine créole.

À côté des *hacendados*, détenteurs parfois de plusieurs exploitations et de dizaines voire de centaines de colons, se trouvaient nombre de petits propriétaires créoles besogneux, surtout sur les marches de la frontière de colonisation, et ne disposant que de quelques ouvriers agricoles ou d'Indiens du cru plus ou moins inféodés.

Faute de main-d'œuvre, de capitaux ou de savoir-faire agricole, ils se satisfaisaient de méthodes culturales extensives de faible efficacité, mais adaptées à une main-d'œuvre peu routinière.

Un voyageur célèbre, Nordenskjöld¹⁰⁸, lors de sa traversée des piémonts du Sud andin constate, début du XX^e siècle, la pauvreté en général des haciendas où il a été reçu comme l'émiettement des vieux terroirs de petite colonisation situés autour de Vallegrande. Dans cette sorte de marche des piémonts vers les terres chaudes, le paludisme est un frein à l'installation des petits propriétaires vers les terres basses, pour y mettre de nouvelles terres en culture.

Des études récentes¹⁰⁹ ont aussi révisé la vision littéraire du *hacendado*, en retouchant l'image négative consacrée par la tradition, celle d'un féodal confiné sur ses terres et dont le bien ne participe pas au marché.

¹⁰⁷ Selon D. Dory (communication personnelle), le régime des *colonos* était très diversifié selon les zones géographiques, les coutumes locales et la rareté ou non de la main-d'œuvre. Il s'est durci à mesure que la croissance démographique générait une surpopulation, notamment dans le Nord de l'Altiplano et à Cochabamba.

¹⁰⁸ Nordenskjöld, E. *Exploraciones y aventuras en Sudamerica*, 2001.

¹⁰⁹ Klein, H. *La estructura de las haciendas a fines del siglo XIX en Bolivia : Las provincias del norte del lago Titicaca*, 1991.

Un exemple cité de grand propriétaire a été celui de Don Tadeo Diez de Medina, petit commerçant à l'origine, mais qui fit un bon mariage.

Il représentait, à la fin de son existence, la troisième fortune du département de La Paz, en disposant de quinze haciendas et de plus de mille sept cents péons. Ses terres s'étendaient sur tous les étages écologiques, depuis la *puna* glaciale jusqu'aux fertiles Yungas.

Une agriculture occultée par la mine

Le tableau esquissé ici ne doit pas faire illusion : l'essor de l'agriculture coloniale reste limité car il se résume au ravitaillement des centres miniers et de quelques modestes villes coloniales, soit quelques dizaines de milliers de personnes au mieux.

La grande affaire, en effet, la seule justifiant l'existence de l'audience de Charcas¹¹⁰, résidait dans l'exploitation des mines de la cordillère occidentale, avec principalement l'énorme gisement de Potosi. La fonction assignée à l'agriculture, dans le cadre d'une exploitation minière devenue d'importance stratégique pour l'Espagne, était de fournir les vivres, les travailleurs et l'indispensable coca des Yungas aux mineurs.

Signe de cette richesse, avant 1766, date du début du déclin de la production minière, Charcas contribuait à la plus forte part de la fiscalité perçue par la vice-royauté de Lima grâce à ses mines d'argent. C'est donc l'évolution du marché de l'argent qui a été déterminante pour expliquer les hauts et les bas économiques car les autres activités, dont l'agriculture et l'artisanat, dépendaient strictement des ventes de métal.

À la mine comme aux champs, l'Indien fut l'outil humain adapté par sa physiologie, donc indispensable et irremplaçable, pour cette exploitation d'extrême altitude – l'Altiplano oscille entre 3 800 et 4 100 m, et les mines de Potosi sont situées à 4 800 m -.

Peu nombreux, surtout après les ravages des maladies importées, les Indiens furent soumis à une administration réglementée et discrétionnaire qui leur imposa, dans un rayon géographique¹¹¹ situé autour des mines de mercure de Huancavelica (au Pérou) et d'argent de Potosi, le système des réquisitions tournantes de main-d'œuvre (ou *mita*) pour le travail des mines¹¹².

¹¹⁰ Moreno, G. R. *Ultimos días coloniales en el Alto Perú*, 1940.

¹¹¹ Dans une commode rétrospective historique, C. Lopez Beltran donne une carte des 16 provinces soumises à la *mita* et en explique les modalités dans le texte. Voir : *Biografía de Bolivia*, 1993, p. 80.

¹¹² Nous ne reprenons pas ici les chiffres jadis avancés de millions de morts occasionnés par le travail harassant de la mine. Des démographes ont fait leur sort à ces affirmations, mais néanmoins, ainsi que le constate le gouverneur Viedma fin du XVIII^e siècle, la mine a décimé le milieu indiens en lui imposant des conditions de vie et de travail inhumaines.

Seules les communautés éloignées des sites miniers, même réduites à la portion congrue, représentent des îlots refuges, tout en maintenant leur unité ethnique, familiale et communautaire. Or, fin 1790, l'économie de Charcas, déjà ravagée par la grande révolte indienne conduite par Tupac Katari en 1781, entre en décadence jusqu'en 1830. Les causes de ce déclin résident dans les guerres napoléoniennes, avec la désorganisation du commerce mondial, puis les sévères épidémies de 1804 et 1805 et, finalement, les longues luttes dévastatrices de l'indépendance, de 1809 à 1825.

La République bolivarienne ou l'ère des fausses promesses

L'indépendance survint en 1825 pour l'ensemble de l'Amérique espagnole. Elle est marquée par la partition de la vice-royauté de Lima où l'audience de Charcas avait été rattachée en 1810, après son passage à celle de Buenos Aires, sous le nom de Haut Pérou. Cette rupture, malgré l'opposition initiale de Bolivar, fut lourde de conséquences futures car jugée inacceptable pour Lima.

Aussi sera-t-elle source de conflits endémiques pendant un quart de siècle environ¹¹³, malgré l'éphémère épisode d'une tentative de Confédération du Haut et Bas Pérou (de 1836 à 1839) qui aurait pu être une heureuse solution, jusqu'à la bataille d'Ingavi de 1841, qui sanctionne la résignation définitive du Pérou à l'indépendance de la Bolivie.

La pensée agraire du Libérateur Bolivar

La question foncière figurait dans les préoccupations des *Libertadores* et Bolivar s'en était d'autant plus inquiété que les campagnes avaient été dévastées par les épidémies et la guerre civile et que les Indiens, pour partie d'entre eux au moins car des contingents non négligeables figuraient aussi chez les loyalistes, avaient appuyé le camp des « patriotes ».

Les décrets promulgués par Bolivar, en 1824 à Trujillo (Pérou), puis en 1825 à Cusco, prévoyaient la reconnaissance et l'application du principe de la propriété privée aux terres de communautés. Mais cette apparente générosité n'était pas exempte d'arrière-pensées. L'emprise foncière consentie aux indigènes était limitée, en effet, à la seule surface jugée utile pour satisfaire leurs besoins alimentaires propres, ce qui avalisait un statut économique mineur.

¹¹³ En effet, Lima ne se résignait pas à la perte du contrôle des mines de Potosi, et La Paz exigeait l'attribution du port d'Arica, le seul débouché de ses mines. On doit ajouter, au point de vue géopolitique, la rivalité du Pérou et de l'Argentine, car Charcas avait dépendu administrativement de Lima jusqu'en 1776, puis de Buenos Aires avant de revenir à Lima en 1810.

Cette conception restrictive niait donc l'égalité des droits, et battait en brèche les principes républicains égalitaires mis en avant théoriquement par la nouvelle constitution...

La vraie pensée de Bolivar sur l'ayllu : disparition par assimilation

Si Bolivar a été crédité par sa légende d'avoir été l'un des fervents partisans de la reconnaissance des droits fonciers des Indiens, peu d'auteurs, surtout sud américains, ont critiqué sur le fond ses célèbres décrets de Trujillo et Cusco. Pourtant, ils sont souvent invoqués comme un témoignage de son libéralisme indigénophile alors que leur contenu implicite s'inscrit plus restrictivement.

Les décrets de Trujillo

- Dans le premier de ses décrets¹¹⁴, celui de Trujillo du 8 avril 1824, Bolivar dénonce (point 1) la décadence de l'agriculture qui résulte, selon lui, du fait que les terres sont négligées car « *possédées à titre précaire ou en faire-valoir* ».
- Le second point célèbre les bienfaits de la vente des terres en « *surplus de celles qui ont été vendues, composées ou adjugées conformément à la loi* ».
- Le troisième point explicite le droit ultérieur que l'État s'attribue sur les terres indigènes : « *l'État, à qui elles appartiennent toutes...* ».
- Le quatrième point postule que : « *La république repose sur le progrès de l'industrie et le développement des branches productives afin de diminuer les impôts personnels* ».

En conséquence de ces attendus, Bolivar a signé un décret de huit articles stipulant pour les points essentiels :

1 La vente, pour le compte de l'État, de toutes les terres en sa possession, un tiers en dessous de leur valeur officielle.

2 Les terres possédées par « *les dénommés indiens* » ne sont pas comprises dans l'article précédent. Au contraire, on déclare qu'ils en sont propriétaires, afin qu'ils puissent les vendre sous n'importe quelle forme.

3 Les terres des communautés devaient être réparties, conformément aux ordonnances, entre tous les Indiens sans terres ; ils deviendraient ainsi propriétaires conformément à l'article 2, mais l'on vendrait aux enchères les terres excédentaires conformément à l'article 1.

4 Cette répartition tenait compte aussi de la situation propre à chacun des bénéficiaires. Elle donnait plus de terres à l'homme marié qu'au célibataire, de telle manière qu'aucun Indien ne puisse se retrouver sans sa part de terre respective.

¹¹⁴ Voir le texte cité et analysé par J. Piel, in : *Capitalisme agraire au Pérou*, p. 268-275.

Ces décrets consignent ainsi un statut dérogoire au droit général qui minore les droits fonciers consentis aux Indiens qui devront cultiver juste le nécessaire à leurs besoins en autoconsommation et ne pas disposer de terres surnuméraires à ces stricts besoins.

D'autres mesures étaient annoncées allant dans le même sens :

- L'article 5 recommandait de tenir compte des situations locales, mais « *en réduisant à l'extension correspondante les terres qui, aux dépens des uns, ont été destinées à d'autres par voie de possession* ».
- L'article 6 reconnaissait lors des ventes une priorité « *à ceux qui actuellement les possèdent, habitent ou détiennent en location* ».
- L'article 7 instaurait des commissions de visites foncières afin que les opérations de remembrement soient justes et impartiales, tandis que l'article 8 prévoyait la vente des haciendas appartenant à l'État.

Ce texte est fondamental, bien que circonstanciel, car il s'agit alors d'alimenter le Trésor Public exsangue. Néanmoins, il fonde, pour le Pérou comme pour la Bolivie, les bases futures du droit foncier. S'il reconnaît des droits fonciers aux Indiens, ils sont dérogoires à la plénitude de la jouissance de leurs propriétés traditionnelles ; de plus, ces droits sont limitatifs, de durées transitoires et replacés dans une perspective productiviste propre au législateur.

Il en découle le démembrement de trois régimes fonciers : celui des terres du Domaine, de l'Église et des communautés indigènes qui sont soumises au régime général de propriété individuelle, mais le *distinguo* est établi entre terres communautaires et terres propres aux Indiens...

On ne peut que souscrire à la conclusion de J. Piel sur ce premier décret :

« Il consomme donc, en droit, la fin du régime foncier des communautés indiennes hérité de la Colonie au profit de la petite propriété privée indienne ».

Il est clair aussi, autre conséquence durable, que ce texte, en organisant la vente à bas prix des excédents fonciers, encourage l'accumulation foncière par une relance libérale de son expansion, mais sans dispositions administratives permettant de la modérer, et favorise ainsi un processus futur de spoliation par étapes dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Ce corpus, dit bolivarien, sera complété par un autre train de mesures connu sous le nom de décrets de Cusco, et qui a été publié le 4 juillet 1825.

Les décrets de Cusco

La justification de ces nouveaux décrets est de tonalité critique : elle dénonce pêle-mêle le laxisme foncier colonial, le manque de terres pour les Indiens, mais aussi l'usurpation d'une grande partie des terres par « *les caciques et collecteurs d'impôts* », mais qui n'ont plus maintenant d'autorité reconnue.

Aussi est-il stipulé :

- La dépossession des terres captées abusivement (Article 2).
- La création de commissions « *d'honnêtes gens* » en province, pour procéder aux vérifications foncières (Article 3).
 - Le maintien des biens fonciers des « *caciques héréditaires et de ceux justifiant de titres légitimes...* » (Article 4) tandis que les caciques sans terres seront dotés de cinq *topos* (ou 2 hectares et demi) de terre (Article 5).
 - L'article 6 est fondamental : « *Chaque indigène, sans distinction de sexe ou d'âge, recevra un topo de terre dans les parties fertiles et irriguées* » et (Article 7) : « *... de deux topos dans les parties incultes ou non irriguées* ».
 - Les Indiens dépouillés de leurs terres, pour collaboration avec les Libertadores, recevront un lot foncier augmenté d'un tiers lors de la répartition des terres de communauté (Article 8).
 - L'article 9 stipule que les Indiens titulaires de terres ne pourront pas les vendre avant 1850, ni les placer en mainmorte sous peine de nullité.

Que retenir de ces deux textes fondamentaux qui seront invoqués, contradictoirement d'ailleurs, par les gouvernements républicains pour justifier leur politique foncière ?

- Les « *dénommés Indiens* », malgré la proclamation d'intentions paternalistes, restent des sujets mineurs mis en tutelle juridique.
- L'attribution de la propriété de la terre procède du pouvoir régalien de l'État.
- Si l'on reconnaît la propriété indigène, c'est pour la soumettre au statut général donc à une future privatisation.
- Les communautés cessent d'exister – par mise aux enchères comme juridiquement - en perdant leur existence légale.

Une ambiguïté de taille apparaît, et elle sera récurrente tout le long du XIX^e siècle : quelle est la définition de la terre appartenant à l'Indien ? Sa propriété personnelle réduite, ou sa part de biens fonciers communautaires ?

- Le droit de préemption qui est reconnu aux possesseurs de terres, litigieuses sous diverses formes juridiques, et soumises à la vente publique, constitue en vérité une consolidation des terres spoliées.
- Les Indiens sans terres recevront un lopin pris sur les anciennes communautés ; c'est la seule mesure qui soit véritablement de caractère social, mais était-elle applicable dans les conditions prévalant alors ?

À ces dispositions, qu'apporte le second texte dit de Cusco ?

- On résiliera les accaparements fonciers réalisés sous la Colonie, au profit des caciques et des agents du fisc corrompus.
- Le droit de propriété des indigènes est fixé limitativement à un *topo* de terres agricoles ou deux *topos* de terres incultes.
- Une protection juridique est accordée aux terres reconnues propriétés indigènes, avec une interdiction de les vendre ou placer en mainmorte jusqu'en 1850.

Notons une contradiction justifiée par les nouvelles réalités politiques : alors que les attendus du décret de Cusco dénoncent les accaparements réalisés par les caciques, les articles 4 et 5 attribuent aux « *bons caciques* », les loyalistes, la reconnaissance de leurs biens fonciers voire instaurent une donation foncière pour ceux qui en seraient dépourvus...

Pour résumer, le point majeur, en ce qui concerne la question agraire, est celui de la propriété reconnue aux Indiens. Seules les terres qu'ils possèdent directement échapperont à la redistribution. Ces dispositions ne pouvaient, en cas d'application, que provoquer de graves perturbations au fonctionnement du système communautaire voire son éclatement.

Ajoutons qu'il n'existait pas de cadastre général des terres des Indiens, la propriété étant orale et coutumière donc non juridique, sauf à l'exception des titres royaux d'attributions foncières ; aussi dans la grande majorité des cas était-elle réduite au *solar* ou à la *sayana*, ce qui ne permettait guère de subvenir aux besoins d'une famille.

Le gros des terres indigènes relevait donc de la pratique communautaire ; or, ce sont justement celles-ci qui seront mises en liquidation, sauf qu'un ou deux *topos* doivent être affectés aux Indiens sans terres, ce qui était le cas d'une partie non négligeable de la population rurale.

Il est clair que derrière la lecture libérale des droits théoriques reconnus aux Indiens, Bolívar s'est d'abord préoccupé des intérêts économiques du nouvel État. Aussi a-t-il légitimé la grande propriété individuelle, tout en plaçant, de fait sinon de droit, la majorité des Indiens en situation latente de spoliation légale de leurs droits traditionnels.

Bolívar est donc à l'origine du fil conducteur qui, à travers les gloses qui seront faites de ses textes au cours du siècle, est à l'origine de la politique de dépossession foncière des indigènes.

Certains objecteront que ces dispositions s'inscrivaient dans une vision dynamique intégrant à terme l'Indien au nouvel État et donc à la société dominante créole.

Effectivement, les mesures annoncées envers les « *bons caciques* » peuvent être perçues comme recherchant la création d'un corps de notables indigènes servant d'auxiliaires administratifs et assurant le passage lent de leurs administrés dans la nation bolivienne en création.

De même, un autre décret suprême du 27 mars 1826, en reconnaissant l'indispensable nécessité d'assurer la promotion des indigènes¹¹⁵ par l'éducation, allait dans le sens d'une politique d'intégration implicite.

Une circulaire aux nouveaux préfets, en date du 1^{er} septembre 1826, permet de confirmer cette vision politique à long terme, car Bolivar demande :

*« ... d'améliorer le sort des indigènes, de mettre en circulation et en culture une richesse endormie et stérile, de préparer de nouvelles ressources à la richesse publique et de former des citoyens à partir de la masse de nos malheureux prolétaires »*¹¹⁶.

Il est vraisemblable que Bolivar a jugé que seules des mesures drastiques, en tranchant les racines d'une situation foncière coloniale devenue antiéconomique selon les critères libéraux, pouvaient permettre à terme l'homogénéisation des mondes créoles et indiens grâce à une prospérité économique devenue commune.

La pensée de Bolivar a-t-elle été trahie ou bien incomprise, la République ne s'attachant qu'au démantèlement au profit des intérêts particuliers des possessions des indigènes, mais en se dispensant des tâches propres à leur promotion ?

Précisons à décharge du *Libertador*, que Bolivar, né au Venezuela, était peu au fait, pour le moins, des réalités paysannes andines. Il a, de même, manifesté une grande naïveté sociale en croyant que les Créoles, qui avaient su flatter sa vanité et son goût pour un culte personnel quelque peu idolâtre, (notamment en acceptant que son nom soit donné à Charcas indépendant), témoigneraient d'un esprit libéral imbu des idéaux humanistes hérités de la Révolution française envers les paysans indiens.

En cela comme pour ses visées politiques, avec son rêve de constituer sous son mandat une Grande Colombie pouvant faire pièce aux États-Unis, il se trompa lourdement¹¹⁷.

¹¹⁵ Le décret prévoyait d'affecter des terrains des ex-communautés aux nouvelles écoles à construire.

¹¹⁶ Nous avons emprunté cette citation à J. Piel, op. cit, p. 275.

¹¹⁷ Voir parmi de nombreuses biographies élogieuses, un des portraits incisifs de l'œuvre et de la personnalité de Bolivar dans : Madariaga, S. *Bolivar*, 1955.

Pas de budget de l'État sans tribut indigène...

Il faut reconnaître aussi que, pour Bolivar et ses successeurs, la situation économique de la Bolivie lors de son accession à indépendance était catastrophique. Les mines se trouvaient paralysées car les filons anciens étaient épuisés ou bien l'exploitation souffrait de l'absence de renouvellement technique ; le pays n'avait plus de port d'accès commode pour l'exportation ; enfin les épisodes andins des guerres de l'indépendance avaient ruiné l'agriculture ; de plus, le budget militaire, face aux menaces d'invasions péruviennes, obérait les quelques ressources financières encore disponibles...

Le tribut maintenu

Le seul palliatif fut donc, pour le budget national, d'inaugurer un déficit qui devint chronique. Dans ce contexte, le maintien du tribut était, faute d'alternative acceptable pour le milieu politique dominant, une nécessité impérieuse justifiant sa prorogation. Aussi fut-il conservé, mais seule concession à la modernité, il prit le nom de contribution territoriale.

Seul le département de Santa Cruz, peu peuplé, connut un enregistrement des terres autour de sa capitale et de quelques bourgs, avec une modeste redistribution foncière qui se déroula dans l'actuelle province d'Andrés Babiñez.

Les études sur la fiscalité en Bolivie¹¹⁸ indiquent une situation paradoxale. Alors que la Bolivie fait figure de riche pays minier depuis le XVI^e siècle, c'est le tribut, qui reposait exclusivement sur les populations rurales les plus humbles, qui a constitué le gros des ressources fiscales de l'État, au moins jusqu'au début des années 1860...

- Tableau 5. La part du tribut dans le budget de l'État*. Source Ovando

Date	Budget Total	Tribut	Date	Budget Total	Tribut
1826	1 500 000	/	1860	1 767 850	650 000
1830	1 537 702	717 920	1865	1 695 098	
1835	1 537 297	677 694	1870	/	/
1840	1 643 961	745 235	1875	/	/
1845	2 276 045	823 481	1880	2 889 279	723 994
1850	/	919 006	1882	2 489 453	566 326
1855	2 308 889	882 562			

*Valeur en pesos, monnaie de l'époque citée.

¹¹⁸ Ovando, J. A. *El tributo indígena en las finanzas bolivianas del siglo XIX*, 1985.

À titre d'exemple, on peut citer le budget de 1846 dont les revenus provenaient pour 50 % de la fiscalité sur l'agriculture, soit 792 000 pesos du tribut et 198 000 des *diezmos*, sur un total de 1 977 139.

Au budget de 1850, le tribut représente 45 % des revenus et 36 % en 1860. Ainsi la part du tribut s'avère déterminante en oscillant entre 28 et 40 % du budget total selon les années.

En 1863, une autre source produit des données intéressantes. Le tableau 6, tiré du mémorandum de Miguel Maria Aguirre (*Apuntes Financiales para Bolivia*) de 1863 et analysé par J. A. Ovando, a valeur d'exemple pour cerner l'origine des revenus du tribut selon les diverses catégories de paysans indiens en 1856.

Il produit les catégories légales identifiant les différentes catégories sociales de familles résidentes de l'*ayllu*. Cet état des revenus fiscaux précise que 22 % des indigènes versaient un impôt foncier, donc étaient propriétaires de terres, avec la majorité d'entre eux originaires des communautés.

On note aussi que seule une faible proportion, dans cette catégorie, ne se déclare pas propriétaire. La plupart des paysans sans terres appartiennent aux catégories dites des rattachés souvent par des liens familiaux (*agregados*), ou des étrangers (*forasteros*) aux communautés.

- Tableau 6. Types et répartition des contribuables indigènes en 1856. Source : J. A. Ovando.

Contribuables avec terres	<i>Originarios</i>	<i>Agregados</i>	<i>Forasteros</i>	Total
Effectif	27 110	2 096	3 374	32 580
Contribution	248 008	11 002	23 548	282 558
Contribuables sans terres	<i>Originarios</i>	<i>Agregados</i>	<i>Forasteros</i>	Total
Effectif	5 613	26 937	38 738	70 988
Contribution	11 727	165 718	207 117	384 562

Il s'y ajoutait une catégorie fourre-tout, avec les *yanacunas* (ou manœuvres indiens des haciendas), les Indiens Urus (des lacs Poopo et Titicaca) et les vagabonds (ou *forasteros*), soit 38 738 personnes payant 152 792 soles (nouvelle unité monétaire instaurée) d'impôt.

Au total, les deux catégories d'Indiens, avec terres et sans terres, regroupent 144 695 contribuables versant 820 003 soles.

Il résulte, de cette analyse des ressources fiscales, plusieurs constats intéressants quant à la nature socio-économique de la communauté et indiquant son rôle majeur dans les revenus de l'État républicain.

Alors que les communautés, au milieu du XIX^e siècle, bénéficient d'une trêve face aux pressions de l'État, le mythe de l'égalité intrinsèque des *comuneros* vole en éclats. En effet, le milieu indien est clivé entre ceux qui possèdent des terres et ceux qui en sont privés, soit la grande majorité...

Autre constat, si globalement les chiffres produits au tableau 6 apparaissent fidèles à la réalité, compte tenu des contrôles de l'appareil administratif dit « de visites » en place depuis longtemps, on peut avoir quelques doutes qu'expriment les spécialistes sur la pertinence de certaines catégories. C'est le cas notamment pour les originaires acquittant un impôt foncier, car rien ne prouve que leurs terres soient en propriété individuelle ; elles peuvent en effet rester, sous le nom du chef de famille, dans le statut traditionnel de la tenure foncière.

Quoi qu'il en soit, ce tableau indique qu'une large majorité de paysans est sans terre. Selon un autre tableau de 1856, le nombre d'indigènes (avec leur famille) soumis au tribut atteignait 878 290, soit :

- Tableau 7. Répartition des effectifs départementaux d'Indiens* soumis au tribut en 1856. Source : Casto Rojas, 1916.

Chuquisaca	Cochabamba	Cobija	La Paz	Oruro	Beni	Potosi
42 266	62 063	5 418	404 401	113 011	11 713	239 410

*Il s'agit de la population avec les familles. Les chiffres concernant Santa Cruz et Tarija font défaut.

Si on fait abstraction de la province dépeuplée du Littoral, et à l'époque dépourvue d'une activité économique significative, le tribut était avant tout une réalité fiscale impliquant principalement les seuls départements andins de l'Altiplano et, dans une bien moindre mesure ceux de l'orient d'ailleurs presque vides de populations. Le tableau indique que le département « le plus indigène » est celui de La Paz.

Dernier constat, si les Indiens supportaient le gros du fardeau fiscal, leurs droits à la citoyenneté, bien que reconnus en théorie, étaient minorés en réalité par une série de conditions¹¹⁹ que, de longtemps, la plupart d'entre eux furent incapables de remplir. Le drame de l'unité nationale de la Bolivie passe par cette ancienne césure qui ne sera abolie qu'avec les réformes des années 1950.

¹¹⁹ Un corpus de lois, décrets et règlements a conditionné d'une façon très limitative la vie des indigènes jusqu'en 1953, date à laquelle le terme indigène fut officiellement proscrit..., mais il s'est conservé et il est aujourd'hui revendiqué par les groupes ou mouvements indigénistes. Voir Moncayo, J. F. *Légitimation boliviana del Indio*, 1953.

L'apogée du capitalisme : vers le démantèlement de la communauté

Ce fut le regain de l'exploitation des mines d'argent de Potosi et Oruro qui donna une dynamique moderne à l'économie nationale, à partir de 1870¹²⁰ et qui trouva son point culminant entre 1872 et 1895.

La croissance des exportations minières, en dégageant un surplus, permit à l'État la création d'un minimum d'infrastructures comme elle facilita la croissance urbaine de La Paz qui devint un centre commercial actif.

Il en résulta l'apparition d'une nouvelle classe urbaine capitaliste qui rechercha, notamment avec la spéculation foncière, un moyen de valoriser ses réserves financières. Elle suivait ainsi le modèle d'une ancienne bourgeoisie citadine qui avait investi dans la production de la coca cultivée dans la région des Yungas où se trouvaient les plus riches haciendas.

Une pression politique renouvelée devait en découler qui s'attacha à remettre en cause, au nom du progrès national, le statut des terres indigènes. Ce fut le début d'une longue période de spoliations foncières marquées par des épisodes sanglants qui creusèrent un fossé entre les deux mondes se partageant la Bolivie : le monde indien rural et le monde créole urbain.

Conclusion

Les vicissitudes historiques subies par une partie des communautés paysannes, renforcées par la prédominance d'une agriculture souvent bornée à l'autosubsistance, l'isolement culturel face à une société dominante hispanisante et renforcé par un très fort analphabétisme, les précaires conditions de santé publique comme les difficultés de communications locales ou nationales, expliquent qu'une partie des communautés s'est retrouvée en quelque sorte enkystée dans le territoire national¹²¹. Cette situation devient de plus en plus difficilement tolérable avec la lente poussée démographique qui caractérise les campagnes courant de la première moitié du XX^e siècle, et surtout avec une prise de conscience au sein de la société.

Le mûrissement des esprits comme le choc produit en milieu rural par le désastre accompagnant la Guerre du Chaco expliquent, à partir des années 1940 le réveil de la question paysanne. Le débat se polarisera d'abord sur la redistribution foncière et aboutira à la Réforme agraire de 1953 qui sera un évènement de première importance pour la petite agriculture andine.

¹²⁰ Mitre, A. *Los patriarcas de la plata, 1981*. Cet historien démontre que le renouveau minier est dû aux premières lignes ferroviaires construites à partir de 1887-1888. La première fut inaugurée le 15 mai 1892 reliant Oruro et ses mines à la côte devenue chilienne, et va permettre aussi une politique d'importations agricoles à bas coûts qui provoquera le déclin d'une grande partie de l'agriculture bolivienne.

¹²¹ Platt, T. *La persistencia de los ayllus en el norte de Potosi, de la invasion europea a la república de Bolivia.*, 1982.

Puis, suite aux vicissitudes accompagnant cette réforme et à l'apparition de problématiques débouchant sur les politiques de développement et les conditions requises pour les mener à bien, l'interrogation va privilégier la communauté, son environnement, ses structures sociales¹²², et sa place dans l'économie nationale¹²³.

Ce débat, immanquablement, ne pouvait rester cantonné au seul milieu rural car il était, courant des années 1980, au centre d'un autre débat plus global en Bolivie. Il portait sur les formes juridiques propres aux grandes activités économiques, avec le statut des sources d'énergie, ou avec celui du devenir des infrastructures industrielles créées depuis 1952, avec les nationalisations des mines, des transports, de l'énergie.

Le traumatisme imposé en 1985 par la politique d'ajustement économique imposée à un pays en pleine débâcle économique et financière par les bailleurs de fonds internationaux, ne pouvait que retentir à termes sur le syndicalisme comme les milieux politiques ayant un ancrage rural.

Face au libéralisme économique, le débat sur l'agriculture s'engagea sur celui de ses formes de gestion, ce qui explique sa rencontre avec un courant rural défendant la communauté et celui des thèses collectivistes et nationalistes rejetant la privatisation de l'économie au profit d'intérêts capitalistes souvent étrangers.

Ainsi le secteur agricole andin, avec comme pivot la communauté¹²⁴, devint peu à peu le bastion de la résistance et des nouvelles luttes s'opposant au libéralisme et à ses agents internes. Cette redécouverte de la veine rurale bolivienne, devait par une radicalisation cherchant sa justification dans l'histoire, aboutir à la mise en avant du problème ethnique comme conséquence du colonialisme interne maintenu par la République.

¹²² Vellard, J. *Civilisation des Andes. Evolution des populations du haut plateau bolivien.*, 1963. Voir aussi : CIPCA. *Futuro de la comunidad campesina*, 1992.

¹²³ Albo, X. & Barnadas, J. *La cara campesina de nuestra historia*, 1984.

¹²⁴ Molinié-Fioravanti, A. *La communauté aujourd'hui*, 1978.

Chapitre II

De l'ayllu à la communauté paysanne

Au temps de l'empire Inca, l'*ayllu* forme l'unité rurale, parentale, culturelle et politique de base, néanmoins il est très probable que son origine soit bien plus antérieure¹²⁵. Ainsi que le note J. Piel, cette collectivité est : « ... issue de la révolution néolithique, elle est la cellule de base de toutes les civilisations précolombiennes des Andes ».

L'*ayllu*, en effet, bien avant d'être inca appartenait à une structure collective andine qui a servi de socle aux anciennes formes étatiques qui l'ont précédé¹²⁶. Ainsi que note un des premiers auteurs boliviens qui, début du XX^e, s'est intéressé à la question au point de vue sociohistorique :

« Dans l'*ayllu* tel que le décrivent les chroniqueurs de la péninsule ibérique nous rencontrons à la fois une cohésion consanguine, le régime patriarcal de l'Ancien ou chef qui représente le tronc commun d'où procèdent, se mettent en relation et regroupent les familles »¹²⁷.

Reconstitué ensuite par la Colonie, l'*ayllu* devient une communauté rurale qui se refonde sur des bases sociales remaniées comme sur une nouvelle assise foncière qui a été déterminée administrativement par les lois du vice-roi Toledo de 1570.

Les réformes de Toledo visaient à unifier et simplifier le régime foncier de communautés parfois éclatées en plusieurs *ayllus* comme leurs diverses catégories sociales qui, de ce fait, dans le cadre de cette recomposition sont éloignées de toutes références généalogiques s'appuyant sur une antécédence historique¹²⁸. L'*ayllu* est ensuite reconnu administrativement, sous le nom de communauté paysanne, à partir de la République.

Dans l'histoire rurale de l'Amérique latine, il est clair que le binôme historique formé par le couple hacienda-communauté organise, à partir du XIX^e siècle et des indépendances, les paysages agraires et orchestre les rapports socio-économiques des ruraux dans un cadre complexe et fluctuant.

¹²⁵ Le terme *ayllu* est aussi utilisé dans les textes anciens pour désigner des lignages.

¹²⁶ Karsten, R. *La civilisation de l'empire inca*, 1972. Pour ce spécialiste des sources anciennes, l'*ayllu* a déjà subi des modifications sensibles lors de son incorporation statutaire dans l'administration inca, voir p. 94 et 95.

¹²⁷ Gomez, E. *Bautista Saavedra, seguido del Ayllu*, 1975. Op. cit p, 480.

¹²⁸ Démelas Bohy, M. D. *La desvinculación de las tierras de comunales en Bolivia, s XIX-XX*, 1999.

En effet, la double lutte pour la conquête des terres et de la main-d'œuvre indienne qui est menée par les propriétaires fonciers d'origine créole, métisse voire indienne, organise une dualité des rapports variable dans le temps et l'espace.

L'*ayllu*, malgré les avancées réalisées dans sa connaissance, continue de poser de nombreuses questions qui sont objets d'analyses parfois divergentes selon les auteurs et leurs conceptions idéologiques, compte tenu de la diversité de ses formes régionales quant à son origine, sa structure et ses fonctions. Sa place comme son rôle ne peuvent être compris que dans le cadre du système d'exploitation agricole andin existant au moment de la conquête espagnole.

L'*ayllu* d'antan

Cette unité de résidence et de production agricole repose, selon une approche quasi unanime des spécialistes, sur une quadruple assise : spatiale, communautaire, ethnique et parentale¹²⁹.

Le contrôle vertical des étages écologiques selon J. Murra.

J. Murra, un des pionniers des études sur l'*ayllu*, s'est appuyé sur les témoignages des anciennes visites effectuées par des fonctionnaires espagnols telles celles de Inigo Ortiz¹³⁰ ; et on peut y ajouter de nombreuses autres sources d'époque. Ces études ont en commun de reposer sur les comptes rendus d'anciennes enquêtes menées par les visiteurs royaux espagnols, entre 1550 et 1660 d'une part, comme sur les apports contemporains de l'archéologie et de l'ethnohistoire, d'autre part, ce qui leur assure une base méthodologique et interprétative solide.

À partir de ces textes comme des travaux de terrain, Murra a développé la théorie du contrôle maximal des étages écologiques qui apparaît comme¹³¹ :

« ... un idéal andin partagé par des ethnies distantes entre-elles géographiquement, et très différentes en ce qui concerne la complexité de leur organisation économique et politique ».

Dans ses recherches, J. Murra a démontré la complexité de ce système rural à facettes variables qui comportait jusqu'à cinq modèles différents, en fonction des conditions géographiques comme de la taille démographique des unités humaines.

¹²⁹ Cunow, H. *Die Verfassung des Inkareiches*, 1891. L'auteur insiste sur la base parentale de l'*ayllu*.

¹³⁰ Ortiz de Zuniga, I. *Visita de las provincias de Leon de Huanuco... (1562)*, 2 t. 1967-1972.

¹³¹ Murra, J. V. *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*, 1975. Voir le chapitre 3 : *El control vertical de un maximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas*, p. 60 -115.

En effet, celles-ci oscillaient pour leurs effectifs depuis de petits groupes humains jusqu'à de grandes unités pouvant former des royaumes andins, cas du royaume Lupaca qu'il étudia et donna en exemple.

Un groupe du haut Marañon et Huallaga du Pérou, les Chupaychu, contrôlait un dispositif agricole s'étendant de la haute montagne ou *puna* à l'Altiplano, soit à plus de 4 000 m d'altitude. C'était un domaine par excellence des troupeaux de camélidés où existaient aussi des salines exploitées ; les cultures de plantes à tubercules et du maïs y trouvaient aussi une terre d'élection qui s'étendait vers les vallées orientales du *ceja de selva*.

Les activités rurales ne reposaient pas sur une base ethnique homogène puisque d'autres groupes diversifiés pouvaient partager ces milieux et participer à leurs différentes activités agricoles. Néanmoins, le noyau central du peuplement restait en général homogène et, pour assurer le contrôle du dispositif agricole, il se situait à distance à peu près égale des divers centres d'activité, soit entre deux à quatre journées de marche à partir du noyau central.

De cette situation, il est tentant de pronostiquer, ainsi que Murra le fait :

« ... l'existence d'un réseau de réclamations, d'ajustement temporaires, de tensions, de luttes entrecoupées de trêves entre divers noyaux régionaux qui partageaient le même idéal... ».

Il s'agit là, ressortant de cette remarque, d'une indéniable réalité propre à tous les milieux ruraux, mais bien éloignée de l'image d'un Éden pacifique et harmonieux vantée aujourd'hui par certains...

Dans le cas du royaume Lupaca, J. Murra disposait d'informations précieuses recueillies dans la visite de Garcí Diez de San Miguel. Il en ressort que Lupaca présentait un ensemble politique fort de vingt mille foyers, soit une population de cent mille à cent cinquante mille âmes.

Ce type de système pouvait mobiliser un grand nombre de colons à sa périphérie et occuper largement l'espace, ce qui explique des distances de cinq à dix jours de marche et parfois plus, du centre du peuplement à ses extensions les plus lointaines. Le territoire lupaca s'étendait, en effet, de la côte du Pacifique (secteur de Arica), à la haute montagne andine puis, en empruntant la cordillère orientale, atteignait les vallées tièdes des Yungas. Il disposait d'oasis sur la côte, à Arica, où l'on tirait le guano pour amender les cultures, exploitait les produits de la pêche et on y récoltait aussi le coton et le maïs. Sur la *puna*, à une altitude de 4 000 m, paissaient les troupeaux de lamas, quant aux vallées tempérées orientales, sous 3 000 m, elles donnaient coca et bois.

Murra relativise ce modèle en se gardant de le généraliser, car il indique aussi que les petites ethnies de montagne n'obéissaient pas à une structure d'exploitation agricole en archipel.

Les travaux de Murra, s'ils ont ouvert des pistes intéressantes et novatrices¹³², sont devenus aussi le support à des recherches pluridisciplinaires fructueuses qui s'efforcent d'affiner les diverses situations anciennes existantes¹³³. Dans une réflexion faisant un bilan, quinze ans après la diffusion de ses théories, Murra¹³⁴ pose une interrogation essentielle et toujours d'actualité :

« Étant donné la dispersion géographique des territoires de beaucoup d'ethnies andines, comment expliquer que durant des siècles et peut-être des millénaires le siège du pouvoir et la plus haute densité de population se trouvaient au-dessus de 3 200 m d'altitude ? Comment expliquer le choix de telles localisations par des sociétés préindustrielles ? ».

Murra, dans une sorte de méditation sur ses recherches, abordait aussi quelques autres questions restées toujours actuelles concernant les Incas et le modèle de l'archipel andin. Elles mériteraient d'être lues et méditées par certains des champions actuels d'un retour au modèle dit inca :

- Existait-il avant l'Inca ce système dit du modèle andin ?
- Quelles transformations a-t-il pu subir sous l'effet d'une politique de territorialisation aussi marquée et d'un système d'encadrement aussi autoritaire que celui du défunt empire ?

La conviction de Murra, faute de preuves décisives, repose sur l'existence ancienne du modèle de l'archipel mais, avec la *pax inca* la sécurité étant alors devenue de règle, il n'était plus nécessaire de conserver la proximité des différentes îles écologiques.

Les travaux de Murra ont aussi mis en évidence l'existence de modèles agricoles différenciés certes, mais ayant tous en commun un dénominateur partagé, celui de la relation entre climat d'altitude et mise en valeur agricole.

Un article significatif¹³⁵ de ce lien fondateur, conçu à partir des textes coloniaux, indique aussi bien les variations de situations enregistrées depuis, comme la forte prise de conscience chez les paysans des risques climatiques, du nom des saisons et de la diversité écologique du milieu andin.

¹³² Signalons que d'Orbigny in : *Descripción geográfica, histórica y estadística de Bolivia*, 1845, évoque aussi cette forme d'exploitation et d'organisation en altitude basée sur les seuils écologiques, mais il n'a pas fait la catégorisation et les études systématiques dues à J. Murra.

¹³³ Nous renvoyons le lecteur au chapitre 3 de Morlon, P. *Comprendre l'agriculture andine*, p.120-202, 1992, pour une analyse approfondie et riche en citations et schémas.

¹³⁴ *Ibid*, op. cit, p. 134.

¹³⁵ Morlon, P. *De las relaciones entre clima de altura y agricultura de la sierra del Perú en los textos de los siglos XVI y XVII*, 1992.

On peut penser enfin, à partir des travaux de J. Murra, que la quasi-destruction du système andin traditionnel survenue ultérieurement a consigné la fin d'un équilibre ayant une valeur d'exemple entre l'homme et un milieu difficile.

La découpe spatiale coloniale

La conquête espagnole devait bouleverser cette organisation, là où elle existait. La méconnaissance, réelle ou volontaire, par l'administration coloniale, de la préexistence d'un système de maillage territorial composé d'une mosaïque de « seigneuries » et de royaumes dans lequel s'insérait l'*ayllu* selon des modalités variables, comme des réalités propres à ce que l'on nomme l'archipel écologique andin, explique que, conséquence d'une politique de démembrement foncier autoritaire, l'*ayllu* a été réduit et confiné à un terroir homogène.

Il a, en effet, été coupé de ses extensions naturelles vers d'autres niches écologiques, ce qui ne pouvait aussi que modifier le rôle sociologique des diverses catégories de ses membres, comme l'ensemble de ses relations d'alliance ou d'hostilité dans son voisinage proche ou plus lointain.

Ces transformations expliquent ensuite de nombreuses manipulations, généalogiques comme catégorielles, en son sein ainsi que le constatent les études anthropologiques.

Cette partition lui a ôté en plus la complémentarité naturelle de productions agricoles que lui assurait un réseau de terroirs aux ressources vivrières variées. Aussi est-il nécessaire de garder en mémoire l'avertissement de B. Saavedra :

« L'ayllu, tel qu'il a dû exister à l'origine, peut être connu par une induction rigoureuse. Ses restes dispersés, lézardés et moussus traduisent son ancienne structure. Néanmoins, il sera nécessaire de s'entourer de sérieuses précautions pour ne pas tomber dans des erreurs d'interprétation »¹³⁶.

Cette organisation du modèle andin permettait aussi de pallier aux conditions naturelles, peu favorables voire marginales, de l'agriculture de l'Altiplano¹³⁷. Sa remise en cause explique, en partie, l'appauvrissement économique tout aussi bien que le dépérissement culturel de nombreuses communautés paysannes privées de leur ancien espace fonctionnel.

La restauration coloniale des communautés

C'est le vice-roi Toledo¹³⁸ qui institua, en 1570, le régime des nouvelles communautés agraires, avec l'objectif d'attacher les paysans à la terre.

¹³⁶ Gomez, E. *Bautista Saavedra, seguido del Ayllu*, 1975. Op. cit, p, 475.

¹³⁷ Elle explique peut-être des densités relativement fortes sur certains points de l'Altiplano.

¹³⁸ Casto Rojas. *Historia financiera de Bolivia*, 1916.

Il s'agissait de contrebalancer les effets désastreux entraînés par la désertion des jeunes paysans fuyant le système de la *mita*, système qui avait été instauré au profit des mines de mercure de Huancavelica (au Pérou) et d'argent de Potosi et d'Oruro. Chaque communauté regroupait un certain nombre de familles paysannes, soumises à une hiérarchie communautaire, et dont le patrimoine foncier était indivisible et inaliénable, en théorie au moins, car la raison d'État coloniale pouvait rompre cette protection.

Au cours de ces opérations de redistribution foncière certains domaines privés déjà constitués furent rachetés par leurs exploitants indigènes, souvent des caciques, dans le cadre des transactions effectuées sous l'égide du système de « *Composición con la corona de España* ». Cette opération alimenta le Trésor colonial, mais en contrepartie instaura une série de prestations dues à la Couronne, le roi d'Espagne ayant succédé à l'Inca par droit de conquête selon l'idéologie coloniale.

Fin de la Colonie, suite à un processus de perversion du système de l'*encomienda* facilité par le laxisme et la corruption d'une administration complice, le panorama foncier existant après la conquête avait radicalement changé.

En effet, les *encomenderos* avaient réussi depuis longtemps, par des échanges illégaux ou des transmissions frauduleuses, à regrouper les terres des *ayllus* et chefferies soumis à leur juridiction (pour l'impôt, l'évangélisation et l'ordre public) dans le cadre du *repartimiento* qui avait assuré le regroupement des Indiens. Ce faisant, ce délitage avait entraîné la fragmentation définitive des unités du peuplement rural jadis intégrées dans un système commun de cultures, d'échanges et de rapports sociaux.

La seconde phase fut l'appropriation définitive des zones ainsi regroupées sous forme de grands domaines du type *latifundio*. Au fil des successions, des donations à l'Église (*capelaniar*), des saisies pour dettes, des confiscations ou des reventes, ces domaines furent morcelés en unités agricoles plus restreintes connues sous le nom d'haciendas. Il s'agissait, le plus souvent à l'origine, d'exploitations appartenant aux familles créoles d'origine espagnole. Il en résulta un certain rapprochement et des liens plus soutenus entre les deux structures foncières de base, le grand domaine et la communauté paysanne.

Structure de parenté et formes d'autorité

À la base, l'*ayllu* est composé d'un groupe de familles qui se recommande d'une origine commune¹³⁹, au travers d'une parenté étroite ou élargie qui justifie leur union, pour se prévaloir de droits fonciers légitimes sur les terres occupées.

¹³⁹ Pour Karsten, il obéit à une descendance clanique, organisée en ligne paternelle et où l'endogamie était de règle ; op. cit. p., 95.

Dans ce cadre, l'endogamie familiale était dominante, mais probablement pas exclusive de formes exogames selon certains anthropologues¹⁴⁰.

Chaque *ayllu* était dirigé par ses anciens, soit par transmission héréditaire, soit par cooptation pour d'autres auteurs, issus des membres dits « originaires » de la communauté. Ils rendaient la justice, jugeaient des droits d'héritage, contrôlaient les rotations des terres communales en fonction des besoins de chaque famille ; ils étaient aussi les porte-parole de la communauté avec les autorités comme les communautés voisines.

Sous la Colonie, ces délégués qui étaient reconnus par les autorités assuraient la perception du tribut et la répartition des corvées pour les tâches collectives ou *mita*. Le chef, ou *jilikata* chez les Aymaras, était assisté par des détenteurs de pouvoirs particuliers répondant aussi bien à des fonctions civiles que religieuses. Ces diverses charges nécessitaient en outre de leurs titulaires la disposition de ressources économiques suffisantes pour assurer une répartition de biens (aliments, laines) atténuant les inégalités internes du groupe en cas de crises ou de disette.

Des disparités foncières, intrinsèques au système, en découlaient indiquant que l'*ayllu* ne répondait pas à une structure foncière obéissant à une stricte répartition égalitaire malgré sa structure communautaire¹⁴¹, mais correspondait à une structure de classes possédantes si l'on s'en tient à l'analyse marxiste de l'appareil de production ; cette situation se reproduisait logiquement au niveau de l'exercice du pouvoir local.

Le contrôle de l'agriculture, pivot du pouvoir Inca

Pour de nombreux auteurs attachés à définir l'origine de son pouvoir économique, l'empire Inca a eu comme base l'*ayllu* qu'il a façonné en instrument de son assise sociale comme de sa politique impériale. Ce faisant, si l'*ayllu* apparaît comme le noyau économique, on ne saurait négliger l'existence des pouvoirs intermédiaires, politiques et administratifs, qui servaient de truchement entre la base villageoise et l'administration centrale de l'Inca et jouaient un rôle non négligeable dans la transmission des ordres économiques.

Il s'agit, si l'on suit les auteurs (Karsten 1972 ou Favre 1997 par exemple), de ces chefferies traditionnelles préexistantes à la formation de l'État inca et qui furent maintenues ensuite.

¹⁴⁰ Platt, T. *The role of the Andean Ayllu in the reproduction of the Pelt commodity Regime in Northern Potosi (Bolivia)*, 1987.

¹⁴¹ Un constat de l'ethnohistoire que semblent oublier, au moins dans l'actuel discours souvent lénifiant sur l'*ayllu*, certains syndicalistes et politiques qui dissertent sur un *ayllu* qui est reconstruit selon une vision angélique, malgré leur culture critique marxisante.

En effet, elles fonctionnaient en tant que courroies de transmission administrative permettant une appréciable économie de moyens. Ainsi en était-il des *curacas* qui appartenait à des lignées de chefs locaux anciens et qui contrôlaient des territoires parfois vastes et leurs populations. S'ils contestaient certaines décisions ou mesures imposées par l'administration, ils bénéficiaient, ainsi que le note Favre, d'une position forte qui explique les ménagements des Espagnols envers :

« *La position de charnière qu'ils occupaient dans le système politique inca leur laissait sans nul doute une ample marge de manœuvre et d'initiative* ».

Le texte, bien qu'ancien de Karsten et qui reste un classique, indique aussi, tout en s'appuyant sur une déclaration de Las Casas, l'importance du rôle sociopolitique des chefs naturels pré incaïques :

« *À cette époque, dit-il, ces peuples étaient gouvernés par des rois [...]. Ils étaient très honorés et on leur obéissait. [...]. Chacun de ces petits seigneurs et rois employait dans son village la méthode de gouvernement qui lui paraissait le mieux servir la communauté* »¹⁴².

De nombreux textes des premiers chroniqueurs espagnols témoignent de l'efficacité¹⁴³ du système politique en place, marqué par ses réquisitions de main-d'œuvre et l'importance des dépôts (*tambos*) de vivres, vêtements, équipements et armes trouvés dans les entrepôts de l'État, et qui permirent aux premiers conquistadors de s'approvisionner amplement¹⁴⁴. Il en ressort que l'*ayllu* faisait fonction de réservoir de biens et de travailleurs mis au service des fonctions régaliennes d'une société inca dominée par la famille régnante.

En conséquence, de nombreux témoignages d'époque notent l'ampleur de l'appareil de contrôle des hommes et de leur travail, afin de permettre l'asservissement des paysans aux multiples et contraignantes exigences d'un État expansionniste et aristocratique¹⁴⁵.

¹⁴² Karsten, R. *La civilisation de l'empire Inca*, 1972. Op. cit, p. 93-94.

¹⁴³ Efficacité renforcée par les inspections régulières des contrôleurs du pouvoir central inca, « ceux qui voient tout ».

¹⁴⁴ Notons l'ouvrage de S. Hubert : *Pizarro et ses frères conquérants de l'empire des Incas*, 1964. Il consigne que les Espagnols purent se ravitailler, mais aussi armer et nourrir de nombreux Indiens en révolte contre l'Inca grâce aux réserves des *tambos*.

¹⁴⁵ Meillasoux, C. *Mythes et limites de l'Anthropologie*, 2001. Pour cet auteur « *La politique économique de l'Inka était donc de confiner les paysans sur des surfaces de terres mesurées en fonction de leurs stricts besoins et de mettre en place diverses institutions capables de mobiliser et d'organiser à son profit l'exploitation des terres confisquées et du temps de travail des paysans rendus ainsi disponibles. L'institution majeure, centrale, de l'économie est celle du servage généralisé de la population paysanne* ». Op. cit, p. 325.

Cette mobilisation permanente d'importants effectifs de main-d'œuvre permettait d'accomplir, soit les corvées nécessaires aux grandes constructions qu'affectionnaient les souverains Incas, soit localement servait pour réaliser et entretenir le réseau de pistes, routes, ouvrages d'art et bâtiments publics (forteresses, *tambos*, maisons des Femmes Choisies, lieux de culte, etc.).

De même, on doit prendre en compte l'importance des zones cultivées sur ordre impérial, une autre réalité qui a retenu aussi l'attention des spécialistes :

« *La mise en relation suppose des axes de communication, des relais, des silos, logistique dont l'empire inca n'était pas l'initiateur, mais qu'il avait développée à un très haut point. Des infrastructures de production (terrasses, canaux d'irrigation) complétaient celles d'échange. [...]. D'où ces paysages fascinants, qui perdurent encore aujourd'hui, de montagnes sculptées de murets et de terrassettes, zébrées de canaux pour irriguer et de routes pour les coureurs et les convois* »¹⁴⁶.

Ainsi, l'empire ne se résume pas à une simple surimposition du pouvoir central de Cuzco sur les chefferies et royaumes soumis. Si l'ancien système fut en gros maintenu, les souverains incas successifs imposèrent un nouvel ordre social et administratif reposant sur une base territoriale administrée par des fonctionnaires nommés. Ainsi le pouvoir des caciques ou des *kuracas* ou *mallkus* (vocabulaire aymara) se trouva plus ou moins rapidement privé de sa substance réelle, et devint plus honorifique que réel face aux nouvelles instances administratives, mais se renforça pour leur autorité locale.

Les nouvelles unités de la maille territoriale inca consistaient en des regroupements d'unités résidentielles répondant selon certains auteurs à une base décimale, avec des unités de 10, 100 et 1 000 familles. Les nouvelles charges, à la différence de celle des simples chefs de communautés, devinrent héréditaires sous la Colonie. Elles étaient réparties à l'intérieur de familles qui prétendaient représenter la vieille noblesse indienne précoloniale afin de s'identifier aux normes sociologiques de conquérants imbus d'une grille de lecture sociale d'imprégnation féodale.

Le travail sur ordre, connu sous le nom de *mita*, avec réquisition de main-d'œuvre, était réalisé dans les communautés ou à l'extérieur ; il fonctionnait sur la base des obligations réciproques imparties aux membres des *ayllus* et ayant le nom de « Lois de fraternité (ou *ayni*) ». Mais on ignore les modalités pratiques de ces systèmes d'entraide comme les obligations de l'État inca envers les personnes soumises aux corvées publiques. Néanmoins, l'État était attaché au respect des formes de la justice ainsi que l'indique une série de mesures de protection envers ses sujets.

¹⁴⁶ Grataloup, Ch. *Lieux d'Histoire. Essai de Géohistoire systématique*, 1996.

Notons que pour certains auteurs (dont Karsten) « le communisme agraire n'était pas un mythe » mais une réalité vécue¹⁴⁷. On peut, certes, épiloguer sur cette affirmation qui a accrédité une vision idéologique socialisante qui fut un temps de mode, mais qui paraît quelque peu contradictoire avec l'essence autoritaire propre à cette société¹⁴⁸.

À la fin de l'époque coloniale, les chefs traditionnels, bien que restés durablement les relais du pouvoir colonial, avaient perdu l'essentiel de leur autorité au sein des rouages administratifs, aussi bien à cause de leur faible poids économique que de leur acculturation face aux instances de commandement hispanophones.

C'est à la suite de la révolte de Tupac Katari, de 1780 à 1782, qui donna le premier coup de boutoir qui ébranla profondément le système colonial, que les fonctionnaires espagnols devinrent attentifs au choix de ces chefs, mais qui ensuite, sous la République, ne figurent que rarement dans les documents officiels.

Le système foncier de l'ayllu après 1825

Au sein de l'ayllu, chaque famille dite originaire¹⁴⁹, c'est-à-dire fondatrice, détenait un lot de terres connu sous le nom de terre d'origine. Il comprenait aussi bien des parcelles de statut communal (*qallpa*) que familial privatif, avec les *sayanas*, un bien foncier propre où la famille installait sa maison, élevait sa basse-cour et assurait ses cultures vivrières.

Les terres placées en assolement ou *aynuqa* qui ressortaient de la gestion communale, étaient réparties sous conditions aux familles d'origine, en fonction de leur taille démographique et des circonstances climatiques, par l'autorité de l'ayllu ; elles étaient soumises à des rotations de cultures et des jachères contrôlées. Leur superficie variait de 2 000 à 10 000 m², soit entre un *cato* (0,2 hectare) au minimum (superficie reconnue déjà par le système inca) et deux *topos* (1 hectare) au plus. Une famille type, avant la conquête, pouvait posséder de vingt à soixante parcelles dans les diverses zones écologiques appartenant à l'ayllu¹⁵⁰.

Chaque communauté détenait de dix à trente de ces parcelles exploitées qui permettaient aussi, par de longues périodes de repos, de disposer de pâturages.

¹⁴⁷ Pour Karsten : « La terre est la propriété collective de la tribu, mais elle est répartie entre les diverses familles qui ont le droit de s'en servir et, jusqu'à un certain point, de la considérer comme leur appartenant réellement aussi longtemps qu'elles la cultivent » ; op. cit., p. 107. Cette observation explique certainement l'imbroglie actuel dans le dysfonctionnement de l'ayllu.

¹⁴⁸ Arze y Arze, J.A. *Sociografía del inkario*, 1941.

¹⁴⁹ Voir Bonilla, H. *Notas en torno a la historia económica y social de Bolivia (1821-1879)*, 1978. Cet auteur estime que les originaires représentaient le quart de l'ensemble des paysans.

¹⁵⁰ Klein, H. *Haciendas y Ayllus en Bolivia*, SS. XVIII y XIX. 1995.

Les cultures étaient pratiquées sur un lopin durant trois à quatre ans, mais d'un à deux ans en haute altitude, puis un temps de repos de quatre à huit ans était donné.

Le travail était réalisé par la main-d'œuvre familiale avec, si besoin, le recours à des entraides communautaires sous forme de réciprocité, notamment pour les semailles, les récoltes, l'irrigation ou de levées d'*andenes*. Ces extensions agricoles devinrent une source de conflits avec les fonctionnaires coloniaux en charge des « visites » qui les estimaient en surnombres ou vacantes, aussi s'efforçaient-ils d'en déposséder les communautés.

On peut penser que l'origine du statut inégalitaire qui va durablement affecter la population autochtone se trouve dans cette conception économique qui ne laisse à l'indigène que le minimum nécessaire à sa subsistance.

Une question pendante, importante quant aux implications historiques qu'elle engage, est de savoir si le système foncier pratiqué sous l'Inca appliquait lui aussi cette notion de terre agricole nécessaire et suffisante, ou bien si elle a résulté d'une définition coloniale ?

Stratification sociale de l'*ayllu* après la conquête

La structure des communautés rurales, telle que décrite par les auteurs contemporains, indique très probablement qu'elle a subi de profondes transformations depuis la Colonie. En effet, les termes actuellement usités pour définir les catégories sociologiques de la communauté sont espagnols et ne trouvent apparemment pas leur équivalent en langues quechua ou aymara¹⁵¹.

À côté des originaires (ou familles fondatrices), d'autres familles de statuts différents vivaient aussi dans le cadre de la communauté :

- Les *forasteros* étaient des membres, soit résidents, soit extérieurs à la communauté ne disposant pas de terres en propre ; ils apportaient leur force de travail en échange de l'alimentation. Néanmoins, une minorité pouvait disposer de parcelles d'altitude comme l'indiquent les tableaux des Visitas. Mais ils ne bénéficiaient que d'un accès foncier temporaire, par le truchement de liens ou contrats avec des *originarios* pour qui ils travaillaient et ils ne participaient pas au système d'autorité.
- Les *agregados* disposaient de droits fonciers dans le cadre de liens familiaux avec des originaires de la communauté. Ils recevaient une *sayana*¹⁵² pour assurer leur autoconsommation et accédaient aux lopins

¹⁵¹ Cette importante précision permet de relativiser les sois disantes preuves historiques dont est meublé le discours indianiste radical plaçant pour une vision de l'*ayllu* d'abord reconstruite dans l'imaginaire et non avec l'apport de matériaux historiques ainsi que nous le développons plus loin.

¹⁵² Soit une petite parcelle, mais dont la superficie n'est pas fixe.

communautaires, mais en échanges de prestations de travail en faveur des *originarios*.

Des inconnues subsistent aussi bien sur les mécanismes de ce système que pour les modifications qu'il a pu subir dans le temps.

Il apparaît que l'effectif des *agregados* était contrôlé par les chefs de l'*ayllu* qui avaient instauré des quotas pour maintenir l'équilibre démographique et social de la communauté. Un mécanisme d'intégration lente a cependant existé permettant aux *forasteros* leur assimilation de plein droit dans l'*ayllu*, grâce à des rites de passage. Néanmoins, lors des époques de fortes pressions foncières ou de disette, les étrangers à l'*ayllu* pouvaient être dépossédés des terres allouées, voire expulsés de la communauté.

L'existence de statuts différenciés entre les divers membres de la communauté : originaires, rattachés ou étrangers, indique à l'encontre d'une lecture égalitariste que la collectivité, marquée par des disparités de droits fonciers, connaissait de possibles sources de conflits et de tensions internes.

Il est vrai qu'une structure collective, gérant les productions agricoles, permettait de répondre avec plus d'efficacité qu'une individualisation de la propriété aux défis d'un milieu aux conditions difficiles, qu'elles soient climatiques ou pédologiques, propres à un Altiplano au climat rigoureux et où les productions agricoles sont jugées limites¹⁵³ par de nombreux agronomes.

La communauté : une alternative à des conditions adverses

De nombreux points de discussion faisant l'objet de controverses subsistent sur la nature de l'*ayllu* et de son fonctionnement.

Ce modèle, bien adapté aux conditions spatiales andines, a nécessité une population rurale autrement plus dense que celle qui subsistait un siècle après la Conquête. Néanmoins, même si, avant la mise en coupe réglée du Tahuantisuyo par les Espagnols, la population de l'empire est estimée actuellement entre dix à douze millions d'âmes selon Sanchez Alborno, pour un ensemble territorial s'étendant de l'Argentine du Nord à l'Équateur, il est difficile de parler globalement de fortes densités, sauf localement, là où des conditions très favorables étaient réunies (cas des rives du lac Titicaca).

L'empire inca s'étendait le long de la côte du Pacifique, épousait le gros de la sierra andine et atteignait les llanos amazoniens.

¹⁵³ Nous citons ce passage de J. Mendoza à l'appui de notre propos : « On comprend que du fait des conditions climatiques et telluriques de l'Altiplano, sa grande altitude, le froid cruel qui domine sur une grande partie et l'aridité de son sol, que sa flore et sa faune soient très limitées ». In : *El macizo andino*, op. cit., p. 38, 1986.

Néanmoins, il restait peu peuplé, au moins si l'on compare avec les concepts actuels de la géographie¹⁵⁴. Aussi les « garennes humaines »¹⁵⁵ andines, telles qu'évoquées par certains textes, ne sont que relatives en comparaison avec d'autres zones densément peuplées du monde ; de plus, de nombreux secteurs étaient à peine entamés par l'exploitation agricole à la fin de l'empire inca.

L'*ayllu* représentait aussi, à côté d'une structure de production, un système social au fonctionnement complexe qui reste fort mal connu, du fait d'un jeu de pouvoirs internes obéissant à une stratification subtile et hiérarchisée, même si le mécanisme de cooptation de ses responsables peut donner l'impression d'une libre société rurale harmonieuse. On ignore avec précision le poids du pouvoir politique exercé sur l'*ayllu* par les autorités de tutelle de l'État Inca, le mécanisme des prélèvements, leurs barèmes, les corvées régulières dues, les prélèvements exceptionnels. Or, toutes ces contraintes ne pouvaient qu'influer, par leurs exigences en produits agricoles comme en main-d'œuvre réquisitionnée pour les tâches civiles ou militaires, sur la vie économique et donc les rapports sociaux des acteurs en présence.

On doit prendre aussi en considération¹⁵⁶ les rivalités existantes entre communautés et portant sur des litiges fonciers qui expliquent des jeux traditionnels d'alliances ou d'hostilités entre groupes. Des terrains de parcours ou des terres au repos étaient souvent disputés par des *ayllus* voisins, aussi en résultait-il des escarmouches sanglantes pour leur contrôle, connues sous le nom de *tinku*. Il est à noter que la chronique locale fait encore régulièrement état de nos jours, principalement dans les départements de Potosi et Oruro, de telles querelles anciennes, mais obéissant en réalité à des fonctions rituelles qui dégénèrent en rixes souvent mortelles. Cette situation, exploitée par les haciendas voisines ou les notables en quête de biens fonciers, a été aussi un facteur non négligeable de fragilité pour certaines communautés.

En ce qui concerne l'horizon culturel de la population rurale indienne, on note la conservation active du patrimoine hérité des anciennes cultures autochtones. Mais il s'y est superposé, plus ou moins sensiblement selon les zones, l'évangélisation chrétienne. Néanmoins, malgré les campagnes d'extirpation de l'idolâtrie, le vieux fond religieux devait persister, avec le culte solaire et le polythéisme ancien.

¹⁵⁴ La définition de la pression démographique est variable selon les époques. Ainsi la France du XVII^e siècle avec ses 20 millions d'habitants, ruraux à plus de 80 %, pouvait faire figure de pays aux campagnes de fortes densités dans l'Europe de l'époque. Java, même époque, était bien loin de représenter la fourmière humaine actuelle...

¹⁵⁵ Pour reprendre le terme utilisé par R. L. Stevenson in : *In the South Seas*.

¹⁵⁶ Izko, X. *Los ayllus de Sakaka y Kirkyavi (Bolivia) : dos fronteras étnicas en litigio (s.XVI-XX)*, 1991.

Ils étaient associés à de fortes pratiques magiques véhiculées certainement par les *kallawas*, sorciers et guérisseurs itinérants des Andes. Les archives¹⁵⁷ espagnoles font état de cette résistance passive durable.

Les premières remises en cause de la communauté

Le XIX^e siècle a été, à partir de 1866, celui de la remise en cause des communautés. Dès l'indépendance, une relecture critique des décrets de Bolívar atteste déjà de la remise en question, ambiguë car latente, de leur statut. Mais, malgré des pressions et quelques tentatives brouillonnes sans suite, ce n'est que dans la seconde moitié du siècle que le processus de démantèlement de la communauté prit corps.

Les théoriciens de la fin de la communauté

Courant du XIX^e siècle, les réformateurs libéraux sud américains ont dénoncé l'existence d'une mentalité indienne corporatiste et anticapitaliste. Adeptes du rationalisme européen comme imprégnés par le modèle foncier privatif dominant en Angleterre ou en France, pour eux des pays phares, ils conclurent que les formes traditionnelles de la propriété indigène étaient d'autant plus obsolètes qu'elles constituaient un frein au progrès général qu'ils étaient soucieux d'introduire dans leurs pays.

Ces réflexions se retrouvent dans plusieurs conceptions¹⁵⁸ qui se détachent dans le courant de pensée agraire sud américain concernant le statut futur de la communauté au XIX^e siècle :

- Le courant abolitionniste, apparu dès l'indépendance, s'est efforcé de mettre fin au régime de la communauté par des mesures autoritaires.
- La dissolution volontariste représente une autre thèse basée sur la pensée libérale pour qui seule la propriété privée permet l'épanouissement de l'agriculture.
- La thèse de la caducité naturelle se recommande, elle, d'une interprétation dialectique de l'histoire. La communauté se situe dans un nouveau contexte dominé par le grand capitalisme, aussi son inadaptation au marché la condamne-t-elle à disparaître par extinction naturelle. Un avocat péruvien a défendu cette thèse¹⁵⁹. Pour lui, on ne doit pas défendre la communauté comme institution, mais le paysan qui est victime d'usurpation et d'exploitation. Sinon : « *Quand nous défendons la communauté, que défendons-nous en réalité ? Son existence actuelle...*

¹⁵⁷ Voir Arriaga (de), P. J. *Extirpación de la idolatría en el Pirú*, 1621.

¹⁵⁸ Urquidí, A. *Las comunidades indígenas en Bolivia*, 1970.

¹⁵⁹ Martínez de La Torre, R. *Apuntes para una interpretación marxista de la historia social del Perú*, 1948.

Non, car ce serait défendre son crétinisme religieux, ses coutumes barbares, ses superstitions, son ignorance ancestrale »¹⁶⁰.

- Une dernière école de pensée affirme, début du XXe siècle, que l'avenir de la communauté se trouve dans son passage au système coopératif, c'est aussi la thèse d'Urquidí¹⁶¹.

Les intellectuels qui entendaient réformer le système communautaire, étaient pour certains issus de familles de grands propriétaires fonciers originaires de Cochabamba et de sa bourgeoisie urbaine, une région ne comptant que peu de communautés. Pour ces « esprits avancés », le progrès des indigènes n'était possible qu'en optant pour un statut moderne et responsable de la propriété privée, seul à même de changer leur condition.

Ces considérations rejoignaient, en partie, des préoccupations plus intéressées, mais certes moins soucieuses du devenir des Indiens, qui étaient partagées par une partie des milieux d'affaires. Selon eux, les indigènes occupaient des terres qu'ils ne savaient pas valoriser, aussi était-il nécessaire de les redistribuer au profit des seuls vrais acteurs économiques responsables.

On peut voir dans ces diverses visions une marque du darwinisme social à connotation ethnique qui fut partagé, jusqu'à une époque récente, par certains milieux économiques boliviens.

Les critiques des libéraux étaient d'autant plus réalistes que, contrairement à de tenaces idées reçues, ainsi que le note un spécialiste de l'histoire rurale¹⁶², une grande partie des terres agricoles situées sur l'Altiplano bolivien ou les vallées sont restées contrôlées, sauf à Cochabamba, par les *ayllus* jusqu'au milieu du XIX^e siècle. On estime ainsi que la moitié des terres cultivées et les deux tiers de la main-d'œuvre paysanne échappaient, en partie ou totalement, à l'économie de marché.

Pour les uns, seules les vives ripostes paysannes aux tentatives d'accaparement foncier et la faiblesse politique et administrative de l'État bolivien, dès sa naissance, expliquent cet attentisme des acteurs économiques quant à une modification du régime de la communauté. Pour d'autres experts au contraire, la faiblesse du marché agricole bolivien et l'absence de possibilités d'exportation expliquent cette sorte de *modus vivendi*...

¹⁶⁰ Cette charge, paradoxalement, est reprise aujourd'hui par les tenants de l'agriculture commerciale, mais ses critiques sont tuées par les syndicalistes paysans pourtant imprégnés de marxisme...

¹⁶¹ Urquidí, A. *Consideraciones de orden doctrinal sobre la reforma agraria en Bolivia*, 1956. Signalons aussi le texte de Langer, E. *El liberalismo y la abolición de la comunidad indígena en el siglo XX*, 1988.

¹⁶² Klein, S. H. *La estructura de las haciendas a fines del siglo XIX en Bolivia : Las provincias del norte del lago Titicaca*, 1991.

Les premières mesures d'accaparement foncier

Ce n'est qu'à partir de 1860, après quelques velléités de remises en cause restées sans suite, que la communauté est soumise à une attaque légale systématique qui aboutit à son bouleversement. L'État bolivien, en butte aussi bien aux contraintes de groupes de pression qu'à une forte instabilité politique, avait suivi jusque-là une politique foncière erratique qui avait varié au gré des circonstances locales, car marquée par une alternance de mesures draconiennes et de signes d'apaisement :

- L'opération dite de crédit public de 1826 était justifiée par les besoins du Trésor après l'indépendance, comme par le souci de favoriser une colonisation nationale des terres, faute d'intérêt des éventuels investisseurs étrangers. Elle permit aux hommes d'affaires la première captation de terres de communautés et surtout de l'Église, car les acheteurs de bons du Trésor bénéficiaient d'abattements attractifs leur permettant d'acheter des terres du Domaine à bon compte.
- Le décret de 1831, promulgué par le maréchal Santa Cruz, reconnut le droit foncier des Indiens établis sur une terre depuis plus de dix ans. Mais, en contrepartie de cet apparent libéralisme, il ordonnait de nouvelles visites foncières annulant les titres antérieurs qui étaient censés avoir été obtenus dans des conditions suspectes ; mais ces visites furent abandonnées.

Au contraire, les dispositions législatives prises en 1838 oublièrent les dispositions de Bolívar et recréèrent une situation précaire pour les Indiens :

- On décidait d'établir la règle de primogéniture et celle de la préférence masculine pour les successions de biens indigènes.
- Pour empêcher la poursuite des spoliations foncières réalisées par l'État ou des particuliers, le décret de 1838 reprend positivement les dispositions édictées par Bolívar en reconnaissant que les terres des communautés étaient « *leur propriété par droit naturel comme légal* ».

Néanmoins, cette réparation juridique était viciée car elle établissait aussi une discrimination négative limitant les droits fonciers des indigènes à une superficie légale reconnue à chaque propriétaire.

Les nouvelles normes attribuaient 4 000 *varas* ou deux *topos* en terres irriguées (*tierras de riego*), ou pouvant l'être, et trois *topos* ou 6 000 *varas* en terrain sec (*tierras de secano*). Dans les Yungas, où existent des conditions nettement plus favorables, la norme officielle fut de deux *cator*, soit 0,4 hectare.

Ces terres ne pouvaient être vendues que sous conditions, car leurs détenteurs devaient savoir lire et écrire¹⁶³, et des habitations ne pouvaient y être construites qu'en respectant des normes d'hygiène.

Les propriétés usurpées devaient être mises aux enchères, quant aux terres déclarées excédentaires aux normes fixées, elles seraient redistribuées aux paysans sans terres, solution que Bolivar avait préconisée. Mais, la même année, ce décret fut aboli par un Congrès extraordinaire.

Un autre décret, de 1842, postulait que les indigènes n'étaient que de simples locataires des terres de l'État, ce qui justifiait le maintien du tribut. C'était la thèse du bail emphytéotique mise en avant par le gouvernement de J. Ballivian qui était à court de ressources pour financer les dettes et dépenses occasionnées par la fin de la guerre avec le Pérou ; cette interprétation ouvrit la voie à de nouvelles mesures de spoliation légale.

L'opération débuta en 1843, précédée par une visite des terres jugées excédentaires aux besoins ou laissées en friche¹⁶⁴ et qui, en conséquence, devaient donc retourner à l'État. Ce principe, vite dévoyé dans son application, aboutit à les déclarer usurpées, aussi l'État se trouvait en droit d'en disposer à sa guise.

Bien que J. Ballivian ait été définitivement vainqueur en 1841 du Pérou, à la bataille d'Ingavi, sa mémoire resta détestée dans les campagnes. Néanmoins, la vente des terres eut un tel succès qu'en 1848 le ministre de l'économie, A. Torrico, se plaignait d'une telle réussite :

« Peu nombreux sont les biens fonciers qui restent à l'État depuis que la loi du 17 octobre 1844 a permis la vente et la consolidation juridique de celles qui étaient aliénées avec des baux emphytéotiques »¹⁶⁵.

- En 1861 l'assemblée supprima les contributions de *diezmos*¹⁶⁶ et *primicias*, mais un impôt territorial était instauré à leur place, ainsi que la création d'un cadastre et l'application d'un droit de 5 % de la valeur vénale du terrain.

¹⁶³ Cette disposition jouait aussi pour les droits électoraux des indigènes dont la grande masse était illettrée, ce qui explique, par exemple, que les élections présidentielles de 1931 ne connurent pas plus de 5 % de votants.

¹⁶⁴ Terme qui mérite précision, en effet, en espagnol « *descanso* » ou repos, signifie en attente d'une future mise en culture dans le cadre d'une exploitation, alors que le terme friche en français signifie inutilisé et à l'état naturel. L'ambiguïté de cette formule est à la base d'abus évidents dans le contexte de l'agriculture andine.

¹⁶⁵ Ovando, J. A. *El tributo indígena en las finanzas bolivianas del siglo XIX*, 1985.

¹⁶⁶ Impôt prélevant le dixième des produits agricoles et animaux, mais variable régionalement. Il existait un autre prélèvement, du vingtième ou *veintenas*, aux modalités tout aussi variables.

- Le décret du 28 février 1863 tentait d'explicitier au mieux les textes de Bolivar, et il servit de base aux décrets ultérieurs de 1874 et 1880 qui, eux, seront résolument spoliateurs.

Le démembrement juridique et physique de la communauté

L'attentisme de l'État quant à l'engagement de la liquidation juridique des communautés, s'explique clairement, aussi bien par les déficits chroniques du Trésor Public que par le fait que, selon Ovando, le tribut fournissait le gros des revenus du budget. Ainsi, en 1864, le tribut représentait encore 51 % des revenus publics, avec les *diezmos* qui avaient été finalement maintenus, soit 15 % et les *primicias* 2 %.

Dans un pays de grand capitalisme minier et de grands domaines agricoles, l'État Bolivien vivait, paradoxalement, de la rente d'exploitation de l'agriculture marginale indigène... Bien que tardive, cette prise de conscience n'a pu que renforcer le sentiment de frustration de l'élite progressiste.

Le coup de boutoir de Melgarejo

C'est en mars 1866 qu'un décret du président-dictateur Melgarejo¹⁶⁷ reconnut : «... *comme propriétaires de plein droit, les indigènes détenteurs de terres de l'État* ». Cette annonce, malgré sa tonalité progressiste, introduisait une série de mesures nouvelles portant une véritable atteinte au système communautaire.

La justification de la politique de Melgarejo était de transférer le produit des ventes de terres, au paiement des arriérés de soldes des fonctionnaires et des ecclésiastiques¹⁶⁸ ; cet argument expliquera peut-être par la suite la rancœur du milieu rural, aussi bien envers le clergé que contre les fonctionnaires.

En effet, chaque exploitant devait racheter son titre de propriété, soit au minimum pour 25 pesos et 100 au maximum, dans un délai de soixante jours, sous peine d'expropriation et de mise aux enchères de son bien. Ainsi que le consigne crûment un journal pro gouvernemental, cité par Ovando, et qui avec une belle franchise éclaire sur la philosophie sociale de l'époque :

« Ou bien il est nécessaire de déclarer les indigènes propriétaires absolus des terrains qu'ils possèdent précairement, ou bien il est impératif de confisquer ces terres pour achat par la classe civilisée ».

¹⁶⁷ Paradoxalement, le règne de Melgarejo a été celui d'un renouveau économique de la Bolivie selon. Meza (de), J. & Gisbert, T. & Meza Gisbert, C. D. in : *Historia de Bolivia*, 1997. Cet ouvrage qui fait autorité (fort de 779 pages), dépêche néanmoins en quelques brèves lignes la politique de dépossession foncière des indigènes...

¹⁶⁸ Selon la thèse inédite de J. F. Moncayo, *Legislación boliviana del Indio*, 1953.

Mais, poursuit ce point de vue cynique, dans le premier des cas, il faudrait renoncer : «... à toute amélioration et se résigner à une stagnation ou plus encore une régression en matière agricole ». Dans l'autre cas, l'agriculture progressera, car :

«... colons et hacendados unis par la nécessité mutuelle et la réciprocité ne peuvent moins que vivre en harmonie. L'indigène ne doit pas se satisfaire d'une idée stérile de la propriété, mais doit considérer comme légitime d'apporter son travail personnel à la classe aisée ».

Un décret d'avril 1866 organisa de nouvelles inspections foncières dans les Yungas. L'objectif était, une fois de plus, de détecter les terres usurpées par les grands propriétaires afin de les soumettre aux enchères publiques, mais l'occupant était censé récupérer alors une partie du produit de l'opération, ce qui favorisait insidieusement les usurpateurs de biens...

Le congrès de 1868, dans le droit-fil de la logique de la privatisation foncière, décida à nouveau l'abolition des impôts de *diezmos*, *primicias*, *veintenas* ainsi que de la contribution territoriale ou tribut. La même année, par la loi du 28 septembre, l'assemblée déclara que les terres des communautés étaient propriétés de l'État¹⁶⁹ et, en conséquence, seraient vendues aux enchères pour payer la dette interne.

En cas d'impossibilité de trouver acquéreurs, les terres seraient rétrocédées à leurs occupants, mais avec une taxation de 4 % de leur valeur. Pour les terres de communautés, occupées indûment par des envahisseurs - où figuraient certains caciques -, seules celles occupées depuis dix ans seraient reconnues par un tribunal. Ces dispositions assurèrent, en 1869, une forte vente de terres qui se prolongea bien qu'à un rythme plus faible en 1870.

Ces mesures se justifiaient par une idéologie du progrès « retirant aux mains inexpertes la culture des terres pour la transférer à des exploitants qualifiés ». Selon une source ce furent 356 communautés qui furent, dans le pays, soumises à la vente publique, dont 321 situées dans le département de La Paz¹⁷⁰.

¹⁶⁹ On peut penser qu'une des causes du divorce actuel entre certains représentants des syndicats paysans et l'Etat provient de ce rappel régulier que seul l'Etat est le propriétaire des terres.

¹⁷⁰ Mamani Condori, C. B. *Taraq. 1866-1935*, 1986. Voir p. 17 où l'auteur cite en référence des données chiffrées de S. Rivera (1978), mais ces statistiques sont, semble-t-il, contredites par les montants des ventes foncières, tels que les consigne le tableau 4 que nous avons tiré de Casto Rojas dont l'étude paraît amplement appuyée sur la documentation officielle de l'époque, et qui indique des ventes non négligeables à Chuquisaca, Cochabamba et surtout à Mejillones (province du Littoral) et à Potosi, où elles dépassent en valeur celles réalisées pour La Paz... La thèse de Mamani Condori est d'autant plus intéressante qu'elle produit l'analyse des épisodes qui se succédèrent durant près de trois quarts de siècle lors de la dépossession foncière d'une communauté, en s'appuyant sur les documents d'époque. Je remercie David Portillo de m'avoir communiqué ce texte.

Est-ce l'éloignement et la faiblesse de l'appareil administratif qui expliquent que peu de communautés hors du département de La Paz furent inquiétées par les mesures de Melgarejo ? Ce qui confirmerait bien la faiblesse structurelle de l'État, même sous une dictature pourtant draconienne.

Les conséquences de cette vente forcée des biens indigènes furent d'autant plus iniques que l'Indien vendait sa propriété, mais en s'engageant de plus à servir comme colon de l'hacienda de l'acheteur. Spoliation du bien donc comme perte de la liberté, telle était la situation faite aux malheureux...

Pourtant, un des fonctionnaires en charge de ces opérations écrivait que « seule la terre se vendait, mais pas les colons » ; néanmoins, de nombreux contrats de vente, souvent obtenus sous pression, mentionnaient bien l'engagement « volontaire » du vendeur à servir comme employé de l'acquisiteur.

Cette politique provoqua une vague de soulèvements, en protestation contre les décrets de Melgarejo ; ainsi il y aurait eu à Ancoraimes 60 morts, des émeutes à San Pedro et à Guaicho, toutes durement réprimées par la troupe.

Melgarejo fut destitué en 1871, et l'on assista alors à un revirement du nouveau gouvernement motivé par les craintes de révoltes indigènes généralisées. En conséquence, le 31 juillet 1871, une nouvelle loi fut promulguée ; elle déclarait, une fois encore, que les terrains des indigènes « sont et ont été leur propriété », d'où l'annulation des mesures antérieures jugées attentatoires au droit des gens. Elle était assortie du remboursement par l'État des acquisitions faites de bonne foi, sauf pour les fonctionnaires car ils étaient jugés a priori suspects de prévarication¹⁷¹.

Melgarejo a donc été le grand fossoyeur de nombreuses communautés, ainsi qu'en témoignent les quelques statistiques disponibles de l'époque¹⁷².

-Tableau 8. Répartition des revenus des ventes foncières départementales sous Melgarejo (valeur en pesos). Source : Casto Rojas.

Chuquisaca	La Paz	Oruro	Potosi
56 092	156 436	4 840	430 263
Cochabamba	Tarata*	Beni	Mejillones**
55 450	6 743	459	146 267

* *Tarata, localité où naquit Melgarejo, un métis d'humble extraction.*

** *Mejillones, une localité de la province du Littoral qui a été annexée par le Chili en 1904.*

¹⁷¹ Cette mesure met l'accent sur une des plaies récurrentes du système administratif bolivien : la corruption quasi institutionnalisée de certains fonctionnaires publics.

¹⁷² Casto Rojas. *Historia Financiera de Bolivia*, 1916. Le tome 2 de cette œuvre n'a pas été publié.

Le total de ces ventes atteignait 856 550 pesos, mais faute de connaissance du prix moyen de l'hectare au moment de ces transactions, il est impossible de produire les superficies représentées. Néanmoins, selon Rodriguez-Ostria¹⁷³, ce serait environ 600 000 hectares de terres de communautés qui auraient été aliénés pour l'Altiplano.

En 1872, avec une autre mesure faussement libérale, l'Assemblée décidait d'annuler le versement du tribut pour les Indiens sans terres, mais à condition qu'ils sachent lire et écrire en espagnol. Mesure plus démagogique que d'une portée réelle car rare étaient les intéressés qui avaient été scolarisés. Puis, la politique foncière accomplit une volte-face, en 1874, avec une nouvelle loi dite de séparation ou détachement (*exvinculación*) des terres d'origine...

Ces mesures, malgré les revirements successifs, indiquent bien une constante ancienne, officialisée depuis le règne de Melgarejo par la politique foncière suivie, et visant à la liquidation pure et simple du statut de la communauté traditionnelle.

La loi de séparation des terres de communauté

Publiée le 5 octobre 1874, cette loi décrète la reconnaissance d'une propriété indigène, mais bornée aux strictes limites des lopins jugés nécessaires à la subsistance des paysans. Ainsi, derrière une formulation respectueuse des mânes de Bolivar, la nouvelle loi instaurait une remise en cause de la propriété indigène, certes en spécifiant des limites foncières, mais dictées et contrôlées par l'autorité publique. De plus, en ne reconnaissant que les seules parcelles des propriétaires – des originaires en majorité –, elle imposait l'abandon des terres utilisées par de nombreux *agregados* ou *forasteros*, mais qui ne disposaient que de droits précaires consentis par les autorités de la communauté.

La séparation juridique du paysan par rapport à sa propriété était ainsi légalisée ; néanmoins les bois, les terrains de parcours et les cours d'eau restaient des biens communautaires. La terre devenait ainsi un produit marchand perdant sa signification de Pachamama, ou terre nourricière¹⁷⁴ sacrée, selon la conception mythique restée ancrée jusqu'à nos jours chez les paysans indiens.

Les *forasteros* sans terres, comme les péons des communautés et les colons des haciendas, voyaient leur statut inchangé. Par contre, Blancs et métis qui s'étaient enregistrés comme Indiens pour tourner la loi, un biais pour être détenteurs de terres communautaires, se voyaient reconnaître la propriété de leurs biens. Quant à ceux qui n'étaient pas immatriculés, ni ne possédaient pas une terre depuis quinze ans, ils devaient racheter leur bien.

¹⁷³ Rodriguez Ostria, G. *Entre reformas y contrarreformas : las comunidades indígenas en el Valle Bajo cochabambino*, 1991.

¹⁷⁴ Maldonado, A. *Derecho agrario*, 1999.

La reconnaissance de la libre disposition de leur patrimoine foncier permettait aux indigènes de le vendre aux grands propriétaires en toute légalité, tandis que l'État récupérait les sols non cultivés. Dès la légalisation des nouveaux titres de propriété, la communauté cessait d'exister légalement. À cette fin, des commissions foncières furent instituées pour effectuer des visites et régler les litiges fonciers pendants.

En plus de toucher au droit foncier, la loi de Séparation des Terres transformait le tribut en impôt territorial, mais en l'augmentant de 25 % tandis que les *diezmos* et *primicias* restaient en vigueur. De même, les indigènes sans terres étaient soumis à un impôt annuel de 2 Boliviens ; seuls les Urus¹⁷⁵ et les Noirs, reconnus comme indigents, restaient exemptés.

Ce démantèlement systématique de la communauté devait ouvrir un cycle de violences paysannes. Pourtant, le ministre d'Hacienda (Finances) de l'époque, Pantaléon Dalence, justifiait ainsi ce train de mesures :

*« Pour excessive que soit la nouvelle répartition, il paraît qu'elle respecte la possession immémoriale comme la nécessité de prévenir agitations et résistances que provoquerait une nouvelle distribution, surtout chez des gens aussi belliqueux dès qu'il s'agit de terres, en conseillant à chaque indigène de se déclarer possesseur de sa terre dans ses limites actuelles [...]. La propriété individuelle apportera, entre autres avantages, l'extinction de la communauté qui est une menace constante pour les propriétaires voisins, une vraie épave de la civilisation indigène. Son caractère, immuable jusqu'ici, explique que la fusion des deux races dans une société unique soit impossible alors que la seule force sociale réside dans la cohésion des deux éléments ».*¹⁷⁶

On a reproché ce texte à son auteur, mais en le sortant de son contexte qui doit être replacé dans son époque¹⁷⁷. Néanmoins, faute de pouvoir appliquer la loi immédiatement à l'ensemble du pays, en l'absence de moyens et probablement aussi par crainte d'une violente réaction généralisée des intéressés, l'État décida de commencer les opérations par les départements de Cochabamba et Tarija.

¹⁷⁵ Les Urus constituent un vieux groupe ethnique devenu résiduel, vivant autour des lacs Popóo et Titicaca ; ils ont été particulièrement étudiés par J. Vellard puis, plus tard, par N. Wachtel.

¹⁷⁶ Casto Rojas. *Historia Financiera de Bolivia*, 1916. Op. Cit; op. 68.

¹⁷⁷ Replacé dans son contexte, il traduit, certes maladroitement, le refus de la création d'enclaves autarciques qui cloisonnent les populations et génèrent un renfermement ethnique qui empêche le métissage, la base sur laquelle une nationalité commune et partagée peut se construire. Il reprend aussi un des *credo* de l'époque, celui de la petite agriculture indépendante qui alimente les villes et s'enrichit en commerçant car les communautés, pour des raisons variables, ne peuvent faire la preuve de leur efficacité économique.

Mais de nombreuses difficultés survinrent, entraînant le décret de 1879 qui abolissait la distinction entre terres de propriétés privées et terres d'origine qui furent soumises toutes à un même impôt.

Ce décret cachait aussi une nouvelle surprise, car il ordonnait de présenter, aux commissions de vérification, les titres de propriété foncière comme les documents établissant leurs limites...

Finalement, la loi de Séparation des Terres a été, bien plus que les décrets de Melgarejo en partie annulés, la mesure légale la plus radicale car la plus durable de liquidation d'un grand nombre de communautés¹⁷⁸.

De 1880 à 1900, certains auteurs estiment, mais sans avancer de chiffres officiels, que les trois quarts des terres de communautés furent vendus¹⁷⁹.

Extorsion foncière et financière

Avec l'éclatement de la Guerre du Pacifique contre le Chili (1879-1884), le gouvernement dut recourir à de nouveaux prélèvements fiscaux. Pour cela, il décida d'appliquer intégralement la loi de Séparation des Terres restée jusqu'alors au stade expérimental.

Le Secrétaire d'État du Président Narciso Campero, Ladislao Cabrera, estimait, en 1880, que la vente des terres indigènes rapporterait cinq millions de Boliviens. En effet, les 88 595 *comuneros* enregistrés acquittaient 511 053 Boliviens pour le tribut annuel. En conséquence, pour devenir enfin propriétaire de leurs terres, les Indiens devraient payer dix fois le montant du tribut annuel. En cas de refus d'achat, la terre serait vendue aux enchères, mais avec 10 % de taxation pour l'acheteur. Pour mener à bien son programme, Cabrera s'appuyait sur la loi de 1874, dite de Séparation des Terres, qu'il commentait avec une indéniable ferveur :

*« Les terres appartenant aux originaires constituent une partie importante du territoire de la république. Mettre ces biens en circulation et les placer dans les mains de propriétaires intelligents et capitalistes était l'intention de la législature de 1874 ; si la loi est mise en pratique, on obtiendra une augmentation notable des biens publics et de la perception du revenu agricole »*¹⁸⁰.

¹⁷⁸ Il s'agit d'une défausse des historiens, car l'histoire a surtout retenu les actes législatifs d'un dictateur sanguinaire, mais en escamotant ceux tout aussi graves édictés après lui...

¹⁷⁹ On peut s'interroger, au niveau de l'exactitude historique, sur la valeur réelle de cette estimation car, si l'on en croit le recensement agricole de 1950, il existait 3 267 communautés ayant une emprise fixée certes aléatoirement à 6 632 451 hectares. Il ne paraît pas crédible de penser qu'avant l'application des mesures de la loi de Séparation des terres, cette superficie ait pu atteindre une valeur trois fois supérieure... Signalons que pour Rodriguez Ostria, in *Entre reformas y contrareformas : las comunidades indígenas en el Valle Bajo cochabambino*, 1991, on estime à 600 000 hectares les confiscations foncières sur le seul Altiplano; même en créditant de la même superficie celles opérées dans les vallées et yungas, on est loin des chiffres avancés.

¹⁷⁹ Klein, H. S. *Haciendas y Ayllus en Bolivia, ss. XVIII y XIX*, 1995.

Cette opération cachait une nouvelle manipulation réalisée à cette occasion : les Indiens attendant la distribution de leurs titres devaient continuer à payer le tribut en Boliviens (nom pris par la nouvelle monnaie, mais surévaluée de 25 % par rapport au Peso), mais en égale quantité qu'en Pesos, soit une augmentation d'un quart de l'impôt. De plus, la vente des terres conclue, la délivrance du titre de propriété était grevée d'une taxe de 5 à 50 Boliviens.

En 1881, on tenta d'appliquer ces mesures au département de La Paz, mais la résistance opposée par les communautés dissuada les autorités de persévérer par crainte de soulèvements. Néanmoins, il y eut de nombreuses ventes forcées dans les autres départements andins selon un rapport financier de 1881. Une partie de ces opérations était entachée d'irrégularités et d'abus et, malgré le souhait officiel du gouvernement de les limiter, l'administration laissa faire.

La résistance à ces mesures devint telle, alors que le pays était en guerre avec le Chili, que leur suspension fut décidée le 30 décembre 1881. Une nouvelle volte-face du gouvernement se produisit¹⁸¹, avec le retour au recouvrement du tribut en Pesos autorisé de nouveau. On décida aussi que les ventes de terres au sein des communautés pourraient se faire également sous le régime collectif (soit par consensus ou *proindiviso*) et plus seulement individuel.

Un répit illusoire : la loi de 1883

Cette loi exemptait de toute opération de révision foncière les communautés ayant obtenu la reconnaissance de leurs droits fonciers de la Couronne espagnole « par répartition et vente ». Cette nouvelle loi était en apparence contradictoire avec celle dite de « Séparation des terres », et paraissait renouer avec une pratique juridique frappée d'un minimum d'orthodoxie juridique. Mais il n'en était rien, bien au contraire, car nombre d'haciendas pouvaient s'en prévaloir pour justifier de leurs limites anciennes au détriment des communautés. Néanmoins, cette attaque, usant de procédés juridiques dilatoires, achoppa car de nombreuses communautés conservaient pieusement tels des viatiques, leurs titres royaux, et les produisirent contradictoirement.

Puis, en 1884, le gouvernement pressé par ses besoins financiers chroniques revint à l'exigence d'un paiement du tribut en Boliviens.

La réaction fut plus résolue et, en octobre 1885, les communautés des départements de La Paz, Oruro et Potosi exigèrent du Sénat l'abrogation de la mesure, en vain car ils furent renvoyés à la décision de l'Assemblée Nationale.

¹⁸⁰ Casto Rojas. *Historia financiera de Bolivia*, 1916.

¹⁸¹ Probablement motivée, en 1879, par l'apparition de famines localisées qui font prendre conscience des insuffisances et de la stagnation du secteur agricole occupé par les communautés.

Peu après, des violences éclatèrent à Achocalla entre paysans et propriétaires, nécessitant l'envoi de troupes qui firent des prisonniers chez les paysans. L'agitation, loin de se calmer, atteignit Omasuyos, nécessitant de nouvelles précautions devant une série de protestations et de manifestations qui alarmèrent les propriétaires et les villageois. Finalement, en mai 1886, redoutant un nouveau soulèvement, les autorités suspendirent le paiement en Boliviens.

Ces réactions, néanmoins, ne permirent pas la restitution des terres vendues arbitrairement car les grands propriétaires, dès 1881, formèrent des milices locales avec leurs colons, ou bien appelèrent l'armée à la rescousse. De plus, ils bénéficiaient de l'appui de certaines autorités locales qui permirent les manipulations juridiques nécessaires, tout en laissant faire des attaques contre des communautés récalcitrantes à la vente de leurs terres.

Ce ne fut qu'en 1890 que le gouvernement fit cesser ces pratiques, mais la stratégie de l'accaparement foncier avait abouti dans de nombreux cas, aussi bien par usage de la voie légale que de la force. Quant aux recours juridiques, en plus d'être ruineux pour les communautés, ils étaient paralysés par des procédures temporisatrices, aussi les plaignants, en désespoir de cause, devaient signer les actes de vente. La conséquence la plus grave fut certainement la détérioration des relations interethniques qui en résulta.

Le fossé creusé était tel qu'à partir de 1895 la population de La Paz vécut dans la hantise, attisée par la presse locale, des soulèvements indiens qui eurent lieu finalement en 1899.

Chapitre III

Résistances et changements dans la communauté

On a taxé les sociétés rurales andines d'une très grande passivité qui expliquerait leur acceptation des conditions qui leur furent imposées par la politique de spoliation entamée en 1866. Les péripéties de la Guerre Fédérale, entre autres, s'inscrivent à l'encontre de ces affirmations mal fondées historiquement.

Les formes de résistance

Formation d'un capitalisme agricole

Selon Klein¹⁸², les réformes libérales du XIX^e siècle, pas plus que la confiscation des propriétés ecclésiastiques par le Président Sucre, n'eurent d'impact significatif sur la période 1790-1880 quant à la répartition foncière globale du plus grand des départements boliviens, celui de La Paz.

Ainsi, pour trois provinces de ce département qui ont été bien étudiées (Omasuyos, Larecaja et Muñecas), les biens rustiques religieux représentaient seulement 5 % du total de la superficie des haciendas des trois provinces citées.

Par contre, note-t-il, un phénomène nouveau d'ordre sociologique apparaît avec l'importance prise par les femmes devenues propriétaires d'haciendas ; si elles représentent 17 % de l'effectif à la fin de l'ère coloniale, elles sont 27 % à la fin du XIX^e siècle.

Une autre réalité se dégage aussi : l'appropriation foncière a fortement varié d'une province à l'autre jusqu'en 1880. De même, le modèle de l'hacienda n'est pas uniforme car des haciendas pauvres, appartenant à des descendants d'Indiens ou de métis, jouxtent celles mieux entretenues par de nouveaux propriétaires aisés vivant en ville.

Dans une économie presque exempte d'industries et avec une population urbaine en accroissement, les placements de capitaux dans l'agriculture devenaient attrayants. En effet, la main-d'œuvre paysanne est alors quasi gratuite, les terres anciennement mises en valeur sont prêtes à la mise en culture et les profits sont intéressants pour les exploitations travaillant pour le ravitaillement urbain ou, dans la région des Yungas, pour fournir la coca indispensable à la main-d'œuvre des mines.

¹⁸² Klein, S. H. *La estructura de las haciendas a fines del siglo XIX en Bolivia : Las provincias del norte del lago Titicaca*, 1991.

Des formes variables d'adaptation des communautés

En ce qui concerne le sort des communautés, au cours de cette période qui marque leur remise en cause systématique, des études régionales¹⁸³ entreprises dans le centre et le sud de la Bolivie, régions d'Oruro et de Potosi, ont montré l'aptitude de nombre d'elles à s'adapter aux vicissitudes locales et nationales.

On peut distinguer au moins trois étapes :

- De 1825 à 1866, on assiste à une stabilité de leur assise foncière.
- De 1860 à 1880, le démantèlement foncier accompagne le déclin du pouvoir communautaire.
- De 1880 à 1920, le grignotage des communautés se généralise.

Les communautés restées indemnes de la spoliation ont connu, néanmoins, de grands changements, que ce soit dans leurs structures foncières, ou dans les relations sociales internes existant entre les *comuneros*.

Le critère de survie des communautés paraît être lié à la disposition de certaines ressources comme à leur taille respective. Ainsi, pour Chuquisaca, les *ayllus* démantelés dépendaient de grandes communautés situées dans les parties hautes, constat qui valide la thèse de « l'archipel écologique » de J. Murra. On doit préciser le fait que les communautés d'altitude disposaient de troupeaux de camélidés jouant le rôle de coffres-forts des paysans.

Un autre problème est celui de la validité des catégories sociales propres aux *comuneros* qui se répartissaient en originaires, rattachés et *forasteros*. Le village de Tarabuco (proche de Sucre) donne des exemples d'originaires enregistrés comme rattachés... C'est la disponibilité du volant de terres en réserve qui paraît, en cette période de crise, avoir déterminé ces catégories plus que l'authenticité de leur origine généalogique. Pour les *ayllus* de taille moyenne, les sécheresses et les épidémies ont affaibli leurs capacités productives, aussi s'appauvrissent-ils et deviennent incapables de résister aux spoliations.

Par contre, les grandes comme une partie des moyennes communautés sont restées relativement imperméables aux captations foncières étrangères. Ce sont celles disposant d'une dispersion de leurs parcelles sur des milieux écologiques différents, ce qui leur assurait ainsi une grande variété des productions agricoles.

Autre avantage, en disposant d'une population d'actifs ruraux suffisante, elles n'avaient pas à dépendre du travail salarié provenant de l'extérieur, pas plus que de l'achat de produits agricoles, ni à s'endetter ou à faire des emprunts.

¹⁸³ Langer, E. D. *Persistencias y cambios en las comunidades indígenas del sur de Bolivia en el siglo XIX*, 1991. Voir aussi Heyduc, D. *The hacienda system and agrarian reform in highland Bolivia: a re-evaluation*, 1971.

Il est à noter que si les litiges fonciers sont alors traditionnels, aussi bien avec les *hacendados* qu'entre communautés, peu néanmoins sont enregistrés jusqu'en 1860. Les lois de Melgarejo, de 1866 et 1868, devaient changer, en la détériorant, cette situation.

Seulement une douzaine de communautés du département de Chuquisaca furent impliquées dans le processus d'accaparement foncier, avec quatre-vingt-deux reprises de terres surnuméraires. Mais, selon Grieshaber¹⁸⁴, ces terres furent rétrocédées après la Révolution de 1871, où les contingents indiens contribuèrent puissamment à renverser le pouvoir dictatorial de Melgarejo.

Nombre d'auteurs présentent une analyse souvent déformée par une conception monolithique de la communauté, oubliant que son homogénéité était variable et parfois de pure façade pour l'extérieur. Il est aussi à préciser que les responsables politiques du XIX^e siècle, comme ceux d'aujourd'hui, sont aussi confrontés, aux manipulations et enjeux de notables ruraux, puissants et aisés, qui utilisent des stratégies d'alliances internes pour résister « au nom de tous » au pouvoir central où faire aboutir leurs vues. Situation qui complexifie le problème et ne permet pas des généralisations sociologiques hâtives.

De la résignation au rejet

L'échec du recours juridique

Un recours existait-il contre ces mesures de spoliation ? La loi étant du côté de l'État qui n'avait plus à ménager les Indiens avec la baisse de la part du tribut dans les revenus du budget, les recours légaux furent rendus vains.

Tous les procès engagés sous Melgarejo, notamment par les communautés désireuses de faire invalider les ventes abusives, furent perdus par les plaignants. On invoqua des prétextes légaux, par exemple en attestant que les terres litigieuses étaient libres d'occupants donc échappaient à la loi de restitution de 1871. Ce fut le cas pour l'Indien Condo (cité par Grieshaber) qui réclamait une terre de vallée dont il avait été dépossédé : « *Il était réduit à un terrain de la puna brava, aride, stérile et sans arbres et qui n'était qu'un désert stérile* ». Néanmoins quelques communautés, ainsi que l'ont démontré des études historiques notamment dans la région de Potosi, avaient suffisamment de ressources financières pour soutenir de longs et coûteux procès, - certains durant des dizaines d'années ! - bien avant donc les lois de Melgarejo¹⁸⁵.

¹⁸⁴ Grieshaber, E. P. *Resistencia indígena a la venta de tierras comunales en el departamento de La Paz*, 1991.

¹⁸⁵ Ce fut le cas pour la communauté de Tiquina qui n'hésita pas à plaider, de 1807 à 1852, contre l'usurpation d'un cacique...

Une des parades a été la manipulation des registres des catégories sociales des communautés car, ainsi qu'on peut le noter¹⁸⁶, les autorités indigènes surent reconstruire de pseudos séries démographiques par une augmentation artificielle des effectifs, de façon à justifier l'utilisation des terres déclarées vacantes ou surnuméraires lors des inspections.

En 1878, survint une séquence climatique¹⁸⁷ sévère, marquée par l'apparition d'un épisode de sécheresse sans précédent dans les annales locales, et qui affecta principalement les fertiles zones agricoles de Cochabamba. Cette « année terrible » vit, selon les témoignages d'époque, mourir de faim des centaines de personnes.

Cette crise intervint aussi dans un contexte dramatique, celui de la désastreuse guerre avec le Chili et de la crainte concomitante d'une invasion de l'Altiplano, donc dans une situation suscitant de nouveaux et impérieux besoins financiers pour l'État. Cela explique certainement les mesures draconiennes prises et, avec le déclin qui suivit du tribut grâce à un renouveau de la rente minière, la rupture du *modus vivendi* existant entre la classe dirigeante et le milieu rural indien. Il en résulta deux phénomènes sociologiques, simultanés et contradictoires, dus aux conditions locales.

D'une part, on enregistre des exemples de renforcement des liens entre les membres des communautés menacées par les invasions foncières des haciendas et, d'autre part, la dissociation de l'unité interne des familles de *comuneros* comme en témoigne, selon certains auteurs¹⁸⁸, l'abandon de la redistribution traditionnelle des terres par les *curacas*.

La fragmentation du tissu communautaire

Une autre stratégie a été mise en évidence¹⁸⁹ localement. Elle consistait dans l'achat des trois quarts environ d'une communauté, ce qui entraînait le passage de sa main-d'œuvre au statut de *yanacónat* ou *colono* d'hacienda.

¹⁸⁶ Calderon Jemio, R. J. *Conflicto sociales en el Altiplano paceño entre 1830 y 1860*, 1991.

¹⁸⁷ D'intéressantes études sont en cours actuellement pour comprendre les mécanismes climatiques et leurs épisodes de plus ou moins fortes variabilités aboutissant à des sécheresses graves ou à des périodes humide provoquant famines ou disettes. Ils éclairent un peu plus la fragilité récurrente des formes de l'agriculture andine qui sont affectées par des périodes d'aléas plus ou moins forts et perturbateurs de l'activité agricole. Voir Gioda, A. & Rosario Prieto, M. in *Historie des sécheresses andines. Potosí, El Niño et le Petit Âge glaciaire*, 1999. Signalons aussi une approche plus socio-historique du problème des ruptures alimentaires, avec l'article de Pentimalli, M. & Rodriguez, G. *Las razones de la multitud (hambrióna, motines y subsistencia : 1878-1879)*, 1999.

¹⁸⁸ Notons que pour d'autres auteurs une autre hypothèse doit être envisagée : il s'agirait seulement de la redistribution des terres en assolement collectif (*aynuqa*). L'erreur d'interprétation viendrait du fait qu'à cause de départs définitifs ou décès il y eut redistribution des terres tombées en déshérence et qui étaient attribuées aux membres de la communauté.

¹⁸⁹ Jauregui, J. H. C. *Conflicto comunidad-hacienda : Pucarani, 1880-1900*, 1991.

Pour les *hacendados*, le but était d'obtenir une main-d'œuvre quasi gratuite sous les vocables régionaux de « *isleros, awatiris, chawiris, kamanis* ». De plus, les nouveaux propriétaires, par une série d'alliances stratégiques établies avec les familles indigènes de notables et connues sous le nom de *compadrazgo* ou d'*apadrinamiento*¹⁹⁰, pouvaient protéger leurs biens. Cette situation est observable dans le Sud bolivien où le processus de vente différait de celui du Nord de l'Altiplano, car souvent seul le *curaca* assurait les tractations. Au Sud, la terre était au contraire divisée entre tous les héritiers, aussi une vente impliquait le consensus de l'ensemble des acteurs.

Il est probable aussi que l'endettement des membres de certaines communautés facilitait les pressions des grands propriétaires ou des commerçants exigeant d'être remboursés en terres. Cette situation indiquerait localement un taux fort d'endettement des *comuneros*, y compris pour régler l'impôt et le cadastre, ce qui était un motif de vente forcée. Endettement encouragé donc par des acheteurs désireux d'étendre leurs biens, ainsi que la littérature engagée d'époque en fournit de nombreux exemples.

Dernier symptôme probant de cette dislocation du tissu communautaire et de ses solidarités sociologiques, le fait que les litiges internes ou externes qui, jadis, se réglaient au sein des instances de la chefferie communautaire furent portés devant les tribunaux¹⁹¹. Mais, en pure perte, car les avocats coûtaient cher et les paysans étaient souvent illettrés, aussi des hommes de loi souvent soudoyés favorisèrent les acquéreurs de terres. Quant aux paysans contraints de céder leurs biens, ils devenaient parfois les péons de leurs ex-lopins ainsi que certains contrats le stipulent :

*«... à l'acheteur, M. S., nous nous engageons à lui apporter nos services comme colons, sans qu'en aucune occasion nous puissions nous retirer ou cesser de lui assurer les services indiqués par notre expresse volonté ; au cas où nous résilierions cet accord ou tenterions d'échapper aux conséquences de cette vente, nous paierions, chacun d'entre nous, une amende du double du montant auquel nous vendons les terrains (sayanas) désignés ici »*¹⁹².

¹⁹⁰ Sorte de pacte solennel liant deux individus, notamment à l'occasion d'un mariage ou baptême, dans un système de relations de parrainage à la fois affectif et intéressé pour les contractants, et qui ressemble à des liens tacites de réciprocité entre personnes pouvant être de statut social différent.

¹⁹¹ On doit ici signaler le rôle ambigu et complexe qui commence à être étudié des *apoderados* ou accapareurs de biens qui s'efforcent de capter les terres à partir du XX^e siècle et sur lesquels on commence à disposer d'études solides.

¹⁹² Il s'agit d'une source des Archives historiques de La Paz, citée par C. B. Mamani Condori dans : *Taraq*, 1986. Ce document légalise une sorte de servage volontaire et sans issue légale. Jusqu'en 1953 au moins, rappelons-le, des haciendas étaient vendues avec leurs travailleurs attachés à la glèbe...

Le nouveau mode de prélèvement de l'impôt, qui était devenu individuel et impliquait la base foncière possédée, devait achever d'ôter à *curaca* une grande partie de son ancienne autorité, d'où la disparition de son rôle dans les documents officiels après 1880. C'est un autre indice de l'affaiblissement de la communauté dans ses structures sociales.

On signale aussi des cas de ventes de terres internes à la communauté au profit de certains de ses membres ; ainsi des communautés de la province de Paria (Oruro) achetèrent leurs pâturages durant l'époque de Melgarejo.

Approche de l'impact de l'aliénation foncière des communautés

Il est difficile, faute de statistiques officielles conservées (si elles ont existé), de faire un bilan global de l'appropriation foncière qui a été réalisée. Un chercheur¹⁹³ apporte des estimations obtenues de sondages notariaux probablement, qui donnent des indications intéressantes.

On peut estimer selon lui à 600 000 hectares, les confiscations foncières sur l'Altiplano, au profit des haciendas. Peu de ces terres purent accéder au régime dit de consolidation tel que prévu en 1866, et elles furent, en général, de petite superficie et géographiquement marginales. Par contre, les terres productives des Yungas ou proches de la capitale furent systématiquement appropriées par la bourgeoisie urbaine.

- **Tableau 9. Répartition (en %) du total des ventes foncières (en Boliviens).**
Source : *Rodriguez Ostria*.

La Paz	Cochabamba	Reste Bolivie
55,16	22,38	22,46

Pour Cochabamba, dans la zone des vallées basses, 44 % des terres de communautés recensées en 1844 auraient été vendues en 1870.

Un autre caractère intéressant de cette appropriation foncière réside dans le fait qu'entre 1878 et 1885, 53 % des terres vendues passent aux mains des représentants de la classe moyenne, et 12 % seulement à des *hacendados*.

Cela explique qu'en 1953 contrairement au schéma littéraire classique évoquant la faim des terres des gueux, ce seront souvent les petits exploitants métis et nantis qui occuperont certains grands domaines. C'est, en effet, la crise des ventes agricoles, commencée avec la Guerre du Pacifique (1879-1884), puis la construction du chemin de fer Antofagasta-Oruro en 1892, qui a donné le coup de grâce au marché régional de Cochabamba-Potosi pour le sucre, la

¹⁹³ Rodriguez Ostria, G. *Entre reformas y contrarreformas : las comunidades indígenas en el Valle Bajo cochabambino*, 1991.

farine, le cuir¹⁹⁴. Il devait en résulter la faillite de certaines grandes haciendas et le début des migrations de travail de leurs péons vers les gisements de guano de la côte pacifique annexée par le Chili après 1879.

Un journal de 1900 – *El Herald* – l'écrivait :

« La conséquence logique a été la réduction des cultures pour la fabrication de produits, l'appauvrissement général et la ruine des associations agricoles et industrielles ».

En ce qui concerne l'Altiplano et surtout sa partie agricole la plus riche, avec les berges du lac Titicaca, on dispose aussi d'informations intéressantes¹⁹⁵. Elles permettent de noter les changements de catégories sociales pour le département de La Paz ; ainsi de 1780 à 1870, les *originarios* passent de 26 % à 19 %, les *forasteros* de 33 à 48 %, les *yanacomas* de 41 à 33 %.

Il apparaît que pour pallier les réformes spoliatrices engagées sous Melgarejo et poursuivies sous d'autres modalités par la suite, les autorités des *ayllus* ont favorisé l'apparition d'une catégorie marginale de *comuneros* disposant de moins de terres, et qui étaient donc obligés à une forte mobilité pour travailler sur les biens des *originarios* comme hors de la communauté. Ainsi les *originarios* purent-ils mieux supporter le surcoût des réformes comme pallier à l'accroissement de la population et à ses exigences foncières.

Les haciendas du lac Titicaca, qui regroupaient les deux tiers des *colonos* et les provinces des Yungas, avec Chulumani, étaient les plus riches en disposant des terres les plus chères (10 000 Boliviens contre 5 000 sur l'Altiplano).

L'impression qui domine finalement est celle du caractère devenu obsolète, souvent par dysfonctionnement des solidarités internes, d'une partie des communautés dont nombre d'entre elles ont disparu avant 1920. Les hiérarchies statutaires qui président aux droits à la propriété comme à la participation aux terres communales, avec des jeux d'alliances familiales préférentiels, expliquent qu'une partie des *comuneros* pauvres en terres préfère rechercher dans le statut de colon d'hacienda, une issue finalement plus lucrative et exempte de pressions collectives.

Néanmoins, on constate le maintien de communautés géographiquement marginales (Altiplano, Chuquisaca, les Yungas et le Nord Potosi) car éloignées des agglomérations ou des voies de communication et où peu de grands propriétaires vivaient, aussi sont-elles négligées par les commissions de visite et ont-elles résisté aux pressions lorsqu'elles se sont manifestées¹⁹⁶.

¹⁹⁴ Mitre, A. *Los patriarcas de la plata*, 1981.

¹⁹⁵ Klein, H. S. *Haciendas y Ayllus en Bolivia*, ss. XVIII y XIX, 1995.

¹⁹⁶ Grieshaber, E. P. *Survival of indian communities in nineteenth century Bolivia : a regional comparison*, 1980.

Un marché de dupes : la Guerre Fédérale

Une rivalité d'axe économique

De 1880 à 1899, les relations entre les propriétaires fonciers et les communautés se sont nettement tendues, ce qui explique en partie la tentative de révolte générale indienne de 1899, à l'occasion de la Guerre Fédérale¹⁹⁷.

Cette guerre civile trouve son origine dans les profonds changements économiques apparus depuis 1880, et qui vont aiguïser la rivalité ancienne entre Sucre et La Paz. Avec le renouveau de la production des mines d'argent, grâce à la construction des premiers chemins de fer à partir des années 1880, le Sud bolivien connut une relative prospérité de ses mines, malgré le recul des productions agricoles locales devant les produits importés à meilleur compte, aussi Sucre, la capitale, bénéficia d'un regain d'activité commerciale.

Mais, en 1898, la production d'argent s'effondra à nouveau¹⁹⁸ définitivement et la prospérité économique se déplaça vers Oruro où débutait l'exploitation de l'étain, et La Paz qui bénéficiait des revenus du caoutchouc, grâce au boom provoqué par ce produit dans les zones du Nord du Beni.

Autant que la rivalité géographique de deux pôles urbains, il s'agit surtout d'une compétition pour le contrôle du pouvoir politique entre deux strates opposées de la société dominante.

L'une, appuyée sur Sucre, la prestigieuse capitale de l'ancienne audience de Charcas, représente le pouvoir économique d'origine coloniale d'une ancienne classe de patriciens créoles¹⁹⁹. C'est celle des maîtres des mines d'argent et de leur clientèle, mais en déclin irrémédiable, celle aussi du pouvoir élitiste des docteurs de la Loi issus de la vénérable université locale, « impériale et pontificale », et berceau intellectuel des « Pères de l'Indépendance », celle enfin qui s'appuie aussi sur le pouvoir spirituel de son archevêché.

L'autre catégorie sociale, au contraire, avec La Paz, représente d'abord un milieu d'affaires qui grandit. Il est animé par de nombreux commerçants souvent d'extraction modeste, mais tournés vers les marchés extérieurs et les idées neuves.

¹⁹⁷ Condarco Morales, R. *Zarate, el « temible » Willka. Historia de la rebelión indígena de 1899*, 1983.

¹⁹⁸ La production d'une des plus grandes mines d'argent de Bolivie, celle de Huanchaca, passa de 133 t en 1882 à 70, 6 t en 1888. Voir : Capriles Villazon, O. *Historia de la minería boliviana*, 1977.

¹⁹⁹ D'Orbigny décrit bien, vers 1830, cette société figée dans son passé et son maniérisme colonial : « Tout ce luxe se retrouve sur les personnes, et j'ai souvent souri en rencontrant des femmes qui croient, sans doute, ajouter beaucoup à leurs grâces par la magnificence empesée de leur costume ». Voir *Voyage pittoresque dans les deux Amériques*, 1836. L'aventurier et talentueux écrivain espagnol Cirro Bayo dans *Chuquisaca o la Cholera Perulera* (1912) produit, fin du XIX^e siècle, une autre alerte et incisive description de ce milieu social fossilisé.

Leur préoccupation est d'abord la réussite sociale, donc la maîtrise de l'économie en disposant des facilités géographiques offertes par la situation de La Paz, ville ouverte sur le lac Titicaca et le Sud du Pérou, comme sur les échanges avec le Chili, pays devenu maître de toute la côte du Pacifique.

Un mouvement de fronde se déclencha, orchestré par certains groupes de pression politique et le parti fédéral, exigeant que La Paz devienne la capitale du pays. La bourgeoisie de Sucre, menacée dans ses prérogatives, s'y opposa avec ses élus, et obtint gain de cause au Parlement contre les députés de La Paz. En réaction, une junte révolutionnaire se forma dans la ville, dirigée par F. Guachalla et J. M. Pando, chefs du parti libéral, puis elle recruta des partisans armés et réunit des vivres pour une campagne.

Du 1^{er} décembre 1898 au 10 avril 1899, la guerre civile se déroula, principalement sur l'Altiplano Nord, marquée par un cortège de violences sans précédent, aussi bien entre les deux factions qu'avec des groupes indiens armés.

Un nouveau messie de la résistance indienne : José Santos Willcas

Ainsi que le note l'étude de Condarco Morales, la figure de ce chef indien resta longtemps et volontairement occultée, probable volonté de la mémoire historique officielle de ne pas ouvrir au grand jour le chapitre des atrocités qui marquèrent la Guerre Fédérale, aussi bien que des responsabilités des politiques comme des militaires dans ses péripéties.

Bribes de mythes généalogiques accompagnés de réminiscences de traditions anciennes, comme l'absence de témoignages historiques fiables, ne permettent pas d'avoir une connaissance précise des origines familiales de ce personnage devenu fantomatique que fut José Santos Wilca, et de son rôle réel ou supposé.

Pablo Zarate Willca, connu sous le nom de José Santos Willcas, serait né à Imilla-Imilla, province Aroma du département de La Paz, et aurait eu une jeunesse banale de paysan aymara vivant dans sa famille. Il est probable qu'il fut imprégné fortement par la tradition insurrectionnelle propre aux natifs de Sica-Sica.

Cette localité proche fut le foyer sous la Colonie de plusieurs soulèvements et, particulièrement, de la célèbre insurrection conduite par Tupac Katari, en 1781. En 1811, autre signe prémonitoire, une autre sédition menée par le cacique Tito Kocha entendait, en profitant des luttes pour l'indépendance, restaurer l'empire Inca. D'autres émotions populaires, provoquées par la politique foncière des gouvernements, éclatèrent en 1871 et 1896 et se propagèrent ensuite dans la région²⁰⁰.

²⁰⁰ Irurozqui Victoriano, M. *La guerra de razas en Bolivia. La (re)invención de una tradición*, 1993.

Ainsi Zarate Willca est l'enfant d'une terre aymara rebelle, et plus particulièrement d'un terroir se trouvant très tôt à l'épicentre d'une zone de turbulence contre le pouvoir central et conservant pieusement la mémoire d'une histoire ancienne faite de la grandeur de Tihuanaco comme des Incas.

Pando : un caudillo pour les indigènes ?

Grâce à la redécouverte de pièces de la correspondance échangée à l'époque²⁰¹, il apparaît clairement que le parti fédéral conduit par Pando²⁰² avait pris langue, depuis 1896 au moins, avec des représentants des paysans indiens et, particulièrement, avec Pablo Zarate Willka qui avait pris de l'ascendant peut-être du fait de sa position familiale.

Ce parti disposait alors, dès 1896, d'une large audience en milieu rural et surtout chez une partie des paysans indiens de l'Altiplano du Nord, notamment des provinces d'Omasuyos, Pacajes, Sicasica et Inquisivi qui, par leur position géographique, servirent de théâtre principal d'opérations aux Fédérés. Mais son assise principale était urbaine, avec les aspirations des milieux du commerce et des affaires de La Paz à supplanter le rôle déclinant de Sucre, la capitale, qui avec l'effondrement du pôle minier de Potosi perdait son importance.

En 1899, lorsque Pando s'oppose, avec les Fédéralistes, au parti des partisans de l'union constitutionnelle c'est-à-dire de Sucre, il reçoit l'appui de bandes de paysans indiens. En échange, il apparaît qu'il :

«... promit à son chef suprême, Pablo Zarate Willka, aussi bien une participation du caudillo indien à des fonctions gouvernementales que l'émancipation sociale de l'indigène bolivien »²⁰³.

Cela fut connu et suscita une dénonciation de l'attitude de Pando, au moins dans les rangs conservateurs opposés aux fédéralistes...

Il est évident que cet appui du chef indien à Pando qui était porteur, par sa forte personnalité comme son opposition résolue au gouvernement constitutionnel en place, d'un indéniable charisme en milieu indien, avait peu à voir avec un soutien inconditionnel aux thèses d'une doctrine libérale, aux principes méconnus et bien étrangers aux revendications indigènes. Bien que l'on ne dispose pas de témoignages connus de valeur historique²⁰⁴ sur la pensée

²⁰¹ Qui figurent dans la seconde édition de l'œuvre déjà citée de Condarco Morales et qui étaient ses premières déductions publiées dans la première édition de 1965.

²⁰² Une lettre de lui, citée par Condarco Morales, indique une relation amicale et politique datant d'avant 1896 avec Pando.

²⁰³ Condarco Morales, op. cit., p. 170. Signalons un autre point de vue : Sanabria, F. *La revolución federal*, 1990.

²⁰⁴ Par contre de nombreuses interprétations en ont été données, notamment par l'ouvrage de S. Rivera : *Oprimidos pero no vencidos*, 1986.

politique profonde qui animait le mouvement indigène, il est évident que la mise en branle des communautés indiennes reposait sur une aspiration à l'émancipation d'autant plus vive que la situation foncière faite à ces communautés était alors désastreuse pour certaines.

Les premières violences, provoquées par des groupes d'Indiens dans les départements de La Paz, Oruro et Potosi, coïncidèrent souvent avec les réquisitions de vivres et d'animaux de trait. Les excès de la soldatesque des deux camps antagonistes dans les campagnes furent un autre détonateur qui entraîna des escarmouches avec les militaires qui furent assaillis localement, et ce d'autant plus qu'on leva l'impôt foncier par anticipation. Ainsi, à Corocoro, quatre-vingt-dix indigènes furent tués, mais la localité résista avec l'appui des Indiens aymaras et de groupes de mineurs indigènes.

Des contingents indigènes vinrent aussi appuyer la défense de La Paz tandis que d'autres, dans le Sud, soutenaient au contraire les partisans du parti de Sucre. Si Pando, à la tête des troupes de La Paz, gagna la bataille de Ayo Ayo, les Indiens massacrèrent ensuite les blessés du camp adverse ainsi que trois religieux dans d'atroces circonstances.

De la guerre civile à la guerre des races

Pour Condarco Morales²⁰⁵, avec l'importance du rôle pris par les insurgés indigènes dans la guerre fédérale, on assiste au développement des étapes d'un plan politique évident, impulsé par un centre de commandement indien.

Ce plan dépassait la simple revendication de la restitution et consolidation des droits fonciers, car il visait selon Condarco Morales :

«... la libération totale de la population indigène, l'absolue et complète émancipation des nationalités d'origine, au moyen de l'instauration d'une république indigène, avec un chef indien à sa tête... ».

Ce plan quasi machiavélique devait se dérouler en suivant les étapes suivantes : création d'un commandement unique et centralisé des insurgés, actions pour favoriser la déroute d'un des partis en cause, celui de Sucre en l'occurrence, renforcement de la capacité militaire indienne grâce aux armes récupérées et, enfin, un coup final asséné par une volte-face rapide contre les troupes du parti Libéral de Pando... Ainsi les bases de la puissance militaire des Fédéralistes de La Paz auraient été ruinées.

Le siège puis la prise d'Oruro, par les bandes de Zarate Willka, intervenu après avoir repoussé les troupes constitutionnelles envoyées occuper Caracollo, représentent les premiers succès significatifs du chef indien et la preuve de ses capacités militaires comme de la valeur de ses contingents de paysans insurgés.

²⁰⁵ Ibid, op. cit. p. 253.

C'était le premier exemple d'une réaction purement indigène d'une telle ampleur et avec un tel succès dans l'histoire républicaine.

Ce succès entraîna l'apparition locale de chefferies guerrières, actives en diverses régions et qui, selon Condarco Morales, coordonnaient leurs initiatives en liaison avec Zarate qui s'était proclamé détenteur de l'autorité suprême indigène. Néanmoins, ce pouvoir suprême apparaissait, en réalité, partagé avec d'autres chefs indiens régionaux se recommandant de Pablo Zarate.

On note ainsi les rôles importants joués par Cruz Mamani (ou Willka 2) à Oruro, ou par Feliciano Willka (Willka 3). Des photos d'époque montrent Zarate entouré de personnages de haut rang, si l'on en croit les vêtements d'apparat qu'ils portent. Le fait aussi que trois étendards différents soient signalés parmi les troupes indigènes pourrait indiquer l'existence d'une sorte de confédération regroupant les différentes troupes et leurs chefs sur une possible base régionale.

Le quartier général de Zarate était situé à Imilla-Imilla ; c'était là où arrivaient les chefs des ralliés comme partaient les émissaires chargés de gagner les communautés. Une sorte de cour, formée de chefs et notables souvent nommés « *colonels ou généraux* », contrôlait l'exécution des ordres qui portaient aussi bien sur les affaires militaires que politiques.

L'affaire sanglante de Mohoza qui vit le massacre, par des partisans de Zarate, d'une colonne de fédéralistes (qui avait fait sa reddition) se dirigeant vers la ville de Cochabamba, fut le révélateur et de la fragilité de cette alliance indienne et du fossé séparant les Libéraux de leurs alliés.

Pando : la duplicité comme méthode

On doit prendre aussi en considération dans cet épisode la personnalité de Pando. Ce chef de l'insurrection libérale, intelligent et présentant une stature d'homme d'État, n'avait pas tissé des liens étroits de collaboration avec les représentants indiens sans arrière-pensées. Il avait compris, par expérience militaire et sens politique, que l'appui des contingents indigènes lui serait d'un grand secours face à la supériorité des troupes de Sucre, plus aguerries et mieux équipées en artillerie.

Nonobstant, Pando, par sa culture comme son expérience en orient²⁰⁶, était quelque peu méfiant envers la *indiada*, aussi prit-il quelques précautions dès qu'il fut convaincu que les Indiens « *poursuivaient des fins spéciales* » menaçant l'ensemble de la Bolivie.

²⁰⁶ Où un de ses neveux avait été assassiné sur le rio Madidi par les Indiens guarayos. Dans : *Viaje a la región de la goma elástica (N.O. de Bolivia)*, 1894, il exprime sans fard des positions négatives « *envers les sauvages* » et, s'il a dénoncé et tenté de remédier aux abus de l'exploitation des Indiens, il n'en a pas moins considéré que « *les races inférieures* » étaient appelées à disparaître.

La zone des combats se localisa, après les premières escarmouches, entre Sicasica et Oruro, au cœur du secteur d'influence des partisans de Zarate Willca, ce qui rendait son concours indispensable pour les Fédéralistes. Mais le soulèvement des masses indiennes devait s'étendre, notamment dans le département de Cochabamba dont la riche production agricole était nécessaire aux belligérants. Aussi le massacre de Mohoza indiqua à Pando les limites de l'alliance conclue avec Zarate. Craignant d'être débordé et de porter devant l'ensemble de la classe politique comme de l'opinion la responsabilité d'avoir ouvert la boîte de Pandore, Pando s'efforça d'obtenir un compromis avec le Président de la République, F. Alonso, le chef du parti de Sucre. Son argument majeur résidait dans le risque « *qu'une guerre de race* » se superposa à la guerre civile en cours ; mais ses ouvertures ne reçurent qu'une fin de non-recevoir abrupte.

Les nouvelles reçues de Cochabamba confirmèrent d'ailleurs toutes ses craintes : «... *l'attitude des Indiens est celle d'une franche guerre à la propriété et à la race blanche* », l'informait-on en s'appuyant sur les mises à sac d'haciendas.

Devant ce danger, une des parades retenue par Pando fut d'opposer les Indiens placés sous le régime des haciendas, les *colonos* encadrés par des propriétaires, comme force de relève et d'interposition face aux bandes d'insurgés de Zarate Willka. De surcroît, il fit appel aux communautés d'Umala qui, poussées par un vieil antagonisme traditionnel, étaient opposées aux communautés insurgées favorables à Zarate Wilka.

Pour répondre aux inquiétudes de la population, une autre précaution fut de retirer aux indigènes les armes à feu prises, ce qui rendait vaines les accusations lancées contre lui d'avoir armé les Indiens.

Tentatives de soulèvement indien généralisé

La défaite militaire du parti constitutionnel de Sucre devant Oruro eut comme conséquence rapide l'éclatement des contradictions et des ambitions opposées existant entre le parti Libéral et ses alliés indiens.

Certains notables, prenant à la lettre le programme libéral, crurent que l'heure du fédéralisme avait sonné. Ainsi un « État fédéral de Potosi » fut-il ingénument proclamé ! Mais, ailleurs, à Cochabamba où à Sucre, on fut plus attentiste... Non sans raison, car Pando signifia rapidement que seule la constitution légale restait en vigueur, avec l'ancienne organisation administrative du pays. Cette décision représentait un revirement complet par rapport à son engagement fédéral antérieur.

La seule décision conservée par le programme fédéral fut la proclamation de La Paz en tant que capitale politique, tandis que quelques fonctions honorifiques et quasi décoratives furent dévolues à Sucre qui garda son rang de capitale constitutionnelle, mais vidée de sa substance politique.

Néanmoins, la situation était nettement plus difficile que ne l'affirmait Pando. En effet, les troupes de Zarate étaient entrées triomphalement à Oruro, à l'épouvante de ses habitants, mais il n'y eut pas d'excès. Zarate s'installa à l'hôtel de la Préfecture d'où il était en contact télégraphique avec Pando.

Par contre, dans les campagnes de l'Altiplano il en allait tout autrement. Des localités telles que Caracollo et Luribay vivaient dans la terreur, Inquisivi était en état de siège, ailleurs des bandes marchaient sur les bourgades, d'autres entendaient réoccuper des terres perdues, voire garder sous leur contrôle l'unique voie ferrée²⁰⁷. Aussi consigne fut-elle donnée d'inciter les indigènes au retour « *à leurs activités agricoles normales* », et ce d'autant plus que le succès obtenu « *ne rendait plus nécessaires les services guerriers de la race indigène* ». Malgré ces consignes, les exactions se multipliaient, avec leur cortège d'attaques des haciendas, d'assassinats, de pillages, de viols, d'incendies...

À Peñas s'instaura une commune révolutionnaire disposant de son gouvernement propre et qui entendait imposer « *une justice rigoureuse* ». Le comité indigène local prit ainsi une série de mesures de terreur contre les habitants avec :

- La destruction et l'incendie des propriétés agricoles.
- Le jugement des personnes connues pour leur opposition à la « race indigène ».
- L'extermination des « Blancs et métis ».

Il en résulta de nombreux saccages et des exécutions sommaires indiscriminées, car Libéraux ou partisans de Sucre comme indigènes suspects de compromission avec les autorités en furent indifféremment les victimes. Si une colonne de militaires mit fin à cette commune insurrectionnelle en capturant les membres du gouvernement indigène de Peñas, des situations semblables menaçaient ailleurs en province.

Un soulèvement indigène dirigé contre les propriétaires fonciers éclata à Sacaca, dans le département de Potosi, où un certain Mariano Gomez s'autoproclama président et déclara « *vouloir tuer tous les Espagnols* ». Massacres et abus se répétèrent, mais un détachement de l'armée arrêta les chefs et rétablit l'ordre par la force. Ainsi quatre provinces, deux de La Paz (Inquisivi et Sicasica), et deux autres de Potosi (Chayanta et Charcas), étaient secouées par des convulsions occasionnées par les soulèvements indigènes alors que les forces de Pando avaient toutes les difficultés à assurer un contrôle efficace de la situation.

²⁰⁷ Voir la carte des lieux et péripéties de la révolution de 1898-1899 présentée par Condarco Morales, p. 51, in : *Atlas histórico de Bolivia*, 1985.

De plus, la rumeur se répandit que Zarate préparait le siège d'Oruro revenu à un pouvoir civil, et surtout celui de La Paz pour le 3 mai, jour de la fête de la Croix, et de réjouissance pour les villages de l'Altiplano. Hypothèse que Condarco Morales estime hautement probable.

Répression de l'État

Mais Pando prit ses précautions en entamant l'arrestation des responsables du massacre de Mohoza, puis en faisant arrêter les agitateurs notoires, dont le chef du pseudo-gouvernement de Peñas. Enfin, pour couper court à la menace d'extension d'une rébellion générale, il fit incarcérer tous les grands chefs du soulèvement dont Pablo Zarate et des dizaines de leurs partisans. Si le chef Willca 2 tenta de fuir, pour probablement relancer le soulèvement général, il fut abattu. Il y eut encore quelques bouffées d'agitation, notamment dans le Sud du pays, autour de Potosi, mais vite réduites.

C'était la fin de la tentative insurrectionnelle indienne qui coïncida avec une réécriture de la Guerre Fédérale qui évacua le rôle majeur joué par les Indiens alliés à Pando comme l'appui reçu de Pablo Zarate.

Pendant l'instruction de son procès, Pablo Zarate nia toute participation et complicité dans les actes insurrectionnels qui lui étaient imputés, notamment il clama son respect de la propriété privée. Mais, un de ses lieutenants s'inscrivit en faux contre ses déclarations. De même, sa défense sur son implication dans les événements de Peñas fut démentie par d'autres accusés. Zarate accomplit quatre années d'incarcération à Oruro dont il se serait évadé le 10 mai 1903, ensuite il se serait caché dans ses terres, proches du rio Desaguadero... Des témoignages divergents, mais restés sans confirmation, donnent d'autres versions, par exemple son exécution entre Oruro et La Paz ?

Du côté de l'opinion publique, cet épisode sanglant fut exploité par la presse et provoqua des réactions racistes haineuses²⁰⁸.

Le journal *El Telegrafo* demandait ainsi la fin des mariages des Créoles avec les Aymaras, comme il préconisait des distributions d'alcool pour assurer l'extinction des indigènes...

Un autre journal, *L'Imparcial*, recommandait d'appliquer les lois et de ne plus idéaliser les Indiens comme un peuple supérieur, aussi demandait-il la déportation des récalcitrants au Beni, « la petite Sibérie bolivienne », pour y travailler le caoutchouc.

Un journaliste, Severino Campusano, recommandait des lois spéciales tout en reconnaissant l'égalité des aptitudes des Indiens par rapport aux Blancs.

²⁰⁸ En vérité, la réaction anti-indigène gagna aussi la classe dirigeante intellectuelle. Ainsi M. V. Ballivian, dans les commentaires du recensement de 1900 qu'il organisa, cite complaisamment de nombreux avis d'auteurs à forte tonalité raciste qui attaquent la « *race indigène* ».

Il proposait une scolarisation des indigènes et la reconnaissance d'une place dans la société afin de permettre peu à peu leur assimilation. Mais il préconisait aussi le maintien des lois de la propriété individuelle de la terre et de la subordination de l'Indien. Il posait ainsi les bases de l'indigénisme.

La Bolivie entra dans le XX^e siècle dans de piètres conditions. Son unité interne était en miettes, une partie de ses campagnes ravagées par la guerre et les insurrections, les paysans marginalisés et devenus suspects de rébellion permanente.

Maintien de foyers épisodiques de résistance

Si la Guerre Fédérale vit surgir et s'effondrer une tentative sans lendemain de réaction indigène, on signala par la suite l'existence de points de tension et de résistance dans divers secteurs de l'Altiplano. On peut penser que la poursuite du démembrement des terres de communautés souvent profondément divisées en fut la cause. Dans le cas du département de La Paz²⁰⁹, les ventes de terres communautaires, déjà fortes entre 1881 et 1886, se poursuivirent de 1905 à 1915, avec nombre d'acteurs de la Révolution Fédérale arrivés au pouvoir et procédant à l'achat d'importantes propriétés.

Au total, de 1880 à 1920, on vendit aux enchères 12 158 parcelles communales, mais dont la superficie globale est restée méconnue, dont 38 % entre 1905 et 1915. Ce mouvement se poursuivit dans les années 1940, avec l'achat de nouvelles terres, surtout de celles les plus proches de La Paz.

Ce processus marque aussi une très forte concentration des achats en quelques mains : 50 personnes sur 2 657 acheteurs cumulèrent 49 % de ces achats et globalement, c'est l'Altiplano qui concentra ces transactions à 92 %.

Loin d'être des faits isolés et anecdotiques, les tensions et incidents qui éclatent ensuite dans la première moitié du XX^e siècle indiquent une forme de résistance larvée pouvant se manifester par des bouffées de violence brutale.

Ce fut le cas, ainsi que l'indiquent les textes, en 1914, avec une insurrection de colons et *comuneros* à Pacajes, puis à Caquiaviri en 1918, et surtout à Jésus de Machaca en 1921 où eut lieu un véritable massacre ; puis on note les incidents plus sporadiques, se déroulant entre 1921 et 1931, à Achacachi où eurent lieu des massacres de propriétaires et de leurs majordomes²¹⁰.

²⁰⁹ Grieshaber, E. P. *Resistencia indígena a la venta de tierras comunales en el departamento de La Paz*, 1991.

²¹⁰ En 1921 éclata le massacre de Jésus de Machaca. Les Indiens du cru jouissaient de titres fonciers obtenus de compositions royales de 1585, 1645 et 1746. La mort d'un Indien, arrêté injustement selon ses amis, entraîna des troubles, puis l'assassinat du *corregidor*. Une troupe fut dépêchée et procéda à des exécutions sommaires de 20 à 118 Indiens selon les sources ; une enquête fit état de 219 maisons brûlées et de 1 417 animaux domestiques enlevés. Des scissions eurent lieu entre communautés et entraînèrent des règlements de comptes internes.

On signale aussi des actes plus isolés d'agression ou de destruction contre des haciendas qui débordent ensuite vers Cochabamba et Potosi et atteignent aussi le Pérou montagnard, avec qui des relations de solidarité de paysans de même ethnie semblent bien se manifester.

S. Rivera a noté²¹¹ l'aspect symbolique et hautement significatif que prirent certaines réactions de résistance, avec par exemple le refus d'utiliser le marché public existant dans le Nord de Potosi, le refus d'effectuer le service militaire ou d'envoyer les enfants à l'école publique. La remise en cause des formes dites d'oppression économique – avec les marchés – ou culturelles – avec l'école – est jugée par certains auteurs comme un acte de résistance passive hautement significatif du maintien durable d'un esprit de rébellion.

Il faut souligner enfin le caractère millénariste pris par certains de ces événements comme la prédiction, par Fernando Wanacu, de l'arrivée du paradis sur l'Altiplano après sa « libération » en 1920 ou, dans une autre perspective, de l'expérience d'une libre école d'*ayllu* tentée à Warisata²¹².

La conscription générale et souvent forcée des jeunes paysans à l'occasion de la Guerre du Chaco, à partir de 1932, a été certainement un autre facteur significatif de résistance et de prise de conscience des indigènes.

Elle eut à la fois un effet d'ouverture des esprits aux réalités nationales comme elle constata l'absence de leurs droits réels. Les premières mesures prises, avec la nomination d'un ministre du Travail en 1936, puis la promulgation de la loi reconnaissant le syndicalisme, permirent l'apparition des premiers syndicats agricoles à Cochabamba. Un autre pas fut la réunion du Premier Congrès Indigène de 1945 qui demanda la suppression des services gratuits dans les haciendas et à la régularisation des contrats de travail²¹³.

Un nouveau cycle d'agitation débuta en 1946, principalement dans les départements de l'Altiplano, et prit un caractère de gravité qui inquiéta les autorités.

Il s'agissait de mouvements spontanés échappant à tout contrôle et provoqués souvent par des situations locales conflictuelles, mais ayant des liens avec les syndicats des mineurs et des groupes anarchistes tel le PIR. Les autorités réagirent par l'envoi de l'armée qui assura la répression des troubles et l'arrestation des responsables.

Ces événements créèrent une forte peur chez les créoles et entraînèrent des représailles contre d'autres communautés et une ségrégation entre Blancs et Indiens, notées par l'anthropologue Mc Bride.

²¹¹ Rivera, S. *Oprimidos pero no vencidos*, 1986.

²¹² Ibid. Cette école indigène créée en 1931, selon un modèle culturel aymara, se diffusa ailleurs dans le pays. Si elle fut fermée en 1940 par les autorités, elle fut réouverte en 1978.

²¹³ Dandler, J. *Sindicalismo campesino en Bolivia*, 1983.

Un nouveau parti politique, le MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire) fut, de plus en plus, à la tête de ces agitations et participa à la formation de comités locaux. C'est ce nouveau parti qui, arrivé au pouvoir en 1952, sur un fond de jacquerie paysanne, appliqua en 1953 la Réforme Agraire qui devait bouleverser les bases de l'agriculture bolivienne.

Conclusion

Après un répit jusqu'en 1860, la conjoncture économique aidant, l'État bolivien entame avec Melgarejo la liquidation d'une partie de la propriété indigène qui, si elle a été importante, est aujourd'hui bien difficile à évaluer dans ses anciennes extensions, faute de documentation adéquate.

Il est certain que les abus commis lors de ces opérations constituent une rupture de l'équilibre existant dans la distribution des rôles depuis l'indépendance, entre la société civile et les communautés indigènes. L'échec du recours aux voies légales pousse une partie des Indiens à s'engager derrière Zarate Willka dans la Guerre Fédérale, soit par l'exaspération des rancœurs accumulées, soit par débordement ou manipulation de chefs locaux. Mais ce mouvement laisse vite percer des intentions subversives contre l'ordre établi qui lui ôtent, auprès de Pando, sa représentativité comme les bénéfices possibles de son appui à la cause fédérale.

De plus, les divisions des Indiens - ceux du Nord appuyant les Fédéralistes, ceux du Sud soutenant le parti de Sucre - comme le déchaînement des exactions qui ressoudent la société civile, empêchent les responsables indiens de présenter un front uni pesant dans la balance. Finalement, cette dernière tentative de grande révolte se dissoudra sous l'effet d'une répression qui lui enlève ses chefs et ramène le gros des masses rurales au *statu quo*.

Néanmoins, le souvenir de ces événements resta vivace dans les mentalités paysannes, puis a été réapproprié par certains intellectuels indigénistes et des syndicalistes paysans. Il explique la naissance du mouvement syndical katariste dans les années 1980. Il s'appuie principalement sur une base rurale et ethnique aymara, et n'hésite pas à user de méthodes violentes pour répondre à un « *État refusant sa légitime participation au milieu indigène* ». Pour lui, en effet, l'existence d'un État oppresseur, aux mains de descendants d'étrangers est la réalité historique. Aussi exige-t-il un État providentiel obtenu par autodétermination et géré par les seuls indigènes.

Seconde partie

Les structures agraires et leur évolution

de

1851 à 2003

Chapitre IV

Les antécédents de la structure foncière jusqu'en 1953

On ne dispose que d'informations fragmentaires sur l'état des structures foncières au moment de l'indépendance, en 1825. Ce n'est qu'en 1851, avec la publication de l'ouvrage de Dalence, que se dessine un panorama, certes limité et incomplet, qui rend compte, avec les approximations de l'époque, de la situation de l'agriculture comme de ses grandes caractéristiques foncières. Dalence s'est appuyé sur les cahiers départementaux des commissions du recensement de 1847, des sources intéressantes, mais d'une fidélité comme d'une méthodologie probablement variables d'une région à l'autre.

Le premier bilan foncier de 1851 : Dalence

En 1851, Dalence²¹⁴, un statisticien frotté de géographie, présente dans son état de la Bolivie le premier aperçu sur la situation foncière et agricole.

La répartition des propriétés et communautés

La distribution des propriétés comme des communautés se fait selon les quatre grands types²¹⁵ de milieux naturels qui caractérisent les Andes (Altiplano et *puna*, moyennes vallées, vallées et Yungas).

Pour la production agricole, ce sont les Yungas, un système de vallées tièdes et humides de moyenne altitude (2 000 m) situé sur le revers de la cordillère orientale, qui sont les plus favorables à l'activité. Ces vallées combinent les complémentarités des productions agricoles propres aux divers étages écologiques, et dont J. Murra a produit les modalités d'organisation.

Le tableau²¹⁶ 10 confirme que c'est dans l'Altiplano, avec la *puna* et dans les vallées moyennes, que se regroupe la grande majorité des communautés paysannes. Par contre, peu d'entre elles existent (avec 15 % du total) dans un vaste orient par ailleurs dépeuplé.

²¹⁴ Dalence, J.M. *Bosquejo estadístico de Bolivia...*, 1851.

²¹⁵ M. V. Ballivian distingue la *puna brava*, milieu extrême situé autour de 4 787 m d'altitude, avec une température moyenne de 6°4, de la *puna* à 3 614 m en moyenne (température moyenne de 12°1, les têtes de vallée à 3 058 m et avec 15°2, les vallées moyennes qui sont situées à 2 500 m avec 17°9, et les Yungas à 1 688 m et 21°. Op. cit. p. XVIII du *Censo general de la población de la República de Bolivia, tome 2*, 1901.

²¹⁶ Ce tableau est corrigé aussi par Bonilla, H. in : *Estructura y eslabonamientos de la explotación cauchera en Colombia, Perú, Bolivia y Brazil. Procesos históricos de la Amazonia continental*, 1993.

Pour les haciendas, une nette concentration existe, principalement dans les vallées moyennes et basses. Autre constat, les llanos orientaux (Beni et Santa Cruz), enclavés et peu peuplés, ne présentent pas un potentiel agricole notable.

Cette répartition qui introduit un clivage régional marqué quant aux différents régimes fonciers existants en Bolivie, explique aussi des situations différentes voire opposées au niveau de l'histoire foncière des deux grands ensembles formant le pays ; cette césure se retrouve aujourd'hui dans les réactions quelque peu décalées des syndicats paysans propres aux deux entités.

- Tableau 10. Répartition géographique des communautés paysannes. Source²¹⁷ : Dalence 1851.

Département	Puna	Vallée	Yungas	Total
Chuquisaca	/	98	/	98
La Paz	716	120	43	879
Potosi	350	886	/	1 236
Tarija	27		/	27
Oruro	302	/	/	302
Santa Cruz	/	49	608	657
Cochabamba	41	607	/	648
Atacama	/	310	/	310
Total	1436	431	651	4204

- Tableau 10 bis. Répartition géographique des haciendas. Source : Dalence 1851.

Département	Puna	Vallée	Yungas	Total
Chuquisaca	147	805	/	952
La Paz	500	823	302	1 625
Potosi	741	320	/	1 061
Tarija	4	760	/	764
Oruro	79	/	/	79
Santa Cruz	/	564	18	582
Cochabamba	83	946	16	1 045
Atacama*	/	25	/	25
Total	1 554	4 243	336	6 133

*Atacama, ou province du Littoral, a été occupée par le Chili en 1879, suite à la Guerre du Pacifique.

²¹⁷ Une vérification des chiffres de Dalence, p. 241, indique des erreurs importantes. Ainsi le nombre d'haciendas est de 6187 et non de 5 114, leur valeur atteint 20 149 098 soles et non pas 19 666 198 et le nombre de communautés est de 4 204 et non de 3 102, enfin leur valeur fiscale représente 5 904 211 soles et non 4 134 509.

Ébauche d'une géographie rurale bolivienne

Dalence fait état de l'existence de 6 133 haciendas, à côté de 4 204 communautés ; néanmoins, en l'absence de cadastre ou de registres de la propriété, il ne peut produire directement les superficies respectivement occupées.

La surface directement cultivée est estimée à moins de 70 000 hectares²¹⁸ et n'atteint que 270 000 hectares en comprenant les jachères ou parcelles en repos et les terrains de parcours du bétail (camélidés et ovins dans l'Altiplano et bovins dans les vallées et les llanos).

Il s'agit donc d'une emprise dérisoire pour un pays aussi vaste et à la population aussi pauvre, souffrant de sous-alimentation voire de disettes dans la sierra, alors que l'ensemble des terres agricoles est estimé à 65 millions d'hectares, un chiffre nettement exagéré, mais l'ignorance des faits agronomiques propre à l'époque explique cette illusion.

S'il est difficile, faute de données précises, d'analyser la valeur économique attribuable à ces divers types d'emprises foncières, Dalence fournit un état de leur valeur fiscale. Il s'en dégage de fortes disparités entre les propriétés privées et les terres des communautés.

- Tableau 11. Valeur fiscale des types de propriétés selon les milieux naturels (en millions de pesos arrondis). Source : *Dalence 1851*.

Haciendas				Communautés		
Milieux naturels	Valeur fiscale totale	Nombre de propriétés	Valeur fiscale moyenne	Valeur fiscale totale	Nombre de propriétés	Valeur fiscale moyenne
Puna*	3,25	1 554	2 092	2,3	1 436	1 625
Moyenne vallée	9,6	2 654	3 620	1,3	1 686	791
Vallée	3,6	1 564	2 349	1,3	431	3 113
Yungas	4,1	336	12 240	0,7	651	1 128
Total	20,55	6 133	3 285	5,7	4 204	/

*Pour Dalence la puna englobe l'Altiplano ce qui est erroné.

• Les propriétés occupent, avec des intensités variables, tous les types de milieux écologiques, mais dominent surtout dans les vallées et les Yungas ; en valeur fiscale globale elles pèsent quatre fois plus que les communautés.

²¹⁸ Dalence produit les superficies en *aranzadas* de Castille, soit une unité de superficie de 0,47 ha.

- Tableau 12²¹⁹. Valeur fiscale des propriétés. Source : *Dalence, 1851*.

Département	Propriétés	Valeur fiscale moyenne*	Communautes	Valeur Fiscale moyenne*
Chuquisaca	952	3 721 749	98	148 190
1- puna	147	619	/	/
2 - 1/2 vallée	486	3 234	94	1516
3 - vallée	319	6 455	4	1 160
Potosi	1 061	2 692 003	1 236	1 130 424
1 - puna	741	787	350	1 086
2 - 1/2 vallée	316	6 660	879	832
3 - vallée	4	1 075	7	2 714
La Paz	1 625	7 104 961	879	2 406 677
1 puna	500	3 855	716	2236
2 - 1/2 vallée	795	794	106	1 211
3 - vallée	28	17 017	14	479
4 - Yungas	302	13 474	43	15 616
Cochabamba	1 045	5 061 830	695	1 132 530
1-puna	83	3 940	41	2 268
2 - 1/2 vallée	927	4 745	607	547
3 - vallée	19	15 810	47	15 056
4 - Yungas	16	2 250	/	/
Tarija	764	672 350	27	18 500
1- puna	4	7 100	27	685
2 - 1/2 vallée	130	2 769	/	/
3 - vallée	630	461	/	/
Oruro	79	301 400	302	240 740
1- puna	79	3 815	302	797
Santa Cruz	582	551 805	657	667 150
3 - vallée	564	962	49	12 329
4 - Yungas	18	491	608	104
Total **	6 133	3 275	4 204	1 512

*Pour chaque département, nous donnons la valeur fiscale de chaque type de tenure foncière

** Toutes catégories de milieux physiques confondues.

• Les communautés se concentrent surtout dans les vallées moyennes et basses et plus faiblement dans les Yungas, tandis qu'à Tarija et Chuquisaca elles sont réduites en nombre.

²¹⁹ Le tableau 12, comme toute synthèse statistique, masque la grande diversité des situations locales, aussi reproduisons-nous les données d'époque en les assortissant de la valeur fiscale moyenne des diverses emprises foncières.

Dalence n'évoque pas le poids démographique de ces divers types de structures foncières, mais il est évident que la population des communautés est très supérieure à celle des haciendas qui ne comprennent que 6 133 propriétaires, soit avec leurs familles 30 000 personnes environ.

On pourra objecter que la détermination des valeurs fiscales telles que présentées par Dalence (qui utilise les statistiques des commissions fiscales départementales) peut-être sujette à des distorsions. Leur sincérité ainsi varie selon le poids local ou national de certains propriétaires, aussi des dissimulations importantes de valeur sont donc très probables ; il s'y ajoute la difficulté des contrôles dans les zones excentrées.

La comparaison des valeurs fiscales moyennes permet de mesurer les très forts écarts qui existent, d'une part, entre les propriétés et les communautés en termes de valeur fiscale, et, d'autre part, les sensibles différences de ces mêmes valeurs selon les diverses zones écologiques du pays, comme aussi dans les mêmes milieux naturels, cas de la *puna*.

Répartition spatiale de la richesse et de la pauvreté agricole

La mise en forme des données statistiques d'époque permet une hiérarchisation qui établit des situations très contrastées.

Si l'hacienda domine par son poids économique, de nettes disparités se manifestent entre propriétés du fait de leur situation géographique qui influe sur leurs potentialités agricoles comme sur leur potentiel technique d'exploitation. Il en résulte, avec la catégorisation des valeurs fiscales, trois types d'haciendas, riches, moyennes et pauvres, en termes relatifs.

- **Tableau 13. Répartition de l'effectif des haciendas selon la valeur fiscale.**
Source : *Dalence 1851*.

Valeur faible	Valeur moyenne	Valeur forte	Total
2 924	2 0221	988	6 133
47,68 %	36,20 %	16,11 %	100 %

Il ressort du tableau 13 que près de la moitié des haciendas appartient à la catégorie de la plus faible valeur fiscale, alors que seulement 16 % environ se d'entre elles se situent dans le groupe des valeurs fortes. Ainsi les Yungas, valorisées par leurs plantations de café et de coca, devraient présenter, bien que Dalence ne le consigne pas, les plus hautes valeurs fiscales.

La situation des propriétés de l'Altiplano paraît hétérogène à cause des fortes variations de valeurs fiscales apparaissant entre les départements.

L'on peut avancer comme explication l'impact des conditions climatiques soumises à un effet de gradient ainsi que les disparités des moyens de mise en valeur (capitaux, main-d'œuvre, outillage, irrigation).

L'effet de gradient semble jouer négativement sur l'Altiplano, notamment pour Chuquisaca et Potosi, alors que les propriétés des départements de La Paz et de Cochabamba disposent d'une forte valeur fiscale moyenne.

On peut penser aussi que leurs propriétaires, souvent liés à la classe d'affaires urbaine ou minière, peuvent y réaliser des aménagements agricoles assurant une meilleure valorisation de leurs domaines.

La situation des communautés, en valeur fiscale moyenne, est déprimée économiquement, avec les trois-quarts d'entre elles qui se situent au niveau inférieur.

- **Tableau 14. Répartition de la valeur fiscale des communautés.** Source : *Dalence, 1851.*

Valeur faible	Valeur moyenne	Valeur forte	Total
3 144	858	139	4 141
76 %	20,7 %	3,3 %	100 %

Moins de 4 % des communautés se trouvent dans les meilleures conditions fiscales, mais qui sont bien relatives car elles sont nettement plus peuplées que les haciendas. La variation moyenne des estimations fiscales se situe dans le rapport approximatif de 1 à 4 au profit des haciendas, mais il atteint de 1 à 7 dans les vallées et de 1 à 6 dans les Yungas.

1850 à 1938 : poursuite de la concentration foncière

Après 1851, les auteurs se bornent²²⁰. faute de données ou d'intérêt, à reprendre dans le meilleur des cas les commentaires de Dalence, ou comme C. Bravo²²¹, pourtant bien informé, à éluder la question agricole. Même M. V. Ballivian, pourtant féru de chiffres et de descriptions érudites, ne donne qu'un aperçu lapidaire : « ... *c'est une partie minime de la surface disponible qui est donnée à la mise en culture* », écrit-il²²² en 1900. Il en est de même pour Crespo, en 1911, ou le Français Walle²²³, en 1913.

²²⁰ Cas de la note énumérative des produits cultivés ou des températures locales d'André Bresson dans : *Bolivia, Sept années d'exploration, de voyages et de séjours dans l'Amérique Australe*, 1886.

²²¹ Qui dans sa bien documentée *Patria Boliviana* de 1894 n'évoque pas l'agriculture...

²²² Ballivian, M. V. *Geografía de la República de Bolivia*, 1905. Op. cit. p. 389.

²²³ Walle, P. *La Bolivie et ses mines*, 1913.

On doit signaler ici qu'un ouvrage²²⁴ récent produit un état évolutif de la situation foncière et de ses stratifications sociales, entre 1864 et 1899. Nous en avons reproduit le tableau 15 malgré ses incertitudes.

- **Tableau 15. Propriétés agricoles et stratifications sociales.** Source : *Hernaiz i Pacheco (qui citent Santivaney).*

Type public	1864-1871		1899	
	Nombre	%	Nombre	%
Haciendas	/	25	/	50
Terres indigènes déclarées propriétés de l'Etat	/	42	/	/
Terres consolidées par les indigènes	/	13	/	50
Terres indigènes aliénées par l'Etat	/	20	/	/
Types indigènes	Nombre	%	Nombre	%
Colons d'haciendas	80 000	12	100 000	14,3
Indigènes libres	470 000	72	300 000	42,85
Colons-pongos	100 000	16	300 000	42,85*
Total	650 000	100	700 000	100

* Ce chiffre a été vérifié comme celui des indigènes libres

Selon ce tableau, le nombre d'haciendas double en 1899 par rapport à 1864, donc antérieurement à l'application des mesures de Melgarejo, mais recouvrant la période où s'applique la Loi dite d'*exvinculación*.

Le nombre de colons, selon ce tableau, augmente, mais on ne dispose pas de leurs caractéristiques juridiques : colons libres ou colons dépendants d'une hacienda ? L'effectif des colons soumis au statut du régime des haciendas a triplé ; en conséquence celui des paysans libres des communautés a fortement diminué, passant de 72 % à 43 % environ.

En 1933, une autre étude²²⁵ accorde une place accessoire à l'agriculture, en indiquant que les exportations agricoles n'atteignent que 6 % d'un total qui reste dominé à 90 % par les productions d'origine minière.

²²⁴ Hernaiz, I. & Pacheco, D. *La ley INRA en el espejo de la Historia. Dos siglos de reformas agrarias*, 2000. Cet ouvrage cite, pour un de ses tableaux Santivaney, J. M. : *Reinvindicación de terrenos de comunidad, 1871*. Cette publication obtenue grâce à Marcela Inch, directrice des Archives et de la Bibliothèque Nationales de Sucre que nous remercions ici, ne comporte aucune des données citées, ce qui nous fait penser à un *lapsus calami* des auteurs Hernaiz i Pacheco...

²²⁵ Labouquère, A. *La Bolivie nouvelle : ses problèmes financiers*, 1933.

Une source plus récente²²⁶ fournit des informations statistiques intéressantes, mais limitées au seul département de La Paz.

Le tableau 16, qui constate près d'un siècle d'évolution du domaine foncier dans le plus grand des départements andins, est explicite bien qu'il ne fournisse toujours pas de mesure des surfaces.

- Tableau 16. Évolution des types de propriétés de 1846 à 1941. Source : Démelas, 1980.

Zones	1846		1941	
	Communautés	Haciendas	Communautés	Haciendas
Puna	716	500	161	3 193
Moyenne Vallée	106	795	62	4 538
Vallée	14	28	22	101
Yungas	43	302	36	675
Total	879	1 625	281	8 507

- L'accaparement foncier est devenu systématique, avec une augmentation de plus du quintuple des propriétés privées résultant soit du démembrement de grands domaines, soit de la spoliation des communautés organisée à partir de Melgarejo, soit de concessions obtenues du Domaine Public dans les zones pionnières de l'orient et transformées en propriétés²²⁷.

- On constate une forte diminution des communautés paysannes en recul de 72 % sur leur effectif de 1846. Même les terres ingrates de la *puna* connaissent une forte appropriation.

Cette dilatation foncière se produit alors qu'on assiste à un regain démographique des communautés ; Klein cite des croissances locales de 200 à 300 % pour le département de La Paz.

²²⁶ Démelas, D. *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX et XX^e siècle*, 1980. Tableau issu des bulletins statistiques agricoles et qui a été aussi commenté par H. Klein in : *Haciendas y Ayllus en Bolivia. Ss. XVIII y XIX*, p. 151, 1995.

²²⁷ Roca, J. L. *Economía y Sociedad en el Oriente Boliviano (Siglo XVI-XX)*, 2001. L'auteur analyse les deux composantes du mécanisme d'appropriation, avec l'avancée d'un front pionnier spontané de petits éleveurs, à partir des piémonts vers les terres de la province de Cordillera, du Chaco central ou de l'Izozog, sous l'impulsion de petits *hacendados* à l'étroit et poussant leurs péons et troupeaux. L'autre face de l'appropriation foncière réside dans la pure spoliation des terres des tribus, à partir de 1830, et qui aboutit à la liquidation, entre autres, du réduit chiriguano à la suite de la bataille de Curuyuqui, en 1892.

Ce schéma d'appropriation est-il applicable en termes d'évolution aux autres départements ? On peut le penser, même si des conjectures²²⁸ existent, si l'on prend en compte l'état provisoire des propriétés privées ou collectives tel qu'il est dressé en 1938, mais qui reste très incomplet pour une partie du pays²²⁹.

On pourrait s'étonner du retard de l'État bolivien à disposer des outils administratifs indispensables à la gestion et au contrôle des propriétés privées comme collectives, avec l'absence de fichiers des terres.

La résistance des populations rurales et la faiblesse des moyens disponibles l'expliquent ; d'ailleurs un recensement agricole engagé à Oruro, en 1939, tourna court devant les fortes oppositions locales rencontrées.

La distribution de la propriété foncière

Dalence, en utilisant les procès-verbaux des commissions du recensement de 1847, produit, non sans des approximations qu'il ne dissimule pas, un état des diverses catégories de la population rurale en fonction de leur situation foncière.

Le tableau 17 indique un clivage marqué entre possédants et non possédants de titres fonciers, d'une part, comme à l'intérieur même de ces catégories, d'autre part. En effet, à côté des propriétaires d'haciendas, ce sont 106 132 chefs de familles paysannes qui possèdent des titres fonciers. Mais de fortes disparités de tailles et de situations existent au sein de ce groupe.

C'est certainement la possession ou non de main-d'œuvre qui est l'indicateur socio-économique le plus pertinent distinguant entre propriétaires exploitants et absentéistes ou petits exploitants familiaux.

- Tableau 17. Situation des chefs de famille* concernant leur accès à la propriété.

Source : Dalence, 1851.

Propriétaires d'haciendas	Colons d'haciendas (Locataires)	Comuneros avec terres	Rattachés** avec terres	Forasteros sans terres
5 135	80 000	48 295	57 837	31 972

* Dalence évoque aussi les loueurs de terres, mais ne fixe pas leur effectif qui a décru, note-t-il.

** Il s'agit, selon Dalence, de non originaires des communautés ayant reçu le droit d'établissement ou *agregados*.

²²⁸ Brooke, Larson. *Colonialism and agrarian transformation in Bolivia*, 1988.

²²⁹ Voir le fascicule *Estadística Agropecuaria*, 1939-1941.

Si une partie non négligeable des chefs de familles dispose de terres sises dans les communautés, il ne s'agit souvent que de lopins devenus insuffisants du fait de la reprise démographique. Cela conduit une partie importante des *comuneros*, soit à devenir *forasteros*, c'est-à-dire travailleurs ambulants, soit selon le terme usuel de l'époque à être colons (*colonos*) des haciendas.

Selon les données de Dalence, il s'agit d'un effectif important de 111 972 chefs de familles qui, avec 4,5 personnes par unité, représentent 503 874 personnes alors que la population recensée en 1847 est de 1 373 896. Ces chiffres témoignent donc de l'existence d'une couche de paysans sans terres qui est importante dans la population totale.

Dalence évoque brièvement la situation des plus démunis en signalant que les *forasteros* sans terres «... ne reçoivent que des miettes des possédants à condition qu'ils les aident aux semailles et récoltes ».

Le tableau 12 indique que la valeur fiscale des haciendas (probablement minorée) est de 20,6 millions de pesos, celle des terres de communauté de 5,7 millions. Or, pour la valeur annuelle des productions agricoles, Dalence donne le chiffre de 7,5 millions de pesos, somme dont on peut supposer, compte tenu de la valeur fiscale respective des deux types de tenures, que les haciendas se taillent la part du lion, soit au minimum les deux tiers.

Cette situation de concentration des terres s'est poursuivie comme elle a été très fortement aggravée par les mesures d'expropriation prises par l'État à partir de 1866, avec les lois de Melgarejo. Le bilan foncier de 1950 atteste, en effet, que 92 % des terres sont appropriées par 6,3 % de propriétaires²³⁰.

Conclusion

Les décrets de Bolívar, s'ils reconnaissent du bout des lèvres la propriété indigène ne la considèrent pas moins comme une forme transitoire qui doit se transformer en propriété privée, la seule forme de responsabilité économique de ses petits exploitants comme de leur intégration dans la nation bolivienne.

L'état des structures foncières dressé par Dalence indique la césure de l'espace agricole sous deux formes asymétriques, ainsi que l'insertion d'une partie de la main-d'œuvre, avec les *colonos*, dans le système des haciendas.

Il est curieux de noter que ces deux systèmes, pourtant opposés par leurs caractères, seront finalement conservateurs dans leurs méthodes culturales. Si des exceptions existent pour quelques haciendas bien tenues, à Cochabamba et La Paz principalement, une grande partie des autres est incapable, certes pour des raisons très différentes, de remplir dans un pays peu peuplé, leur fonction essentielle qui était d'assurer la satisfaction des besoins alimentaires d'une population continuant à souffrir de malnutrition chronique voire de disettes.

²³⁰ US. Army. *Area hand book for Bolivia*, 1963. Op. cit. p. 449.

Chapitre IV

La Réforme Agraire : bilan d'un séisme

C'est à partir des années 1930 que la question de la réforme agraire²³¹ commence à se poser en Bolivie. Elle devient un des thèmes privilégiés de réflexion des cercles progressistes, ouvrant ainsi un vaste et durable débat passionné dans l'opinion publique locale puis sud américaine.

Quelques années plus tard, le désastre provoqué par la malheureuse équipée de la Guerre du Chaco (1932-1935) ébranle la classe dominante tout en réveillant les revendications des paysans qui ont été mobilisés en masse. Aussi l'après-guerre voit s'entamer politiquement la réflexion sur la question agraire et les réformes à apporter à une économie rurale jugée archaïque.

Elle va se résumer à l'alternative : réforme ou révolution. L'accès des "indigènes" à la pleine citoyenneté et la reconnaissance de leurs aspirations à une politique de redistribution foncière prennent alors, dans un contexte devenu passionnel, avec les élections de 1951 et l'épisode de la Révolution nationale de 1952, une importance grandissante faisant passer au second plan l'aspect purement économique.

En 1953, deux ans après la victoire électorale des tenants de la Révolution Nationale, la Bolivie ouvre la série des réformes agraires des pays de l'arc andin qui partagent une situation foncière similaire. Elle est suivie, en effet, à partir des années 1960, par le Pérou qui impose une réforme drastique tandis qu'en Équateur et en Colombie, seules des réformes limitées ou en trompe-l'œil ont lieu²³². Une situation qui explique peut-être les crises qui secouent toujours la paysannerie de ces deux pays.

Considérations générales

Problèmes de méthode

Une des difficultés inhérentes à l'analyse des problématiques de l'agriculture bolivienne réside dans l'état rudimentaire des sources officielles²³³ anciennes lorsqu'elles existent.

²³¹ Notamment avec le manifeste marxiste de José Carlos Mariátegui : *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*, 1944. Signalons Tristan Marof qui publia en 1934 un ouvrage qui eut un impact dans les milieux intellectuels : *La tragedia del Altiplano*, 1934.

²³² Voir Vargas Vega, J.D. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*, 2003.

²³³ Barja Berrios, G. & Cardozo Gonzales, A. *Geografía Agrícola de Bolivia*, 1971.

Ce n'est qu'à partir de 1940 seulement que commence, en effet, la publication d'annuaires très succincts de « *Estadística agropecuaria* »²³⁴.

Une situation identique, car porteuse des mêmes carences, se retrouve au niveau démographique avec des dénombrements de population, partiels ou erronés, réalisés au XIX^e siècle et seulement quatre recensements de population, mais de méthodologies disparates, au XX^e siècle.

Le premier recensement agricole²³⁵ qui reste toujours peu étudié sur le fond, date de 1950, une époque marquée par une forte mobilisation du syndicalisme rural aspirant à une réforme agraire radicale.

Ce recensement ne sera suivi d'une seconde opération qu'en 1984... Aussi ne peut-on compter, pour la longue période s'étendant de 1850 à 1950, que sur des données statistiques partielles ou de qualité limitée.

L'agriculture occultée par l'économie minière

L'agriculture, dès l'indépendance en 1825, malgré son rôle socio-économique dominant, est restée marginalisée par une activité minière concentrant l'essentiel des exportations et dominant la vie politique. Néanmoins, en 1980, le secteur agricole représente la grande majorité de la population active et 32 % du PNB, contre respectivement 3 % des actifs (8 278 emplois actifs directs et 21 240 avec les emplois induits) et 11 % du PNB pour le secteur minier. Au contraire, la valeur commerciale des productions agricoles reste négligeable, sauf à l'époque du caoutchouc, entre 1900 à 1910.

Ce destin minier, quasi exclusif, était-il inscrit dans les premières réalités économiques du début de la colonisation ?

Un état ancien²³⁶ indique, en 1561, que les paroisses rurales dépendantes des villes de La Plata (Sucre) et de La Paz, situées dans l'audience de Charcas (future Bolivie), étaient peuplées de 383 455 habitants dont 76 691 tributaires qui versaient 329 450 pesos - soit 26 % du total du tribut collecté par la vice-royauté de Lima - qui comptait alors 1 758 565 personnes recensées dont 396 866 étaient soumises au tribut royal (pour les hommes de 18 à 50 ans) pour un total de 1 226 646 pesos.

Ainsi, avant que la mine prenne définitivement le pas, une activité agricole qui était loin d'être négligeable, socialement au moins, existait. Mais, du fait de l'importance de l'autoconsommation, elle ne jouait qu'un rôle réduit dans l'économie régionale bolivienne de l'époque.

²³⁴ *Estadística Agropecuaria, 1941* Voir aussi Whitehead, L., in *Estadística básica en países en vías de desarrollo : el caso de Bolivia*, 1970.

²³⁵ Nous en devons un exemplaire au Dr Carlos Serrate Reich, ancien ministre de l'Agriculture.

²³⁶ Hampe, T. M. *Relación de los encomenderos y repartimientos del Perú en 1561*, 1979.

En 1950, les grands domaines²³⁷ occupaient 92 % de la superficie appropriée alors que 59 % des exploitations des *minifundios* disposaient de moins de cinq hectares, dont 29 % ayant moins d'un hectare. Un seul grand domaine était plus grand que toutes les moyennes et petites propriétés que se partageaient 78 244 familles...

Certes, le ratio superficie/densité relativise le poids de l'accaparement foncier, car il n'a pas la même signification en fonction de pressions démographiques très variables ou de la valeur agronomique des sols. Nombre des domaines orientaux se trouvaient, en effet, dans des llanos aux densités inférieures à 0,10 habitant au km², avec des terres médiocres ne permettant qu'un élevage très extensif exigeant en moyenne 5 hectares par tête de bétail.

Une structure économique et sociale obsolète

La structure foncière du type latifundiste a eu de nombreuses conséquences négatives qui sont bien connues au niveau économique général. L'abondance des terres vacantes qui ont été appropriées sans nécessité de mise en valeur, a entraîné un gaspillage des ressources foncières tout en favorisant l'usage et le maintien durable de techniques archaïques, telles les cultures sur brûlis ou les cycles de très longues jachères (parfois de 10 à 15 ans).

On a aussi parfois oublié les déterminismes qui, dans les Andes comme ailleurs, expliquent initialement la formation du *latifundio* : basse démographie, abondance des terres disponibles, mais souvent aux rendements médiocres faute d'investissement ou du fait des limites physiques du milieu naturel.

Ce système devient difficile à justifier, fin du XIX^e avec la reprise démographique et les transformations économiques du secteur agricole comme avec l'apparition progressive du besoin d'émancipation des paysans soumis à un régime de mise en tutelle paternaliste ou autoritaire plus ou moins pesant.

Par sa nature même, le *latifundio* andin s'inscrit dans une économie de subsistance tendant à l'autarcie donc faiblement monétisée, faute d'accès à une économie de marché significative. Aussi le recours au troc, aux échanges et prestations de services payées en nature suppléait jadis à la rareté de l'argent dans les campagnes.

L'enjeu, pour les propriétaires, était d'éviter les débours en espèces en les remplaçant par l'attribution de droits d'usage foncier à leurs colons ou aux péons des communautés voisines travaillant leurs domaines.

L'étroitesse d'un marché d'abord local explique aussi que les domaines réservaient souvent les mises en cultures aux meilleures terres.

²³⁷ Le *latifundio*, en général, dispose d'une extension de plus de deux milles hectares alors que pour le *minifundio* la superficie est inférieure à cinq hectares.

C'était le cas de la Bolivie, en 1950, où seulement 2 % des terres étaient mises en valeur, et 3,5 % seulement dans le département présentant les conditions les plus favorables, Cochabamba.

La légende noire de Phacienda

Une légende noire enveloppe les haciendas et leurs maîtres à partir du XX^e siècle. Comme dans toute littérature sociale, des exagérations ont eu lieu, liées aussi bien à des erreurs d'appréciation, à une déformation du contexte socio-économique ou à un procès systématique.

Un des reproches majeurs fait au système a résidé dans le lien de sujétion quasi-féodal unissant, depuis la Colonie, le patron d'hacienda à ses colons. En effet, la grande propriété archaïque exigeait, à cause de la rareté de la main-d'œuvre, l'attachement des colons à leur patron, plutôt qu'un travail et des rendements élevés.

Quant aux reproches faits aux maîtres des terres de la misère de leurs colons, on peut mettre en parallèle la condition précaire de nombre de paysans libres des communautés. On a noté, en effet, que ces *comuneros* ont souvent des conditions de vie inférieures à celle des colons.

Rappelons qu'en Bolivie au moins, le colon d'hacienda disposait de cinq à dix hectares de terres alors que le paysan des communautés ne disposait que de 1,4 hectare en moyenne.

On a gardé aussi une vision fautive des conditions de vie des hobereaux des campagnes andines qu'étaient les patrons d'haciendas. Or, sauf pour une minorité de domaines bien gérés, il s'agissait d'un milieu de propriétaires de condition fruste car soumis à une chiche autarcie.

Peu ou pas de numéraire disponible pour la majorité d'entre eux qui, de surcroît, faute d'éducation et de ressources financières, était dans l'impossibilité de moderniser leur domaine, d'utiliser des salariés ou des artisans. Enfin, une forte natalité poussait à la division des domaines où, en orient, à privilégier des indivisions stérilisantes de l'appareil productif.

Un spécialiste va plus loin²³⁸, en notant que l'*hacendado* est lié socialement au milieu où il a été élevé et dont il partage la vie et les vicissitudes. Souvent, il s'est efforcé de protéger voire d'assister ceux qui dépendaient de lui, y compris contre la loi et l'État, leur assurant donc, certes sous une forme paternaliste, un certain recours.

L'autre grand reproche avancé réside dans l'accaparement de vastes emprises foncières souvent peu ou mal valorisées.

²³⁸ Lambert, J. *Amérique latine. Structures sociales et institutions politiques*, 1968.

On doit rappeler qu'une grande partie des terres étant non irriguées, elles ne portent que des cultures de *secano* ou sèches, d'une part, donc aux rendements faibles.

Quant à l'élevage, dans le Beni ou à Santa Cruz, même de nos jours, il exige souvent, dans les exploitations sans irrigation et apport de fourrage complémentaire, au moins 5 hectares de pâturages voire 10 dans le Haut Paraguay, pour une tête de bétail.

L'enclavement dans l'espace

L'emprise du *latifundio* explique géographiquement l'existence d'un phénomène de frontière agricole assez particulier en Bolivie andine, comme ailleurs dans les terres basses de l'orient.

Le gel séculaire créé par l'indivision (*mayorazgo* ou droit d'aînesse foncier) de terres inexploitées, la faiblesse de la population active, l'absence de marché, le déclin des productions agricoles locales dû aux importations de produits alimentaires permises par les nouveaux chemins de fer expliquent, vers la fin du XIX^e siècle, avec une reprise démographique, la formation d'une frontière agricole active dans les piémonts et les llanos, celle « *de la vache et du maïs* ».

Il est à noter que pour pallier aux conséquences du *latifundio* traditionnel, la Bolivie a tenté, dès l'indépendance, d'encourager une colonisation européenne, mais ce fut un échec complet, les terres accessibles de qualité ayant été accaparées à des fins spéculatives²³⁹.

De plus, la main-d'œuvre paysanne, indispensable à toute colonisation, restait attachée à la glèbe de ses communautés, aux liens créés par les coutumes, donc à la sécurité relative de cette matrice où tous « sont familles », son seul horizon de vie.

Autre facteur de retard du *latifundio*, en concentrant hommes et activités, il a joué le rôle de petit centre de vie et de lieu d'échange et de rencontre entre villageois proches.

De ce fait, avec les faibles densités humaines propres aux campagnes, il a empêché la constitution du réseau de hameaux, villages et bourgades qui a assuré ailleurs la territorialisation de l'espace rural et a permis ensuite son développement.

²³⁹ Garcia Jordan, P. *De la colonización depende el porvenir de la República : 1825-1935*, 2000.

La Réforme Agraire de 1953 : une révolution tronquée ?

Le débat²⁴⁰ sur la Réforme Agraire en Bolivie, s'il est loin d'être clos, a pris depuis une dizaine d'années une tournure plus critique. Les désillusions rencontrées et un meilleur recul des observateurs et des hommes politiques expliquent ce revirement.

On peut y ajouter un fait nouveau, et d'une importance cruciale, avec la découverte des problèmes écologiques et de leur grave impact en Bolivie.

Il en ressort que la Réforme Agraire, en Bolivie comme au Pérou, ne peut se targuer d'une évidente réussite économique, environnementale et sociale²⁴¹. Néanmoins, elle a permis, cependant, de faire disparaître un lourd contentieux historique²⁴² et social, avec la suppression des pratiques de quasi-servage appliquées aux travailleurs agricoles (les *colonos*) depuis la Colonie, et qui paralysaient toute possibilité de progrès social dans le cadre économique devenu suranné des grands domaines.

Afin d'éclairer l'analyse de la question de la réforme agraire, nous disposons d'un document d'époque de première main. Sa base statistique repose sur la première enquête agricole réalisée dans le pays ou *Primer Censo Agropecuario*. C'est en 1950, en effet, que ce premier recensement agricole national²⁴³ a été réalisé avec le soutien de la F.A.O. Ce document est d'autant plus intéressant²⁴⁴ qu'il produit la première production des données statistiques concernant le milieu rural, tant au niveau des structures foncières que des productions agricoles ou de l'élevage.

Le territoire approprié

La Bolivie agricole, en 1950, reste caractérisée par un système foncier dominé par les grands propriétaires, situation qui perpétue la structure néocoloniale conservée telle que présentée en 1851 par Dalence.

La superficie des propriétés, y compris les communautés, atteignait en 1950, 32 749 000 hectares, soit près du tiers du territoire bolivien.

²⁴⁰ Ce débat fut alimenté par les apports d'idéologues tels ceux d'Urquidí et L. Antezana, des études de spécialistes, avec notamment Preston, de géographes tel le Français P. Monbeig ou de P. Vellard, comme d'économistes ruraux.

²⁴¹ Comme en témoignent les migrations toujours en cours de migrants ruraux et la misère d'une partie des communautés, ainsi que l'importance des importations ou donations alimentaires...

²⁴² Parmi d'innombrables publications sur ce thème, nous citerons : Arze Aguirre, R.D. *Guerra y conflictos sociales. El caso rural boliviano durante la campaña del Chaco*, 1987, ou Preston, D.A. *The revolutionary landscape of highland Bolivia*, 1969.

²⁴³ 1^{er} *Censo Agropecuario de 1950*. Publié à La Paz en 1985 seulement... Cette publication a été suivie ensuite de celle du *II Censo Agropecuario de 1984*.

²⁴⁴ Certes, il souffre d'un manque de moyens, de vérifications approfondies et de multiples lacunes méthodologiques comme statistiques, malgré l'aide de la FAO.

Les principales emprises foncières se trouvaient dans l'Altiplano, avec les départements de La Paz (avec 7,4 millions d'hectares.), de Chuquisaca (5,3), de Cochabamba (3,6), ensuite apparaissaient les départements du Beni (4,1) et de Santa Cruz (3,8). Si la répartition des propriétés indique l'importance occupée par l'Altiplano, les chiffres produits signalent quelques situations intéressantes. Ainsi c'est le département de Cochabamba qui possède le plus grand nombre de propriétés, suivi par celui de Potosi.

- **Tableau 18. État des terres cultivées des propriétés en 1950.** Source : *1^{er} Censo Agropecuario de 1950.*

Département	Superficie agricole	Nombre d'exploitations	Surface moyenne	Superficie cultivée(%)
Chuquisaca	5 292 748	7 634	693	1,55
La Paz	7 421 329	7 352	1 009	2,54
Cochabamba	3 590 370	31 996	112	3,5
Oruro	3 250 217	1 239	2 623	0,70
Potosi	2 223 403	15 683	141	6,19
Tarija	1 763 871	9 864	178	1,46
Santa Cruz	3 778 053	9 485	398	1,54
Beni	4 112 747	2 686	1 531	0,25
Pando	1 317 112	438	3 007	0,21
Total	32 749 500	86 377	379	2

Le rapport propriétés/surface pour ces deux départements indique un relatif émiettement du foncier, avec une taille moyenne de 112 hectares pour Cochabamba et de 141 hectares pour Potosi. Seulement 2 % du territoire agricole est sous cultures, en y comprenant les rotations et repos de longue durée, soit une partie dérisoire de la superficie appropriée.

Potosi et Cochabamba sont les départements les plus actifs alors qu'Oruro, le Beni, Pando et Santa Cruz sont les plus passifs, avec 1 % des terres mises en valeur.

Un premier clivage : les types de milieux naturels

Un autre intérêt du recensement de 1950 est de produire une répartition des propriétés, selon le type de milieu géographique. Le tableau 19 fait apparaître un découpage présentant d'importantes disparités zonales :

- La majorité des propriétés se concentrent dans les vallées andines.
- L'Altiplano, malgré ses conditions restrictives d'ordre écologique pour l'activité agricole, occupe la première place pour la surface appropriée, mais la seconde pour le nombre d'exploitations.

• Les départements de Santa Cruz, du Beni et Pando, soit les deux tiers de l'espace bolivien, malgré l'importance de l'appropriation, disposent de nettement moins de propriétés, d'où une surconcentration foncière.

- **Tableau 19. Répartition des propriétés selon le type de milieu naturel.** Source : 1^{er} Censo Agropecuario de 1950.

Types de milieux	Altiplano	Vallées	Llanos
Nombre de propriétés	24 274	49 494	12 609
En %	28,40	57	14,60
Superficie	12 894 949	10 646 989	9 267 912
En %	39,3	32,5	28,2

Le poids réel des grands domaines

Au total, les propriétés privées et collectives représentent un tiers environ de la superficie du pays.

- **Tableau 20. Répartition des propriétés selon leurs superficies.** Source : 1^{er} censo Agropecuario de 1950.

Superficie	Effectif	%	Surface	%
- de 1 ha	24 747	28,75	10 880	0,03
1 - 2,9	18 130	20,99	31 961	0,09
3 - 4,9	8 321	9,63	31 036	0,08
5 - 9,9	8 790	10,18	59 085	0,18
10 - 19,9	5 881	6,81	76 958	0,23
20 - 34,9	3 441	3,98	85 763	0,26
35 - 49,9	1 391	1,61	56 651	0,17
50 - 74,9	1 881	2,18	107 711	0,32
75 - 99,9	895	1,04	75 466	0,22
100 - 199	2 238	2,59	295 114	0,90
200 - 499	2 494	2,89	756 073	2,3
500 - 999	1 539	1,78	1 049 332	3,2
1 000 - 2 499	2 139	2,48	3 290 879	10,05
2 500 - 4 999	1 861	2,15	5 433 897	16,59
5 000 - 9 999	79	0,92	5 146 335	15
10 000 et +	615	0,71	16 233 954	49
Sans information	1 217	1,41	8 750	0,71
Totaux	86 377	100	32 749 849*	100

Pour les très petites exploitations, on note que 29 % des propriétaires disposent de moins d'un hectare et près de 50 % ont moins de trois hectares et ne possèdent que 0,12 % des terres.

Au total, la micro ou petite propriété - avec moins de cinq hectares - représente 59 % des l'ensemble. À titre d'exemple, on peut mentionner quelques cas de grands domaines de l'époque pour quelques départements.

- Tableau 21. Quelques exemples de grands domaines. Source : *Antezana*²⁴⁵.

La Paz	Superficie	Beni	Superficie	St.Cruz	Superficie
Bazoberry	550 087	Incatoro	40 347	Gallo, E.	26 971
A. Vedia	164 648	Guillarte	40 000	Bols, A.	26 430
Hansa S. A	87 006	Tomonoco	38 476		
L. Llerena	90 000	Bruckner	28 919		
12 autres domaines	+ 20 000 chacun	Cuellar	35 838		

À l'autre extrême, les propriétés de plus de 2 500 hectares représentent 80 % des terres appropriées, avec moins de 4 % des propriétaires. Néanmoins, les situations ainsi détachées sont à corriger par des disparités marquées entre les grands milieux naturels qui expliquent de fortes variations de la valeur économique de ces unités.

Les faire-valoir : haciendas de main-d'œuvre ou d'exploitation directe

Le recensement de 1950 présente un indicateur (p. IV, *cuadro b*) qui permet d'apprécier la taille des propriétés et surtout celles qui utilisent une main-d'œuvre permanente (exploitations de rente), de celles ne disposant comme force de travail que de leur propriétaire et de sa famille, ou d'un gérant.

L'Altiplano

La situation foncière indique des situations intéressantes :

- Les communautés (53 % d'appropriation du sol) dominent. Néanmoins, on ignore le nombre des chefs de famille qui en font partie et qui est très supérieur à celui des autres catégories.

- Une catégorie non négligeable d'exploitants sous contrat de fermage apparaît, avec 21 % de l'effectif et 5 % des terres.

Pour conclure, c'est sur l'Altiplano que se concentrent le petit paysannat des communautés et celui qui est formé par des métayers et les ouvriers agricoles des haciendas, c'est-à-dire tous ceux qui espèrent le plus de la Réforme Agraire et en seront les ardents protagonistes²⁴⁶.

²⁴⁵ Antezana, E. L. *Evaluación económica de la política de Reforma Agraria*, 1986. Op. cit. p. 96-100.

²⁴⁶ Calderon, F. & Dandler, J. *La fuerza histórica del campesinado*, 1984.

- Tableau 22. Répartition de la tenure foncière sur l'Altiplano. Source : 1^{er} Censo Agropecuario de 1950

Types D'exploitants	Effectifs	% par catégorie	Surface totale	% par catégorie
Propriétaires Seuls	12 972	53	904 729	7
Propriétaires Avec main-d'œuvre	2 832	12	4 340 472	34
Locataires Et métayers	5 003	21	634 103	5
Communautés	3 267	13	6 632 451	53
Autres	200	1	183 195	1
Total	24 274	100	12 894 947	100

Les vallées

La fertilité et le climat des vallées permettent des combinaisons agricoles très intéressantes, ce qui explique que, de tout temps, elles ont formé le grenier agricole de la Bolivie.

- Tableau 23. Répartition de la tenure foncière dans les vallées. Source : 1^{er} Censo Agropecuario de 1950

Types d'exploitants	Effectifs	% par catégorie	Surface totale	% par catégorie
Propriétaires seuls	35 063	70	2 979 936	28
Propriétaires avec main-d'œuvre	4 266	9	6 102 735	57
Locataires et métayers	99 537	19	951 967	9
Communautés	387	1	305 869	3
Autres	2241	1	306 481	3
Total	49 494	100	10 646 989	100

- Les propriétaires sans main-d'œuvre sont une large majorité (70 %), mais ne possèdent que 28 % des terres, soit une moyenne de 85 hectares. On peut noter aussi la relative importance du fermage, en effectif des exploitants (19 %) et des superficies, soit 9 % des terres, avec 10 hectares en moyenne.

- Les haciendas de main-d'œuvre dominent, bien que peu nombreuses avec 9 % des propriétaires, mais en occupant 57 % de la propriété foncière, soit une moyenne de 1 430 hectares.

- Les communautés ont une emprise négligeable avec 3 % des terres.

Les llanos

L'orient, en 1950, est encore plongé dans une forte atonie économique : absence de communication, très faible population, absence de marchés régionaux significatifs, expliquent le maintien d'une structure foncière coloniale et obsolète déjà dénoncée sous la Colonie par le gouverneur Viedma.

- Dans les llanos, la propriété individuelle domine en effectif comme en surface détenue.

- La faible présence des haciendas de main-d'œuvre confirme l'importance réduite de l'agriculture de rente en orient, et ce pour de multiples raisons²⁴⁷ déjà évoquées.

- Par contre, on note la relative importance du fermage comme des propriétés classées "autres" (en majorité des concessions du Domaine) et qui traduisent une situation du type frontière de colonisation rurale.

- Les communautés paysannes sont résiduelles.

- **Tableau 24. Répartition de la tenure foncière dans les llanos.** Source : *1^{er} Censo Agropecuario de 1950.*

Types d'exploitants	Effectifs	% par catégorie	Surface totale	% par catégorie
Propriétaires seuls	8 224	65	5 641 757	61
Propriétaires avec main-d'œuvre	1 039	8	2 257 869	24
Locataires et métayers	2 070	17	777 814	8
Communautés	125	1	40 129	1
Autres	1 151	9	490 343	5
Total	12 609	100	9 267 912	100

Bilan de la situation des nouvelles structures agraires

Un bilan général concernant les divers types de propriétés permet de mieux apprécier les grandes caractéristiques qui se dégagent des structures foncières :

- Les haciendas avec main-d'œuvre sont dominantes ; elles monopolisent 1 561 hectares en moyenne par exploitant, tout en occupant 39 % des terres appropriées.

²⁴⁷ Roux, J.C. *La Bolivie orientale : confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, 2000.

- Les propriétaires sans main-d'œuvre disposent seulement de 169 hectares en moyenne, mais contrôlent 29 % des terres attribuées.
- Les communautés n'occupent qu'une place trompeuse car, si elles disposent de 1 646 hectares en moyenne soit 21 % de l'ensemble des terres, leur population qui n'est pas comptabilisée est dominante à l'échelle nationale.
- Sauf localement, cas des vallées et des llanos, les locataires et métayers n'occupent globalement qu'une place très mineure.

- **Tableau 25. Répartition globale des divers statuts de faire-valoir foncier en Bolivie.** Source : *1^{er} Censo Agropecuario de 1950.*

Types de tenures	Superficie	Nombre de titulaires	% total des terres	Surface moyenne
Propriétaires seuls	9 526 422	56 259	29	169
Propriétaires avec M.O*	12 701 076	8 137	39	1561
Locataires et métayers	2 363 884	16 610	7	142
Communautés*	6 978 449	3 779*	21	1846
Autres types	980 019	1 592	3	616
Total	32 527 630	86 377	100	377

* *Propriétaires avec main-d'œuvre*

** *Nombre de communautés et non de chefs de famille*

Selon un tableau du recensement agricole de 1950 (p. 29) il est possible de déterminer l'effectif des personnes résidant dans les unités agricoles. Résultats qui diffèrent²⁴⁸ de ceux du recensement de population de 1950 aussi...

Au total, on recensait 522 451 personnes résidant dans les haciendas de main-d'œuvre et 806 319 dans les autres unités, c'est-à-dire les communautés pour la grande majorité ; néanmoins, une partie des fermiers appartenait aussi aux communautés paysannes.

Les éléments présentés permettent en première lecture de comprendre la force du mouvement porteur des espoirs de réforme en milieu rural : petits propriétaires, métayers, colons des haciendas, *comuneros* à l'étroit sur leurs lopins et *forasteros*, étaient des alliés objectifs pour imposer un changement radical du système foncier.

²⁴⁸ Le recensement de population de 1950 donne 163 400 colons d'haciendas et un total de 139 096 chefs de familles *comunarios*, voir p. 141.

Une seconde lecture indique aussi les ambiguïtés propres à la problématique sociologique de la Réforme Agraire.

En effet, les *comuneros* ont des intérêts souvent opposés à ceux des *forasteros* sans terres ; quant aux petits propriétaires, ils sont aussi en concurrence directe entre eux et des conflits éclateront lors des redistributions foncières...

Agriculture irriguée et de terres sèches : une autre inégalité fondamentale

Le critère de la superficie des propriétés, s'il est un indicateur significatif de la réalité des clivages sociologiques du milieu rural, reste incomplet pour définir la réalité économique des exploitations.

Dans l'Altiplano comme dans les vallées, la valeur des terres est, en effet, liée à leur possibilité d'irrigation. Or, les terres irriguées, toujours selon le recensement, sont limitées.

En 1950, pour 654 258 hectares, 63 829 seulement étaient en cultures irriguées. Les grandes exploitations - de plus de 1 000 hectares - ne disposent au total que de 20 000 hectares irrigués, alors que les exploitations plus moyennes, comprises entre 100 et 1 000 hectares, ont 18 000 hectares irrigués.

Il s'ensuit que 25 000 hectares irrigués se répartissent entre la grande majorité des exploitants modestes ou de petite taille, mais les plus petits ne disposent, dans la tranche de - 1 hectare à + 5 hectares, que de seulement 4 150 hectares, soit 7 % du total. Or, ils sont les plus nombreux représentants 51 118 exploitants sur un total de 88 377.

On ne dispose pas, dans le cadre du recensement de 1950, de la répartition géographique des terres agricoles irriguées.

Pourtant, c'est l'indicateur économique par excellence de la rentabilité des exploitations ; de plus, il explique la valeur marchande de ces terres qui est nettement supérieure à celles dites de *secano* aux rendements plus faibles et aléatoires.

On comprend mieux ainsi la force du syndrome du *latifundio* dans le monde rural. L'hacienda, en plus des liens de dépendance sociale séculaire qu'elle a instaurés, est perçue comme accaparant, et souvent sans la justification d'une mise en valeur, des terres et de l'eau indispensables aux petits paysans. Ainsi, on note que 2 609 exploitants détenant plus de 500 hectares disposent de 12 200 304 hectares et cultivent 198 082 hectares (soit 1,5 %) tandis que la grande propriété, avec plus de 10 000 hectares, monopolise près de 50 % des terres dont 15 % sont mis en valeur.

Par contre, à l'autre extrême, ce sont 24 747 propriétaires qui se partagent 10 880 hectares soit 0,43 hectare par exploitant, soit une moyenne de 0,03 % du total des terres appropriées, et moins de 1 % des terres cultivées.

Les principes de la Réforme Agraire et l'épreuve des faits

Dans une certaine mesure, il ressort que la réforme agraire fut imposée au nouveau gouvernement du MNR arrivé au pouvoir en 1952, faute d'avoir arrêté une véritable stratégie concernant les problèmes du monde paysan²⁴⁹. Comme pour le secteur minier, nationalisé en octobre 1952, la question agraire prit une tournure inquiétante, avec une pression croissante, accompagnée localement de violences orchestrées par les syndicats agricoles et des meneurs.

Il est bien connu que dans certaines régions la tournure des événements devint quasi insurrectionnelle voire dramatique, au moins dans les Andes :

«... une avalanche de prises d'haciendas, destructions de maisons, séquestration de leurs habitants ou gérants, et dans certains cas l'assassinat des propriétaires, imposa la décision de faire une réforme agraire »²⁵⁰.

La précipitation faisant loi car redoutant une jacquerie généralisée, le gouvernement se satisfît d'un énoncé d'intentions généreuses, mais ne reposant sur aucune analyse évaluant les conséquences des mesures prises.

Aussi cette réforme fut-elle l'aboutissement d'une série de compromis, le gouvernement étant confronté aussi bien aux exigences de ceux pour qui la priorité était d'en finir avec les grands domaines, que des plus radicaux exigeant que la propriété moyenne voire petite soit remise en cause. Enfin, sous les revendications des paysans souhaitant disposer d'un lopin à cultiver, se cachaient des propriétaires nantis cherchant à s'approprier soit des terres de communautés, soit à obtenir les terres convoitées des haciendas visées par le démantèlement qui s'annonçait.

Les objectifs assignés à la Réforme agraire étaient les suivants, selon le décret D. L. 3 464 ²⁵¹ :

- *« Donner des terres de culture aux paysans qui n'en possèdent pas ou pas suffisamment, à condition qu'ils les travaillent directement. Pour cela il est nécessaire d'exproprier les grands propriétaires qui la détiennent en excédent ou jouissent d'une rente absolue ne provenant pas de leur travail ».*
- *« Restituer aux communautés indigènes les terres qui leur furent usurpées et coopérer à la modernisation de leurs activités ; respecter et récupérer, si possible, leurs traditions collectivistes ».*

²⁴⁹ On doit noter cependant qu'en 1944 la Convention nationale du MNR avait rédigé un projet de réformes constitutionnelles du régime agraire qui prévoyait l'expropriation des grands domaines pour redistribution aux paysans sans terres.

²⁵⁰ Munoz Elsner, D. *Políticas públicas y agricultura campesina*, 2000. Op. cit, p. 71.

²⁵¹ Nous citons ici Galoppo von Borries, E. *Resultados de los cambios introducidos por la Reforma Agraria*, 2003.

- « Libérer les travailleurs paysans de leur condition de serfs, en proscrivant les services et obligations de caractère personnel gratuit ».
- « Stimuler la meilleure productivité et commercialisation de l'industrie agroalimentaire ».
- « Conserver les ressources naturelles du territoire et adopter les mesures techniques et scientifiques indispensables ».
- « Promouvoir des courants de migration interne de la population rurale qui est excessivement concentrée dans la zone interandine, avec l'objectif d'obtenir une distribution humaine rationnelle, permettant d'affirmer l'unité nationale et de structurer économiquement l'orient avec l'occident du territoire bolivien ».

Une double et ambiguë Réforme Agraire

Face à une situation foncière marquée par une concentration de la grande majorité des terres et un gaspillage du potentiel foncier existant, il est intéressant d'analyser comment la politique de Réforme Agraire a tenté de transformer cette situation.

Le tableau 26, si l'on extrait la moyenne des superficies attribuées par département aux bénéficiaires, indique de fortes différences régionales dues aux types de milieux écologiques comme d'activités agricoles dominantes.

- Tableau 26. Bilan de la restructuration foncière (en ha.) de 1953 à 1968.

Source : *Reforma Agraria*²⁵².

Département	Superficies redistribuées	Propriétés expropriées	Titres distribués	Familles bénéficiaires
Chuquisaca	1 124 502	1 417	41 468	29 297
La Paz	1 612 856	2 471	114 163	68 539
Cochabamba	1 190 166	1 911	74 069	51 962
Oruro	435 446	195	7 001	6 629
Potosi	1 116 814	663	42 002	24 423
Santa Cruz	1 755 901	1 362	18 165	13 293
Tarija	347 880	729	9 838	6 094
Beni	1 447 000	499	1 079	970
Pando	6 759	23	78	78
Total	9 039 276	9 270	307 863	201 285

²⁵² Ce tableau est cité p. 51 in : Barja Berrios & A. Cardozo Gonzalález. *Geografía agrícola de Bolivia*, 1971. La réforme agraire s'étant poursuivie jusqu'en 1984, il n'est pas exhaustif pour l'ensemble de la période.

Pour les départements à dominante andine, la distribution oscille entre 27 hectares en moyenne, cas de Chuquisaca et Potosi, 14 pour La Paz, 16 pour Cochabamba et 62 pour les *punas* à pâturages d'Oruro.

Pour l'orient, les valeurs sont plus fortes en moyenne, avec 96 hectares pour Santa Cruz, 326 hectares pour Tarija et 1 341 hectares pour le Beni, ce qui s'explique par le fait que l'élevage extensif est alors dominant.

Parmi les nombreuses remarques critiques qui doivent être faites, une se détache particulièrement :

- La distribution foncière touche 9 millions d'hectares en 1968, ce qui est peu par rapport à la superficie totale du pays (90 millions d'hectares de terres estimées aptes pour l'agriculture, même si ce chiffre est nettement exagéré), et reste modéré par rapport aux terres d'appropriation privée soit 32,7 millions d'hectares.

Ainsi le nouveau partage foncier n'a pas eu le caractère de confiscation brutale que certains de ses détracteurs lui ont conféré.

- Les propriétés expropriées ne représentent que 10 % de celles existantes en 1950.

- L'effectif des familles bénéficiaires d'une redistribution foncière - 200 000 - reste limité par rapport au total des agriculteurs tel que recensés en 1950, soit un million environ d'actifs agricoles (élevage compris) dont 87 % « *d'origine indigène* », précise le recensement agropastoral de 1984 de l'Institut National de la Statistique (INE).

À côté de ces remarques sur l'impact global de cette réforme, d'autres observations en découlent :

- Les départements orientaux (Santa Cruz, Beni et Pando), soit les deux tiers du pays, ne représentent que le tiers des terres redistribuées, avec moins de 20 % des propriétaires soumis à la réforme. Enfin, les bénéficiaires de ces redistributions ne figurent que pour 7 % du total national

- Les départements andins, surtout celui de La Paz, sont concernés bien plus nettement par ce processus qui s'est échelonné de 1953 à 1984

Le résultat indiscutable de cette réforme réside, d'une part, dans le démantèlement de la structure latifundiaire, principalement dans les départements andins où l'impact est le plus fort, d'autre part, dans la disparition du statut de colon d'hacienda. En orient, la situation, au contraire, est exactement inverse. Le nombre restreint de communautés indigènes comme la faiblesse de l'appareil productif des domaines qui emploient peu de main-d'œuvre explique une pression nettement moindre que dans les Andes.

Le cas spécifique de l'orient

La Réforme Agraire en orient, ainsi que le consignent de nombreux auteurs, s'est attachée à réhabiliter économiquement les grands domaines, aussi bien par une large politique de crédits et de subventions que par la création d'infrastructures permettant un désenclavement et l'ouverture du marché intérieur comme extérieur²⁵³.

Selon les informations du premier recensement agricole de 1950, la superficie cultivée en orient atteignait seulement 91 000 hectares, soit 14 % de celle du pays, avec du maïs (26 100 hectares), du riz (12 900), de la canne à sucre (7 200) et du yucca (6 700).

Dans le cadre de cette réforme, il y a eu création d'un réseau dense de nouvelles haciendas qui se sont engagées dans des cultures commerciales, avec l'apport d'importantes migrations des paysans sans terres abandonnant le massif andin.

Cette différence de stratégie de l'application de la Réforme Agraire qui découle de choix politiques diamétralement opposés entre la partie andine et l'orient, repose sur une série de motifs :

- Les départements orientaux, peu peuplés, ne possèdent un paysannat traditionnel que sur leurs franges des piémonts andins, avec les provinces de Vallegrande et de Cordillère. Dans les llanos, les anciennes missions jésuites de Mojos et Chiquitos ont perdu les anciennes activités (cacao, coton, tabac) qui firent leur prospérité. Seul l'élevage, introduit par les jésuites, a prospéré sur de vastes haciendas extensives s'étendant du Chaco à la Chiquitania.

- L'isolement de l'orient, pour ses communications régionales comme nationales, ne permettait pas de développer une activité agricole correspondant aux potentialités existantes, et ce d'autant plus que les propriétés étaient en général soumises à un ancien régime d'indivision²⁵⁴, donc inadaptées à des productions agricoles significatives.

- La mission d'aide²⁵⁵, en 1943, a produit une étude systématique des ressources de l'orient concluant à favoriser un développement concerté de la région de Santa Cruz. Cette politique débuta dès 1945, impliquant les voies de communication, l'agriculture, la santé et l'éducation. En conséquence, Santa Cruz et sa périphérie connurent, à partir de 1948, un véritable quadrillage réalisé par les projets de développement financés par l'US-Aid.

²⁵³ Il s'agissait d'abord de réhabiliter un potentiel agricole permettant au pays qui traversait une grave crise de paiement, d'assurer à termes son autosuffisance en sucre, coton et riz comme à moderniser un élevage oriental resté traditionnel donc peu productif.

²⁵⁴ Viedma, F. *Descripción geográfica y estadística de la Provincia de Santa Cruz de la Sierra*, 1969.

²⁵⁵ Bohan, M. *Informe de la Misión Económica de los Estados Unidos a Bolivia*, 1943.

La dualité des régimes fonciers, entre les Andes et l'orient, pérennisée par la réforme de 1953, est due au fait que le gouvernement bolivien avait pris conscience des spécificités agricoles de l'orient, où l'élevage extensif et le développement des cultures commerciales étaient peu compatibles avec une parcellisation sur le modèle appliqué dans le massif andin.

Enfin, le fort régionalisme de Santa Cruz, avivé par la Guerre du Chaco, les intérêts privés liés à la mise en valeur agricole et les besoins d'investissements massifs en capitaux extérieurs sont des facteurs objectifs qui ont amené l'État bolivien à une redistribution limitée en orient favorisant la relance d'une agriculture capitaliste²⁵⁶ soutenue par l'aide internationale.

Si la Réforme Agraire engagée en 1953 va bouleverser le cadre des structures du milieu rural, elle sera aussi à l'origine d'un autre épisode, lui de nature sociodémographique, et d'un impact tout aussi déterminant quant à l'évolution profonde du pays, avec les grandes migrations de paysans restés sans terres, autre aveu d'échec majeur de cette réforme.

Il est à préciser, néanmoins, que la réforme agraire bolivienne a pu échapper à une autre expérience pourtant prévue, faute de moyens, celle de la création de coopératives agricoles. Précisons que l'expérience péruvienne entreprise à partir des années 1960, avec la nationalisation des meilleures terres remises à des coopératives agricoles a abouti à un indéniable fiasco économique, faute de moyens financiers et techniques comme de culture économique de ses acteurs.

Le poids de l'improvisation populiste

La question agraire, en Bolivie comme ailleurs en Amérique Latine, est un révélateur de l'état des sociétés comme des causes des crises économiques, démographiques ou politiques.

Si la crise actuelle qui s'est développée depuis le début des années 1990 a atteint une telle gravité, c'est sans aucun doute qu'elle repose sur un bilan économiquement et socialement négatif de la Réforme Agraire de 1953. Les raisons de cet échec sont à rechercher dans les conditions de sa mise en place, à partir de 1952, et des divergences divisant alors le gouvernement sur l'ampleur et la portée des réformes à entreprendre. En 1952, le ministre des affaires paysannes déclara non sans prémonition²⁵⁷ :

« Il n'est pas possible d'aller à la redistribution foncière car elle impliquerait l'établissement d'un minifundio préjudiciable à la production, ce qui n'est pas l'objectif du gouvernement »²⁵⁸.

²⁵⁶ Arrieta M. *Agricultura en Santa Cruz : de la encomienda a la empresa modernizada*, 1990.

²⁵⁷ Reyerros, R. *Anatomía del experimento agrario en Bolivia*. Ronéo, 1967.

²⁵⁸ *El Diario* du 2/8/1952.

À Cochabamba, le même ministre reçut une pétition des paysans qui manifestaient en exigeant : « *La nationalisation du sol et la remise des terres des latifundistes et des anciens paysans riches* »²⁵⁹. Ce qui indique qu'ici comme ailleurs n'étaient pas visés les seuls grands propriétaires historiques du sol.

Devant les agitations et débordements violents engendrés localement par le problème agraire, le gouvernement se résolut dans l'urgence à prendre une orientation qui fut fixée par le décret du 20 janvier 1953. Ce dernier créait alors une Commission de Réforme Agraire qui devait, en 120 jours, faire des propositions pour trouver des solutions adéquates. Pourtant et curieusement, malgré les manifestations des « *colons authentiques* », aucun paysan n'était membre de cette commission²⁶⁰ !

C'est en 1953, à Ucareña, lieu symbolique de la revendication paysanne, que fut proclamée la Réforme Agraire qui survenait un an après la prise de pouvoir du MNR. L'esprit de cette réforme s'inspirait de celle proclamée au Mexique trente-cinq ans auparavant. Au milieu des années 1970, ce processus fut abandonné²⁶¹, enlisé dans un cheminement affairiste et bureaucratique, faute d'orientation comme de volonté politique, les gouvernants ayant changé.

Le processus de distribution des terres a été inégal dans le temps : de 1955 à 1970, ce sont 2 153 433 hectares qui furent répartis, de 1971 à 1978 s'y ajoutent 6 966 008 hectares. En 1978, alors que la redistribution est presque achevée, on note que 95,9 % des terres redistribuées sont en dotation individuelle et 4,1 % sous formes collectives²⁶².

Les seules mesures qui intervinrent furent ensuite des dotations foncières attribuées par les dictatures militaires sur la base d'un étroit clientélisme.

En 1984, la CSUTCB (Confédération du syndicat unique des travailleurs paysans boliviens), dirigée alors par Genaro Flores Santos, présenta un avant-projet de réforme, dénommé Loi Agraire fondamentale ou LAF. Ce texte remettait en avant comme principe directeur d'une nouvelle revendication, comme en 1953 : « *La terre est à ceux qui la travaillent* ».

La teneur de ce texte indiquait clairement que les attentes et illusions portées par la Réforme Agraire avaient été ensevelies par une machine bureaucratique qui avait dévoyé les espérances du petit peuple paysan. Ainsi la lutte repartait, poussée par ce syndicat, avec les mêmes attentes et, disons-le, les mêmes utopies qui se cristallisent aujourd'hui dans les revendications actuelles d'une partie du monde rural andin.

²⁵⁹ *El Diario* du 25/6/1953.

²⁶⁰ Elle était formée de dix-huit docteurs, neuf ingénieurs, un licencié, deux professeurs, et de trois autres personnes sans profession connue.

²⁶¹ Urioste, M. *La Reforma Agraria abandonada : valles y altiplano*, 2003.

²⁶² Sandoval, D. & Sandoval, V. *Santa Cruz economía y poder 1952-1993*, 2003.

Rappelons que si le gouvernement accepta le principe d'une indemnisation des biens expropriés à partir de 1953, elle fut réalisée par l'attribution de bons émis par l'État en monnaie nationale, mais avec 2 % d'intérêt annuel. Compte tenu des dévaluations en cascade et de l'inflation vertigineuse propre à cette période jusqu'en 1985, ce ne pouvait être qu'un marché de dupes, mais on le justifia officiellement par le souci de « *ne pas nourrir les ennemis de la Réforme* ».

Conclusion

En 1955, la CEPAL (Commission Économique pour l'Amérique Latine), pourtant peu suspecte de sympathie envers les « privilégiés du latifundium », ne put qu'émettre un diagnostic négatif sur la portée économique de cette réforme²⁶³ :

« En ce qui concerne la terre, les grandes haciendas jadis productives se sont converties en un peu moins qu'un jardin de cuisine pour leurs nouveaux propriétaires ».

La Réforme Agraire de 1953 a paré au plus facile et au plus pressé : mettre à bas les grands domaines andins, favoriser l'apparition d'une agriculture moderne de rente en orient. Mais, faute de moyens techniques et financiers, elle est restée, dans les Andes, prisonnière d'une idéologie populiste s'avérant incapable de réformer le statut du *minifundio* qui a continué à faire tache d'huile en grossissant de 250 000 unités en 1953, à 500 000 environ en 1985...

Tout aussi grave, en ce qui concerne l'écologie, la réforme Agraire eut un impact négatif aussi bien dans l'ensemble des Andes que dans les zones de colonisation ouvertes en orient, faute pour l'État de pouvoir apporter aux paysans l'aide technique indispensable.

Il est à noter aussi que la formation du complexe bureaucratique constitué pour gérer les opérations de cette réforme a permis l'apparition d'une classe de nouveaux riches grâce à la corruption, la prépotence et la politisation. « *Si la vache était à l'État, le lait allait aux profiteurs* ».

²⁶³ CEPAL. *El desarrollo económico de Bolivia*, 1955.

Chapitre VI

La loi INRA de 1996 : un impossible pari ?

Le premier bouleversement de la structure agraire bolivienne eut lieu en 1953, avec la proclamation de la Réforme Agraire qui, à côté d'une redistribution foncière, rompit un cadre social hérité et maintenu quasi intact depuis des siècles.

Pour beaucoup d'observateurs, le législateur créait ainsi les conditions d'une évolution future modernisant et adaptant des bases foncières ainsi libérées d'une hypothèque politique et sociale pesante. En effet, avec l'essor escompté d'une urbanisation alimentée par des migrations d'origine rurale, on pouvait penser qu'à termes des solutions purement techniques de développement prévaudraient pour un secteur agricole normalisé.

Les mutations de l'agriculture bolivienne

Une relecture de l'évolution démographique du milieu rural

Les faits démographiques ont paru cautionner cette analyse. En effet, l'on constate, au fil des recensements, une décreue significative du poids des ruraux par rapport à la population totale. Mais, si la forte diminution en pourcentage de la population rurale est une vérité statistique issue des recensements de l'INE, il n'en demeure pas moins qu'en effectif absolu elle a augmenté sensiblement. Elle passe, en effet, de 636 581 personnes recensées en 1992, à 742 375 en 2001 pour le seul Altiplano, tandis qu'à l'échelle nationale, elle croissait de 2 725 946 personnes en 1992 à 3 108 443 en 2001, toujours selon les recensements²⁶⁴.

- Tableau 27. L'évolution de la population active rurale (en %). 1900 – 2001*. Source : Recensements INE.

1900	1950	1976	1992	2 001*
77,5	72,8	47,9	44	37,8

²⁶⁴ Doit-on voir dans cette sensible différence plus qu'un accroissement naturel, mais plutôt une conséquence de la consigne de refus de participation donnée en 1991 par le CSUTBC du Mallku, ou F. Quispe ?

Un autre démenti flagrant²⁶⁵ fut apporté un demi-siècle plus tard à l'espoir d'une normalisation du statut foncier instauré en 1953, avec l'ampleur, soudaine et inattendue, revêtue par les manifestations paysannes à l'échelle nationale. Ces manifestations débutent localement à partir de 1970 (avec le Katari) et culminent fin 2000, pour ensuite maintenir une pression continue sur les gouvernements successifs et finir par ouvrir une crise de fond de l'État bolivien en remettant en cause ses structures unitaires.

Cette crise, après des années de gestation et des symptômes de plus en plus significatifs, a éclaté en octobre 2003 entraînant le départ du président en exercice.

Le complexe coca-cocaïne

Se greffant étroitement sur ce contexte, on se doit d'évoquer aussi l'évolution du problème non pas de la coca, cultivée depuis des siècles pour son usage traditionnel chez les populations andines, mais de son dévoiement par le trafic de la cocaïne dont la Bolivie est devenue, depuis la fin des années 1970, un gros producteur (110 t/an environ).

Cette culture, illégale hors de ses terres d'élection ancienne, a suscité une politique d'éradication où les États-Unis jouent un rôle direct, ce qui a alimenté, du côté du *lobby coccalero*, des campagnes d'opinion contre « l'impérialisme » ; aussi se trouve-t-on face à un problème grave socialement et apparemment difficile à résoudre politiquement dans le fragile contexte intérieur bolivien.

Cette situation, devenue aujourd'hui critique du paysage social du monde rural, n'était pas tout à fait inédite, mais elle avait été escamotée sous des masques divers. Ainsi beaucoup d'observateurs, bien que témoins des premières marches à caractère ethnique de 1990, n'avaient pas pris la mesure exacte d'un malaise rural d'autant plus profond qu'il était aggravé par une exploitation médiatique relayée à partir de l'étranger²⁶⁶ de la crise née de l'apparition du complexe coca-cocaïne, et qui reposait sur un fond de crise sociale indéniable du petit paysannat andin.

La fin de la réserve des terres neuves

L'évolution constatée, entre 1953 et 1990, a sensiblement modifié les données du problème agraire, avec l'apparition de nouvelles problématiques, certaines induites par l'orientation prise par la Réforme Agraire.

²⁶⁵ Dès 1978, un spécialiste des problèmes ethniques en Bolivie, X. Albo, écrivait un article critique intitulé : *Bodas de Plata o requiem para una Reforma Agraria*, 1995.

²⁶⁶ Ainsi que l'indiquent bien les comités de soutien, parfois liés à des institutions du type ONG, qui se sont formés pour défendre soit les « *pequenos coccaleros defendiendo su cultura sacra* », soit l'exigence de « *reconocimiento de la identidad de las poblaciones indias* »...

D'autres sont apparues ensuite, en Bolivie comme en Amérique latine, avec la découverte des menaces de plus en plus graves affectant l'écologie, puis enfin avec l'apparition d'une demande de reconnaissance de l'identité culturelle, économique et politique du milieu indien.

Le premier constat essentiel de la crise actuelle, et il peut paraître paradoxal pour un pays de 1,1 million de km², réside dans le fait qu'il n'y a plus de terres agricoles libres et disponibles pour les petits paysans dans la région andine²⁶⁷.

Cette situation repose sur les diagnostics suivants :

- Les terres à vocation véritablement agricole ne représentent seulement que 2 % de la superficie totale du pays, soit pratiquement le seuil de mise en culture atteint aujourd'hui, avec environ 2 millions d'hectares ayant une véritable vocation agricole.
- La population agricole a augmenté de 12 % depuis 1992.
- La dégradation accélérée du milieu naturel a restreint la disponibilité des terres aptes à une mise en culture, sans qu'aucun des gouvernements qui se sont succédé avant 1996 n'ait pris les mesures adéquates de protection.

Enfin, à partir de 1953, il y a eu une politique irresponsable d'attribution foncière aux dépens du Domaine Public qui a gelé quelque 43 millions d'hectares du fait des attributions réalisées²⁶⁸ par le CNRA et l'INC.

La revendication d'une agriculture ethnique

À ces causes techniques s'ajoutent d'autres phénomènes d'ordre sociopolitiques. Parmi les principaux, on doit noter les revendications foncières très importantes exprimées par des communautés paysannes andines ou des indigènes orientaux qui ont eu à souffrir de la dépossession de leurs aires traditionnelles, notamment avec l'avancée de la frontière agricole en orient. Il s'y ajoute la crise économique et sociale du *minifundio* qui a grossi, par l'effet mécanique de la Loi de Réforme Agraire comme de la croissance démographique en milieu rural.

Cette revendication nouvelle s'exprime dans le cadre d'un mouvement entamé dans les années 1990. Il exige la reconnaissance d'une base ethnique communautaire pour la restitution des terres aliénées soit par le Domaine Public, soit par des particuliers, soit occupées par des colonies agricoles spontanées.

²⁶⁷ Urioste, M. *La reforma Agraria abandonada : valles y altiplano*, 2003.

²⁶⁸ Galopo Von Borries. *Resultados de los cambios introducidos por la Reforma Agraria*, 2003. L'auteur précise que 47 % de ces distributions foncières ont eu lieu dans les Andes.

L'opinion a fini aussi par s'émouvoir de la corruption émaillée de scandales présidant aux attributions foncières gratuites réalisées au profit d'une oligarchie politico-administrative pratiquant à grande échelle favoritisme et corruption ce qui, joint à l'exode de nombreux paysans sans terres, a favorisé la naissance puis les occupations de terres en orient, dans le Chaco en particulier.

Le retour d'une revendication exigeant la « terre à ceux qui la travaillent »²⁶⁹ est explicite de cette situation. C'est le cas, en particulier, de la région du Chaco²⁷⁰ où de fortes tensions se sont manifestées avec l'apparition d'un nouveau phénomène social, celui du Mouvement des Sans Terres (MST). Ce dernier revendique, pour les besoins des ethnies locales, une redistribution foncière attribuant des lots de terres à ceux qui en sont dépourvus.

Enfin l'État, pressé par les institutions internationales²⁷¹ comme par les démonstrations des syndicats et partis indigènes, a dû se résoudre à proposer une nouvelle politique qui est contenue dans la Loi INRA.

L'histoire de l'évolution foncière depuis 1953

Deux organismes publics, nés de la Loi de Réforme Agraire, ont procédé, l'un à partir de 1953 avec le Conseil National de Réforme Agraire ou CNRA, l'autre à partir de 1965, avec l'Institut National de Colonisation (INC), à d'importantes attributions foncières, collectives ou privées.

La dilapidation foncière

La politique foncière du CNRA a abouti, entre 1953 et 1984, à la distribution de 14 633 titres de propriété représentant un total de 15,4 millions d'hectares, soit 14 % du total de la superficie du pays.

Cette politique a privilégié la formation de grandes propriétés (de plus de 2 000 hectares), avec 64 980 bénéficiaires qui ont reçu plus de 12 millions d'hectares.

La moyenne propriété a obtenu 3 millions d'hectares, tandis que la petite propriété n'intervenait que subsidiairement, avec moins de 150 000 hectares pour 38 000 bénéficiaires.

²⁶⁹ Fernandez Bamba, E. *La Reforma Agraria en Bolivia y el MST*, 2003.

²⁷⁰ Bazoberry Chali, O. *50 años de la Reforma Agraria en el Chaco boliviano*, 2003.

²⁷¹ Urioste, M. *La Reforma Agraria abandonada: valles y altiplano*, 2003, Op. cit, p. 41. L'auteur signale l'option des grandes institutions internationales, à partir de 1980, pour « des réformes agraires assistées par le marché », une politique subventionnée par le BID et la Banque Mondiale et qui est pour ses détracteurs dans le prolongement des politiques d'ajustement structurels développées dans le secteur industriel en Bolivie en 1985.

- Tableau 28. Terres distribuées (en hectares) de 1953 à 1984 selon la taille des propriétés par le CNRA. Source : INRA, 1996.

Tranches en ha.	Total des titres	Superficie distribuée	Nombre de bénéficiaires	Superficie moyenne/ha.
0-1	1 065	511	2 145	0,24
1-80	6 495	146 572	35 898	4,08
80-500	2 991	764 761	42 912	17,82
500-2000	1 918	2 300 176	38 774	59,32
2 000-5 000	1 649	4 778 006	24 577	194,41
> 5000	515	7 410 165	40 403	183,41
Total	14 633	15 400 190	184 709	184,71

Il est incontestable que ces attributions n'ont fait, dans les Andes, que reproduire le *minifundio*, tout en permettant la constitution de nouveaux grands domaines s'ajoutant à ceux laissés réhabilités économiquement par la Réforme Agraire de 1953, en orient particulièrement. L'Institut National de Colonisation (INC), créé dans le cadre de la Loi de Réforme Agraire, a géré la colonisation vers le haut Beni comme de certains autres secteurs situés en orient.

Bien qu'ambitieux à l'origine²⁷², ses projets se sont rétrécis au fil des réductions budgétaires fournies l'aide internationale. Il en a résulté l'abandon de projets importants de migrations organisées vers des périmètres de nouvelles terres aménagées, et impliquant plusieurs dizaines de milliers de petits paysans andins, ainsi que le note une géographe, V. Fifer.

L'Institut National de Colonisation n'a distribué, quant à lui, que 1,6 million d'hectares, dont plus de la moitié à de très grandes exploitations de plus de 2 000 hectares, et moins de 11 000 hectares à de petits exploitants.

- Tableau 29. Total des terres distribuées et leurs bénéficiaires de 1953 à 1993. Source : INC et CNRA, Zeballos, 2001.

	Paysans		Autres	%	Total en hectares
Superficie distribuée	20 643 439	47	23 516 953	53	44 160 292
Nombre de Bénéficiaires	470 070	72	182 559	28	652 629
Moyenne en hectare	44	/	129	/	/

²⁷² Fifer, V. *The search for a series of small successes : Frontiers of settlements in Eastern Bolivia*, 1982.

De 1971 à 1978, près de 12 millions d'hectares ont été ainsi attribués, souvent par laxisme des services ou corruption institutionnalisée, en propriétés gratuites au profit des grands exploitants. Certains ont obtenu parfois jusqu'à 50 000 hectares, sous le prétexte de constituer des exploitations d'élevage.

En 1992, le scandale du cas BOLIBRAS qui vit un ministre obtenir un 100 000 hectares à titre gratuit, illustra l'ampleur des pratiques de corruption au niveau de l'État et des institutions en charge de la politique foncière.

La crise économique comme les inquiétudes nées dans certains milieux d'affaires devant la tournure prise par la question foncière, expliquent probablement qu'en 2000, il y avait un million d'hectares à vendre à Santa Cruz. Or, une partie de ces terres inexploitées a été lotie en terres rurales dans l'attente d'une spéculation à bon compte²⁷³ qui a été favorisée par le PLUS (Plan d'utilisation des sols) mis en place à Santa Cruz²⁷⁴.

- **Tableau 30. Total des terres distribuées par l'INC de 1965 à 1992.** Source : CNRA & INC et *Zeballos*, 2001.

Tranches en hectares	Total attribué avec titres	Superficie en ha.	Nombre de bénéficiaires	Superficie moyenne/ha.
0-1	161	18	484	0,04
1-80	593	10 538	1 444	7,30
80-500	498	152 538	10 706	14,26
500-2 000	317	340 580	14 640	23,26
2 000-5 000	138	848 225	5 881	161,24
> 5000	13	195 537	762	256,61
Total	14 633	1 647 575	33 917	/

Une des critiques majeures faite aux institutions gouvernementales pour leur gestion des problèmes fonciers réside dans la corruption d'une partie de leurs fonctionnaires. Ce fut manifeste, avec le plan du développement du coton à Santa Cruz, où l'on a déploré que des terres du Domaine fussent attribuées, par exemple, à partir de simples reconnaissances aériennes...

De même, les critères retenus pour déterminer l'usage des terres agricoles n'ont reconnu que deux grands types d'activités : la grande agriculture

²⁷³ Le même phénomène spéculatif eut lieu, entre 1880 et 1910, dans l'attente de colons étrangers que les gouvernements s'efforçaient d'attirer, mais sans succès vers les terres vierges de l'orient.

²⁷⁴ Demeure, J. *De la subsistencia a la competencia internacional*, 1999. Les attributions de crédits publics expliquent aussi l'essor agricole de Santa Cruz qui reçut, de 1964 à 1981, 55 % du total des crédits attribués par la Banque Agricole, soit 330 millions de dollars.

commerciale et l'élevage²⁷⁵, d'où l'ignorance délibérée de la petite et moyenne propriété.

La situation foncière héritée de la Réforme Agraire

Le tableau 31 constate l'importance représentée par les demandes foncières indigènes en cours de discussion. Il précise, de même, l'importance de la redistribution foncière qui a été réalisée, soit pour des communautés ou au profit de petits exploitants non capitalistes, soit pour des exploitants modernes.

- **Tableau 31. Répartition totale des terres distribuées de 1953 à 2000.** Source : INRA, Zeballos 2001..

Types d'attributions	Superficie	% de la catégorie
Distribution CNRA et INC	44 180 000	40,2 %
Système des terres populaires protégées	19 000 000	17,2 %
Concessions forestières	6 700 000	6,1 %
Demandes indigènes	19 400 000	17,6 %
Usage limité	20 605 100	18,8 %
Total	109 885 100	100 %

Néanmoins cette statistique manque de la finesse nécessaire, notamment avec l'absence de données permettant de dégager l'importance du *minifundio* (propriété de moins de cinq hectares). Malgré ces carences, ces séries de données, qui résument près d'un demi-siècle de politique de redistribution foncière, sont éloquentes du gaspillage spatial qui a eu lieu.

Il en résulte que de 1953 à 1993, malgré d'importantes affectations foncières, la pauvreté de nombreux paysans n'a pas été allégée, surtout dans la partie andine. De plus, si les migrations ont paru diminuer la pression démographique, il ne s'agit que d'un effet trompeur qui est aggravé aujourd'hui par une pulvérisation du *minifundio* lui ôtant sa viabilité.

Or l'État, aujourd'hui, ne dispose plus du portefeuille foncier lui permettant une redistribution des terres vacantes, une situation résultant de l'accaparement foncier effectué dans tout le pays comme des occupations en cours de terres agricoles. À cette situation, propre aux Andes, s'oppose le type de distribution foncière qui a été effectué en orient depuis 1953.

²⁷⁵ Justiniano, G. *Visión de especialistas*, 2001.

- **Tableau 32. Répartition des terres attribuées en orient jusqu'en 1993.** Source : Pacheco Pablo, 1998²⁷⁶.

Types de propriétés	Surface totale attribuée	Nombre de bénéficiaires	% d'extension	% de bénéficiaires	Moyenne ha./bénéficiaires
Grandes propriétés	22 853 000	78 222	87,7	50,5	292,2
Petites propriétés	3 192 000	76 950	12,3	49,5	41,5
Total	26 045 000	155 172	100	100	167,8

Ainsi, à la « fin des terroirs »²⁷⁷ andins, s'oppose paradoxalement l'épanouissement de la grande propriété moderne et capitaliste en orient. Les termes d'un affrontement foncier sont ainsi posés dans un pays pourtant si vaste et si peu peuplé, situation qui illustre bien la gabegie produite par la politique publique d'attribution foncière. C'est une des clés explicatives de la crise actuelle, avec ses accents ethniques, culturels et historiques qui marquent particulièrement les réactions du syndicalisme paysan andin.

Un dernier point capital doit aussi être pris en considération, car il représente une mutation de l'économie orientale qui explique aujourd'hui la vigueur du débat, avec l'importance des intérêts économiques qui sont en jeu, celui de la constitution d'une florissante activité agricole en orient qui a transformé totalement la physionomie d'une région restée économiquement atone jusqu'en 1953.

L'orient : un bastion de la nouvelle agriculture d'entreprise

L'analyse²⁷⁸ des quatre secteurs économiques fondamentaux en orient détache l'importance prise par les produits oléagineux (soja et tournesol), l'élevage, l'activité forestière et l'économie de cueillette des *barracas* du Pando.

Le soja représente le secteur exportateur majeur, avec un haut niveau d'emploi d'entrants et de matériel agricole ; il contribue à 3 % du PIB et représente 27 % des exportations boliviennes (à égalité avec les hydrocarbures). Il s'est développé à partir de 1970, pour atteindre une emprise de 0,5 million d'hectare dans les années 1990.

²⁷⁶ Pacheco P. *Estilo de desarrollo, deforestación y degradación de los bosques en las tierras bajas de Bolivia*, 1998.

²⁷⁷ Pour reprendre le beau titre de l'ouvrage de E. Weber sur l'agriculture française.

²⁷⁸ Bojanic, A. *Logicas de ocupación territorial en la agricultura y la foresteria empresarial en las tierras bajas*, 2003.

Il a suscité la création d'un complexe agro-industriel pour l'extraction de l'huile et de la fabrication de tourteaux de soja qui représentent une source nette de valeur ajoutée. Néanmoins il a provoqué un intense déboisement entre Pailon et Los Troncos, ce qui lui vaut de fortes critiques de la part des écologistes. Pour améliorer sa productivité, il doit introduire des améliorations technologiques nécessitant un recours aux capitaux. Le soja occupe 45 % de la superficie agricole du pays, qui est devenu son cinquième producteur mondial avec 850 000 hectares déclarés en propriété dont 650 000 de semés.

L'élevage occupe 30 millions d'hectares, et a fait preuve d'une croissance dynamique et de capacité de modernisation, bien qu'au Beni particulièrement se maintiennent des formes traditionnelles d'élevage. Ce cheptel atteint 4,7 millions de têtes de bovins en 2002.

Le secteur forestier voit sa production en baisse en volume depuis la mise en vigueur de la Loi Forestière, la production ayant chuté nettement de 500 000 m³ à 350 000 en 2002. Il occupe 8,5 millions d'hectares dont 3 millions pour les Territoires Communautaires des Originaires (TCO) ; il en résulte de nombreux conflits avec les éleveurs, soit avec les communautés ou les petits paysans en quête de terres libres.

Les *barracas* de Pando représentent 350 établissements disposant de 3,2 millions d'hectares couverts de forêts ; jadis, on y extrayait le caoutchouc qui, après sa crise, a été remplacé par la noix du Brésil qui représente une valeur commerciale annuelle de 30 millions de dollars et emploie 2 500 collecteurs.

Au total, les terres occupées par le secteur des entreprises privées orientales représentent 12 000 propriétaires environ disposant de 31,5 millions d'hectares, soit 37 % de la superficie nationale.

On comprend que face à ce potentiel du secteur agricole oriental et à son emprise foncière, les partisans d'une nouvelle réforme agraire, plus ou moins radicale, se heurtent à un môle de résistance déterminée.

Le débat préalable à la Loi INRA

La première marche « ethnique » de 1990 qui se déroula en orient, demandait la reconnaissance des terres indigènes. Elle a préparé l'amorce d'une première réflexion, faite sous forme de rencontres, séminaires et publications. Son objectif était de poser les bases d'une analyse critique aboutissant à une prise de conscience des acteurs sociaux comme à la formulation de propositions pour un nouveau projet de loi agraire.

Des consultants internationaux (FAO, BID), des syndicalistes paysans, des universitaires, des professionnels du secteur agricole et, bien sûr, des politiques, y participèrent.

Des thèses irréductibles : libéralisme versus communautarisme agraire

Dans ce cadre consultatif, deux thèses principales se confrontèrent : l'une d'esprit libéral, l'autre à son antipode car populiste et socialiste.

Du côté de la doctrine libérale, un expert de la FAO, J. L. Roca²⁷⁹, présenta un point de vue²⁸⁰ rétrospectif sur la Réforme Agraire de 1953. Précisons ici que sa thèse néoclassique sur l'économie rurale doit beaucoup aux travaux de Schultz²⁸¹.

Pour Roca, l'actuelle économie du *minifundio* est inerte, faute de participation de la petite exploitation au marché, aussi ne peut-elle que reproduire les formes de la pauvreté rurale. Il estime, en effet, que contrairement à ses apparences populistes la Loi de Réforme Agraire a eu comme objectif inavoué la préservation des unités de production des grandes entreprises. Néanmoins, note-t-il, le discours officiel de l'époque, marqué par une forte connotation révolutionnaire et démagogique dictée par les circonstances, mit l'accent, sur la redistribution foncière au profit du petit paysannat ; ce faisant, on négligea les indispensables mesures d'accompagnement technique et de soutien financier au monde rural²⁸².

Pour les petits agriculteurs, il y eut de positif la reconnaissance officielle de leurs *sayanas* ou *pegujales* constituant leurs lopins de propriété familiale traditionnelle. Mais, contrairement à certaines affirmations, la loi de 1953 n'a pas créé le *minifundio* qui depuis longtemps existait, aussi bien sur les terres anciennes que sur celles récupérées après 1953 par les anciens *colonos* d'haciendas ou par les communautés.

La loi ainsi ne fit que reconnaître cette situation qui fut aggravée ensuite par le jeu de la redistribution foncière. Ainsi, elle constata et avalisa une situation existante, mais sans y porter remède. Mais le pouvait-elle ? À titre d'exemple, un instrument de soutien au paysannat, la *Banco Agrario*, fut un échec flagrant car elle ne put toucher plus de 4 % du paysannat...

Roca constate aussi qu'une partie des paysans des communautés, malgré la loi déclarant leur patrimoine foncier indivisible, inaliénable et incessible, fait enregistrer devant notaire ses terres familiales ou collectives. Par contre, les terrains de parcours de pâturage sont restés communautaires²⁸³.

²⁷⁹ Originaire d'une vieille famille de l'orient, avocat et universitaire, il a publié une intéressante étude sur les Orientés boliviens : *Economía y Sociedad en el Oriente boliviano (Siglos XVI-XXI)*, 2001.

²⁸⁰ Roca, J. L. *Exposición*, 1992.

²⁸¹ Schultz, T. W. *Transforming traditional agriculture*, 1964.

²⁸² Même si elles avaient été prévues, pour des raisons techniques comme par manque de moyens financiers, l'économie vite exsangue de la Bolivie n'aurait pas permis leur application.

²⁸³ Urioste, M. *La Reforma Agraria abandonada : valles y altiplano*, 2003, L'auteur note, p. 42 : « Le marché des terres entre paysans pauvres ou minifundistes est amplement diffusé. Des milliers de paysans indigènes achètent et vendent entre eux. En général, ces transactions ne sont pas enregistrées auprès de Derechos Reales ».

Il en résulte que la communauté a été récupérée, d'abord comme un leitmotiv de caractère symbolico-magique, ensuite a été utilisée comme instrument de propagande et de mobilisation par des groupes de pression syndicaux étroitement mêlés à la politique.

La réplique à ce constat libéral est donnée par une approche²⁸⁴ critique émise par un groupe de chercheurs et universitaires, mais tout en négligeant les antécédents de la paysannerie. Leur analyse, inspirée par une démarche socio-économique de type marxiste, introduit une critique méritoire, surtout dans le contexte national de la narco économie alors triomphante. Pour ce qui concerne l'évolution suivie par le secteur agricole de marché, cette analyse conclut en dénonçant l'inefficacité, en termes de redistribution nationale comme de continuité, d'une économie rurale capitaliste plus soucieuse d'une productivité adaptée au marché international, que des réalités sociales internes.

Ce large débat détache l'importance et la qualité des apports de certaines ONG dont ceux du CIPCA (*Centro de Información y Promoción del Campesinado Andino*) dirigé par d'actifs jésuites. Dans son exposé²⁸⁵, un intervenant de cet organisme et ex-syndicaliste paysan de la CSUTCB (*Confederación Sindical Única de los Trabajadores Campesinos Bolivianos*), devait dresser un réquisitoire en règle des structures de la nouvelle économie rurale instaurée à partir de 1953.

Cette analyse a été ensuite reprise et élargie pour servir de justification aux attaques, mais nettement plus radicales, développées ces dernières années par le chef de la CSUTCB, Felipe Quispe dit le Mallku.

Pour résumer cette position du CIPCA, il est constaté que depuis 1985 le pays développe une économie de type néolibéral dont les règles du jeu, établies de l'extérieur, sont claires :

- Domination économique et politique du secteur privé afin de promouvoir le développement ; abandon du rôle de l'Etat-Patron avec la liquidation du secteur nationalisé et public ; exclusion des communautés rurales au profit du secteur privé²⁸⁶.
- Le choix d'une politique libérale privilégiant l'exportation, détruit ou décourage la production nationale d'origine rurale.

(Service de l'enregistrement), ni auprès de l'INRA, mais ils ont une validité car ce sont des contrats sociaux pleinement acceptés entre les parties et leur environnement socioculturel local, la communauté ».

²⁸⁴ Fernandez, J. & Pacheco, P. & Schultze, J.C. *Marco de interpretación de la cuestión agraria en Bolivia*, 1991.

²⁸⁵ Guarachi, P. *Comentario*, voir p. 125-132, 1995.

²⁸⁶ Nous noterons avec Urioste, M. in : *La Reforma Agraria abandonada : valles y altiplano*, 2003 que : « *Quelques-unes de ces demandes sont encouragées par des agences de coopération étrangères dans une vision ingénue de reconstitution de l'espace et d'autonomies juridictionnelles et politico-administratives précolombiennes* », Op. cit. 40.

- L'instauration d'une économie de pillage au profit de l'étranger qui se fournit en matières premières à bas prix, réduit la Bolivie au rôle de fournisseur de matières brutes.
- L'élimination des subventions agricoles, alors que les États-Unis les poursuivent, pénalise et décourage les productions de céréales.
- L'instauration d'une fausse liberté des prix, notamment alimentaires, oblige le paysan à vendre au plus bas pour aider la consommation urbaine.

En conclusion, ce modèle ne peut qu'élargir le fossé entre nantis et pauvres. Néanmoins, soulignent les auteurs, malgré la fin du communisme et le rôle exclusif pris par les États-Unis : «... nous ne devons pas accepter de nous résigner et d'être humiliés par l'extérieur». Aussi est-il prophétisé une ère de violence en l'absence de changement, surtout avec la poursuite de la politique d'éradication de la coca. Une politique qui est jugée attentatoire à la souveraineté et à la culture nationale, car la vie du paysan andin est vivifiée par son dialogue permanent avec la *Pachamama* « qui utilise la feuille divine de la coca ».

À ce discours, s'oppose radicalement le point de vue des développeurs attachés à un modèle libéral. Pour eux, à côté de réponses techniques débouchant sur un débat complexe, l'enjeu est politique. Aussi a-t-on fabriqué la vision exagérée de la condition désastreuse faite au petit paysan, ceci à des fins d'exploitation médiatique comme pour justifier des pressions imposant une vision politique étrangère à la question purement agraire et à ses aspects techniques.

Ainsi un nouveau paternalisme reposant sur l'exploitation du paysannat s'est instauré :

« Le terme de paysan contribue à créer la vision d'un groupe humain ignorant, sans protection, peu apte juridiquement à assurer sa défense, victime des agressions d'autres êtres plus rusés et intelligents qui essaient de l'abuser et de le soumettre à de nouvelles formes d'exploitation de l'homme. Selon cette superstition idéologique (qui continue à faire partie du discours populiste de beaucoup d'intellectuels et de politiques), il serait obligatoire pour l'homme politique de prendre la défense permanente de ces individus situés au niveau le plus bas de la société et de dicter une législation devant les protéger. C'est de là que découle précisément le caractère restrictif, paternaliste et autoritaire de ces normes qui régulent très mal les relations entre l'État, le paysan et le reste de la société civile »²⁸⁷.

²⁸⁷ Roca, J. L. *La necesidad de una nueva ley agraria*, 1992.

À partir de ce vigoureux réquisitoire, caricaturant ou ignorant le passé du milieu rural, Roca propose, en saisissant l'opportunité du moment, un projet de nouvelle loi qui est, bien sûr, favorable au marché libéral.

Comme on peut le deviner, les positions dominantes du nouveau débat agraire, ici brièvement synthétisées, sont nettement antagonistes.

La nouvelle charte des revendications paysannes

Engagée à partir de 1990 dans une revendication foncière fondée sur une base ethnique qui ira se renforçant, le mouvement paysan, dans les Andes comme en orient, élaborera rapidement le catalogue de son action.

Trois points majeurs se détachent qui servent de catalyseur aux divers groupes qui vont entamer le nouveau combat engagé : celui de « *la dignité du petit paysan* », pour reprendre la terminologie consacrée avec :

- La revendication d'une double reconnaissance identitaire et territoriale de « l'indigène ».
- L'intégration dans le débat de données statistiques objectives, avec l'IDH²⁸⁸ (Indice de Développement Humain du PNUD) permettant de mesurer le sous-développement rural²⁸⁹.
- La dénonciation des conséquences de la politique d'éradication de la culture de coca engagée sous une forte pression internationale, mais qui est le fleuron²⁹⁰ - à peine occulté - de la nouvelle économie du pays, des années 1970 à maintenant...

Devant ces coups de semonce des groupes ethniques et des partis politiques à clientèle rurale, le gouvernement de l'époque décida, à partir de 1993, de réagir. Concertation avec les parties prenantes puis réflexion des instances publiques et recherche d'un soutien international aboutirent, en 1996, à la présentation d'une nouvelle loi-cadre, la Loi de l'Institut National de Réforme Agraire ou Loi INRA²⁹¹.

Elle était accompagnée par une série de projets législatifs visant à soutenir l'évolution du milieu rural et à corriger les déviations apparues depuis 1952 ; on doit y noter aussi un effort conceptuel novateur cherchant à adapter

²⁸⁸ Roux, J. C. *Desigualdades económicas y geográficas en Bolivia : El índice de desarrollo humano*, 1996.

²⁸⁹ Gonzales, I. & Gozaves, B. & Roux, J.C. *Bolivia : emergencia de nuevas disparidades espaciales. Análisis cartográfico de los censos de 1976 y 1992*, 2001.

²⁹⁰ Dory, D. & Roux, J. C. *De la coca à la cocaïne : un itinéraire bolivien*, 1998. Il est indéniable que le ton et la forme des pressions exercées par les Etats-Unis, certes lassés d'être bernés dans les campagnes d'éradication de la coca-cocaïne, a de quoi blesser les esprits.

²⁹¹ Signalons la synthèse de la loi INRA, de son historique comme de sa complexité technique et opératoire, présentée par l'ouvrage de Hernaiz, I & Pacheco, D. *La Ley INRA en el espejo de la Historia. Dos siglos de reformas agrarias en Bolivia*, 2000.

la législation par l'introduction de nouvelles préoccupations concernant la protection de l'environnement.

Les concepts et objectifs techniques majeurs de la Loi INRA

La Loi INRA représente l'aboutissement d'un corpus juridique et administratif complexe²⁹². Son ambition vise à régulariser et à corriger les déviations propres à une réforme agraire escamotée. Elle vise aussi à redessiner un territoire agricole en intégrant les pressions de la modernité, qu'il s'agisse des revendications de territoires indigènes, de la protection de l'environnement ou d'une mise en valeur adaptée aux différents types de milieux naturels.

C'est une loi s'inscrivant dans les normes d'une agriculture capitaliste et ouverte au marché mondial, tout en s'efforçant d'établir et de codifier étroitement des niches réservées à l'épanouissement des divers groupes ethniques formant l'entité bolivienne. Elle représente, enfin, un pari audacieux pour un État pauvre devant compter sur l'aide internationale, face à une situation anarchique de son agriculture. Aussi c'est toute une large panoplie d'objectifs précis et étalonnés dans le temps et des moyens requis qui a guidé l'élaboration de la Loi INRA²⁹³ :

- *Garantir l'accès à la terre à ceux qui n'en ont pas ou insuffisamment.*
- *Garantir l'accès de la terre aux villages et communautés indigènes ou originaires au moyen de la consolidation juridique des terres communautaires d'origine.*
- *Attribuer une sécurité juridique à la propriété foncière.*
- *Établir la participation sociale dans le processus, par son inclusion dans les organes de contrôle social établis par la Commission Agraire Nationale (CAN) et les Commissions Agraires Départementales (CAD).*
- *Incorporer des critères de bon usage et conservation de la ressource terre dans les systèmes d'administration du foncier.*

Les considérants de cette loi consignent que l'origine du débat date de 1953, avec l'application de la politique de réforme agraire qui, si elle a réussi à mener à bien deux de ses préoccupations majeures :

- Redistribuer les terres de manière équilibrée dans le massif andin.
- Mettre fin au quasi-servage des paysans des haciendas.

Par contre, elle a totalement échoué :

- Pour assurer la promotion économique du petit paysannat andin.
- Pour réduire le *latifundium* modernisé en orient.

²⁹² Corvero Zenteno : *Législation agraria boliviana. 1824-1926*, 1926.

²⁹³ Almaraz Ossio, A. *Reglamento de la Ley INRA, análisis, evolución normas vigentes.*, 2003. Voir aussi Galoppo von Borries. *Resultado de los cambios introducidos por la Reforma Agraria*, 2003.

Selon des estimations méritant vérification²⁹⁴, l'effectif des micro exploitations formant le *minifundio*, qui était estimé à 250 000 en 1953, serait de 500 000 à la fin des années 1990.

Certains auteurs avançant même le chiffre de 600 000²⁹⁵ voire de 750 000 *minifundistes* actuellement, mais sans aucune véritable preuve statistique.

Les objectifs techniques recherchés

Les grands objectifs techniques de la loi INRA visent²⁹⁶ à :

- Déterminer les zones à redistribuer pour assurer les dotations ou adjudications de terres, en fonction des nécessités, après décision des commissions départementales.
- Actualiser un registre des terres distribuées, de leurs bénéficiaires et des réserves du Domaine comme des informations de caractère public.
- Donner des certifications des droits existants sur les terres du Domaine destinées à la conservation, à la recherche scientifique, à l'écotourisme et à la préservation forestière.
- Assurer l'expropriation des propriétés pour regroupement ou redistribution, ou à la demande de la Surintendance Agraire, pour non-respect des fonctions économiques et sociales, en accord avec les termes établis par la loi.
- Déterminer la localisation et l'extension des terres du Domaine et des zones classées selon des normes légales par un cadastre.
- Émettre et distribuer des titres fonciers propres aux terres du Domaine, en fonction de leur vocation agricole établie selon les normes légales correspondantes.
- Assurer les politiques, l'exécution des plans et programmes de distribution, et de regroupement et redistribution des terres, en donnant la priorité aux communautés indigènes et aux comunarios qui n'en possèdent pas suffisamment, et ce en accord avec l'aptitude pédologique dominante des sols.

Statut fiscal du système foncier

La loi INRA définit plusieurs types de propriétés²⁹⁷ :

- Le *solar* ou la petite propriété d'une valeur inférieure à 5 000 dollars et d'une superficie de moins de 50 hectares ; ces lopins sont indivisibles et exempts de taxes et impôts car exerçant une fonction sociale du fait que leurs occupants sont jugés pauvres. Ils ne peuvent pas être utilisés par des collatéraux, mais peuvent être vendus.

²⁹⁴ L'incertitude des chiffres repose sur des difficultés techniques, mais aussi, pour le recensement de 1992, sur les consignes d'abstention données par les syndicats de paysans de l'Altiplano...

²⁹⁵ Paz Ballivián, D. *Medio siglo de Reforma Agraria en Bolivia*, 2003.

²⁹⁶ Zeballos, H. *Reflexiones sobre la ley INRA*, 2001.

²⁹⁷ Lavadenz, I. *Tenencia y distribución de la tierra en Bolivia*, 1997.

- Pour les propriétés moyennes ou d'entreprises agricoles tournées vers le marché et acquittant taxes et impôts, les terres sont cessibles. Ces exploitations valent plus de 5 000 dollars et ont une extension comprise entre 50 et 100 hectares.
- Les terres des communautés sont de propriétés inaliénables, les collatéraux n'y ont pas droit et elles sont exonérées de taxes et impôts.
- Pour les autres propriétés, les impôts sont versés aux communes et elles peuvent être expropriées pour abandon du bien ou non-acquittement des taxes durant deux années.
- Des sanctions fiscales sont prévues si la fonction socio-économique de la terre exploitée ne correspond pas à une utilité d'intérêt public.

Les terres du Domaine sont attribuées selon les critères suivants :

- Priorité d'achat est donnée aux *vecinos*, c'est-à-dire aux voisins.
- La cession est gratuite pour des communautés sans terres.

Mais la mise en application de ces principes²⁹⁸ se heurte aussi bien au fait que nombre de transactions foncières portant surtout sur de petites parcelles n'ont pas été officialisées, afin d'éviter les frais d'enregistrement, comme au fait que de nombreux grands propriétaires refusent d'acquitter leurs impôts fonciers. Enfin, est-il constaté, les mécanismes actuels, en l'absence de bases réglementaires, aboutissent à une sous-estimation de la valeur fiscale des terres.

*Ses mécanismes*²⁹⁹

Ils forment une panoplie de mesures d'autant plus intéressantes qu'elles représentent une nouveauté dans les préoccupations des pouvoirs publics. Mais, ce faisant, ces dispositions remettent en cause des situations juridiques complexes, voire inextricables, instaurées par l'absence de vision à long terme, tout en utilisant des procédures qui ont laissé de bien mauvais souvenirs au monde rural, celles des vérifications foncières.

La mesure la plus importante, car elle procède d'une volonté de remise en ordre conditionnant le succès des autres objectifs de la loi, est connue sous le nom « d'assainissement foncier » ou *saneamiento*.

Ce terme recouvre le souci de régulariser, après vérification, l'origine et la légalité de titres fonciers obtenus parfois par la corruption.

²⁹⁸ Urioste, M. & Pacheco, D. *Land market in a new context : the INRA law in Bolivia*, 2000.

²⁹⁹ Salmon, R. *Análisis de la aplicación de la Ley INRA*, 2001.

Une seconde étape en découle logiquement, avec la constitution d'un cadastre épuré servant ensuite de référence légale obligatoire.

Une dernière opération s'applique à vérifier la conformité légale des titres attribués depuis 1990 aux communautés, et à vérifier si l'usage adéquat des terres attribuées est respecté. Or, il s'agit, à l'échelle de la loi INRA, de traiter une superficie comprise autour de 30 millions d'hectares, où pourraient s'ajouter d'importantes revendications en cours d'examen.

C'est donc une opération techniquement lourde que l'administration bolivienne n'aurait pu entamer sans un appui international. Aussi la Banque Mondiale a pris à sa charge le financement de ces opérations qui sont appuyées par les coopérations des Pays-Bas et du Fonds Nordique. Il s'agit là d'une faille de ce dispositif car elle autorise deux séries de critiques³⁰⁰.

- Pour les uns, l'INRA a dû recourir quasi exclusivement aux subventions de la coopération internationale qui sont estimées à 40 millions de dollars.
- Pour d'autres, l'ampleur du financement étranger représente une véritable mainmise sur l'économie rurale qui rend suspects ses objectifs.

On doit noter enfin que de nombreux litiges sont inhérents à ces opérations et exigent des procédures longues. Ainsi, un particulier qui juge ses droits lésés peut introduire un recours.

Il est à rappeler qu'il n'existe pas à ce jour un cadastre foncier général, hormis celui des lots urbains et de quelques zones rurales d'importance variable, notamment dans le département de Santa Cruz.

Si l'on garde en mémoire que la Bolivie dispose d'une superficie actuelle de 1 100 000 km², la tâche fixée par la loi INRA est littéralement colossale, compte tenu du délai de dix ans (1996-2006) imparti à la conclusion de l'ensemble de ces opérations.

Les mesures conservatoires de la petite propriété

Pour répondre aux problèmes propres au *minifundio*, l'article 48 établit que³⁰¹ :

- La propriété foncière ne pourra, en aucun cas, se diviser en parcelles de superficies inférieures aux normes établies par la loi agraire pour la petite propriété.

³⁰⁰ Salomon Vargas, R. *La tierra es de quien la trabaja*, 2003.

³⁰¹ Zeballos, H. *Reflexiones sobre la Ley INRA*, 2001, Op. cit. p. 41.

- Les successions héréditaires resteront placées sous le régime de l'indivision forcée. Seule exception faite, celle du *solar* du paysan dont la surface ne pourra pas, non plus, être inférieure à la petite propriété.

- Afin de récupérer des terres inutilisées ou détournées de leur vocation agricole, l'article 52 stipule la restitution au Domaine des terres dont l'usage est préjudiciable à une utilisation socio-économique adéquate.

- L'absence d'acquiescement des impôts fonciers constitue une présomption d'abandon du bien. Néanmoins, cette mesure ne s'applique pas au *solar*, ni à la petite propriété ou aux terres des communautés reconnues légalement.

La légalisation des titres

Un des aspects centraux de la loi INRA repose sur la légalisation d'un bien après vérification des titres fonciers, procédure qui s'effectue d'office, ou à la demande des intéressés. Elle vise à :

- Donner ou régulariser un titre aux terres jouant un rôle économique ou social.

- Permettre la création d'un cadastre³⁰² agricole.
- Régler les litiges fonciers.
- Attribuer les titres fonciers en cours de régularisation.
- Annuler les titres affectés de vices juridiques ou nuls.

De plus, l'Institut National de Réforme Agraire (INRA) est chargé de certifier les droits de propriété existants sur les terres d'usage forestier, ou sur les périmètres destinés à la conservation de la biodiversité, à la recherche et à l'écotourisme, pour assurer le classement de ces zones.

Une armature administrative a été créée pour gérer la politique issue de la loi INRA au sein du Ministère du Développement Durable qui est le responsable légal de son application :

- Des Commissions Agraires, nationales et départementales, ont été instaurées ; il s'agit d'instances de concertation, entre les secteurs publics et privés, chargées d'évaluer les processus suivis dans l'application de la politique agricole et de consolider les attributions.
- Une Surintendance Agraire a été créée.
- Un Tribunal agraire est établi et son appareil juridique est représenté par la loi INRA.

³⁰² Précisons que l'INRA a publié divers guides et manuels concernant le modèle de confection et d'entretien du système cadastral.

Cette double organisation, juridique et administrative, doit permettre d'éviter la répétition des irrégularités et des pratiques de corruptions qui ont longtemps entaché le fonctionnement des institutions en charge de la politique agricole, et particulièrement des attributions foncières.

Pour le fonctionnement du tribunal agraire, on peut relever ici l'opinion de son Président³⁰³ :

« Le souci affiché est de veiller plus à l'application de la fonction sociale de la terre qu'au respect de la propriété en tant que droit absolu ».

Une position qui ne doit pas satisfaire, dans le débat foncier actuel, certaines des parties en cause, du côté au moins des grandes exploitations modernes.

Les obstacles à l'application de la loi

Le complexe arsenal de mesures techniques et législatives ainsi constitué n'est pas sans poser de multiples problèmes, surtout dans un pays pauvre, peu préparé à ces tâches délicates au niveau de ses services qui sont souvent peu étoffés en hommes compétents³⁰⁴ et en moyens techniques.

Les délais courts qui sont impartis à ces opérations expliquent aussi les difficultés apparues.

Retards et manque de moyens

Les opérations de légalisation des titres fonciers ont commencé en juillet 1999, mais sur des points localisés des départements de Pando, du Beni et de Santa Cruz. Pour le vaste département de La Paz, elles concernent seulement Ixiamas, et pour celui de Tarija, la seule province du Grand Chaco.

Plusieurs observations en découlent. Pour 3 millions d'hectares à traiter initialement, l'INRA devait être appuyé par des sociétés d'études privées spécialisées dans ces opérations. Mais, faute de disposer des importants moyens budgétaires requis, elles n'ont pas pu répondre à l'ensemble des besoins pas plus qu'à l'impératif calendaire fixé.

De même, il n'a pas été possible de respecter les échéances, bien que fixées solennellement – de dix mois ! –, pour l'attribution de leurs titres définitifs de propriété aux Territoires Communautaires des Originaires conformément à la loi 1715.

³⁰³ Teodovitch, H. *El tribunal Agrario*, 2001.

³⁰⁴ Ce ne sont pas les compétences qui font défaut, en agriculture comme ailleurs, mais celles des fonctionnaires de passage dans les ministères souvent choisis en fonction du système politique des dépouilles (ou *pegar*), par les partis accédant au pouvoir...

Pour ce qui concerne les terres des particuliers (soit 11 millions d'hectares), les responsables de l'INRA déplorent que le Trésor Public ait refusé d'accorder les financements permettant de généraliser la gratuité des opérations de légalisation foncière.

Concernant les opérations d'établissement du cadastre, des relevés limités ont seulement eu lieu dans des secteurs où dominant à 95 % les petites exploitations.

Les déceptions de l'expérience de terrain

Une série d'observations de terrain découlent des premiers travaux entrepris :

- L'aide internationale a été surtout dirigée vers les zones de colonisation de l'orient alors que l'Altiplano était laissé aux moyens réduits de l'INRA

- Les conditions légales requises pour les exploitants, les indigènes et les colonisateurs, notamment dans le cadre des lois forestières ou de l'environnement, sont trop complexes voire marquées de défiance bureaucratique envers la réalité rurale.

- Des engagements, importants par les surfaces concernées, ont été pris pour l'enregistrement et l'attribution des « terres communautaires d'origine » de l'occident andin comme « des peuples indigènes de l'orient »³⁰⁵ ; néanmoins, de l'avis des observateurs, ce processus avance trop lentement ce qui incite à l'invasion des terres en instance d'affectation, et entraîne des conflits inextricables pour leur attribution finale.

- Des entreprises internationales ont été choisies pour réaliser les études à grande échelle de légalisation cadastrale, mais les résultats restent très en retrait des prévisions. Ainsi, a-t-on dû réduire les surfaces prévues et différer l'attribution des titres fonciers ; de plus, les expertises de terrain, quand elles n'ont pas souffert d'oppositions locales, sont devenues parfois inactuelles³⁰⁶ compte tenu des retards.

- Les demandes de régularisation foncière, pourtant introduites aux frais des propriétaires, sont en attente auprès des instances de l'INRA, ce qui entraîne la perte de confiance des demandeurs et leur exposition à l'insécurité de leurs biens comme à de possibles extorsions de la part des fonctionnaires.

- Pour les opérations de légalisation des terres communautaires d'origine, leur déroulement se heurte aux mésententes entre clans familiaux ; aussi des recours ont été déposés devant le Tribunal agraire national, mais on peut penser

³⁰⁵ Il s'agit des nouvelles appellations légales de ces nouvelles dotations foncières.

³⁰⁶ Lema, C. A. *A cuatro años de la Ley INRA*, 2001.

que « de nombreux plaignants n'hésiteront pas à utiliser d'autres moyens pour contourner les exigences légales et faire consolider leurs titres douteux »³⁰⁷.

Absence de coopération des organisations professionnelles

Une campagne de désinformation a été menée par certains dirigeants syndicalistes paysans. Ils suspectent, en effet, le gouvernement de vouloir taxer la petite propriété et les communautés, ceci afin de dépouiller les paysans des lopins de terres acquis à la faveur de la Réforme Agraire de 1953. Aussi l'accueil reçu localement par les équipes techniques a souvent été jugé « peu positif » voire hostile, notamment dans les zones de forte d'emprise syndicale alors que celles qui sont contrôlées par des autorités coutumières sont plus réceptives.

Certains exploitants cherchent à légaliser des attributions faites officiellement par l'Institut National de Colonisation ; or les premiers résultats indiquent des variations notables de surface au détriment du Domaine Public.

Protection des ressources renouvelables

La loi INRA a permis de remettre de l'ordre, grâce à la Loi Forestière, à la superposition de titres de propriété et de droits d'usage sur les lots de forêt détenus en propriété collective ou individuelle. Jusqu'ici, il existait sur ces terrains un droit de *vuelo* (survol), c'est-à-dire de coupes de bois obtenues en concession par un entrepreneur forestier. Il en découlait que souvent le propriétaire prenait les devants en abattant tous les arbres avant l'attribution d'une concession, ou bien le concessionnaire effectuait une coupe sauvage et, faute de moyens de transport, laissait souvent le bois pourrir ou bien le bradait à bas prix.

Un premier bilan critique

La loi INRA, dès son élaboration, puis lors de sa discussion parlementaire, a soulevé de nombreuses critiques ou de véhémentes oppositions de principes reposant aussi bien sur ses présupposés idéologiques que sur ses aspects techniques ou clientélistes.

Les résultats obtenus courant 2003 indiquent à la fois l'ampleur de la tâche réalisée comme la difficulté des travaux en cours ou prévus, avec les délais qu'ils supposent dans l'état actuel des moyens disponibles :

- La superficie soumise à la vérification des titres ou *saneamineto* qui comprend trois modalités : l'une intégrée au cadastre, une seconde dite simple, une dernière pour les terres communautaires, représente 15,4 millions d'hectares et devrait se conclure en 2006.

³⁰⁷ Salmon, R. *Análisis de la aplicación de la Ley INRA*, 2001.

- La superficie en cours de traitement d'ici 2006 représente 31,7 millions d'hectares.
- Il restera à finaliser ces opérations sur 60,4 millions d'hectares.

Ainsi seuls 15 % du territoire sont couverts et l'on espère en 2006 aboutir à 60 %. Selon un expert³⁰⁸ :

« La lenteur du saneamiento non seulement fait douter que l'on pourra traiter toutes les terres dans le délai prévu, mais surtout il a engendré la méfiance envers les procédures mises en place par la Loi INRA du fait des nouvelles attributions de titres de propriété - 7,2 millions d'hectares - mais desquels 6,4 correspondent à des terres communautaires d'origine (TCO)... ».

Cette statistique nécessite d'être affinée pour permettre une évaluation précise³⁰⁹ des résultats obtenus. Le *saneamiento* visant à une inscription au cadastre porte sur un total de 11 438 705 hectares, dont 5 670 725 en cours de procédure, 230 893 hectares disposent de déclaration de vérification, 1 277 601 hectares possèdent de résolutions finales de vérification. Pour les terres du Domaine Public, l'identification a porté sur 187 588 hectares et 1 664 020 hectares de ce même type de terres disposent d'une résolution de vérification, avec titres et certificats.

Ainsi la tâche accomplie est importante, même si elle souffre de lenteurs qui déçoivent les attentes de nombreux agriculteurs.

Les critiques techniques

Les principales critiques reposent sur la lenteur d'exécution des diverses opérations³¹⁰, l'absence de normes définies qualifiant la vocation des sols ou le manque d'instruments légaux pour faire respecter la réglementation.

Une autre critique vise le processus jugé trop complexe et bureaucratique d'exécution de cette loi :

« La procédure de saneamiento des terres se caractérise par son aspect bureaucratique, dilatoire et discrétionnaire, souffrant des mêmes déficiences qui firent échouer l'application de la Réforme Agraire de 1953... pour les indigènes et paysans »³¹¹.

³⁰⁸ Galopo Von Borries. *Resultados de los cambios introducidos por la Reforma Agraria*, 2003. L'auteur en 2003 était Superintendant Agraire (par intérim).

³⁰⁹ Salomon Vargas, R. *La tierra es de quien la trabaja*, 2003. L'auteur est directeur de l'Institut National de Réforme Agraire.

³¹⁰ Un bilan de 2003, cité par la presse, indique que depuis 1996, il a été procédé à la délivrance de 4 798 titres, mais 2 050 autres étaient en instance de signature du président de la République.

³¹¹ Romero Bonifaz, C. *La Reforma Agraria en las tierras bajas de Bolivia*, 2003.

Les critiques portent aussi sur des aspects politiques, avec la fiscalité, les limites de la frontière agricole, ou le problème de l'indivision foncière des petites exploitations.

- Fiscalité inappliquée

La politique fiscale applicable au secteur agricole apparaît vidée de sa substance. Si l'idée d'un impôt responsabilisant les propriétaires s'est imposée dans les esprits, au moins pour les moyennes et grandes exploitations, les mesures adéquates n'ont pas été prises ou ont été reportées.

Au contraire, l'assiette fiscale a été réduite par une série de manipulations ; de plus, les impôts n'ont pas été recouverts. En conséquence, un instrument de récupération foncière au profit du Domaine a été délaissé tandis que les finances des municipalités n'ont pas reçu les rentrées prévues.

- Les errements de la frontière agricole

Le concept d'utilisation dominante du sol permet de discriminer les terres à vocation agricole des autres. Or, il se heurte aux pratiques des petits paysans qui défrichent des sols neufs tous les trois ans, et ensuite, les abandonnent pour recommencer ailleurs des cultures itinérantes sur brûlis.

Ces pratiques s'expliquent aussi bien par des habitudes traditionnelles que par l'absence de ressources financières et de formation qui interdisent à ces petits agriculteurs d'entrer dans une technique plus productive utilisant des intrants.

À l'inverse, pour l'agriculture mécanisée, la terre a été obtenue à si bon marché qu'il y a eu un encouragement implicite à rechercher des terres nouvelles plutôt qu'à valoriser, par des amendements, celles mises en exploitation.

- Une indivision contestable

Une autre critique réside dans l'indivision forcée des petites propriétés en succession, afin d'éviter la multiplication du *minifundio*. On justifie cette mesure par le souci, en termes de durabilité, d'éviter une surcharge agricole.

En effet, des études récentes montrent les effets négatifs du surpâturage dans l'Altiplano et les vallées, ce qui indique une inapplication de la loi.

- Protection des ressources renouvelables

Une partie des dispositions légales concernant les paramètres de classification des terres fait défaut, ou reste encore embryonnaire aussi seuls deux départements disposaient en 2002 de plans d'utilisation des sols.

La contestation institutionnelle de la Loi INRA

Il était normal que le corpus législatif représenté par la Loi INRA, aussi dense et complexe s'appliquant à un thème si passionnel, aussi bien pour les intérêts en cause que pour les principes invoqués, ait soulevé de nombreuses critiques et oppositions. Elles sont de plusieurs ordres, techniques, administratives et enfin idéologiques, ces dernières les plus inconciliables.

Le point de vue des propriétaires de l'orient

Pour la puissante confédération³¹² des syndicats d'exploitants agricoles et éleveurs de Santa Cruz (CAO ou *Confederación Agropecuario del Oriente*), le texte de la loi INRA présente des aspects positifs permettant la légalisation des titres fonciers et d'en finir avec le chaos créé par l'antagonisme des deux organismes, l'Institut National de Colonisation et le Service de Réforme Agraire.

Parmi les autres aspects positifs de la Loi INRA, la CAO détache l'interdiction des occupations de fait des terres du Domaine ou de propriétés sous l'action de responsables syndicaux. Cette mesure est d'autant plus opportune que les incidents liés à des occupations foncières menées par des paysans sans terres se multiplient depuis quelques années³¹³. Autre fait jugé positif, la loi INRA met fin au statut diminué du petit paysan en donnant une garantie d'inaliénabilité à son bien foncier. Des regrets sont exprimés :

- La loi n'instaure pas un mécanisme intégrant les communautés à l'économie capitaliste qui est, pour ce syndicat, la réalité en Bolivie et ailleurs.
- De même, il est déploré que la Constitution ne fixe pas les limites du *solar* paysan comme de la petite propriété. On aurait pu le réduire à la maison et ses dépendances, mais pas en excluant les terres cultivées qui, de ce fait, ne peuvent être soumises à hypothèques, ce qui interdit l'accès au crédit.

Une critique plus générale est formulée :

- Le délai de dix ans fixé par la loi pour la régularisation des titres fonciers, est irréaliste du fait du dysfonctionnement administratif. Un exemple est produit : cinq directeurs successifs de l'INRA ont été nommés pour Santa Cruz et quatre au niveau national depuis le vote de la loi, de 1996 à 2001.
- Seule l'attribution des ressources économiques et humaines nécessaires à l'INRA permettra de faire avancer les opérations de légalisation.

³¹² Nous nous appuyons ici sur l'intervention de J. Asbun, représentant de la CAO, voir p. 120 - 122 du n° 9 de *Umbrales* : *La ley INRA*, 2001.

³¹³ Et connaissent une accélération depuis octobre 2003, avec la transition politique qui s'est mise en place, d'où de nombreux incidents.

Dans un texte plus récent³¹⁴ la CAO souligne l'absence pendant cinquante ans de toute politique agricole de développement du secteur rural, ce qui a entraîné le départ en migration des masses rurales, notamment vers l'orient. Seules les initiatives prises à l'échelon local du département de Santa Cruz ont permis de contrôler la situation. Aussi :

« ... l'État national n'a pas eu les moyens suffisants pour développer de véritables politiques de développement économique et social qui aident à dépasser les conditions de vie du paysan de l'Altiplano ».

Ces migrations incontrôlées de paysans pauvres ont « occupé les meilleures terres de l'orient » est-il affirmé. On voit dans cette intervention un exemple de l'apparition des préoccupations autonomistes qui se sont développées dans ce département en mettant en cause la responsabilité du gouvernement central.

L'analyse critique d'un député paysan andin

Si le Parlement bolivien dispose de nombreux députés issus des régions rurales, presque tous appartiennent aux partis traditionnels ; néanmoins depuis l'arrivée à la présidence du général Banzer, en 1997, quatre députés « indiens » ont été élus hors des partis. Il nous a paru intéressant de faire état ici du point de vue d'un de ces députés, Roman Loysa³¹⁵, qui a été présenté lors du Séminaire National sur la Loi INRA.

Ce parlementaire rattache étroitement la critique de la Loi INRA à l'histoire du paysanat indien en Bolivie et à ses nombreuses vicissitudes. Selon lui, la production agricole actuelle ne permet plus de nourrir le petit paysan qui ne dispose que de son *minifundio*, voire de quelques sillons de terre. Aussi sa situation a empiré par rapport à jadis où une meilleure alimentation existait ; de plus, note-t-il : « ... il n'y avait pas de maladies du bétail et des cultures »...

Il constate que la loi INRA a certes été approuvée, mais en écartant les revendications paysannes. Or, elle est porteuse de nouvelles usurpations foncières au profit des fonctionnaires du « Pouvoir », ainsi qu'en témoignent certaines de ces opérations de légalisation. Il s'oppose à plusieurs des principes de cette loi, dont le principal est la légalisation des titres de propriété et leur inscription sur le cadastre ; en effet, pour lui cette mesure conduit à l'impôt foncier qui n'existe pas pour le paysan. Pour le même motif, il refuse la classification des sols agricoles en catégories, telles que terres d'irrigation, de cultures sèches ou en repos, car elle aboutirait aussi à la fiscalité foncière.

³¹⁴ CAO. *Antecedentes, situación actual y recomendaciones en la tenencia de la tierra en el oriente boliviano*, 2003.

³¹⁵ Loysa, R. *La visión de un disputado campesino*, 2001.

De plus, il estime que cette loi s'inscrit dans le train de mesures imposé par le néolibéralisme qui est un système économique « *qui rend les pauvres plus pauvres et les riches plus riches* ».

La politique de la Loi INRA vise, selon lui, à paralyser l'activité des petits paysans comme le confirme une panoplie de sept lois qui les attaquent dans leurs activités : loi INRA, loi de la forêt (ou *Forestal*), de l'environnement ou du Code minier, et auxquelles s'ajouteront celles en préparation sur la Biodiversité, les ressources en eau et l'usage des sols... Cet arsenal législatif contraignant achèvera de transformer : «... *nous les quechuas, les aymaras, les tupis guaranis, en journaliers* », donc en travailleurs précaires.

En conclusion, les terres ne justifiant pas une fonction sociale doivent revenir à l'État pour redistribution aux petits paysans, et il compte sur l'aide du chef syndical Felipe Quispe pour aider la paysannerie, avec l'adoption de la loi Indio. Cette position réfute en bloc les principes fondamentaux de la loi INRA et cherche une solution politique dans une nouvelle révolution foncière, mais en ignorant les tares expliquant les dysfonctionnements constatés du régime du *minifundio*.

Le point de vue d'une fondation engagée

Pour la *Fundación Tierra*³¹⁶ qui est proche de l'Église et de groupes progressistes, il existe deux visions de la politique agraire qui sont aux antipodes l'une de l'autre à propos du statut foncier :

- Pour les Blancs et les métis : « *Les terres aux mains des Indiens sont des terres mortes* ».
- Pour l'Indien, la terre incarne la Pachamama, la déesse mère qui ne peut être vendue.

Selon le responsable de cette fondation, les réalités sociologiques du milieu rural indiquent depuis longtemps que des milliers de paysans ou de petits propriétaires, à cause du coût des transactions et des pratiques bureaucratiques, n'ont pas fait légaliser les transactions foncières qu'ils ont réalisées.

Nombre d'entre eux, en effet, ne veulent pas faire figure d'accapareurs du foncier au sein de leurs communautés et se satisfont d'un accord verbal. Aussi une grande insécurité juridique affecte particulièrement la petite propriété foncière de l'Altiplano et des vallées.

De plus, est-il constaté, avec la loi instaurant l'héritage égalitaire, le *minifundio* s'est multiplié alors que les autorités n'ont pris aucune mesure législative pour imposer une taille minimale.

³¹⁶ Urioste, M. *Continuar la reforma agraria fortaleciendo y aplicando la ley INRA*, 2001.

Enfin, l'essor des migrations rurales a entraîné de très nombreux départs de paysans, souvent définitifs, ce qui pose le problème de la dévolution de leurs droits fonciers³¹⁷.

En conclusion de ce point de vue, l'objectif central de la loi INRA, la redistribution des terres à ceux qui en sont démunis, se heurte à :

«... la quasi-impossibilité de trouver quelques milliers d'hectares pour satisfaire aux migrations internes de paysans andins vers l'Orient comme cela se fit de 1953 à 1993, ce qui empêche l'Institut d'accomplir une de ses fonctions ».

La fondation Tierra signale aussi que le compromis passé par l'État pour l'aboutissement de la Loi INRA (qui n'a obtenu que le minimum légal des votes des députés présents), résulte de la réduction de 50 % de l'impôt foncier établi par le régime fiscal de 1986.

La fiscalité a ainsi perdu sa fonction régulatrice, bien que, dans toutes les catégories d'exploitants ruraux de l'orient, les reçus de paiement de l'impôt soient exhibés comme titre de propriété... C'est donc la remise en cause de la fonction économique et sociale de la terre et sa correction par la fiscalité qui deviennent indispensables.

La conférence épiscopale, dans sa pastorale « Terre : mère féconde pour tous », a pris parti contre cette situation en exigeant l'application d'une fiscalité équitable et la poursuite de la Réforme Agraire, dans le respect de la fonction économique et sociale de la terre. Mais jusqu'ici, l'État n'a pas pris les mesures adéquates, conclut M. Urioste.

Mea culpa et justification gouvernementale

L'INRA, face à ces critiques, fait reproche au Ministère du Développement Soutenu de ne pas produire une évaluation systématique des capacités agricoles des sols. Reproche qui paraît injustifié dans la mesure où un plan d'utilisation des sols a été réalisé de 1998 à 2001.

À sa décharge, ce ministère invoque ses graves carences en moyens matériels et humains indispensables pour mener à bien une telle opération, surtout sur un territoire aussi vaste. Aussi la loi n'est-elle pas appliquée et l'on continue à enregistrer des demandes foncières dans des secteurs forestiers impropres à l'agriculture. L'attribution, pour d'évidentes raisons de clientélisme politique, aux membres de la CSUTCB de lots de terres forestières en est un exemple générateur de problèmes de rentabilité pour leurs exploitants.

³¹⁷ Selon la tradition ancienne inca, citée par Karsten, la terre laissait vacante sans visite de ses tenanciers était récupérée par l'*ayllu*.

Ces retards d'ordre institutionnels sont aggravés, de plus, par le fait que certains directeurs départementaux sont intérimaires, donc exposés à toutes les pressions ; de même la nomination de certains juges agraires fait défaut alors que le superintendant de SIRENARE n'a été investi que tardivement.

Si, en 2001, le ministre de l'agriculture³¹⁸ reconnaît la réalité de nombreux reproches à l'encontre de cette loi, il s'en défend en rappelant que la Réforme Agraire de 1953 répondait d'abord à une forte revendication foncière andine. Mais, il admet qu'elle méconnaissait le caractère multiethnique et multiculturel du pays, problème qui n'était pas alors directement à l'ordre du jour.

Conclusion

La loi INRA est une tentative tardive, car dictée par les circonstances, pour redresser la dérive du secteur agricole. Elle présente un corpus de mesures³¹⁹ positives, certaines indispensables pour faciliter une remise en ordre du chaos actuel.

La principale difficulté-résulte dans sa crédibilité qui paraît fragile, car se heurtant à de nombreux obstacles. En effet, cette loi vise deux grands objectifs : revitaliser la petite exploitation andine et mettre fin au gaspillage foncier résultant de l'accaparement des terres, en orient principalement.

Or, on ignore l'effectif exact du *minifundio* : moins de 500 000, ou plus de 700 000 unités³²⁰ ? On méconnaît aussi, dans cette masse, le vrai *minifundio* de celui qui n'est qu'un pied-à-terre³²¹ de migrants urbanisés.

Le maintien des procédures de vérification de la légalité des titres fonciers, puis leur inscription cadastrale, que ce soit pour le *minifundio* ou le *latifundio*, sont indispensables pour normaliser les situations, mais ces dispositions sont-elles applicables face aux groupes de pression ?

On peut enfin émettre des doutes, compte tenu des délais nécessaires (dix ans au moins), de l'importance des soutiens internationaux indispensables qui peuvent cesser et surtout des résistances locales³²².

³¹⁸ Rivero, W. *La Ley INRA cuatro años después*, 2001.

³¹⁹ Voir pour plus de détails précis : Almaraz Ossio, A. *Reglamento de la Ley INRA. Análisis, evolución y normas vigentes*, 2003.

³²⁰ En effet, nombre de paysans déclarés résident dans des villes où ils ont une activité et font exploiter leurs terres par des familiers ou des travailleurs agricoles et refusent tout changement.

³²¹ Voir l'article de Miguel Urioste in : *Le Monde diplomatique de Bolivie*, n° 11, de 2003.

³²² Un bilan récent vient d'être publié concernant les opérations de vérification et inscription cadastrale des titres de propriété. Il en ressort que l'attribution de titres fonciers de petites propriétés par procédure accélérée concerne 195 323 bénéficiaires disposant de 3 243 961 hectares. Pour les colonies agricoles et les terres de communautés paysannes, il y a 385 680 détenteurs contrôlant 15 millions d'hectares. Enfin, pour les procédures normales de vérification des titres fonciers, on dénombre 101 234 propriétaires revendiquant 18 520 000 hectares. Voir : *Plan nacional de saneamiento y titulación. Resumen ejecutivo*. Ministerio del Desarrollo Sostenible, vice-Ministerio de Tierras, 2003.

Ces mesures impliquent en outre l'ensemble des acteurs, ce qui rend ardue la recherche d'un point d'équilibre. Le détenteur du *minifundio* est-il vraiment le paysan réduit au lopin qu'il dit être sien ? Ou bien a-t-il une autre activité ? De même, l'application de la fiscalité foncière aux moyennes et grandes exploitations se heurte aux aménagements législatifs pris sous la pression des puissants syndicats orientaux, comme à la fraude sur les terres possédées faute de possibilité de vérification cadastrale.

C'est donc tout l'appareil d'un État faible et aux ressources limitées qui est ainsi interpellé et mis en cause. De plus, les mesures de vérification des titres fonciers, aussi nécessaires soient-elles, pourront-elles aboutir à des révisions et à des confiscations³²³ significatives de terres détenues illégitimement par de grands exploitants comme par certaines communautés ?

La loi INRA représente la finalisation d'un effort de réflexion et de conceptualisation estimable et, surtout, proposant des outils qui manquent pour une politique agraire. Néanmoins, elle est fortement imprégnée de concepts nouveaux et occidentaux qui, s'ils représentent une indéniable avancée, ne sont peut-être pas adaptés aux réalités et à l'histoire rurale du pays.

Contrôles, vérifications, mise en carte des titres fonciers, rappellent certainement une histoire détestée, celle des *visitas* et, faute d'un pouvoir fort et jouissant de la continuité, ces mesures risquent d'être emportées par la contestation, des grands comme des petits exploitants ou du *lobby* des *cocaleros* qui se refusent à toute forme « d'agriculture administrée ».

L'enjeu en cours de la Loi INRA, compte tenu des résultats obtenus, réside dans le bon achèvement du processus engagé dont les difficultés comme les moyens ont été largement sous-estimés. A l'échéance de 2006, terme d'application sur le terrain de cette loi, l'assainissement de 60 millions d'hectares devrait être achevé.

Or, en 2003, dernier bilan disponible, 60 % de la tâche restait à réaliser, et si on décompte les opérations engagées, 32 millions d'hectares sont en cours de traitement. L'ombre d'un échec retentissant se profile donc.

Il serait d'autant plus gravissime qu'aucune solution palliative ne paraît envisagée, et ce d'autant plus que, depuis octobre 2003, le scénario politique du pays est devenu confus et imprévisible, avec la démission successive de deux présidents en moins de deux ans et de nouvelles et incertaines élections prévues en décembre 2005.

³²³ Il y a eu récupération d'un million d'hectares lors des opérations de *saneamiento*, la plupart appartenant à de petits ou moyens exploitants sans droits.

Dernier point, la politique de création de vastes territoires indigènes³²⁴ jouissant à termes d'une quasi-autonomie administrative correspond-elle aux vraies nécessités de développement du pays ? Ne porte-t-elle pas en germes de nouvelles divisions locales, de nouveaux abus et gâchis de ressources ?

Finalement, la question agraire se ramène à un dilemme³²⁵ : soit maintenir une économie paysanne de type traditionnel source de troubles réguliers et de misère rurale, ou bien, en ménageant étapes et transitions, parvenir à un modèle intégrant la Bolivie rurale traditionnelle au marché et à ses réalités ?

³²⁴ Almaraz Ossio. *Tierras comunitarias de origen. Saneamiento y titulación. Guía para el patrocinio jurídico*. 2003.

³²⁵ Fin 2003, le président bolivien, Carlos Mesa (qui a démissionné en juin 2005) a signalé que pour lui la poursuite de cette loi était irréversible, pour la remise en ordre du secteur agricole.

Chapitre VII

La création des territoires communautaires d'origine

Le débat sur la terre et le territoire s'inscrit dans le prolongement direct de la reconnaissance du fait indigène et de ses diverses implications s'agissant des aspirations de plus en plus vives à une autonomie administrative, économique et culturelle liée au territoire. Ces divers aspects ont été retenus dans les objectifs de la coopération internationale, des ONG, de certaines organisations syndicales comme dans les attendus de la loi INRA.

Les TCO : un produit de la Loi INRA

La création, à partir des dispositions de la Loi INRA, de territoires communautaires des originaires (ou TCO), puis les aménagements successifs apportés depuis à ce corpus législatif constituent certainement une des mesures parmi les plus importantes prises dans le cadre de la politique de rénovation des structures foncières boliviennes, et de leur adaptation aux revendications de caractère ethnique apparues à partir de 1990 et en pleine amplification actuellement (2005).

La reconnaissance des TCO s'inscrit dans les compétences données par la Constitution de l'État au statut foncier créé par la Loi INRA. En effet, selon la constitution, est reconnu d'abord le droit foncier de l'État sur le sol et ses ressources naturelles ; en second lieu, les indigènes des peuples originaires disposent d'un droit préférentiel ; enfin une troisième catégorie, les autres ou entrepreneurs privés (*terceros*) disposent aussi du droit de propriété³²⁶.

Un débat idéologique

À côté des inquiétudes exprimées sur les conditions de son application sur le terrain, le débat sur les TCO s'est centré sur l'opposition entre deux visions irréductibles car antinomiques :

- L'une prône le retour à une agriculture « ethnique », plus ou moins inspirée d'un modèle mythifié, mais qui sert de référence à une opposition absolue qui dénonce l'irrationalité de cette thèse.

- L'autre, taxée de « libérale », dénonce un modèle économique obsolète comme une base sociologique surannée par rapport aux réalités sociales.

³²⁶ Martinez Montaña, J. A. *Visión general de los territorios indígenas*, 2000.

Dans ce contexte, on peut noter la conclusion du directeur de la Surintendance Agraire³²⁷ :

« De fait, la philosophie implicite qui ressort est que le pays doit continuer à être un pays de natifs qui vivent de cueillette, chasse et pêche. Ceci va à l'encontre de la marche en avant de l'humanité qui, depuis des milliers d'années d'évolution, est passée du stade de la prédation à celui de l'agriculture pour obtenir une meilleure productivité ».

Pour ce responsable, il est clair que la Réforme Agraire de 1953, réorientée par la loi INRA 1715, obéit à des logiques antagonistes sinon incompatibles car elle poursuit deux objectifs radicalement opposés :

- L'un vise à moderniser une agriculture caractérisée par le *latifundio*
- L'autre revendique un héritage ethnohistorique, mais relevant d'un modèle social peu clair et d'un système économique traditionnel.

Le statut économique et social des deux types d'agriculture, l'une capitaliste, l'autre communautaire et indigène, est une pierre d'achoppement pour le futur. En effet, les exploitations qui entrent dans la logique du marché sont formées par des entreprises moyennes et agropastorales qui peuvent être soit vendues, soit hypothéquées librement.

Les autres, au contraire, celles de « l'agriculture ethnique », sont des propriétés inaliénables, indivisibles et irréversibles et non hypothécables. Cette situation a abouti, selon les critiques faites, à l'immobilisation de vastes extensions qui, du fait de leurs caractères juridiques inaliénables, ne peuvent participer au modèle de marché d'un monde qui se globalise.

En orient, les revendications des comités indigènes ont permis des cessions foncières importantes (pour le territoire des Yuracares ou celui des Guarayos) pour 413 000 hectares, mais d'autres tout aussi importantes s'y ajoutent, appuyées par la Banque Mondiale. Elles remettent en cause la réorganisation spatiale en cours du modèle économique néolibéral prôné dans le cadre de la mondialisation.

L'autre attitude, celle qui est suivie par la politique gouvernementale depuis 1996, est celle d'un pragmatisme cherchant à désamorcer les crises par des concessions ou des promesses lénifiantes.

³²⁷ Zeballos, H. *Reflexiones sobre la ley INRA*, 2001.

Le point de vue des indigènes de l'orient

Le contrepoint à la position utilitariste de l'espace a été défini par un représentant³²⁸ des « Indigènes de l'orient ».

Il reconnaît que les comités de paysans indigènes des départements orientaux ont une expérience de la lutte syndicale beaucoup plus récente que celle des syndicats de ruraux andins engagés depuis plus d'un demi-siècle dans les luttes pour la terre et ils sont, en conséquence, beaucoup moins structurés.

Précisons que les syndicats orientaux ignorent aussi l'endoctrinement idéologique propre à une partie des cadres syndicaux andins souvent issus des partis marxistes ou de la gauche révolutionnaire comme les trotskistes, jadis bien implantés dans le milieu des mineurs d'origine rurale de l'Altiplano.

À l'inverse, une partie des cadres paysans de l'orient a été formée soit par les Églises, soit par des ONG qui sont très sensibles à la protection de l'environnement comme au respect des formes légales. Néanmoins, malgré ces différences importantes, des points de convergence existent, même s'ils ne sont pas vécus de la même manière. Ainsi le délégué du CIDOB (Confédération des indigènes de l'orient bolivien) est-il en étroite communion de pensée avec le credo des paysans andins, car il acquiesce totalement avec le principe que : « *La terre mère ne se vend, ni ne s'outrage* ».

L'enjeu majeur, pour les populations de l'orient, réside selon ce délégué dans l'attribution de territoires propres où les indigènes peuvent disposer pleinement des ressources naturelles qui les entourent.

En effet, le paysan oriental vit en étroite symbiose avec son milieu naturel qui pourvoit à ses besoins ; ainsi pour traiter les maladies, les bois lui offrent les ressources des plantes médicinales, tandis que l'environnement naturel forme la « *grande case* » des peuples orientaux. Mais cette unité intrinsèque a été détruite par la colonisation de l'orient, qu'elle ait été religieuse avec les jésuites d'abord, ou administrative ensuite, avec les abus durables des gouverneurs³²⁹ républicains.

L'exemple de la province de Guarayos en témoigne avec l'application, à partir de 1975, de la Réforme Agraire. Si les terres furent attribuées au syndicat indigène local, ensuite l'État a superposé une série de nouveaux droits limitatifs, tels ceux de la loi forestière qui fit que la maîtrise de ce milieu fut retirée aux intéressés. Puis, il y eut l'annonce de l'application d'autres lois privatives des droits naturels tels que les entendent les populations indigènes. Aussi le CIDOB demande-t-il la reconnaissance plénière et la légalisation des terres et territoires obtenus.

³²⁸ Sacu, B. *La CIDOB a cuatro años de la ley 1715*, 2001.

³²⁹ Saucedo Limpías, M. *Los gobernadores de Mojos*, 1942.

Cette revendication a été l'enjeu de la marche de 1990 qui exigeait la reconnaissance du territoire et de l'identité indigène, donc une modification constitutionnelle. Or l'article 171 de la Constitution évoque seulement la « Terre communautaire d'origine », car le gouvernement de l'époque refusait le concept de territoire. Dans cette logique de la récupération de leurs ressources naturelles, les responsables entendent aussi être informés des découvertes minières par exemple, car elles peuvent affecter le milieu naturel qui sert le cadre de vie aux populations sylvoicoles.

Lors de la seconde mobilisation, en 1996, les délégués orientaux ont pu aboutir à un consensus pour présenter au gouvernement leurs demandes, ce fut la première fois dans l'histoire. Aussi leur attitude est-elle critique face aux initiatives militantes et aux actions « ... des paysans de la CSUTCB qui rechignent à rechercher un dialogue ».

Si, en orient, le processus de légalisation des droits fonciers est lent, le délégué du CIDOB estime qu'il faut l'aider en recherchant des soutiens extérieurs comme celui des organisations indigènes. Mais il subsiste le problème des invasions foncières conduites par de grands exploitants et qui remettent en cause les dix millions d'hectares réservés aux indigènes.

Finalement, le bilan est plutôt satisfaisant en orient, aussi : « *La loi INRA nous convient, même s'il reste des points à améliorer dans la concertation avec tous, ce que reconnaît F. Quispe* ». Ce dernier, sous le nom de Mallku, était alors le chef du CSUTBC, le fer de lance du syndicalisme paysan andin.

Ce point de vue des délégués orientaux est intéressant à plusieurs titres : Il indique l'existence de situations géographiques comme démographiques contrastées entre les situations des paysanneries andines, et celles des terres basses de l'orient. Exiguïté des lopins de terres, difficultés inhérentes aux activités agricoles de haute montagne, absence d'un réseau de services publics et de communications ou d'encadrement agricole sont le lot des âpres conditions agricoles de l'Altiplano.

En orient, la pression démographique est faible, les terres chaudes permettent, dans leur usage traditionnel et avec l'appréciable complémentarité de la chasse et de la pêche, de subvenir plus facilement aux besoins de base.

De profondes différences de conceptions régissant l'action politico-syndicale existent aussi. D'un côté, le pays andin conserve une tradition de lutte active, animée par un souci de revanche qui explique un certain jusqu'au-boutisme, bien que quelque peu naïf voire caricatural, de ses responsables syndicaux dont la culture est fortement matinée de principes révolutionnaires.

Au contraire, les paysans orientaux suivent des délégués souvent formés sur le terrain aux réalités agricoles par des ONG qui participent pragmatiquement à leur vie quotidienne.

Ils ont reçu une formation souvent issue de l'enseignement catholique ou des missions évangéliques, aussi sont-ils peu adeptes des discours révolutionnaires accompagnés d'actions de force.

Modalités administratives

L'aboutissement du processus instaurant les TCO a connu plusieurs phases marquées par une réflexion³³⁰ collective entre l'État et les diverses entités représentant les intéressés, c'est-à-dire les collectivités indigènes.

Pour l'orient, la phase de préparation a été menée, de 1995 à 1996, par le CIDOB, les diverses organisations représentatives régionales, le CPTI (Centre de Planification Territoriale Indigène) et diverses institutions du type des ONG. Une phase d'études préliminaires de caractérisation s'est ensuite déroulée, en 1996, chez tous les peuples indigènes demandeurs. Ensuite, eut lieu la phase dite « d'études des nécessités spatiales », de 1997 à 1998, et appliquée à toutes les demandes territoriales instruites. Cette phase a été suivie par celle des études d'identification des nécessités spatiales en 1999.

Dès 1997, avaient commencé les études de géo-positionnement, suivie par la vérification des titres de propriété en 1998-1999, puis d'attribution des premiers titres en 1999. D'autres phases ont eu lieu, plus techniques, au sein de la CAN (ou Commission Agraire Nationale), et de la Commission interinstitutionnelle des TCO.

Toutes ces étapes se sont déroulées dans le cadre de l'INRA. Un premier bilan, fait en fin 1999, indiquait que les résultats atteints restaient, d'une part, modestes voire décevants par rapport aux objectifs fixés et aux espérances donc des populations concernées ; d'autre part, que se poursuivaient, avec une intensité variable localement, les occupations ou dépossessiones organisées par des éleveurs ou des exploitants forestiers.

Les conditions d'exécution

Deux expériences ont servi de banc d'essai pour l'application généralisée des procédures administratives, techniques comme de *modus operandi* auprès des populations concernées ; il s'agit des demandes des Guarayos de la province du même nom et de Monte Verde (département de Santa Cruz). Le processus suivi a permis de disposer d'un ensemble de matériaux concernant :

- Les emprises foncières occupées par les premiers occupants des actuelles communautés indigènes.

³³⁰ À noter un recueil officiel : *Desarrollo con identidad : política nacional indígena y originaria*, 1998, présentant la politique de développement dans l'identité, et publié en 1998 par le gouvernement du Président Banzer.

- Les établissements de populations nouvelles à l'époque coloniale, avec leur histoire, leurs traditions, leurs modalités d'occupation, leurs techniques agricoles.
- Les statuts juridiques propres aux différentes emprises foncières.
- Les étapes et problèmes liés à la reconnaissance juridique des titres de propriétés.

Dans l'esprit des demandes ou des revendications formulées, il est important de détacher que :

« Les peuples indigènes ne sollicitent pas du gouvernement l'attribution de périmètres fonciers, mais plus fondamentalement, la reconnaissance légale de leur droit de propriétaire sur le territoire, qu'à l'origine et par tradition, ils occupèrent »³³¹.

La présence des ayants droit fonciers, éleveurs, grands propriétaires, forestiers ou mineurs, non indigènes en général, est dans cette perspective présentée comme «... la prolongation des actes de soumission et de dépouillement dont furent objets les peuples indigènes sur leurs territoires et à diverses époques »³³².

Aussi le fait que la procédure de légalisation des titres fonciers s'emploie d'abord à vérifier en premier lieu les biens fonciers de ces envahisseurs anciens, les *caray* ou *karayanas*, est-elle perçue comme une injustice car reconnaissant implicitement l'existence de leur présence, et donc retranchant ces propriétés des possessions des indigènes.

Un autre motif de malentendu réside dans la définition de l'utilisation de l'espace et de ses ressources. Si, en apparence, la coupe des arbres, le débroussaillage, l'essartage et le brûlis à des fins agricoles sont des pratiques communes aux indigènes et aux autres exploitants, les différences qui existent avec les autres pratiques sont grandes. Les indigènes, en effet, cultivent à des fins alimentaires une superficie ne dépassant pas en général un hectare au plus en moyenne et par an. Or, l'exploitant qui n'est pas indigène peut débroussailler jusqu'à 200 hectares en employant des machines, aussi l'impact sur le milieu naturel est tout autre.

Si l'indigène respecte ainsi le milieu à cause de son type de vie économique, l'exploitant "étranger", lui, le détruit à des fins économiques purement personnelles et égoïstes.

³³¹ Martínez Montaña, J. A. *Visión general de los territorios indígenas*, 2000. Op. cit, p. 44.

³³² Ibid, Op. cit, p. 45.

Aussi une des revendications formulées exige que les « étrangers » au groupe ethnique, qui veulent faire légaliser leurs droits, assument le coût financier des opérations techniques nécessaires³³³.

Il est inutile de préciser qu'une partie des petits et moyens propriétaires serait dans l'impossibilité d'assumer le coût de ces opérations, et que ceux d'entre eux qui ont obtenu leur bien foncier du Domaine Public exigent, non sans une certaine logique, que l'État assure le financement.

Le type de propriété reconnu par l'État au TCO

La reconnaissance des droits de propriété des communautés indigènes est équivoque, car elle se résume à un droit d'emprise sur leur terroir ancestral et à son usage traditionnel. En effet, les indigènes ne disposent pas d'un droit complet, car en fait ils ne disposent que d'un statut de semi-propriétaire, sauf pour les droits traditionnels de chasse, pêche et collecte.

L'État, en effet, s'est réservé le droit d'usage et d'exploitation des ressources telles que mines, énergie, exploitation forestière, aux moyens d'une série de lois spécifiques qui établissent les droits de la puissance publique. En conséquence il peut, par convention ou contrat, confier leur gestion et leur exploitation à des personnes ou entités de son choix, qu'elles soient nationales ou étrangères.

Dans ces conditions, la reconnaissance de la propriété des terres ancestrales, mais sans la disposition souveraine de la jouissance de l'ensemble des droits différents qui s'y superpose comme du choix des éventuels intervenants extérieurs valorisant une ressource, apparaît comme une tromperie d'une part, et dangereuse, d'autre part, car créant des lieux de conflits.

Cette situation, brièvement décrite concernant la réalité des droits reconnus dans les TCO, alimente la surenchère de certains dirigeants indigènes dont l'objectif réel et bien avoué est de :

«... refaire l'Histoire et de renverser son cours en restituant la plénitude de leurs droits et de leurs usages à leurs légitimes détenteurs dans le temps, les actuelles communautés des originaires »³³⁴.

Bilan de la reconnaissance des TCO en fin 1999

Les revendications pour la formation de TCO atteignaient, fin 1999, la quasi-totalité du territoire bolivien à l'exception du département de Chuquisaca, elle s'est ensuite sensiblement accrue.

³³³ C'est la coopération danoise qui pour Guarayos et Monte Verde a couvert les coûts de vérification des titres fonciers.

³³⁴ Martínez Montañó, J. A. *Visión general de los territorios indígenas*, 2000. Op. cit. p. 48.

Au total, il s'agissait de 5 094 197 hectares auxquels s'ajoutait en plus un total de 1 252 168 hectares à cheval sur deux départements.

- **Tableau 33. État des demandes de reconnaissances (en hectares) des TCO en fin 1999.** Source : *Atlas territorios indígenas*.

	Beni	Santa Cruz	La Paz	Oruro	Potosi	Tarija
Superficie en hectares	456 607	3752 781	549640	137 320	?	197849
Demandes sur deux départements	Beni-Santa Cruz		Beni-Pando		La Paz - Cochabamba	
Superficies en hectares	359 464		441 470		116 345	

Des avancées substantielles

Comme le souligne une étude plus récente³³⁵, les résultats obtenus en 2001-2002 dans le cadre de l'application de la Loi INRA au TCO ont permis, après les inévitables retards et erreurs initiales, des avancées substantielles atténuant le pessimisme exprimé en fin 1999 par l'analyse citée plus haut.

En effet, ce ne sont pas moins de 2,5 millions d'hectares qui sont impliqués par la politique d'affectation foncière aux communautés, auxquels s'ajoutent 600 000 hectares repris à des occupants sans droits constatés (*terceros*).

Il est à noter que Pacheco-Balanza estime, lui, à 54 millions d'hectares le total des terres à soumettre aux opérations de vérifications de la validité juridique de leurs titres, dont 23,6 millions d'hectares dans les prochaines années. Malgré une simplification des procédures, il constate que lenteur et retard restent les deux freins de l'application de la loi.

On doit préciser qu'en fin 2002, le total des demandes de reconnaissance de TCO, s'ajoutant à celles déjà mentionnées dans le tableau de fin 1999, atteignait 11 millions d'hectares. Un nouveau bilan, dû à la surintendance agraire en date de juillet 2005, estime que l'ensemble des demandes actuellement déposées, soit pour former ou agrandir des TCO, vise un total de 40 millions d'hectares dont 30 millions admis à étude³³⁶...

Remarques

Pour les premières attributions, les autorités ont dû procéder à des arbitrages sévères. Il a fallu ramener à des proportions plus adéquates au

³³⁵ Pacheco Balanza, D. *Balanza de las políticas de tierras y su aplicación*, 2001.

³³⁶ Selon Salomon Vargas, R. in *La tierra es de quien la trabaja*, 2003. Voir aussi *La Razón* du 22/07/2005.

nombre d'habitants ou aux réalités de l'intérêt public général certaines demandes, telles celles des Guarayos qui ont été rabattues de moitié.

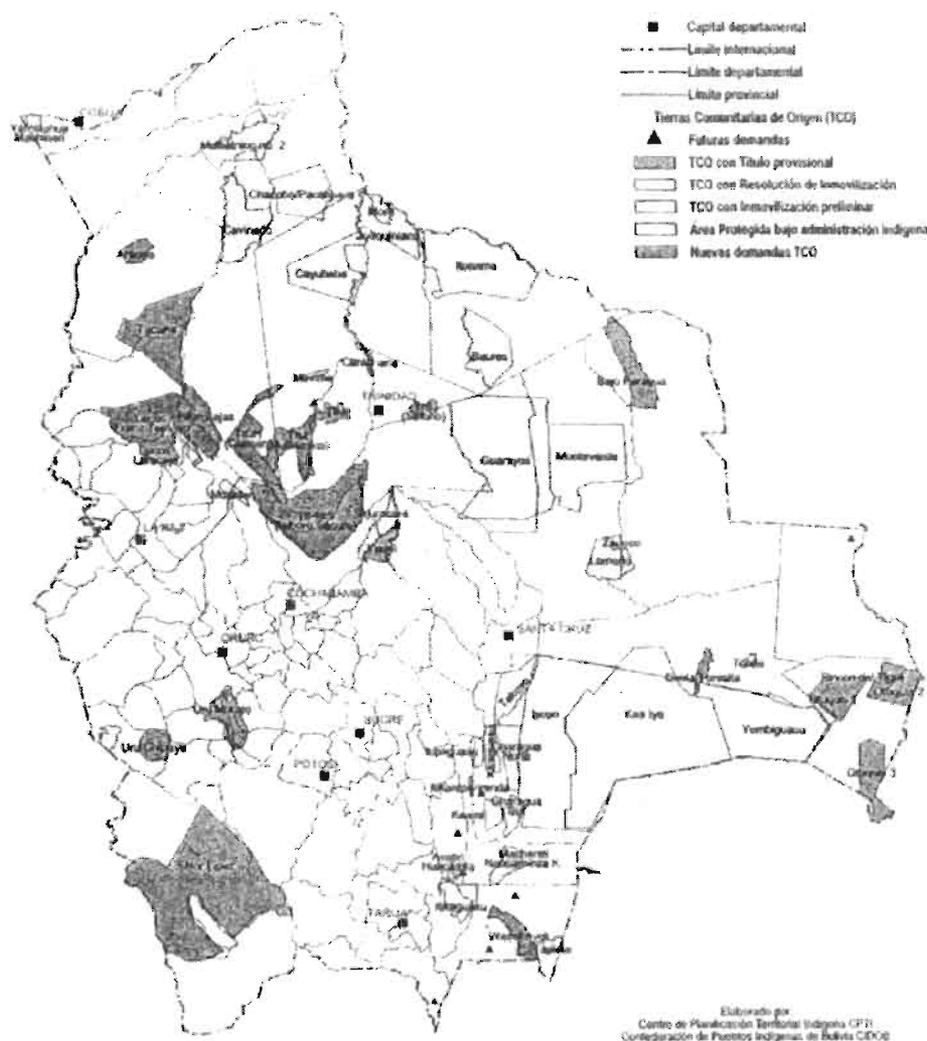
- **Tableau 34. État des demandes de création de territoires indigènes fin 1999.**
Source : *Atlas territorios indígenas, à partir des données de CPTI et INRA, décembre 1999.*

Territoire indigène	Départements	Proviuces	Superficie en ha.
Isiboro Secure	Beni & Cochabamba	Ballivian, Moxos, Marban Ayopaya, Chapare	335 889
Tacana Caviñeno	Beni & Pando	Madre de Dios, Manuripi	441 470
Chimanes (A)	Beni	Ballivian, Yacuma	156 607
Itonama 1	Beni	Itenez	300 000
Chiquitano de Monte Verde	Santa Cruz	N de Chavez, Velasco	1 059 964
Chiquitano (Lomerio)		Idem	
Guarayos 1		Guarayos	290 787
Guarayos 2		Guarayos	556 838
Ayoreos		G. Busch	945 707
Santa Teresita		Chiquitos	97 742
Zapocoo		Nuflo de Chavez	77 545
Tobiete 2		Velasco & Chiquitos	967 486
Isoso 1, 2	Cordillera	22 373	
Bajo Paragua	Santa Cruz-Beni	Velasco-Itenez	605 077
Tacana	La Paz	Iturrealde	359 464
Yuracaré	Cochabamba	Chapare, Carrasco	549 640
Moseten	La Paz-Cochabamba	Sud Yungas Larecaja, Ayopaya	244 335
Weenhayec	Tarija	Grand Chaco	116 345
Uru Chipaya	Oruro	Atahualpa	197 849
			137 320

Ainsi que le note le directeur de l'INRA³³⁷, cette méthodologie a été mise en cause dans ses applications par les populations concernées. Avec les délais d'application imposés à la loi INRA, son aboutissement dans le temps apparaît chargé d'aléas donc peu crédible.

³³⁷ Salomon, Vargas, R. *La tierra es de quien la trabaja*, 2003.

Terres communautaires d'origine (TCO)



Elaborado por:
 Centro de Planeación Territorial Indígena (CPTI)
 Confederación de Pueblos Indígenas de México (CPIA)



Fuente:
 IGM (1998). Dirección Política de Bienes, escala 1:1 000 000.
 INIA (1997 - 98). Titulo y Resoluciones de Inmovilización de TCOs

Aussi est-il difficile, dans ce contexte de surenchères entretenues, de modérer les impatiences et de faire respecter strictement les lois de la propriété, ce qui pousse à bout de nombreux paysans sans terres³³⁸.

En Bolivie, la loi reconnaît 6,4 millions d'hectares (en décembre 2003, mais les revendications portaient sur 31 millions d'hectares au 31 juillet 2001) aux communautés et peuples indigènes de l'orient, mais la procédure légale a piétiné et, dans certains cas, reste paralysée par de nouvelles attributions de droits de coupe à des entreprises forestières ou de prospection minières.

Ainsi, un état provisoire des attributions pour les TCO de la région de Santa Cruz note³³⁹ que sur 6,8 millions d'hectares traités, 2,1 millions ont été retranchés des attributions prévues.

Problèmes de fond nés de la territorialité incontrôlée

Néanmoins, de nombreux risques apparaissent dans l'exécution faite sous pression forte de cette politique de création des TCO :

- La reconnaissance d'un territoire a comme corollaire implicite, pour ses bénéficiaires, celle de la souveraineté administrative et politique exercée sur cet espace : question épineuse car elle pose le problème des institutions indigènes et de leur caractère démocratique.
- Pour certains, ces structures sont l'expression d'une démocratie de base, pour d'autres, au contraire, les structures démocratiques modernes, avec maires et conseils élus au suffrage universel, sont les seules acceptables dans un État de Droit ; le débat reste ouvert.

Nous n'insisterons pas ici sur les dangers du choix d'une agriculture fonctionnant sur une base ethnique, car elle porte un état de dépendance et de frustration réciproque entre les deux entités formant la Bolivie, la société métisse, d'une part, et la société culturellement indigène, mais métisse aussi, d'autre part.

La superposition sur les droits de propriétés foncières, de droits de l'État pour les mines, les forêts, le tourisme ou la protection du milieu comme des

³³⁸ Ainsi qu'en témoigne l'incident de Pananti, en octobre 2001, qui s'est déroulé dans la province du Grand Chaco (Tarija), où un propriétaire foncier envahi par des paysans andins du MST (Mouvement des Sans Terres) fit ouvrir le feu par ses gardes provoquant la mort de 7 personnes. Mais ces difficultés ne sont pas propres à la seule Bolivie ainsi que l'indique l'exemple du Brésil. On note ainsi que 80 % des 554 territoires indigènes du Brésil n'échappent pas à des invasions ou à des activités économiques illégales qui sont parfois encouragées par des notables soudoyés.

³³⁹ Martínez, J. *Proceso de titulación de las tierras comunitarias de origen*, 2001.

emprises d'utilité publique pose le problème de leurs possibilités réelles d'application et des réactions des intéressés.

Ce dernier point est des plus importants. En créant une structure foncière en « peau de léopard », c'est-à-dire avec une imbrication spatiale de statuts de droits d'exploitation miniers, forestiers et autres, connus sous le nom d'aires protégées, tous dérogeant aux droits autochtones, l'État a multiplié pour le futur les causes de frictions et d'incidents entre les membres des communautés et les acteurs de l'exploitation d'un territoire reconnu aux indigènes.

Un double risque en résulte soit avec la paralysie de certaines activités économiques, soit avec l'apparition de dissensions internes au sein des communautés, entre les membres intéressés à une activité extérieure et ceux qui s'y refusent.

Un autre problème de fond³⁴⁰ se pose à terme, celui du développement économique réel qui sera atteint sur les TCO.

S'il ne permet pas d'améliorer la situation sociale et économique de leurs familles, il y aura constat de la mise en place d'un nouveau *latifundio* indigène ne répondant pas à une fonction de développement.

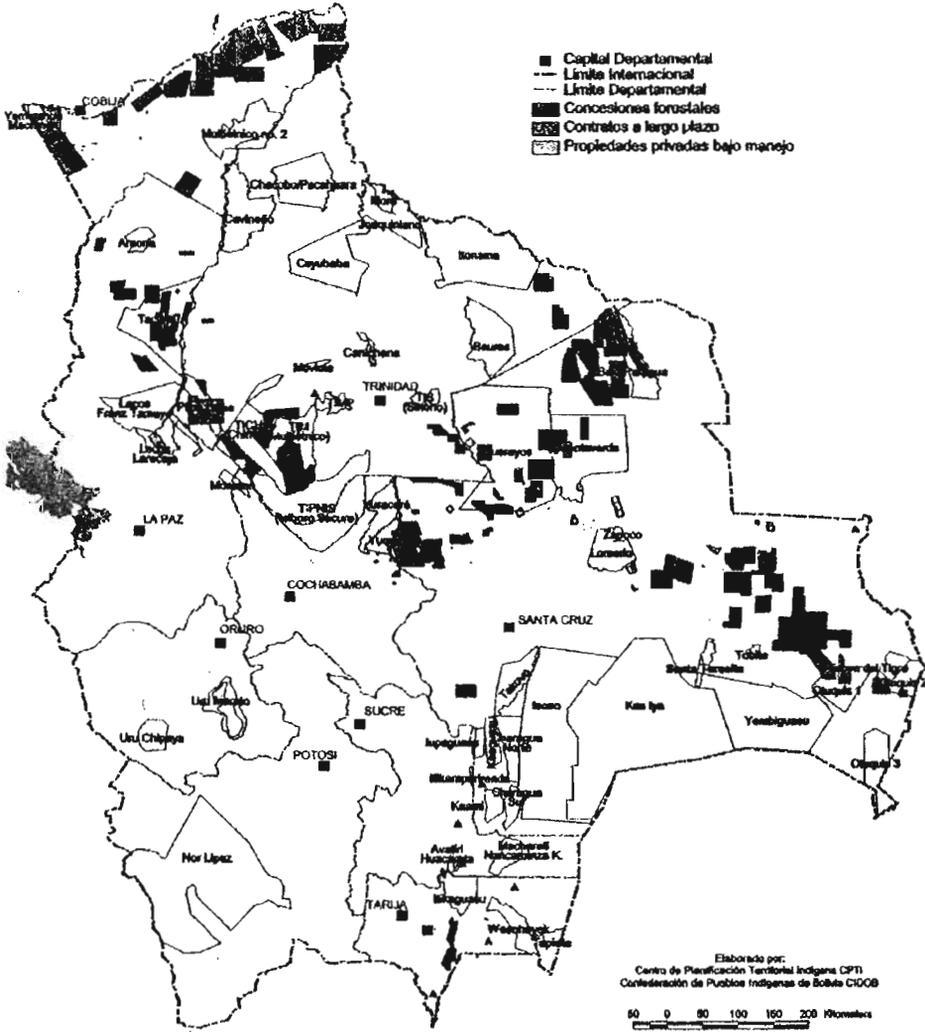
On peut s'interroger aussi sur les motifs réels qui expliquent que certaines grandes institutions internationales appuient moralement, mais aussi par leurs moyens et leurs fonds de développement, la création de territoires réservés aux autochtones.

Pour certains auteurs, ces encouragements s'inscrivent dans la ligne directe d'une mondialisation qui recherche l'ouverture de marchés nouveaux, débarrassés des tutelles pesantes des politiques nationales, comme de leur centralisme administratif, qui peuvent multiplier les freins aux projets de mise en valeur ou les compromettre...

Dans cette optique, la création de territoires peut apparaître comme un marché de dupes, car elle place dans un face à face bien inégal de petites communautés ethniques confrontées sans préparation à de puissants groupes d'investisseurs qui peuvent les manipuler à leur guise et leur imposer leurs conditions. Dans cette hypothèse, ce type de développement est porteur d'abus et de nouvelles déceptions graves pour les intéressés qui sont piégés à une dynamique ethnique qui n'est qu'un prétexte à asseoir de nouvelles formes d'exploitation incontrôlées.

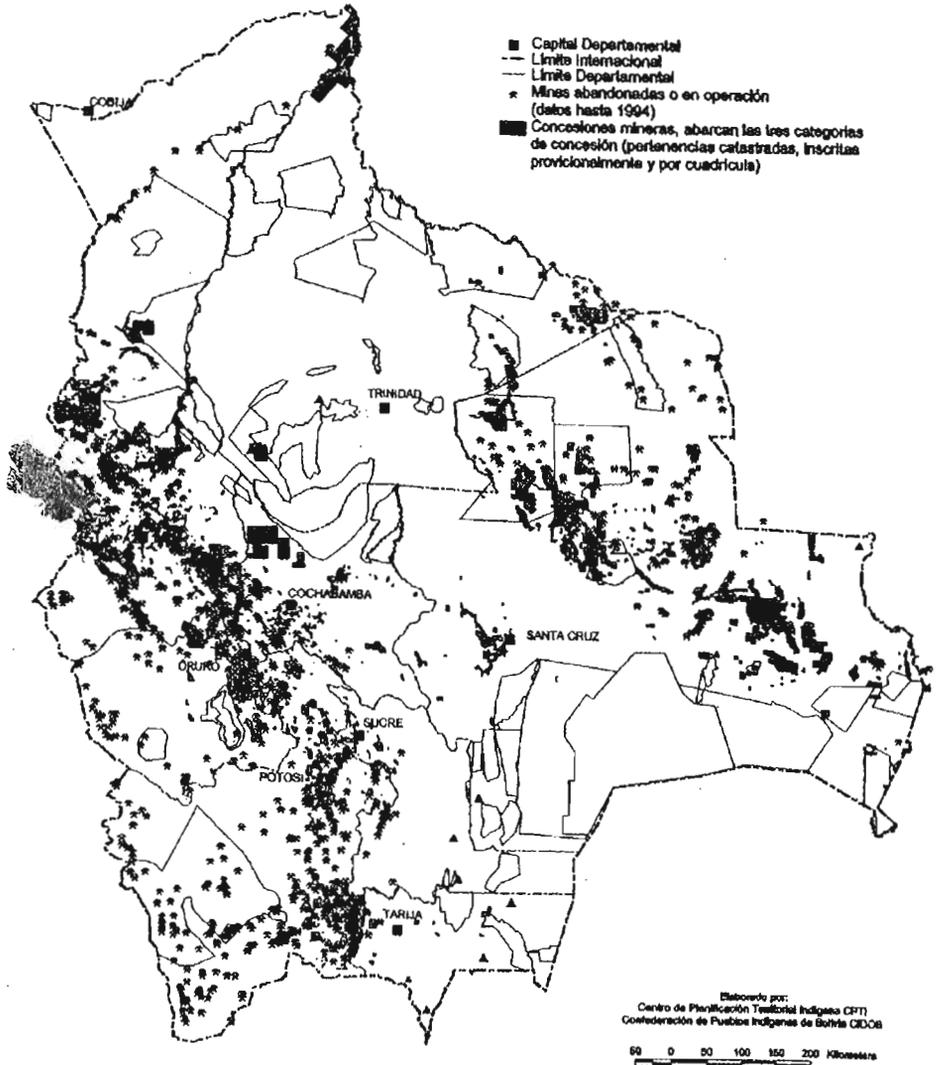
³⁴⁰ Galopo Von Borries. *Resultados de los cambios introducidos por la Reforma Agraria*, 2003.

Concesiones forestières de statut privé sur les terres de communautés d'origine



Fuentes:
 IGM (1995): División Política de Bolivia, escala 1:1.000.000
 SIF (1995): Concesiones Forestales, base de datos digital
 INRA (1997-99): Trámites y Resoluciones de Inscripción de TCOs

Concesiones mineras et Terres communautaires d'origine



Fuentes:
 IGM (1998) : División Política de Bolivia, escala 1:1.000.000,
 INRA (1997-99) : Títulos y Resoluciones de Inscripción de TCO's
 SETMIN (1999) : Concesiones Mineras de Bolivia, escala 1:2.500.000

Chapitre VIII

Le mouvement contestataire : entre utopie et révolution indienne

« S'il n'y avait pas des hommes lettrés, il n'y aurait personne pour gouverner les campagnards. Si les paysans faisaient défaut, il n'y aurait personne pour nourrir les lettrés ».

Menzies (III, A, 3)

La montée en puissance du mouvement indigène obéit aussi bien à des causes profondes issues de l'échec des attentes de la Réforme Agraire de 1953, que d'une prise de conscience historique et culturelle.

À partir de son succès initial, la revendication indigène se trouve depuis quelques années à la croisée des chemins : doit-elle suivre la voie, mais purement andine du retour aux formes collectives de l'*ayllu*, ou bien doit-elle s'engager dans la déconstruction d'un État bolivien unitaire pour instaurer de nouvelles entités établies sur la base ethnique des originaires du pays, les aymaras, quechuas voire guaranis ?

En un mot, effacer la Bolivie née de la République et revenir aux sources précolombiennes telles que reconstruites par la mythologie pseudo-historique...

Le mouvement indigène : concepts et définitions

La question agraire est marquée, depuis 1990, par la multiplication des actions et des prises de positions impliquant, directement ou non la Loi INRA. Aussi, est-il impératif de prendre en considération un mouvement intellectuel engagé, connu d'abord sous le nom d'indianiste, et qui a établi une étroite filiation avec le mouvement syndical.

Il est à préciser que l'apparition du fait indien s'inscrit en rupture du front syndical classique, à la faveur de l'émergence d'un nouveau personnel syndical, jeune et parfois de formation universitaire, qui va formuler des thèmes de revendications redécouvrant la spécificité de l'Indien.

La naissance du mouvement paysan

Le mouvement paysan s'est doté d'une organisation syndicale à partir de 1935, d'abord à Cochabamba, un département rural alors très représentatif, avec les « *piqueros* », des attentes de nombreux paysans indépendants ; de là, il s'est étendu vers La Paz et Oruro. Sa force majeure a résidé à l'époque dans ses liens avec le syndicalisme urbain et départemental.

L'essor de ce mouvement a bénéficié des avancées d'une réflexion dont on peut situer les prémises vers 1920. Elle émanait de groupes de jeunes intellectuels (du *Partido Izquierdista Revolucionaria*), dont l'objectif était de jeter les bases d'un nouvel État épousant des réalités économiques et sociales satisfaisant les attentes des plus humbles et de forger une nation homogène.

Les désastres consécutifs à la Guerre du Chaco avec le Paraguay, de 1932 à 1935, devaient préparer une future explosion paysanne. La prise du pouvoir, en 1936, par des officiers nationalistes, devait faciliter la prise de conscience des campagnes tout en alimentant leur forte exigence de réformes profondes.

À partir de 1945, après la première réunion du mouvement des indigènes boliviens, les milieux syndicalistes et réformateurs vont inscrire dans leur programme la fin du régime de servage des *colonos* des haciendas (connu sous le nom de *pongueaje*³⁴¹), la réforme de la fiscalité pesant sur les ruraux et, enfin, le partage des grands domaines au profit des communautés démunies.

De l'exaltation de la Bolivie rurale

La montée d'une revendication foncière fondée sur une base ethnique trouve son fondement dans les attendus³⁴² qui justifient historiquement, socialement et économiquement les mesures de réforme agraire prises en 1953. On doit préciser que la population recensée comme indigène représentait en 1950, 1,7 million de personnes contre 1 million de non indigènes³⁴³.

Quant au secteur agricole, il représentait 72 % de la population économiquement active (PEA) dont 82 % pour la PEA d'origine dite indigène. Il est clair aussi qu'avec l'attribution du suffrage universel, les intentions électoralistes n'étaient pas absentes.

Ces attendus survolent brièvement l'histoire rurale, des Incas à la colonisation espagnole. Cette situation d'exploitation coloniale aboutit aux révoltes sanglantes de Tupac Amaru, Julian Apaza et des frères Katari à la fin du XVIII^e siècle, qui revendiquaient la restitution de leurs terres usurpées et la fin des exactions administratives comme privées. L'indépendance, est-il consigné, vit :

«... les Créoles féodaux, trompant les aspirations politiques et économiques qui avaient impulsé la Guerre d'Indépendance, au lieu de détruire l'héritage colonial, en réalisant une authentique révolution nationale et démocratique, consolidèrent la concentration des terres au profit de quelques latifundistes et maintinrent ainsi la condition servile, le retard culturel et l'oppression politique de la majorité de la

³⁴¹ Notons à ce propos la nouvelle équatorienne *Huasipongo* de J. Icaza qui évoque le servage rural. Voir aussi Arguedas, A. *Raza de bronce*, 1919, ou Botelho, R. *Problemática del indio boliviano*, 1959.

³⁴² Castillo Avendaño, (de) W. *Compilación legal de la Reforma Agraria en Bolivia*, 41-95, 1955.

³⁴³ Selon le recensement de 1950, avec une forte concentration dans les départements andins.

population nationale, mettant à mal ainsi les possibilités d'un développement ultérieur sur des bases économiques et capitalistes ».

Ensuite, est-il noté, la pénétration capitaliste laissa intacte le système agraire, et mit les intérêts nationaux à son profit : « *convertissant le pays en une semi colonie mono productrice de produits extractifs étranglant complètement l'économie traditionnelle d'autoconsommation agricole* ». Aussi les féodaux possesseurs de la terre, « *... en étroite alliance avec le consortium minier* », se refusèrent à toute évolution progressiste dans les campagnes et :

« ... interdirent à la race aborigène toute vie civilisée, et par leur implication directe ou non aux massacres périodiques d'ouvriers et paysans a démontré son incapacité à évoluer en accord avec les nécessités historiques du pays ».

En conséquence, constatant que :

« ... la forme actuelle d'une partie importante de la propriété rurale est établie sur la base de la spoliation des indigènes, la fraude légale et les exactions administratives, elle est injuste [...] et irrationnelle », toutes ces terres doivent être « ... restituées au domaine de l'État, pour les fins de colonisation, immigration et autres nécessités et intérêts publics ».

Un autre des considérants est intéressant par les conséquences sociales en milieu rural et indigène qu'il décrit et dénonce :

« La spoliation de la propriété indigène et le régime de servitude, maintenu tout au long de la période républicaine, se sont traduits également par l'analphabétisme de 80 %³⁴⁴ de la population adulte [...] la dépréciation des traditions artistiques, des valeurs du folklore national et des qualités ethniques des travailleurs natifs ».

Les mauvaises conditions d'hygiène de l'habitat, l'absence d'assistance médicale, la dénutrition, « *... expliquent d'effrayantes statistiques de morbidité et mortalité ainsi que l'ont démontré de nombreuses études de chercheurs nationaux et étrangers* ». Aussi, en conformité avec le programme du MNR qui exprime « *la volonté de la grande majorité des ouvriers et paysans* », est-il décidé :

- D'attribuer des terres agricoles aux paysans sans terres comme aux petits exploitants à l'étroit en expropriant les grands propriétaires.
- De restituer aux communautés indigènes les terres qui leur furent usurpées.

³⁴⁴ 69 % selon le recensement de 1950, mais 80 % pour Chuquisaca et de Potosi.

- De libérer les travailleurs agricoles de leur condition de servitude, en proscrivant les services et obligations personnelles gratuites.
- De promouvoir les migrations internes des ruraux, trop concentrée dans la zone andine, afin de rationaliser sur l'étendue du territoire la distribution démographique, affirmer l'unité nationale et intégrer économiquement l'orient avec l'occident.

Ces attendus, nourris du lyrisme idéologique réformateur de l'époque, nécessitent une explicitation. Les auteurs scientifiques qui ont travaillé sur la question depuis, aboutissent en effet à des constats plus affinés et plus balancés.

La période inca, n'a pas été un âge d'or du paysan inscrit dans la structure de l'*ayllu*, la communauté rurale précolombienne. Il était soumis à un étroit contrôle comme à une planification de ses productions agricoles, payait un tribut, était réquisitionné pour effectuer des corvées durables comme par la conscription.

Contrairement aux affirmations du texte des considérants, la propriété indigène n'a pas été systématiquement spoliée par les lois coloniales espagnoles, pas plus ensuite que par celles du régime républicain, au moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Melgarejo.

Le vif reproche fait aux « *Créoles féodaux* » de n'avoir pas entrepris, à partir de 1825, « *une révolution nationale et démocratique mettant aussi à bas le système foncier latifundiaire* » paraît quelque peu anachronique, surtout si l'on met en parallèle les délais qui furent requis pour assurer l'avancée des réformes sociales et économiques dans les pays européens avancés de l'époque. Certes, il est indéniable qu'avec l'indépendance la pression foncière du capitalisme urbain et minier se développe, et trouve son apogée à partir des lois de dépouillement foncier des communautés sous Melgarejo, mouvement qui perdure jusqu'aux années 1920, non sans incidents graves.

Il est tout aussi vrai que l'économie bolivienne, après l'indépendance, se résume à une économie d'enclave minière exportant du minerai brut. Néanmoins, il est tout aussi vrai aussi qu'une partie des grands domaines, ceux proches des grandes villes et des centres miniers, a été bien valorisée pour l'époque et a assuré en gros les besoins alimentaires, malgré des disettes voire famines liées aux péripéties climatiques frappant les provinces pauvres de l'Altiplano.

Ces mises au point nécessaires faites, on ne peut qu'adhérer aux constats sur l'arriération d'une grande partie des campagnes surtout les plus marginales. L'état de quasi-totale déficience de la médecine publique par exemple, le ministère de la Santé publique n'ayant été créé qu'en 1938, est bien attesté³⁴⁵.

³⁴⁵ Balcazar, *Epidemiología boliviana*, 1945.

Presque tous les indicateurs propres à l'état médical de la population bolivienne prise dans son ensemble sont en berne au recensement de 1950, et catastrophiques pour les provinces rurales dont la population rurale atteint 75 % du total. Il en est de même pour l'éducation, les infrastructures publiques.

La dépréciation du fait indigène est monnaie courante, les langues indigènes considérées comme une survivance archaïque alors que l'enseignement en milieu rural reste embryonnaire, leur statut social déprécié, enfin leur participation à la vie politique reste quasi-symbolique.

Face à cette situation, le programme de réforme agraire a affiché des objectifs généreux et ambitieux. Mais, après plus de trente ans d'application, la désillusion l'emportera car, contrairement à son objectif majeur, la redistribution foncière n'a pas réussi :

- À donner des terres aux familles dépourvues..
- N'a pas remédié aux profondes disparités foncières existant aussi au sein des communautés, où existent aussi de grands domaines..

De plus, sa lisibilité a été mise à mal par la reconnaissance de l'utilité publique des grandes exploitations modernes et capitalistes en orient, un objectif tout aussi clairement assigné par la réforme de 1953.

De même, malgré ses exhortations aux accents démagogiques, elle n'a pas réussi à mettre en pratique une politique d'intégration et d'ascension sociale significative du milieu indien. Ce faisant, par ses considérants historiques, économiques et sociaux, elle a jeté les bases de la future contestation radicale des institutions et de l'unité du pays, avec l'exigence d'une nouvelle revendication foncière dans le cadre du retour à une agriculture ethnique.

Dans la logique de leurs revendications maximales, les mouvements indianistes, relayés par le Katarisme renaissant de ses cendres, dénonceront la tromperie qu'a représentée à leurs yeux la distribution de 30 millions d'hectares, principalement dans les régions orientales, au profit des grands éleveurs comme des nouveaux grands domaines modernes assurant des cultures d'exportation. Or, la formation de ce véritable glacis agricole moderne est inscrite clairement dans les dispositions très précises concernant les tailles maximales des propriétés dans les régions orientales³⁴⁶.

Ainsi il est clair que la philosophie apparente inscrite dans le corpus de la Réforme Agraire instaure un double système de structures agraires, les unes de

³⁴⁶ Si dans l'Altiplano, la loi (p. 51, article 15) limite à 10 hectares au maximum la propriété dans la périphérie du lac Titicaca, étendue à 15 hectares autour du lac Poopó, elle admet 35 hectares dans le Sud bolivien où les conditions naturelles sont aléatoires pour l'agriculture. Mais en zone tropicale (Beni, Pando), les extensions foncières admises oscillent entre 400 et 2 000 hectares. Enfin, concernant la propriété d'élevage en zone des llanos, elle peut varier entre 500 et 50 000 hectares.

petites et moyennes propriétés dans la région andine, les autres ouvertes aux grands domaines des entreprises capitalistes, ainsi que le texte l'énonce clairement dans plusieurs passages. Aussi, les arguments dénonçant le nouveau *latifundio* qui se serait créé en détournant de son objectif la réforme agraire, ne sont pas fondés ; seuls la captation abusive des terres par la corruption et le népotisme politique de la classe dirigeante peuvent être incriminés dans la gabegie qui a mené au dévoiement de cette loi.

La résurrection katariste

Un premier tournant crucial du syndicalisme paysan se manifeste dès la fin des années 1970. Il est marqué par l'arrivée aux leviers de commande d'un groupe de jeunes intellectuels revendiquant une idéologie se recommandant du Katarisme³⁴⁷.

Elle trouve ses racines dans la révolte de 1781 ou Tupac Katari conduisit deux sièges sévères (avec de 10 000 à 15 000 victimes) contre La Paz et dévasta les provinces voisines avant d'être arrêté, le 9 novembre 1781, et exécuté le 14 du même mois ; il revendique aussi l'héritage postérieur de Zarate Willca, un des acteurs indiens majeurs de la Guerre Fédérale de 1899, ainsi que nous l'avons vu.

Le Katarisme et la technique du contre-pouvoir paysan

On a souvent analysé le soulèvement organisé par Tupac Katari comme une pure révolte anti-coloniale. Or, à côté de cet aspect indéniable, un autre est resté occulté car il s'inscrit dans une réaction du type lutte des classes, c'est-à-dire contre les caciques qui collaboraient activement en servant d'intermédiaires aux autorités coloniales.

Ainsi que le constate J. Piel³⁴⁸ pour le Pérou, et il en fut de même pour l'audience de Charcas, ces notables respectés étaient aussi de prudents conservateurs : «... la majorité des caciques indiens est restée fidèle au roi d'Espagne assurant ainsi l'échec de ces rébellions ».

Cette situation, bien que pudiquement voilée par certains des détenteurs actuels de la mémoire des « insurgences » détache, si besoin en était, les clivages et les contradictions propres au milieu indien et à ses responsables politiques et intellectuels.

³⁴⁷ Il s'agit des deux frères Katari, acteurs du soulèvement contre l'Espagne, fin du XVIII^e siècle. Pour la période coloniale, voir : Valle de Siles, M. E. *Historia de la rebelión de Tupac Katari (1781-1782)*, 1990. Voir aussi Lavaud, J.P. *Indiánité et politique : le courant Tupac Katari en Bolivie*. ERSIPAL, 1982.

³⁴⁸ Piel, J. *Capitalisme agraire au Pérou*. Op. cit. p. 202.

Cette génération de cadres syndicalistes était formée principalement de jeunes intellectuels aymaras³⁴⁹ ayant pris leurs distances avec la subordination syndicale à l'État MNR instaurée à partir de 1952.

Leur militantisme les a poussés en tant qu'avant-garde révolutionnaire d'un syndicalisme noyauté d'abord puis récupéré par leur soin en 1985.

L'émergence de ce groupe katariste déboucha, en 1979, sur un mouvement d'agitation en milieu rural qui était concomitant aux soubresauts politiques que vivait alors le pays, notamment avec le coup d'État MNR du colonel Natusch suivi, en 1980, par celui de García Meza. Les kataristes, forts de leurs premiers succès, fondèrent alors la CSUTCB en tant que formation unitaire de lutte.

Ce syndicat connut rapidement un succès indéniable chez les paysans du Nord de l'Altiplano et surtout en milieu aymara, non sans des méthodes de recrutement non exemptes de pressions diverses..

À partir de 1983, avec le regain des partis conservateurs et la gravité de la crise économique et financière qui secouait le pays, avec la quasi-faillite de l'industrie nationalisée de l'étain. Aussi aucune initiative nouvelle ne devait apparaître au sein d'un monde rural replié sur lui-même.

Du côté de l'orient, le mouvement indigène resta discret jusqu'aux années 1980, faute d'une élite locale sensibilisée.

La reconquête du syndicalisme rural par le Katarisme

Le nouveau discours syndical qui est apparu après 1980 peut se résumer à deux grandes tendances :

- L'une se reconnaît dans l'État bolivien et son cadre unitaire, mais demande la reconnaissance de son caractère multiethnique, donc de sa spécificité culturelle ; c'est la tendance qui domine en orient.
- L'autre, à dominante andine, invoque une autodétermination des nations originaires qui revendiquent la communauté rurale comme base économique, politique et culturelle, avec le projet d'aboutir à une confédération Aymara-Quechua-Guarani³⁵⁰.

Ainsi une rupture du pacte de fondation de la Bolivie était doublement formulée, car reposant sur le territoire et la base ethnique.

³⁴⁹ La société aymara qui s'appuie sur une langue riche et complexe comme sur une ancienne culture restée vivace socialement, joue un rôle important à La Paz et certaines régions (Oruro) du pays. Elle revendique, pour sa tendance nationaliste, son appartenance culturelle à l'empire de Tihuanaco, ce qui est infondé historiquement. Signalons le rôle de Franz Tamayo, poète et écrivain, dans le renouveau culturel aymara.

³⁵⁰ Nous n'épilouterons pas ici sur l'aspect quelque peu virtuel du rôle prêté aux Guaranis dans cette construction. Avec moins de 80 000 individus largement métissés et étalés sur un vaste espace, on peut douter de leur aptitude à former le pendant oriental des Aymaras et Quechuas.

À partir de cet engagement radical, une césure ira s'élargissant entre les motivations modérées et légalistes propres aux syndicalistes orientaux, et celles plus radicales, voire révolutionnaires de ceux du massif andin.

Les intellectuels andins, comme certains membres des ONG³⁵¹ et des partis de gauche, vont s'efforcer alors de s'approprier ce discours « pluri-ethnique ».

Aussi selon Patzi³⁵² : « *La question indigène a été piégée et parasitée* » par ces organisations portées par la mode de l'écologie et de l'ethnique... Dans ce processus, l'État devient pour les Kataristes la cible privilégiée d'un mouvement paysan endoctriné par leur soin, et ce d'autant plus qu'il représente pour eux l'agent intermédiaire de la nouvelle stratégie mondialiste d'accumulation du capital.

Pour les minorités, les analyses de certains spécialistes insistent sur la récupération du thème ethnique par l'État libéral qui devient officiellement neutre, tout en privilégiant son propre système et ses valeurs³⁵³. Aussi l'État, perversément selon eux, promulgue des réformes attrayantes en apparence, mais entraînant l'auto liquidation des groupes indigènes en les faisant participer, par une politique d'intégration, au jeu de la démocratie et du marché, donc poursuit un ethnocide culturel³⁵⁴. Critique qui n'était pas nouvelle sous le soleil des Andes car, selon les kataristes, l'histoire de cinq cents ans de colonisation en Bolivie, et plus particulièrement en orient, passe par une politique de subordination des indigènes.

La récupération de l'échec de l'intégration urbaine des migrants ruraux

Un autre élément d'analyse est apporté par les kataristes, avec les tentatives de passage dans la société urbaine de nombreux migrants ruraux urbanisés. Avec l'apparition d'une certaine prospérité urbaine, le mimétisme social accompagné d'un processus de forte acculturation devint la règle à partir des années 1960, notamment pour de nombreux migrants urbanisés.

³⁵¹ Il faut rappeler ici l'importance prise par les ONG dans le paysage bolivien. Elles étaient 900 enregistrées en 1997, soit un probable record international... Les plus grandes disposent de moyens financiers importants, de matériels, d'ateliers, d'experts et ont recruté un personnel local, parfois nombreux et disposant de salaires en général supérieurs à la moyenne. Elles disposent, pour certaines d'entre-elles, d'une clientèle qui leur sert de relais locaux et de faire-valoir moral : élus, maires, chefs de villages ou de tribus, religieux, enseignants, infirmiers...

Comme ailleurs, certaines font un travail estimable voire exemplaire, d'autres servent à des fins plus religieuses, et certaines « font des affaires », ne serait-ce que pour justifier les dégrèvements fiscaux des Américains fortunés...

³⁵² Patzi, F. P. *Insurgencia y Sumisión. Movimientos indígenas-campesinos (1983-1998)*, 1999.

³⁵³ Will, K. *Ciudadanía Multicultural*, 1996.

³⁵⁴ Diaz Polanco, H. *Autonomía regional : la autodeterminación de los pueblos indios, Siglo XXI*, 1991.

En orient, le phénomène est double car concerne aussi bien les Cambas³⁵⁵ natifs que les migrants andins *Collas*³⁵⁶ installés, partie d'entre eux voulant faire oublier leurs origines et se fondre dans le milieu local par le changement d'habit, de nom et la pratique exclusive de l'espagnol³⁵⁷.

Du côté de l'État comme des municipalités des grandes villes recevant les migrations, il n'y eut aucune politique d'accueil, par l'habitat et la création de services publics, permettant d'accompagner ce nouveau phénomène de masse. La naissance, puis le développement chaotique, de l'urbanisation³⁵⁸ de la nouvelle ville de El Alto, monstrueuse et désolante verrue urbaine surplombant, à 4 000 m d'altitude, la capitale de La Paz, en est un exemple significatif. Constituée à partir de 1974 avec 40 000 habitants, l'agglomération de El Alto atteint au recensement réalisé en 2001 une population de 700 000 personnes, donc rattrape celle de La Paz. Il en fut à peu près de même à Cochabamba (pour Quillacollo) ou à Santa Cruz. Cette absence de politique urbaine d'insertion, de la part aussi bien des ministères que des élus locaux, témoigne de l'imperméabilité des divers gouvernements à l'apparition du paysan, donc de l'Indien, dans le paysage social urbain resté longtemps l'apanage des métis.

Les indianistes et les kataristes furent les premiers à analyser ce mécontentement diffus, né d'une dépossession socioculturelle souvent liée à l'échec social, et pouvant se résumer à « *se sentir étranger dans son propre pays* » selon le Manifeste de Tiwanacu de 1970.

Faute de scolarisation, même élémentaire, parlant peu ou mal l'espagnol, une partie de la main-d'œuvre migrante trouva cependant une échappatoire dans l'activité informelle. Elle s'inséra dans le monde des petits métiers, des services, des grands chantiers, des apprentis artisans ou d'employés des commerces, des transports, des revendeurs de produits de contrebande.

Note

Il nous a paru intéressant, pour mieux éclairer le débat, de cartographier les données de la population revendiquant une origine indigène en Bolivie lors du recensement de 2001. La carte indique que l'ensemble de l'Altiplano et partie des vallées, avec Cochabamba, se revendique indigène. Au contraire, en orient, cette revendication est beaucoup moins marquée.

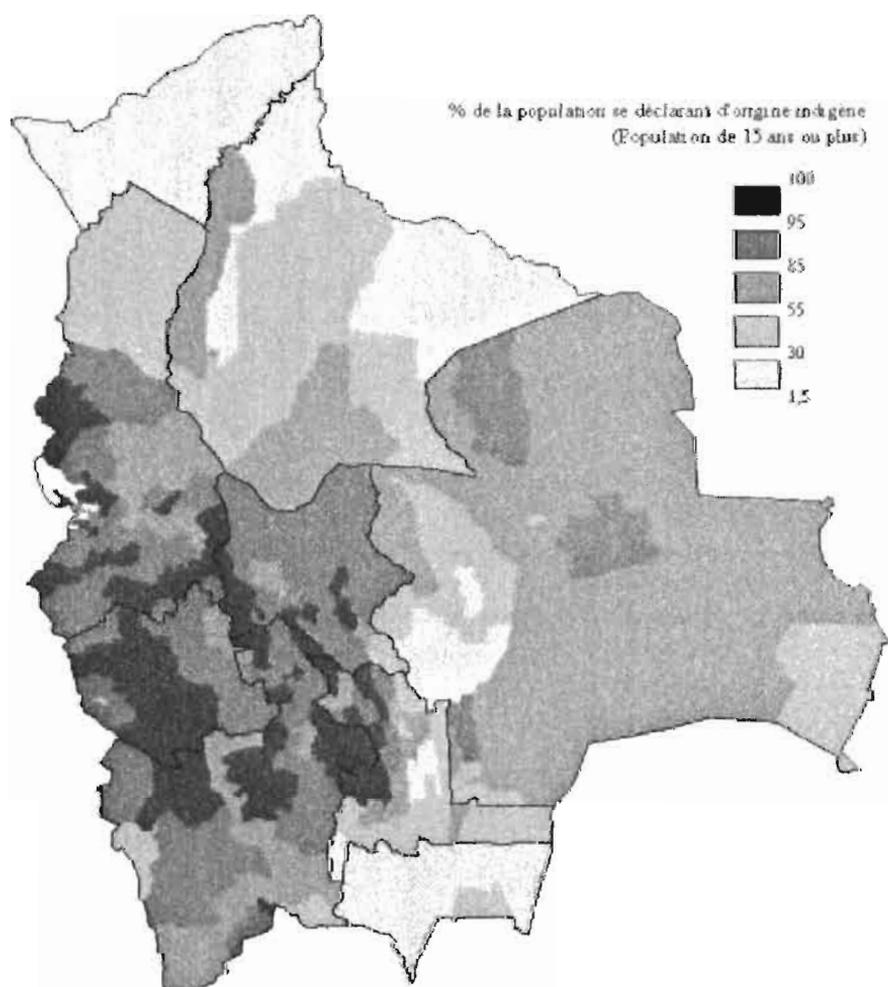
³⁵⁵ Nom générique donné aux habitants de l'orient, sans distinction ethnique.

³⁵⁶ Collas ou gens du Collasuyu, partie Sud de l'empire Inca .

³⁵⁷ Ce qui est confirmé par les recensements de 1992 et 2001 où les langues originelles, en orient, ne concernent plus, en apparence, qu'une faible proportion de la population. Pour une étude approfondie voir, Albo, X. *Bolivia Plurilingüe. Guía para planificadores y educadores*, 1995

³⁵⁸ Le phénomène est identique ailleurs en Amérique andine, avec le cas de la monstrueuse urbanisation périphérique de Lima, mais aussi de Quito, Guayaquil, Bogota ou Caracas. Voir à ce propos la thèse de V. Baby-Collin. *Marginaux et citadins. Construire une urbanité métisse en Amérique Latine. Étude comparée des barrios de Caracas (Venezuela) et des villas d'El Alto de La Paz, 2000.*

Population d'origine indigène en 2001



Source : Institut National de Statistique, Recensement de 2001
© V. Brundage, Ph. Ménez, J.-C. Rivas, 2003

Un autre exutoire a été le Chapare, une région tropicale jusqu'alors déserte transformée, fin des années 1970, en véritable « *cocalandia* », employant une importante main-d'œuvre de paysans pauvres comme de mineurs relocalisés.

Crise du katarisme et apparition des organisations indigènes

À partir de 1980, le panorama commence à changer pour le syndicalisme paysan andin, avec les actions « physiques » de la CSUTCB qui inaugure les premiers blocus routiers et propose ensuite son premier projet de Loi Agraire Fondamentale. Cette radicalisation du processus revendicatif a été influencée intellectuellement par des religieux ralliés à l'*aggiornamento* décidé par le Vatican dans l'approche des problèmes sociaux, ou par des « métis intellectuels » selon S. Rivera.

Le congrès du CSUTCB de Cochabamba, en 1981, fut l'occasion de l'éclatement du conflit entre les tendances antagonistes. Il marque un tournant radical du discours syndical qui abandonne alors ses thèmes revendicatifs habituels, pour mettre en avant le nouveau discours ethnique.

L'étape suivante se déroula en 1985. Les kataristes décidèrent alors de fonder leur propre parti politique, le MRTKL, ou Mouvement Révolutionnaire Tupaj Katari de Libération. La profession de foi du nouveau mouvement dénonçait la situation de la Bolivie en tant que pays colonial maintenu depuis la fondation de la République, et « *dominé par une minorité oligarchique luttant contre le peuple* ».

Ce programme obtint seulement deux députés aux élections de 1985 ; cet échec engendra des rivalités de personnes³⁶⁰ qui éclatèrent ensuite. Elles expliquent que, jusqu'en 1992, le parti se débilita et perdit son influence syndicale, tandis que la tendance plus modérée, animée par Victor Hugo Cardenas³⁶¹, acceptait de participer au gouvernement MNR du président Sanchez de Lozada dont Cardenas, en devenant le vice-président de la République, représenta une caution indigène mise en avant avec ostentation.

Naissance du mouvement cocalero

Il s'enracine, à partir de 1985, dans le Chapare. La sécheresse de l'Altiplano de 1983 puis la « relocalisation » des mineurs licenciés en 1985, lui fournissent ses troupes les plus syndicalisées et les plus résolues.

À partir de 1990, il devient vigoureux et s'implante au sein de la CSUTCB où, probablement, ses subsides généreusement distribués lui ouvrent les portes et une écoute favorable à ses thèses.

³⁶⁰ Entre V. H. Cardenas, Genero Flores et Walter Reynaga, selon F. Patzi.

³⁶¹ Homme politique d'origine aymara.

Sa profession de foi se résume à la défense « *contre l'impérialisme yankee* » des « *petits paysans pauvres* » cultivant la coca.

Le mouvement se radicalise avec les débuts de la réaction de l'État poussé, bon gré mal gré, par les États-Unis.

Aussi ces derniers dépêchent-ils, à partir de 1985, des agents du D.E.A.³⁶² sur place pour faciliter la répression contre un circuit de la coca-cocaïne qui était jusqu'alors plus que toléré par les diverses autorités. Divers affrontements sanglants devaient en résulter cristallisant la résistance des *cocaleros* qui, habilement, diffusent à l'extérieur un discours « bien pensant » associant coca³⁶³, lutte anti-impérialiste et tradition indienne.

Cet amalgame devient un leitmotiv des réunions paysannes où l'on arbore, pour la première fois, le drapeau de la Grande Révolte de Tupac Amaru, la *whipala*. Néanmoins, cette agitation n'empêche pas la promulgation (sous une forte pression des États-Unis) de la très contestée loi 1 008, qui rend illégale la culture de la coca excédentaire³⁶⁴.

La marche de 1991, au nom de la souveraineté et de la dignité, reçoit ainsi un appui tacite³⁶⁵ d'une large partie de l'opinion³⁶⁶, tandis que les *cocaleros* poursuivent l'infiltration de la CSUTCB.

Cette situation conflictuelle, lourde des menaces latentes de guérilla qui l'accompagnent, ne pouvait qu'empoisonner les relations de la Bolivie avec les États-Unis.

³⁶² D.E.A. ou *Drug Enforcement Administration*, service de répression des stupéfiants des États-Unis.

³⁶³ La lutte engagée, pour la défense des producteurs de la coca excédentaire ou illégale, est d'autant plus paradoxale que les *cocaleros* se défendent de tout lien avec les fabricants de cocaïne qui se sont greffés sur cette activité. Ainsi les tenants de la libre culture de la coca exigent un contrôle purement autochtone d'une production nationale érigée en symbole de libération aussi bien contre l'État colonial que « contre l'ordre international répressif imposé par l'étranger ».

³⁶⁴ C'est-à-dire ne conserve la coca légale, à usage traditionnel bien ancré, que dans les Yungas (avec 10 000 hectares) où sa culture est ancienne et légale, tandis que les zones de nouvelle colonisation de la coca, avec surtout le Chapare, devaient progressivement reconvertir, avec des aides financières et techniques, les cultures de coca.

³⁶⁵ Nous n'entrerons pas ici dans une analyse de la problématique de la coca sur laquelle de très nombreuses publications existent. Rappelons simplement qu'à la fin de ses beaux jours, en 1997, les retombées économiques étaient évaluées entre 800 millions et 1 000 millions de dollars, et à 4 à 5 % de la population active du pays. De 30 à 50 000 *cocaleros* participaient alors directement dans le Chapare et plus secondairement dans les Yungas, à la culture de la feuille de coca qui a atteint une superficie estimée à 50 000 hectares au moins, au plus fort de son extension. Cette activité irrigue aussi les circuits de la contrebande, de la construction, du marché automobile et de l'immobilier de luxe comme du commerce de qualité... Pour un plaidoyer inconditionnel et mondialiste en faveur de la coca-cocaïne voir E. Gironda. *Coca immortal*, 2001.

³⁶⁶ Il est bien connu qu'une partie de la société civile a bénéficié, directement ou indirectement, du pactole représenté par le trafic de la cocaïne depuis 30 ans, ce qui explique les très grandes difficultés de la politique gouvernementale comme le soutien inavoué du public aux *cocaleros*...

Ceux-ci, en effet, qui, depuis une dizaine d'années, ne ménagent pas leur appui comme leurs pressions pour aboutir à une éradication totale de la production illégale. Elle explique aussi, pour partie, la grave crise de fond qui a éclaté en Bolivie en octobre 2003, et dont les événements de juin 2005 portent la marque avec le rôle de pointe joué par le parti *cocalero*, le MAS (*Movimiento al Socialismo*).

Ainsi, selon le Washington Post (du 15 mai 2003) et une étude récente dont l'information est rapportée par la presse bolivienne³⁶⁶, l'échec de la lutte antidrogue est patent en Bolivie comme au Pérou. Les causes en résident dans la chute des cours des cultures alternatives comme dans la hausse, la plus haute de son histoire, enregistrée par la coca. Pour la Bolivie, l'augmentation de la production serait de 28 % en 2002³⁶⁷.

L'organisation des indigènes orientaux

Elle ne débute vraiment qu'à partir de 1980, et reçoit ensuite un substantiel appui économique et institutionnel des Églises et de milieux privés appuyant les ONG ; elle bénéficie aussi de fonds de la BID (Banque Interaméricaine de Développement), de la Banque Mondiale, de l'ONU, du FMI ou de l'OIT, afin de promouvoir des politiques écologiques et indigènes.

La création de APCOB (ou *Apoyo para el Campesinado del Oriente Boliviano*) donne ensuite naissance à une organisation de base, le CIDOB (ou *Confederación de los Indígenas del Oriente Boliviano*) qui devient l'élément moteur du mouvement.

Rencontres et échanges entre groupes ethniques préparent le terrain, à partir de 1977, avec l'objectif de réunir le premier congrès des peuples indigènes, en octobre 1982. Les milieux catholiques jouent un rôle très actif dans cette structure, notamment avec les jésuites du CIPCA, pour appuyer la création, en 1987, de l'Assemblée des Peuples Guaranis.

Dans le Beni, on note la formation de CIDDEBENI (ou Centre d'Information et Documentation pour le Développement du Beni) qui assura, en 1987, la formation du Premier *Cabildo* (Comité) des Indigènes de Mojos. Hommage fut rendu à cette occasion aux héros des luttes passées, tels Pedro Ignacio Muilba, âme de la révolte indienne de 1810. Sirionos, Movimas, Chimanes comme d'autres ethnies le rejoignirent ensuite.

³⁶⁶ Voir *La Razón* du 20/05/2003. Selon un rapport du Département d'Etat des États-Unis, cité par le journal « *Opinion* » du 11/04/2005, « *La Bolivie, malgré les efforts des président Banzer et Mesa reste le troisième producteur de cocaïne au monde* ».

³⁶⁷ Comme toute information statistique destinée à produire des messages significatifs pour le grand public, il est nécessaire de prendre ces données avec précaution. Face à cette information, Evo Morales, le responsable du mouvement des *cocaleros* a répondu : « *Dire qu'il n'y aura plus de coca en Bolivie serait admettre qu'il n'y aura plus de quechuas et aymaras en Bolivie* »...

Ces mouvements dénoncent la colonisation *karayanas*³⁶⁹, la clôture de vastes domaines consacrés à l'élevage isolant des villages indigènes au sein des *estancias*, et la déforestation engagée par les grandes sociétés forestières.

La Banque Mondiale leur apporta rapidement un soutien, notamment par l'intermédiaire de diverses ONG subventionnées, ce qui a favorisé la naissance du double concept de peuple indigène et de ressources naturelles renouvelables. Un programme de revendications a été formulé, axé sur :

- La reconnaissance et la protection des terres des aires tribales.
- La création de services scolaires, sociaux et éducatifs adaptés.
- Le maintien de l'intégrité culturelle de la communauté.
- La création d'un forum sur les adjudications foncières.

On doit noter que l'État bolivien n'a évalué que tardivement la portée de ces concepts chargés de critères néolibéraux de développement, ce qui lui a imposé son adaptation à cette nouvelle politique sous la pression locale et internationale.

La gauche moderniste

Fin des années 1980, une grande partie des intellectuels de gauche, avec la normalisation démocratique progressive de la situation politique, a rallié les rangs des ONG.

Face au katarisme et à l'indianisme qui dénoncent le colonialisme interne existant en Bolivie, le discours de la gauche a changé. Elle décide de dénoncer le thème ethnique qui a pris une connotation raciste car, pour elle, la seule vérité sociale réside dans l'existence d'une bourgeoisie et d'une classe ouvrière comprenant le paysannat qui doit, lui aussi, se prolétarianiser pour accomplir la révolution marxiste. Néanmoins, la gauche se rallie à la doctrine du « pluri-multiculturalisme », seule possibilité d'une cohabitation dans un cadre commun dont elle se pose en intermédiaire obligé.

Il est à noter, derrière ce discours intellectuel dominant, l'existence de fortes oppositions exprimées par certains notables de gauche.

Ainsi pour un de ces opposants, un ancien paysan devenu chef syndical puis avocat³⁷⁰, l'idéalisation de la communauté n'obéit pas à une analyse réaliste du fait communautaire aussi bien que du fait indien.

³⁶⁹ C'est-à-dire des éleveurs de Santa Cruz qui ont colonisé une partie des llanos, souvent au mépris des droits fonciers des autochtones.

³⁷⁰ Calami Gonzales. E. *Pensamiento político ideológico campesino*, 1996. Op. cit. p. 96..

« Les paysans sont arriérés parce qu'ils vivent dans un milieu traditionnel dont les structures sont restées intactes et sans changement depuis des siècles... ».

Ce point de vue dénonce aussi le manifeste du « parti indien », publié le 1^{er} janvier 1970 à Tihuanaco, en constatant que les paysans ne répondirent pas à cet appel d'un mouvement à l'influence réduite à quelques cercles d'intellectuels. Cet isolement politique a été singulièrement renforcé par le foisonnement des groupes indianistes et la diffusion de leurs théories souvent utopiques, ainsi que Calami Gonzales en produit un tableau critique.

La marche pour la dignité

Ces péripéties du mouvement katariste avaient été éclipsées par un événement singulièrement plus significatif, celui de la Marche pour la Dignité survenue en 1990, et qui répondait à une initiative des Indiens de l'orient. Pour la première fois, le fait ethnique sortait de son positionnement resté purement intellectuel et spéculatif, pour devenir une véritable force bénéficiant d'un large concours de population comme de forts soutiens de la part de nombreuses organisations civiles et religieuses.

L'affaire des Chimanes

Les antécédents de la marche pour la dignité remontent à la revendication des Chimanes, une population native de l'orient, qui exigeait un territoire reconnu et libre de la présence des entreprises forestières. L'État, en effet, pour satisfaire la demande d'exploitation forestière de dix-sept entreprises, avait déclassé la réserve du Bois des Chimanes. En riposte, un comité central des indigènes de Mojos³⁷⁰ s'était formé pour défendre leurs revendications. Malgré la Résolution Suprême 205 862, qui prévoyait la préservation de l'habitat et des valeurs socioculturelles des Chimanes et des Sirionos, les forestiers ne respectèrent pas les nouvelles dispositions. Puis, en 1989, survint le massacre de Yapacani où onze Indiens yuquis furent tués par des forestiers, ce qui créa une forte indignation et assura une large mobilisation.

C'est dans ce contexte devenu passionnel qu'une rencontre des délégués indigènes, en novembre 1989, décida d'une grande marche unitaire jusqu'à Trinidad afin d'obtenir la satisfaction de ses revendications territoriales ; mais elle fut interdite et l'État ne répondit pas aux demandes présentées.

³⁷⁰ Mojos est une des provinces du Beni, c'est aussi l'ancienne province qui, avec Chiquitos, fit partie de ce que certains nomment le royaume jésuite, mais dont les religieux furent expulsés après moins d'un siècle de présence, par ordre du roi d'Espagne, en 1767.

De nouvelles rencontres unitaires eurent lieu, en juin et juillet 1990, à San Lorenzo de Moxos, où il fut décidé une marche sur La Paz, en août de la même année. Elle reçut ensuite le soutien des *cocaleros*, puis de la CSUTCB et d'autres groupes, tous soucieux de s'unir contre l'État.

Pour les indigènes orientaux, cette marche s'inscrivait dans la lutte contre l'oppression coloniale, avec le rappel du souvenir de la Guayoheria³⁷¹ et des autres anciennes rébellions.

Si la marche reçut d'amples soutiens populaires, notamment dans les localités traversées, deux tendances divergentes se détachèrent vite ; l'une légaliste avec le CIDOB qui recherchait le dialogue et un compromis, l'autre à visée révolutionnaire était conduite par les militants les plus extrémistes.

Aussi des défections apparurent, notamment chez les Chimanes, ainsi que des obstructions de la part des dirigeants du CIDOB comme des tentatives de division appuyées par le gouvernement. À l'arrivée sur l'Altiplano, des cérémonies accueillirent les participants des « nations aymara et quechua » pour les intégrer dans l'action en cours. Puis, dans La Paz, les marcheurs occupèrent la place Murillo, symbole du pouvoir politique ; un Te Deum solennel fut célébré ensuite à la cathédrale, avec une homélie de soutien du président de la Conférence Épiscopale.

Les négociations entamées avec le gouvernement, et facilitées par l'appui de l'opinion et des Églises, aboutirent à un accord aboutissant à la reconnaissance des territoires indigènes d'Isiboro Secure, Bosque de los Chimanes et Ibiato et au départ des forestiers sous le contrôle de l'armée.

On doit détacher ici le rôle majeur imparti aux ONG pour l'élaboration de ces propositions et leur acceptation par les organisations autochtones. La mobilisation indigène s'est ensuite développée dans ce cadre, où elle a été favorisée par une politique d'ouverture du gouvernement. Mais, selon ses détracteurs du mouvement indigène révolutionnaire, ce revirement purement tactique relevait d'une « *ethnophagie étatique* » à longs termes.

Cette prise de position explique ensuite, en toute logique, la dénonciation de la loi INRA par les critiques radicaux en tant qu'instrumentalisation de la question foncière indigène par l'État.

³⁷¹ Il s'agit d'une révolte qui eut lieu dans la région de Trinidad, vers 1880, dirigée contre de scandaleuses ventes d'Indiens pour le travail au caoutchouc au Brésil ; elle fut conduite par Juan Guayacho, un Indien du cru, qui engagea une quête de caractère messianique pour « *le retour au pays sans mal* ». La révolte eut un double caractère : lutte contre les exactions des autorités locales qui recrutèrent les Indiens par la force pour les envoyer travailler (et mourir) en Amazonie, et mouvement de type millénariste, mais resté peu étudié jusqu'ici. Voir Callau Barberly, I. *La Guayoheria*, 1950.

Riposte à la logique étatique néocoloniale : le « contre-Etat » indigène légitime

C'est dans ce contexte de la politique de dialogue engagée par l'État qu'eut lieu à Santa Cruz, en 1995, la première tentative de formation d'un grand parti uni indigène, connue sous le nom d'Assemblée pour la Souveraineté des Peuples ou ASP. Mais, de sérieuses divergences, à nouveau, divisèrent vite les responsables aymaras, quechuas et autres car leurs intérêts s'opposaient.

Il en résulta la tenue d'un nouveau congrès, en 1997. Il aboutit à la création du Conseil du Pouvoir Originario (ou *Consejo de Poder Originario*) ou CPO, mais cette instance fut aussi paralysée, dès sa création, par des luttes intestines aussi bien de caractère idéologique que liées à de rivalités de personnes. Une fois de plus, la tonalité du discours était résolument revendicative comme vindicative :

« On nous a menti durant 504 années en nous disant que l'Indien ne pouvait pas se mettre dans la politique, car il n'avait qu'une seule raison d'être : semer, cultiver, faire des adobes, s'occuper à ses tâches agricoles ».

On doit compléter ce tableau par la prise de position de la CSUTCB qui avait lancé un appel à la lutte unitaire des « exploités des campagnes et des villes » pour qu'ils imposent leurs idées, avec leurs propres représentants :

« Les déviations indianistes servent à favoriser nos ennemis aussi nous devons faire le second pas : incorporer les opprimés des villes à la construction et à la consolidation de l'instrument politique »

Ce message servit de thème électoral à l'ASP lors des élections municipales de 1995 où elle obtint une dizaine de mairies du Chapare et une cinquantaine de conseillers, donc un succès très relatif et très localisé à la seule zone de la coca illégale.

Il en fut de même lors les élections générales de 1997, où le parti obtint quatre députés tous élus dans le Chapare, donc *cocaleros*, ce qui indiquait une audience sociologique très localisée.

Cet échec explique, en 1998, que les objectifs du combat sont précisés : reconstruire la souveraineté perdue en accaparant le pouvoir local d'abord :

« Pour cela, les mairies qui sont entre nos mains ne doivent pas servir pour payer des dépenses personnelles ou détourner de l'argent, mais pour récupérer les ressources naturelles nécessaires aux communautés aymaras, quechuas et indigènes, en tant que maîtres ancestraux ».

Autre rupture, celle de la main mise quechua...

La consolidation du pouvoir paysan, en faveur du groupe de pression quechua lié à la coca, fut rompue par le congrès de l'Unité Paysanne de La Paz, en 1998, qui vit l'élection d'un revenant, Felipe Quispe, dit le Mallku.

Dès sa nomination, il devait imposer une rupture brutale avec la phase précédente « d'entrisme légaliste » dans le pouvoir politique, inaugurée par l'arrivée de V. H. Cardenas à la vice-présidence de la République, en confirmant le choix de la thèse de la création d'États indigènes.

Quispe démontra rapidement, par ses prises de position virulentes, son refus de toute concession aux représentants de l'État³⁷². Au Ministre de *Gobierno* (ou Intérieur) qui lui demandait d'oublier son passé de guérillero, il rétorqua :

« *Ce n'est pas au gouvernement de me dire d'oublier mon passé ; je suis maître de cette terre comme descendant des Incas ; comment un étranger ose-t-il me dire que je dois oublier mon passé !* »³⁷³.

Cette radicalisation ne pouvait qu'éloigner les représentants orientaux du CIDOB oriental qui tiendront, au contraire, un discours nettement plus « entriste » et privilégieront la voie de la négociation.

La nouvelle « vision des vaincus » : retrouvailles avec les racines incas

Un caractère narcissique...

Felipe Quispe est plus connu sous le nom du Mallku, référence à l'ancien statut inca de grand cacique. Il a su bâtir et entretenir sa propre légende, faite d'un alliage composite mêlant son engagement en 1988 de guérillero, proche du Sentier Lumineux du Pérou puis de martyr de la cause embastillé par l'autorité « néocoloniale » ; enfin de dirigeant porteur du charisme prophétique qui lui a permis de devenir le chef autoritaire de la CSUTCB.

Par son autorité et la force de sa vision, il proclame avoir su revivifier un « *syndicat indigène moribond car dépolitisé* »³⁷⁴. Son premier souci à la tête du syndicat, a été de réanimer la base par une longue tournée de visite des communautés aymaras. Partout la réaction était la même chez les paysans, consigne-t-il : « *Nous ne voulons pas payer pour l'eau, ni pour notre terre ; nous allons semer la coca à vie, c'est notre mère [...], nous sommes maîtres de ce pays* ».

Si son objectif initial a été la sensibilisation de la base paysanne, le Mallku reconnaît qu'il a dû procéder à : « *... un véritable lavage de cerveaux* » de gens politisés dans le mauvais sens, de même : « *Nous avons à épurer la pensée et l'action dans le mouvement indigène* »... Il admet que l'aide reçue des kataristes et indianistes, l'a aidé par cette façon de thérapie d'un genre particulier à « *éduquer la masse* » au niveau syndical comme politique.

³⁷² « *Nous voulons dialoguer de chef à chef, avec le gouvernement, Banzer comme chef de la nation q'ara et moi comme chef de la nation aymara et quechua* ». Journal Hoy du 3/12/1998.

³⁷³ Voir le journal *Ultima hora* du 3/12/1998.

³⁷⁴ Les citations de F. Quispe sont tirées de son texte : *Organización y proyecto político de la rebelión indígena aymara-quechua*, 2001, p.163-189.

Ces conditions réalisées, l'accueil reçu fut favorable car :

« Les campagnes vivent dans la faim et la misère, ce qui remonte aux Espagnols. C'est pour cela que partout ceux qui demandent l'aumône dans les villes appartiennent à notre peuple ».

Un combat manichéen

La rupture du Mallku, que ce soit avec le syndicalisme traditionnel ou les milieux politiques, s'est faite avec le choix d'une action totalement indépendante des canons idéologiques habituels : «... au lieu du léninisme, du trotskisme ou du maoïsme, nous avons utilisé notre propre idéologie, le pachacutisme qui va revivifier la Nature ». Cette nouvelle voie s'est faite aussi selon en rupture avec le katarisme, tel que récupéré par Hugo Cardenas qui a accepté « ... une politique d'inféodation économique de type néolibéral en s'engageant dans le gouvernement du MNR qui a liquidé les grandes entreprises de l'État ».

Cet isolement voulu a été néanmoins sanctionné, déplore le Mallku, lors du déroulement des événements de 2000. Alors qu'il avait décrété le blocus des routes et de l'économie au niveau national, les autres syndicats participants au mouvement ont fait cavalier seul pour négocier, déplore-t-il. Ce fut le cas, dénonce-t-il, avec Evo Morales, le chef des *cocaleros*, «... qui s'est conduit comme un quasi-traitre » mais, ajoute-t-il, il n'a pas obtenu, malgré ses conseillers blancs et métis, un *cato*³⁷⁵ ou un demi *cato*, et il en a été de même avec la Coordination de l'Eau de Cochabamba.

La marche vers le Pouvoir : refonder le Collasuyu...

L'analyse du point de vue d'intellectuel³⁷⁶ que défend F. Quispe, après celle de ses paroles de syndicaliste de terrain, est significative de son action comme de son impact dans le contexte de la crise agraire bolivienne.

Selon lui, le nouvel ordre instaurera une société socialiste communautaire, mais sans retour au passé et à ses techniques désuètes, pour aboutir à un *ayllu* rénové. Il en découle que le système démocratique bolivien en vigueur, oppressif par ses structures et ne bénéficiant qu'à la seule caste dominante, sera transformé ; cette réforme est d'autant plus nécessaire que le Parlement ne représente pas les indigènes, juge-t-il. Aussi ces derniers choisiront-ils leurs représentants en fonction des *ayllus* et des bases communautaires, ce qui représente un autre mode de fonctionnement inscrit dans le cadre d'une « démocratie verticale » de notables.

³⁷⁵ Il s'agit d'une revendication des *cocaleros* qui, pour limiter les effets de l'éradication des cultures de coca, exigent de continuer à cultiver un *cato* soit 2 000 m² donnant un rapport moyen de 1 000 dollars. Cette demande a été approuvée, en mai 2005, par le gouvernement de C. Mesa.

³⁷⁶ Quispe Huanca, F. *Organización y proyecto político de la rebelión indígena aymara-quecha*, 2001.

Autre conséquence aux implications capitales, une rupture sera instaurée avec les institutions économiques et sociales existantes, sinon le pays resterait ancré dans un modèle de type capitaliste néolibéral, système qui est rejeté par les masses. L'égalité économique sera la règle, avec la disparition des inégalités :

« Nos communautés sont sans eau potable, sans électricité, sans infirmeries ou hôpitaux, sans chemins, sans internet, sans téléphone ni cellulaire ; par contre, dans les villes, peu de gens travaillent, mais ils vivent avec tout le luxe, pas comme nous qui sommes considérés comme des animaux à l'abandon ».

Dans cet État d'un autre type, quelle sera la place des autres groupes ethniques, tels les métis ou les Blancs ? Pour le Mallku, un racisme à rebours ne doit pas succéder à celui existant contre les indigènes, aussi faudra-t-il adapter la situation en associant les autres ethnies, seule façon de vivre uni dans l'intérêt de tous, de travailler ensemble, de produire en commun afin : *« qu'elles jouissent des mêmes droits que ceux des indigènes dans un gouvernement indigène ».*

Bien qu'ayant souffert un cuisant échec lors des élections³⁷⁷ de 2002, en octobre 2003, les partisans et sympathisants du Mallku ont enfin obtenu leur revanche. Avec l'embuscade de Sorata (septembre 2003), puis le blocage des routes et leur participation active aux sanglantes manifestations contre le gouvernement, ils ont obtenu la démission du président Sanchez de Lozada et la formation d'un nouveau gouvernement.

Preuve est ainsi faite que le verbe du Mallku est capable de provoquer des actions décisives qui changent le cours de l'État³⁷⁸.

Un État indien rural

Pour Felipe Quispe³⁷⁹, le problème indien est dominé par la question des besoins en terres, mais tel qu'il est traité au niveau politique, il escamote une autre réalité tout aussi importante, le territoire³⁸⁰.

En fonction de cette autre réalité historique, Quispe a développé, au cours de nombreuses interventions, une sorte de théorie « historico-culturelle » qui justifie la revendication territoriale globale qu'il anime.

³⁷⁷ Le parti des paysans indiens ou Mouvement Pachacuti n'a obtenu que six députés aux élections de 2002 perdant ainsi toute possibilité de jouer un rôle significatif au Parlement.

³⁷⁸ Malgré ses consignes d'interdire la tenue du referendum sur le gaz du 18 juillet 2004, et ses menaces d'incendie des urnes et d'interdiction de la présence des autorités publiques, il n'a pu empêcher leur déroulement quasi-normal et l'approbation du projet gouvernemental, ce bilan traduit une fois de plus, le suivi de plus en plus aléatoire de ses consignes et confirme la crise interne profonde de son mouvement.

³⁷⁹ Quispe, F. *La vision de los campesinos*. 2001.

³⁸⁰ On peut s'interroger si certains travaux de l'école géographique française n'ont pas influé sur cette adjonction du « Territoire » comme revendication souverainiste ?

Selon lui, en effet, les responsables gouvernementaux s'opposent au concept d'un « territoire communautaire d'origine », sous prétexte qu'il n'est pas inscrit dans une Constitution qui, dénonce-t-il, a été conçue pour le seul usage de la classe dirigeante. Pour Quispe, seule l'instauration d'un pouvoir paysan permettra de rédiger une nouvelle constitution où figurera le droit aux terres et aux territoires. Or, jusqu'ici, déplore-t-il, «... les élus nationaux et mêmes ceux d'origine indigène, les *lluncus*, n'ont rien fait pour nous ».

Par contre, on doit noter que le programme du Mallku passe sous silence l'avenir des industries et du secteur tertiaire urbain, secteurs qui ne figurent pas directement dans ses préoccupations. Le seul avenir de la Bolivie s'inscrirait-il dans un retour à une agriculture ethnique ignorant le reste de l'économie comme de la population active et majoritaire qui en dépend ?

Ou bien s'agit-il, dans une pensée dominée par une vigoureuse spontanéité, d'une régression ultra-conservatrice ou bien, ainsi que l'affirment certains détracteurs, d'une attitude quasi schizophrénique rejetant le monde réel pour privilégier celui de l'Utopie ?

Une réforme agraire pour rien ?

Pour Quispe, les problèmes de la population indienne sont liés d'abord à sa situation socio-économique. Or, pour les autochtones, la Réforme Agraire n'a apporté qu'un soulagement passager car depuis, constate-t-il, la condition du petit paysan n'a fait qu'empirer. Au fil des générations, l'émiettement foncier propre au *minifundio* a réduit souvent à peu son patrimoine, soit à un sillon (*surcofundio*) ou à un lopin (*chiquiñafundo*), voire à un jardinet (*sayanafundio*). D'autres reproches sont faits à l'encontre de la Loi INRA, avec l'absence de terres disponibles permettant de satisfaire les demandes³⁸¹ du Mouvement des Paysans sans Terres.

Le constat est donc clair : depuis son adoption en 1996, la loi INRA n'a apporté aucun progrès significatif dans l'Altiplano, n'a en rien amélioré le labeur ingrat du paysan : « *Nous labourons avec la même charrue apportée par les Espagnols ou par les Incas, voire il existe encore la traction humaine* »³⁸².

Au contraire, Quispe fait état du contraste qui existe entre les Andes et les régions orientales du pays où les autorités sont attentives aux besoins des populations, alors que celles du massif andin sont laissées pour compte :

³⁸¹ La déclaration analysée ici a été faite milieu 2001 ; or, même année, en novembre, une occupation d'une propriété privée, située près de Yacuiba (Département de Tarija), a dégénéré en faisant six morts chez des membres du Mouvement des sans terres...

³⁸² Ce constat de l'absence assez générale, surtout dans les secteurs éloignés ou marginaux du massif andin, de progrès des méthodes culturales, est vérifiable simplement à partir des pistes bordant les parcelles cultivées.

« Rien pour l'Occident, mais tout pour l'Orient où, s'il y a des inondations ou la sécheresse, on demande au gouvernement ; mais nous, nous restons avec nos larmes aux yeux si nous perdons nos semences. Que nous donne-t-on ? Des vieux pantalons usés, de vieilles vestes contaminées car apportées de l'étranger avec des virus, peut-être le Sida »...

D'ailleurs, ces exclusives dépassent les propres enjeux de la Loi INRA car elles visent aussi les étrangers accapareurs des terres en orient :

« Or, il n'y a plus de terres à nous donner malgré les trois millions d'hectares promis, ou bien on les garde pour ceux qui vont venir d'Europe, les Arabes, les Japonais et les autres »³⁸³.

Un peuple orphelin de son avenir

À un niveau plus général, Quispe s'interroge, non sans les accents d'une dramatique sincérité, sur le futur du pays et de son peuple de ruraux traditionnels.

Quel est le destin de ces paysans acculés à la misère ? Deviendront-ils aussi des manœuvres alors que déjà les populations des campagnes déshéritées d'Oruro et Potosi sont réduites à la misère ?

« Où irons-nous, nous les natifs d'ici ? Déjà nos sœurs vont mendier³⁸⁴ dans les villes tandis que les étrangers qui ont vendu notre pays disposent de tracteurs, d'instruments du dernier modèle. La loi INRA a permis aussi des importations de produits alimentaires venus d'ailleurs, pommes de terre du Chili, d'Argentine, du Pérou »...

Pour conclure, le Mallku constate que le monde indien de Bolivie vit dans une situation d'aliénation aussi bien matérielle que spirituelle :

« Nous n'avons pas d'universités³⁸⁵, nous avons seulement appris à balbutier l'espagnol, à nous habiller à l'occidentale, à être des transfuges et des politiciens des partis³⁸⁶ ».

³⁸³ Il y a, effectivement, une présence ancienne de colons d'origine étrangère en Orient, principalement dans le département de Santa Cruz.

³⁸⁴ Il est vrai que les grandes villes du pays reçoivent des migrations saisonnières de familles pauvres des zones andines déprimées qui viennent avec leurs enfants pour mendier et dorment dans les rues.

³⁸⁵ Depuis fin 2001, fonctionne une université dans la ville de El Alto qui accueille principalement les jeunes migrants ruraux ; mais cette université dite « du peuple », en fin 2002, avait un fonctionnement erratique et son recteur était soumis à une procédure de suspension pour absence de diplômes universitaires validés.

³⁸⁶ Allusion est faite ici à la pratique de tous les partis politiques boliviens d'incorporer des militants et représentants indigènes pour obtenir les votes paysans, mais ceux-ci ne disposaient jusqu'aux années 90 que d'un faible poids aux échelons de commandement.

Devant cette situation sans issue, une alternative existe avec le contreprojet de réforme agraire présenté au Parlement par le parti du Mallku. Ce projet de loi³⁸⁸ produit dans ses justifications un hymne à l'INKA (Inca) dont le gouvernement, apprend-on :

«... permet, dans un contexte social autogestionnaire et équilibré, malgré le faible développement des forces productives et des moyens techniques, d'assurer la sécurité alimentaire dans une économie soutenue »³⁸⁹.

Aussi l'invasion du pays Inca par le mercantilisme européen a apporté : *«... génocide, ethnocide et holocauste humain et son alliance avec les forces sociopolitiques et religieuses entraîna la destruction du Tahuantisuyo... ».*

Le texte du projet de loi Indio rappelle solennellement les droits de propriété des paysans, sur le domaine de l'État qui, progressivement, a absorbé les terroirs indigènes. L'objectif de la loi Indio est donc d'organiser le retour des terres spoliées à leurs légitimes propriétaires dépouillés par le droit de conquête coloniale. D'ailleurs, précise le texte de la Loi Indio, l'OIT comme la loi 1 257 reconnaissent les droits des peuples indigènes et originaires.

Cette loi, précisons-le, est loin de faire l'unanimité au sein du propre mouvement du Mallku ainsi qu'en témoignent des prises de positions, soit feutrées, soit traduisant ouvertement l'existence de dissidences internes. Ces réactions indiquent qu'entre la formulation autoritaire des idées du Mallku et la réalité de l'opinion de sa base, il existe de sérieuses contradictions, voire des oppositions. Humberto Choque³⁹⁰, en défiant l'autorité et la vision du Mallku, n'hésite pas à les asséner :

« Nous connaissons les propositions du compagnon Mallku Quispe contre la loi INRA et sa proposition de loi INDIO. Nous ne sommes pas d'accord, Nous les Aymaras et les Quechuas, nous avons notre cosmogonie, nos demandes actuelles, aussi la loi INDIO représente seulement sa personne et son groupe politique attardé. Nous, nous représentons en vérité, les intérêts des peuples originaires et paysans. La loi INDIO comme le Mallku ignorent notre volonté, car elle n'a ni pied ni tête et leurs conseillers le'aras les induisent en erreur ».

Cette critique était prémonitoire des revers politiques qu'a essuyés depuis le Mallku.

³⁸⁸ Nous en devons copie à E. Gironda, avocat à La Paz, et proche du Mallku et des milieux de paysans *cocaleros*, qui a eu la gentillesse de nous commenter ce texte. Nous l'en remercions ici.

³⁸⁹ Un des spécialistes du monde andin, A. Métraux, dans *Les Incas, 1963*, donne une analyse moins optimiste d'une construction impériale hiérarchisée et foncièrement inégalitaire...

³⁹⁰ Il était Secrétaire exécutif de la CSUTCB lors du Congrès d'Oruro de 2001 où il fit la déclaration mentionnée. Voir *Debate Politico*, 2002. Op. cit. p. 22.

En octobre 2003, s'il a été le déclencheur d'une insurrection victorieuse, il n'en a retiré aucun bénéfice politique, et en juin 2005 il n'a joué, ayant été marginalisé par une partie de ses troupes syndicales, qu'un rôle mineur. Ses facéties, accompagnées d'un flot de gesticulations et menaces ont fini par exaspérer ses partisans et lasser le public.

Pour lui, il apparaît bien que le temps de l'Inca Huascar - dont il se recommande - et qui affirmait péremptoirement à Pizarre « ... qu'aucun oiseau ne pouvait voler sans qu'il le sache », paraît bien révolu...

Les mirages du retour à Payllu

Le préalable : la redécouverte de l'Indien

La question agraire et les différents aspects qui la caractérisent, qu'ils soient communautaires, économiques, sociaux ou politiques voire philosophiques, ne pouvaient laisser indifférents les intellectuels, surtout ceux qui formés à l'étranger sont revenus au pays. Ils apportent souvent dans leurs écrits un regard neuf comme ils proposent une approche théorique inédite contribuant à renouveler le débat.

Pour certains auteurs, une confusion a été entretenue, dès l'origine, dans les objectifs fixés à la réforme agraire de 1953. Certes, il y eut reconnaissance de syndicats, des communautés, mais non de l'Indien qui restait occulté dans l'ombre d'instances représentatives occupées par des notables parlant la langue des politiciens, aussi « *L'Indien n'était commémoré que dans le passé donc mort...* »³⁹⁰.

Or, derrière le paysan andin, remaquillé en « indigène » anonyme et renvoyant une image reconstruite par un *establishment* attaché à ses privilèges, était embusqué l'Indien, porteur de la mémoire historique d'un passé culpabilisant pour les classes dirigeantes.

Cette réification complaisante de l'Indien a été aussi le produit involontaire du message politique du MNR qui avait fait siennes les thèses «... *du courant politico-littéraire de référence romantique sur l'Indien* »³⁹¹. Ainsi, par une démarche recomposant la réalité³⁹², les classes dirigeantes paternalistes ont cru évacuer l'Indien nié dans son statut ontologique, notamment par des mesures techniques propres aux droits fonciers, mais qui escamotaient une autre demande, celle dérangeante de la pleine et entière reconnaissance du fait Indien.

Cet Indien est devenu porteur d'un nouveau discours récusant son identification pure et simple à la classe paysanne, donc sa banalisation sociale en tant que « *brave campesino* ». Au contraire, il exige reconnaissance et réparation

³⁹⁰ Assies, W. *Land, territories and indigenous people's rights*, 2000

³⁹¹ Portugal, P. *La República Aymara de Laureano Machaca*, 1992.

³⁹² Albo, X. *El retorno del Indio*, 1991.

avec l'attribution d'un territoire reconnu à l'Indien qui est à la fois son espace historique et fonctionnel, au point de vue social comme économique.

Telle est du moins, cinquante ans plus tard, la vision proposée par certains intellectuels.

En conséquence, la demande territoriale est pour eux porteuse d'une exigence minimale d'autonomie politique³⁹³. Passe-t-elle par la Loi de Participation Populaire et son application, avec la création des *municipios*³⁹⁴ ? Quoi qu'il en soit, l'actuelle réflexion intellectuelle privilégie une sorte de retour aux sources, c'est-à-dire aux retrouvailles avec la communauté originelle : *l'ayllu*.

L'ayllu : un rempart contre l'État mondial dominant

Un anthropologue bolivien, Fernando Untoja³⁹⁵, a publié un essai représentatif d'un certain courant néo indianiste et des interrogations en cours.

Dans l'ouvrage d'Untoja, l'histoire n'est pas finie ; l'auteur s'inscrit à contre-courant d'une thèse³⁹⁶ qui eut une notoriété fugace en prédisant l'obsolescence du sens de l'histoire. La fin de la Guerre Froide, avec la disparition de l'empire soviétique et l'avènement d'une mondialisation libérale dominée par l'économie des États-Unis étaient les arguments alors avancés.

Or, précise Untoja, ils sont battus en brèche par les conséquences de ce nouvel épisode chargé d'histoire potentielle que représente la mondialisation :

« La mondialisation, c'est d'abord le triomphe du capital et son achèvement montre la constitution d'un système international qui tend à l'unification de ses règles, de ses valeurs et de ses objectifs, en privant d'utopies et de rêves les hommes et femmes du monde qui est appelé maintenant du Sud »³⁹⁷.

Pour Untoja, ce nouvel état du monde est inacceptable, surtout pour les peuples du Sud qui luttent pour recouvrer leur indépendance et le droit de choisir, hors du modèle économique imposé, leur mode de vie.

« Retourner à l'ayllu, c'est se rebeller contre une vérité qui s'impose comme la Vérité, c'est aussi questionner un État importateur de valeurs qui condamne au

³⁹³ Booth, D. S. & All. *Popular participation ; democratizing the state in rural Bolivia*, 1997.

³⁹⁴ Un reproche justifié est fait à cette loi, avec la création de nouvelles entités administratives, les *municipios* qui, souvent ne coïncident pas avec les formes réelles du pouvoir indigène. Aussi est-elle soupçonnée de fragmenter et d'affaiblir les anciennes communautés en leur imposant des frontières artificielles, sources de conflits nouveaux, comme de créer une classe de petits notables administratifs concurrençant l'appareil syndical traditionnel. Critique qui oublie que les limites des anciens cantons étaient sources de querelles régulières et parfois sanglantes entre communautés.

³⁹⁵ Untoja, F. Ch. *Retorno al Ayllu. Una mirada aymara a la globalización*, 2001. Il est intéressant de préciser qu'avant de se découvrir une veine "indienne", Untoja a été député d'Oruro, de 1997 à 2001, sous la bannière de l'ADN, parti du Président de la République d'alors, le général Banzer.

³⁹⁶ Fukuyama, F. *The end of history and the last man*, 1992.

³⁹⁷ Untoja, Op. cit, p. 2 (préface sans numéro).

génocide et à l'ethnocide la nation aymara-quichwa. Retourner à l'ayllu, c'est aussi questionner la transparence totalitaire de la globalisation »³⁹⁸.

Ce retour aux sources, avec cette revalorisation de l'ayllu, ne signifie pas, néanmoins, prévient Untoja, un enfermement délibéré dans une sorte de forteresse vide qui serait hantée par les mythes et les routines stériles du passé. Au contraire, c'est abandonner une conceptualisation utopique seule propre à quelques spécialistes narcissiques qui, à force de complaisance et de tentatives de mimétisme envers les sociétés autres perdent raison :

« Il n'est pas question d'un retour au passé vers un modèle de vie archaïque, ce qui serait une idéalisation anti-historique et fallacieuse de l'ayllu ; ces formes d'idéalisation de l'Indien ont seulement valeur dans l'imaginaire répandu en Europe et renforcé par certains courants actuels propres aux ethnologues et indianistes »³⁹⁹.

Après cette admonestation faite aux anthropologues, un autre argument étaye cette analyse en notant la persistance, principalement en milieu urbain populaire, de relations de travail et de solidarité issues de la structure de l'ayllu.

« Nous ne partons pas, en effet, de l'âge d'or des Incas. Au contraire, nous sommes avec et contre, dans la mesure où nous projetons un certain changement qui nous éloigne du paradigme de l'ayllu, simplement parce que nous vivons une histoire concrète où se présentent de grands changements technologiques comme politiques au niveau des hégémonies idéologiques »⁴⁰⁰.

Qu'apporte cet essai, aux formules cinglantes et péremptoires, hormis une critique parfois positive de certains points et de son ton mordant envers les spécialistes occidentaux ?

Certainement beaucoup d'interrogations légitimes, mais laissées en suspens, et qui pourtant dans la mesure où, ici, le passé justifie le présent laissent l'observateur dubitatif...

- Où conduit cet éloge de l'ayllu tout en niant un retour, en termes de déconstruction/reconstruction de sociétés humaines ?
- Comment opérer une médiation entre une société aliénante pour le paysan andin actuel, et la structure communautaire ancienne revendiquée comme paradigmatique, mais reconnue obsolète, par Untoja aujourd'hui ?
- Comment refonder un État, ou sinon une entité centralisatrice qui fédère ces électrons libres formés par une constellation de communautés anarchiques ?

³⁹⁸ Ibid, p. 4.

³⁹⁹ Ibid, p. 5.

⁴⁰⁰ Untoja, Op. cit, p. 7.

- Comment obtenir une rente publique équitable et sur quelle base, pour subvenir aux indispensables besoins d'une société organisée et où l'on peut penser que villes et services publics continueraient à exister.

Ces questions de fond restent sans réponse, dans cet ouvrage au moins...

Prise de conscience et rébellion

Le thème de la résurgence de la mémoire historique du monde indien, et de sa relation directe avec les actuelles problématiques agraires, déjà ébauché voilà une vingtaine d'années, retrouve une actualité nouvelle à la faveur des événements actuels en Bolivie, ainsi que l'attestent certaines publications récentes⁴⁰¹.

Du ghetto ethnique au retour à l'existence

Pour A. Garcia, il existe une modernité baroque en Bolivie associant des forces productives, mais disparates et d'échelles différentes : communautés, municipalités, artisans, patrons et grands investisseurs. Autre constat, le syndicalisme paysan a succédé depuis quinze ans, en tant que nouvelle force de contestation, à un syndicalisme ouvrier tombé en léthargie⁴⁰².

Le rappel du bilan humain de siècles de colonialisme espagnol, système qui a perduré sous la République, a abouti à l'instauration dans les Andes de deux modèles antagonistes par nature, l'un colonial espagnol et l'autre dit communautaire et sous-entendu indien.

Cette dichotomie a instauré une ségrégation spatiale et fonctionnelle sur une base ethnique discriminatoire qui repose sur « *une culture plus apte pour gouverner et une autre faite pour obéir* », donc sur deux races : « *une plus humaine et rationnelle que l'autre* ». En conséquence, les Indiens ont été réduits au travail servile, à l'obéissance, à la proscription de leur langage, au culte clandestin de leurs dieux.

Pour résumer, Garcia en invoquant N. Frazer⁴⁰³ caractérise le monde indigène bolivien par sa soumission à une armature sociale caractérisée par :

«... *trois modes anabytiquement différenciables d'injustice et de domination : l'injustice de redistribution et l'injustice de reconnaissance... et la domination civilisatrice* »⁴⁰⁴.

⁴⁰¹ García, A. & All. *Tiempos de rebelion*, 2001.

⁴⁰² À partir de 1980, avec la crise de l'étain et le renvoi de plus de 23 000 ouvriers ; ensuite le syndicalisme devenu corporatiste est resté fort surtout dans les secteurs pétroliers, de l'éducation et de la santé.

⁴⁰³ Fraser, N. *De la redistribución al reconocimiento ? Dilemas de la justicia en la era postsocialista*, 2000.

⁴⁰⁴ García. Op. cit. p. 66.

Toutes ces composantes ont créé un état de démembrement social et de dérive psychologique prédisposant à la quête de messianismes religieux et/ou populistes, phénomènes bien mis à jour par la crise actuelle et le phénomène dit du Mallku.

Le Mallku : un héros messianique

Un autre intérêt de l'analyse de García Linera est de donner un sens au phénomène du katarisme, notamment avec le rôle joué par le Mallku.

Dans le contexte de crise latente qui a prévalu en Bolivie à partir des années 1990, tous les éléments requis étaient réunis pour conduire à une rébellion indigène, qualifiée d'abord d'aymara, et dont le détonateur a été la forte personnalité du Mallku.

« Felipe Quispe, à la tête de la CSUTCB, a su par son caractère condenser dans un état d'insurgence les aspirations des cadres en créant une volonté collective largement accumulée dans les communautés indigènes de l'Altiplano et des vallées adjacentes. Il est porteur de la construction discursive et politique la plus élaborée sur l'identité indigène contemporaine et présentant une large trajectoire dans la lutte pour l'autonomie et l'indépendance des nationalités indigènes face à la tutelle et à la captation partisane et institutionnelle de l'État dans laquelle tomba la plus grande partie des autres anciens dirigeants indianistes-kataristes. Il personnalise avec son grand prestige, son rôle de chef politique, ses années de réclusion politique, la férocité de son langage face aux puissants qu'il n'a jamais regardé d'en bas mais d'en haut, sa volonté d'articuler anciennes et nouvelles fidélités à l'ayllu dans un mouvement social qui a mis en crise l'ordre de l'État et l'image républicaine »⁴⁰⁵.

La force des événements

Pour García Linera, la crise de septembre et octobre 2000, marquée par le siège de La Paz par les marches paysannes, signifie d'abord un rejet du politique, de ses formes clientélistes et de son personnel, comme représente une forte aspiration à un changement radical sur des bases restant mal identifiées.

Néanmoins, ainsi que le note lucidement Prada, cette tentative de renversement révolutionnaire du tableau politique bolivien est d'abord le fait des dix provinces de La Paz et du Nord de Cochabamba où les Aymaras sont majoritaires et où ils ont constitué des réseaux efficaces basés sur la communauté, la municipalité et les chefs syndicaux.

⁴⁰⁵ Nous retrouvons dans ce passage significatif ce qu'on pourrait nommer le « syndrome du Che », c'est-à-dire de l'exaltation d'un héros libérateur devenu mythique et possédant un fort charisme issu d'un passé militant marqué par luttes et souffrances et dont le grand retour est signe de libération. Voir Mulhman, W. E. *Messianismes révolutionnaires du tiers monde*, 1968.

On ne peut que rejoindre cette analyse décapante qui indique que la viabilité sur le terrain politique de cette entreprise apparaît sans véritables perspectives claires pour l'avenir.

Un autre anthropologue, Raoul Prada⁴⁰⁶, produit une analyse de fond replaçant la crise du monde rural dans un contexte global. Au plan macro économique, il constate que l'axe La Paz-Cochabamba-Santa Cruz regroupe le gros de la population urbaine (70 %) du pays, dont une partie est d'origine migrante récente ; aussi a-t-elle conservé langues et coutumes d'origines comme elle partage un statut économique médiocre. Néanmoins, Prada signale l'indifférence de la population urbaine aux revendications paysannes, et qui s'explique par son hétérogénéité comme par ses liens avec les prébendes de l'État. Il est à préciser que ce diagnostic a été démenti par les événements d'octobre 2003 et de juin 2005...

Selon Prada, les paysans syndiqués aymaras refusent la modernité du marché libéral, mais les *cocaleros*, au contraire, ne peuvent subsister que par le marché ouvert des pays industriels. Quant aux enseignants, s'ils luttent avec le syndicalisme paysan principalement en province, certes en invoquant des slogans révolutionnaires, leurs objectifs se limitent à des augmentations salariales et à de meilleures conditions de travail. Mais, ils s'opposent aux véritables réformes de structures dont celle de l'éducation, et ils disposent dans le département de La Paz « d'une direction trotskiste virulente et rigide », souligne R. Prada, non sans acrimonie.

Conclusion

La vision de certains des intellectuels, cités ici parmi bien d'autres, est à la fois intéressante pour ses apports, comme elle est décevante car s'en tenant parfois à un simple credo sur l'*ayllu*, ou à une dénonciation répétée du colonialisme interne qui esquivent les problèmes de fond posés par le fonctionnement de l'économie moderne.

On peut regretter aussi que certains accents millénaristes tendent à justifier, au nom de la sacralité prêtée à la cause défendue, des solutions radicales lourdes de connotations racistes qui rappellent un passé chargé de violence.

Un obstacle majeur du projet ethnique repose, d'une part, sur une formulation - ethnique et autoritaire - qui éloigne les indigènes de l'orient, comme elle effarouche, d'autre part, les populations urbaines devenues dépendantes de l'économie de marché.

Il est patent aussi que l'agriculture communautaire ou familiale de l'Altiplano, n'a qu'un avenir limité, si l'on s'en tient au moins à ses perspectives sociales et économiques, aussi ne peut-elle représenter la solution globale

⁴⁰⁶ Prada Alcoreza, R. *La fuerza del acontecimiento*, 1999.

réglant le problème de la misère rurale qui est réelle certes, comme celui des fortes inégalités sociales qui existent en Bolivie.

La solution du problème agraire est rendue encore plus difficile à cause des menaces que font peser par leurs ultimatums répétés les *cocaleros* du Chapare⁴⁰⁷. Ils forment un groupe de pression qui, bien que socialement hétéroclite, est dangereux socialement. Les *cocaleros*, en effet, sont unis par un intérêt commun vital et bénéficient de larges sympathies intéressées dans l'opinion.

Aussi les solutions de reconversion de cette activité s'avèrent coûteuses, délicates à mettre en œuvre et compromises par leur manque d'attrait économique en comparaison des gains faciles de la coca.

La question agraire est devenue ainsi le révélateur d'une désolante faiblesse d'un État qui n'a pas eu de réelle continuité dans sa politique, une tare récurrente qui s'est greffée, dès l'origine.

C'est ce contexte historique, complexe et brouillé, qui rend si difficile aujourd'hui la recherche de solutions équitables et raisonnables pour tous les intéressés.

⁴⁰⁷ Qui avaient néanmoins conclu une trêve avec le nouveau président C. Mesa et l'accord tacite des États-Unis. Entente bien fragile car conjoncturelle ainsi que le renversement de cette alliance éphémère après le référendum de 2004 le prouve, puis les fortes pressions imposées par le MAS qui ont abouti, avec la paralysie du pouvoir, à la démission du président Mesa en juin 2005, ouvrant ainsi une nouvelle période de forte incertitude sur l'avenir politique du pays...

Troisième partie

Retour aux froides réalités économiques :

entre « miracle oriental » et crise andine

Chapitre IX

L'évolution des terres cultivées et des productions agricoles

L'économie rurale bolivienne a longtemps présenté un contraste paradoxal entre un pays vaste (1 100 000 km²), doté de riches et diversifiées potentialités agricoles, mais dont la population, restée majoritairement rurale jusqu'en 1976, a souffert d'une malnutrition chronique, voire de disettes alimentaires aiguës, alors que seule une très faible partie de son sol était mise en culture. Néanmoins, un retournement spectaculaire de cette situation a lieu depuis une trentaine d'années. La Bolivie est devenue un pays exportateur de produits agroalimentaires rompant ainsi avec son ancienne situation marquée par le monopole quasi exclusif de l'exportation de produits d'origine minière.

Ce changement signifie aussi, entre autres conséquences, un déplacement de son centre de gravité géographique. Si le massif andin a concentré, jusqu'aux années 1950, la grande majorité des exploitations agricoles, c'est aujourd'hui l'orient bolivien, notamment avec le quadrillage spatial réalisé par de grands domaines agricoles modernes, qui a pris la relève.

Le premier constat de la situation agricole : Dalence 1851

L'ouvrage publié en 1851 par J.M. Dalence est le premier regard contemporain sur le milieu agricole. Son apport, s'il souffre des carences de l'information propres à l'époque, a néanmoins le grand mérite de dresser, même sommairement, les grands traits du panorama existant alors. Ce n'est qu'en 1950, avec la réalisation du premier recensement agricole, que l'on disposera, un siècle plus tard, d'une nouvelle source d'information bien plus complète.

Problèmes de méthode

Dalence a utilisé des sources provenant des commissions départementales du recensement de 1848, tout en conservant les anciennes mesures coloniales, avec l'*aranzada* ou unité de superficie utilisée⁴⁰⁸. Il introduit, en outre un biais important car les mesures de rendement qu'il produit pour le blé, le maïs ou la pomme de terre, écrit-il, sont vérifiées pour les terres médiocres de la sierra, mais pas pour la périphérie fertile du lac Titicaca.

⁴⁰⁸ Une *aranzada*, unité de mesure espagnole utilisée par Dalence, et qui équivaut à 6 400 m², soit 0,64 hectare, mais dans son ouvrage, il utilise l'*aranzada* de Castille, soit 0,47 hectare.

De plus, il estime – ce qui est erroné – que de faibles différences caractérisent les productions des autres zones. Autre biais de son exposé, il regroupe certaines productions, ce qui escamote leurs emprises foncières respectives.

Pour d'autres, il les produit selon les normes anciennes, en nombre d'arbres, en paniers (cas de la coca), ou en charges (cas des bananes). Aussi est-il impossible de fournir un état départemental détaillé des superficies cultivées pour les produits cités, sauf avec les limites indiquées plus haut.

Types de cultures en 1850

Malgré les critiques faites plus haut, grâce aux valeurs des grands types de productions agricoles, on peut néanmoins et approximativement dresser la hiérarchie des productions.

- **Tableau 35. Principales productions en valeur***. Source : *Dalence, 1851*.

Céréales	Autres produits	Viandes et dérivés	Peaux, laines, œufs	Valeur totale*
8 012 189	2 303 476	2 998 386	259 100	13, 5

**En millions de pesos arrondis*

Les céréales représentent le gros de la valeur agricole, tandis que l'élevage et ses dérivés n'occupent qu'une part très secondaire. La répartition des cultures pratiquées permet de noter les forts contrastes régionaux qui existent et localisables par ordre d'importance.

Ainsi le blé est un quasi-monopole du département de Chuquisaca qui assure 85 % de la valeur produite; le maïs obéit à une plus grande diversification géographique, Tarija, Cochabamba, Chuquisaca et Santa Cruz se répartissant l'essentiel. Quant à la pomme de terre, Potosi et La Paz assurent le gros de sa production.

Pour ces trois productions majeures dont Dalence fournit des évaluations utilisables, une nette coupure apparaît entre les départements appartenant totalement ou pour partie à l'Altiplano (La Paz, Oruro, Potosi), et ceux des vallées (avec Chuquisaca, Cochabamba et Tarija), et surtout des llanos orientaux qui n'ont qu'un rôle tout à fait subsidiaire.

Parmi les cultures plus secondaires, le riz n'apparaît que faiblement dans les basses vallées du département de Chuquisaca, alors qu'il trouve sa plus forte production à Santa Cruz mais, faute de données, les superficies ne peuvent être obtenues.

Au total, les superficies cultivées atteignent environ 64 000 hectares ; en incluant les terres en jachère ou en repos durable, on atteint une superficie approximative de 230 000 hectares, soit une très faible partie qui est alors utilisée d'un territoire agricole de 2 millions d'hectares.

Autres cultures

Quelques autres cultures à vocation régionale sont à signaler. Ainsi la coca qui est localisée dans la zone des vallées tièdes, dite des Yungas de La Paz, joue un rôle économique non négligeable ; par contre, à Cochabamba, cette culture, aujourd'hui très présente dans le Chapare, est à l'époque inexistante. Au total, la production estimée selon la coutume du tribut colonial sous forme de paniers concerne 173 hectares⁴⁰⁹.

Une autre production qui eut son heure de prospérité, est celle du quinquina. C'est un produit de cueillette itinérante effectuée dans le cadre des vallées et llanos presque déserts de la province de Caupolican (au Nord du département de La Paz). L'écorce de quinquina était exportée à usage médical. Elle a donné lieu, à partir de 1825, à un cycle régional d'exploitation qui fera la prospérité (bien qu'entrecoupée de crises d'excédents) de son commerce jusqu'en 1870⁴¹⁰.

Ces deux activités, l'une liée à la feuille de coca (dont Dalence ne donne pas la superficie cultivée) indispensable aux mineurs, et l'autre au quinquina exporté (mais avec une très forte contrebande) en Europe, interviennent respectivement pour 2 648 000 et 140 000 pesos respectivement, soit 25 % du total de la valeur agricole produite selon Dalence.

1938 : une première approche officielle

En 1940, le Ministère de l'Économie (ou *Hacienda*) a publié, pour la première fois, un fascicule de statistiques⁴¹¹ consacré aux données de l'agriculture et de l'élevage. Les statistiques partielles présentées indiquent, néanmoins, par rapport au premier état agricole de Dalence, un quasi-doublement de la surface cultivée. Cette situation correspond, pour partie, à l'accroissement démographique qui s'est réalisé depuis 1847.

⁴⁰⁹ Il est clair que ce chiffre est largement sous-estimé, mais même fortement multiplié il signifie que l'usage traditionnel de la coca dite « culturelle » restait restreint à une partie de la population andine, celle d'abord des centres miniers et ensuite des paysans andins..

⁴¹⁰ Oviedo, F. & Roux, J. C. *Les hommes du quinquina...*, 1995.

⁴¹¹ *Estadística Agropecuaria 1938-1940*. Un second fascicule a été publié en 1941. Ainsi que mentionné, il souffre de données incomplètes. En effet, 336 cantons soit le tiers du territoire, n'ont pas fait l'objet d'un recensement des propriétés pour les départements de Potosi, Cochabamba et Tarija. Il y est constaté l'échec matériel du recensement agricole effectué à Oruro. En conséquence, ce bulletin a la valeur d'un sondage plus que celle d'un état agricole complet.

Compte tenu de leur caractère partiel nous ne les analyserons pas ici. Par contre, nous retiendrons un critère intéressant, car il s'appuie sur des bases statistiques plus sûres, celui de l'attribution des terres domaniales à des particuliers.

De 1908 à 1938, selon les statistiques issues des sources officielles⁴¹², il a été attribué dix millions d'hectares environ de terres du Domaine de l'État à des particuliers (sans prendre en compte les concessions pour l'exploitation du caoutchouc), sous des formes juridiques soit provisoires, soit définitives.

- Tableau 36. Concessions domaniales (en hectares) accordées de 1908 à 1938.
Source : *Estadística agropecuaria de 1938*.

La Paz	Cochabamba	Santa Cruz	Beni	Délégations*
600 000	208 500	2 700 000	2 400 000	2 260 000`

* Il s'agit des délégations du Grand Chaco (Tarija), de l'orient et du Parapeti (Santa Cruz).

Ces données pourraient faire supposer l'ouverture de nouveaux fronts pionniers. En réalité, ces extensions ne représentent que la poursuite du processus d'accaparement foncier, motivé par un élevage très extensif en orient, déjà entamé dès le milieu du XIX^e siècle, mais qui n'a pas été suivi par une véritable mise en valeur, faute de voies de communication, de capitaux et de main-d'œuvre⁴¹³.

Le premier recensement agricole de 1950

Il a été concomitant à un recensement de population, le premier depuis 1900 dont on retiendra le commentaire suivant⁴¹⁴ à propos du milieu rural :

« La production agricole, pour sa part, est insignifiante, ce qui est dû aux méthodes primitives de travail et aux entraves que lui oppose le système féodal d'appropriation foncière au sein duquel elle se développe ».

Le bilan global du recensement agricole est particulièrement significatif en ce qui concerne la problématique foncière. Si près du tiers du pays a été approprié, la mise en valeur est très faible.

⁴¹² Selon le Registre national des terres inutilisées.

⁴¹³ Roux, J. C. *La Bolivie Orientale : confins inexplorés, battues aux Indiens et économie de pillage*. 2000. Voir aussi Roca, J. L. *Economía y Sociedad en el Oriente boliviano*, 2001.

⁴¹⁴ Urquidí Morales, A. *Reflexiones sobre el censo demográfico de 1950*, 1953.

La superficie cultivée ne représente, en effet, que 2 % des surfaces totales et, si le nombre des propriétés privées est réduit, elles sont souvent de grandes superficies.

L'appareil productif

On ne peut comprendre le système agricole existant en 1950, sans le rappel de la structure productive en 1851 qui n'avait subi que quelques modifications structurelles mineures sauf, bien sûr, la diminution du nombre de communautés qui fléchit de 4 204 en 1851 à 3 779 en 1950. La structure foncière, depuis les constats de Dalence, s'est modifiée notamment avec l'apparition d'exploitants de statuts intermédiaires dans le cadre du fermage ou du métayage.

- **Tableau 37. La structure foncière de l'appareil productif en 1950.** Source : *I censo agropecuario de 1950.*

Types d'unités	Effectif	%	Superficie en millions d'ha.	%	Superficie cultivée en ha.	%
Exploitants individuels	56 259	65,13	9 526	29,0	123 328	18,85
Propriétaires avec main-d'œuvre	8 137	9,42	12 701	38,78	290 165	44,35
Locataires et fermiers	16 631	19,25	2 365	7,22	49 673	7,59
Communautés *	3 779	?	7 148	21,92	170 106	26
Autres**	1 571	1,82	0,978	2,99	20 986	3,21
Total	86 377	100	32 750	100	654 258	100

* Il s'agit du nombre de communautés et non de leurs membres

** Titulaires de concessions du Domaine, coopératives, associations

Localisation géographique

Pour les terres cultivées, le recensement donne la répartition suivante :

- **Tableau 38. Répartition des types d'occupation des sols en hectares** Source : *I censo agropecuario de 1950.*

Cultures pérennes	Prairies	Bois et brousses	Jachères	Autres classes
46 224	11 322 525	10 972 647	2 437 166	7 363 254

Il est à noter que ce sont les grands domaines supérieurs à 1 000 hectares qui présentent à la fois le plus faible pourcentage de terres cultivées et de pâturages, et donc la plus grande emprise de terres, qu'il s'agisse de bois ou brousses, soit qui est réservée à la cueillette du caoutchouc et de la noix du Brésil en orient (soit 9,9 millions d'hectares).

Approche régionale des principales cultures

Les cultures principales, avec 433 606 hectares au total (voir tableau 39), représentent les deux tiers des surfaces cultivées.

On peut distinguer *grosso modo* trois grandes zones qui correspondent à des structures agricoles typées : l'Altiplano, les vallées et les llanos orientaux.

- L'Altiplano, avec les départements de La Paz, Oruro et Potosi, représente le lieu dominant de l'activité agricole. C'est le domaine des cultures traditionnelles andines : pomme de terre, *papaliza* (tubercules secondaires tels *l'olluco*), ocas, quinoa, mais aussi du blé et du maïs.
- Les vallées présentent un tableau plus composite, car faisant une place importante aux cultures tropicales : fruits de climats tempérés et chauds, céréales, avec le blé, pommes de terre, fourrage et une culture spécifique à cette zone écologique, la coca.
- Les llanos orientaux, au climat tropical humide, sont principalement des producteurs de riz, canne à sucre, arachide.

- Tableau 39. Les principales cultures en 1950 (en ha.). Source : *1^{er} censo agropecuario de 1950*

Cultures	Maïs	Orge	Riz	Coca	Canne à sucre	Blé	Pomme de terre
Nombre d'exploitants	2 963	23 662	15 602	4 389	4 391	25 240	38 117
Surface en ha.	116 052	96 912	5 130	2 929	3 721	84 709	113153

- Le maïs est la première culture en importance avec les départements de Chuquisaca, Cochabamba et Potosi qui disposent de 70 000 hectares tandis que Santa Cruz en cultive 30 000.
- La pomme de terre est quasi monopolisée par les départements andins : La Paz (44 000 hectares), Potosi (29 000), et il s'y ajoute Cochabamba (21 000).

- L'orge présente une concentration départementale comparable, avec La Paz (32 132 hectares), Potosi (29 792), et Cochabamba (19 303).
- Le blé permet de détacher l'importance de Cochabamba (29 955 hectares), suivi par Potosi (27 515) et Chuquisaca (16 951).

L'Altiplano

L'Altiplano représente la grande région de main-d'œuvre agricole et globalement celle de la plus forte appropriation foncière.

Ce sont les communautés qui y occupent une place dominante, aussi bien en superficie qu'en effectif de population. Précisons que 86 % d'entre elles (3 267 sur un total de 3 779) ont leurs assises sur l'Altiplano.

À l'inverse, il s'y trouve à peine le tiers environ des haciendas de main-d'œuvre comme des exploitations individuelles. Ainsi la concentration, déjà notée par Dalence, se confirme pour les départements de La Paz⁴¹⁵, Oruro et Potosi où les communautés disposent de 53 % des terres (soit 6,6 millions d'hectares). On peut y ajouter, car souvent liés par l'origine du terroir natal, les locataires et métayers qui disposent de 5 % de l'emprise des terres appropriées.

Du côté des propriétaires individuels, la grande propriété disposant de main-d'œuvre conserve 34 % des terres, tandis que les exploitants individuels (ce qui n'exclut pas de grands domaines sans main-d'œuvre) en ont 7 %.

Au total, sous ses divers statuts juridiques, l'Altiplano occupe une superficie sous forme privative ou communautaire évaluée à 12 895 000 hectares.

Vallées et Yungas

Le recensement agricole de 1950 classe dans les vallées les départements de Chuquisaca, Cochabamba et Tarija.

L'aspect caractéristique réside dans la très faible présence des communautés rurales (avec 3 % des terres), dans ces secteurs des vallées privilégiés pour leurs aptitudes agricoles. La pression démographique explique cette situation.

Les llanos orientaux

Les llanos du Beni et de Santa Cruz représentent moins du tiers de la surface totale attribuée en propriétés pour l'ensemble de la Bolivie. Ici aussi, les communautés n'occupent qu'une place très réduite. Les propriétaires indépendants forment en orient une large majorité, avec 65 % de l'effectif total.

⁴¹⁵ Il s'agit ici d'un regroupement totalement arbitraire car les deux grandes provinces du Nord de La Paz, Iturrealde et F. Tamayo, n'appartiennent pas à l'écosystème de l'Altiplano mais, avec des gradients intermédiaires, à celui des vallées et des llanos.

S'ils disposent d'emprises relativement vastes (de 664 hectares en moyenne) représentant 61 % du total du foncier approprié, on doit rappeler que l'élevage extensif est dominant, avec un ratio de 3 à 5 hectares par tête de bétail. Quant aux grands domaines de main-d'œuvre, ils contrôlent 23 % des terres appropriées, avec en moyenne 2 200 hectares.

Bilan des activités agricoles en 1950

Le recensement de 1950 permet d'établir un double bilan, celui des superficies valorisées et des types de productions.

Ce tableau permet de constater, en premier lieu, une augmentation d'importance variable mais sensible, des surfaces mises en cultures depuis 1847. Néanmoins, le total donné pour les terres mises en culture reste dérisoire, avec 2 %, par rapport à l'appropriation réalisée.

Une autre donnée intéressante réside dans l'évolution des terres cultivées et leurs productions en fonction des différentes cultures pratiquées. Par ordre d'importance des surfaces cultivées, les départements les plus cultivés sont ceux de Potosi et de Cochabamba, l'un qui est le plus pauvre, l'autre parmi les plus prospères.

- **Tableau 40. Superficie des propriétés et surfaces cultivées.** Source : *I censo agropecuario de 1950*

Département	Superficies appropriées* en hectares	Surfaces cultivées Estimées	% de la superficie cultivée
Chuquisaca	5 292 748	82 439	1,6
La Paz	7 421 329	188 127	2,5
Cochabamba	3 590 370	125 703	3,50
Potosi	2 223 403	137 683	6,19
Oruro	3 250 217	22 826	0,70
Santa Cruz	3 778 053	58 242	1,5
Tarija	1 763 671	25 866	1,47
Beni	4 112 747	10 559	0,27
Pando	1 317 112	2 812	0,002
Total	32 749 850	654 258	2

* Des surfaces forestières importantes figurent dans les emprises des propriétés, principalement à Pando, au Beni et à Santa Cruz, qui donnaient lieu, pour les deux premiers départements à la collecte du caoutchouc et ensuite de la noix du Brésil.

Le bilan de ce tableau pourrait surprendre si l'on négligeait de prendre en compte le fait que l'ensemble des bonnes terres agricoles ne représente en Bolivie qu'entre 3 à 4 % du total ainsi que de multiples études le confirment.

En orient, la stagnation des activités reste une constante aux causes très anciennes qui est aggravée par la place très réduite occupée par les terres cultivées au profit de l'élevage, notamment dans le département du Beni.

- Tableau 41. Extension et productions des principales cultures en 1950.
Source : *I Censo agropecuario de 1950*

Productions	Surfaces cultivées*	Production en t.
Pomme de terre	113 153	189 384
Blé	84 709	652
Maïs	116 052	701
Riz	15 602	25 823
Orge	97 000	91 000
Canne à sucre	13 721	939
Quinoa	998	7 715
Manioc	78	77 000
Coca	89	2 804
Coton	213	116
Total partiel	472 015	/

*On doit préciser que ce tableau présente des chiffres sous-estimés pour les productions de coca et de manioc.

Pour les productions, il est intéressant à noter de fortes différences de rendements. Elles sont significatives, aussi bien des divers degrés d'aptitudes techniques des exploitations, que des potentialités agricoles de milieux naturels très différenciés du fait de la configuration très étagée du relief de la Bolivie.

- Pour le blé, on note des différences très marquées de rendements (du simple au double) dans le massif andin entre Chuquisaca et Oruro, comme en orient entre Tarija et Santa Cruz (35 %).
- Le maïs a ses meilleurs rendements à Oruro, un département pourtant dit « *de conditions climatiques adverses* », selon le Ministère de l'Agriculture. Néanmoins, les rendements des terres orientales surclassent nettement ceux de l'Altiplano et de Cochabamba
- Le riz produit bien à Cochabamba et à La Paz (dans les Yungas), tandis qu'à Santa Cruz il n'a que des rendements médiocres.
- Pour la canne à sucre, on peut déduire l'existence des mauvaises conditions locales qui paraissent prévaloir pour sa culture, à Chuquisaca comme à Cochabamba. S'agit-il de problèmes dus au milieu physique ou aux méthodes culturelles ?

Aucun commentaire de ce recensement réduit à une série de tableaux non commentés, ne permet d'en savoir plus. Par contre la comparaison des rendements au niveau départemental est instructive des carences existantes.

- Tableau 42. Variation départementale des rendements (en t./ha.) des principales productions en 1950. Sources : I *Censo agropecuario de 1950*.

	Blé	Riz	Canne à sucre	Quinoa	Manioc	P. de terre	Maïs
Chuquisaca	679	712	13 165	528	6 207	1 808	988
La Paz	576	1 385	31 651	385	10 685	1 556	1 043
Cochabamba	573	1 672	14 415	514	14 626	2 096	1 145
Oruro	366	/	/	576	/	2 276	1 778
Potosi	419	/	/	232	/	1 313	871
Tarija	459	674	36 327	435	2 154	2176	964
Sta Cruz	617	1 008	36 230	572	19 658	1 614	1 614
Beni	721	1 153	34 506	/	20 324	1 611	1 611
Pando	/	1 176	32 749	/	32 790	2 761*	1 554
Moyenne nationale	539	854	34 248	406	34 248	1 674	1 118

Des questions identiques se posent pour la culture du quinoa qui présente des rendements contrastés entre La Paz et Oruro, mais aussi pour le manioc qui est affecté par de bas rendements à Chuquisaca et Tarija, en comparaison de ceux atteints à Pando ou à Santa Cruz. La situation est tout aussi variable pour la pomme de terre.

Ces différences de rendements qui affectent les diverses productions proviennent, peut-on estimer, aussi bien d'une localisation défavorable, de différences pédologiques et climatiques comme de techniques agricoles.

L'élevage

Il joue un rôle non négligeable au point de vue macroéconomique, avec les ressources en bovidés de l'orient où se trouve le seul potentiel vraiment notable, de même qu'au niveau de l'économie domestique des *microfundios* pauvres de l'Altiplano. Pour ces derniers, le filage et le tissage des laines d'alpaca, de lama et de mouton représentent une ressource familiale d'appoint souvent non négligeable.

L'élevage obéit à une nette partition territoriale, avec un clivage entre le massif andin et les régions orientales. En termes de valeur économique, c'est l'élevage des bovins et des animaux de monte, de trait ou de charge qui avec les équidés produit la plus forte valeur, mais non chiffrée.

L'orient n'a un rôle significatif que pour l'élevage des bovins, dont les départements du Beni et de Santa Cruz concentrent la moitié du cheptel national, mais cet élevage en conditions extensives et en semi-liberté ne présente qualitativement qu'une faible rentabilité économique⁴¹⁶.

L'Altiplano détient le monopole du troupeau de camélidés qui, par contre, est totalement absent des régions orientales pour des raisons écologiques ; on peut noter aussi la faible participation de l'orient au troupeau porcin.

On doit ajouter les caprins, mais comptabilisés globalement, avec un troupeau qui atteint 1 228 856 têtes, mais nombre de paysans cachent une partie de l'effectif possédé. De même les ovins sont concentrés d'abord dans l'Altiplano, puis à Cochabamba et Tarija, mais absents en orient.

- Tableau 43. La répartition des types d'élevages. Source : *I censo agropecuario de 1950*

Départements	Bovins	Ovins	Porcins	Camélidés*	Équidés**
Chuquisaca	344 125	726 601	109 091	/	81 594
La Paz	191 966	2152742	104 750	385 877	108 985
Cochabamba	209 418	1308494	65 311	68 981	94 548
Potosí	141 627	1472004	77 697	314 438	138 666
Oruro	29 040	1117008	16 099	408 646	65 882
Santa Cruz	427 145	124 416	67 064	/	59 558
Tarija	173 162	319 513	42 173	782	57 042
Beni	706 837	2 062	18 650	/	30 725
Pando	3 309	692	6 947	/	786
Total	2226629	7223592	508 782	1 178724	637 786

* Les camélidés comprennent les lamas et alpacas

** Sous cette catégorie ont été regroupés chevaux, mulets et ânes

Remarques

Le recensement agricole de 1950 est intéressant à plus d'un titre, malgré des lacunes inévitables pour l'époque et probablement la méfiance de beaucoup d'exploitants à livrer aux enquêteurs des informations précises par crainte soit d'une fiscalité, soit d'une confiscation des biens des plus aisés.

⁴¹⁶ Il y eut une tradition d'engraisser les bovins de Santa Cruz, avant la vente aux mines chiliennes, en Argentine du Nord, sur les pâturages de Salta.

Néanmoins, pour la première fois dans l'histoire agricole bolivienne un bilan global est établi. S'il met particulièrement l'accent sur les conditions foncières, il détache un phénomène, celui de la double structure foncière formée par le système *latifundio-minifundio* qui a paralysé un développement équilibré de l'agriculture nationale.

On retiendra de la situation de l'agriculture en 1950 :

- L'exiguïté des terres en culture du fait des limites du milieu naturel.
- L'accaparement stérile, car sans mise en valeur, d'une grande partie des terres cultivables⁴¹⁷ par de grands domaines privés de ressources financières et recherchant des ressources complémentaires avec le bois à usage domestique, des pâturages d'appoints, la collecte de produits naturels, tels la noix du Brésil ou le caoutchouc naturel.
- Le poids des *minifundios*, peu aptes à assurer, faute de moyens, un développement agricole.
- La disparité des rendements qui est liée aux contraintes du milieu physique aussi bien qu'à l'archaïsme des techniques utilisées.
- L'inertie rurale de l'orient qui s'explique par son enclavement géographique qui entraîne, faute de marché, un élevage hyperextensif peu exigeant en soins, mais peu rémunérateur.

Le recensement agricole de 1984

Réalisé en 1984, le second recensement agricole n'a été publié qu'en 1990. Ce document est plus succinct que celui de 1950, ce qui ne permet pas de mettre en parallèle une partie de l'information statistique propre aux deux périodes⁴¹⁸. Néanmoins, trente ans après le démarrage de la Réforme Agraire, il permet de faire le point sur les transformations profondes enregistrées dans le domaine agricole, et ce à un moment où le pays est en crise économique profonde.

⁴¹⁷ Le recensement de 1950 donne pour les actifs agricoles les indications suivantes : propriétaires : 9 036 ; employés : 10 566 ; ouvriers et journaliers : 57 695 ; colons des haciendas : 162 921 ; *Comunarios* : 139 096 ; exploitants agricoles établis à leur compte : 60 926 ; parents et membres rattachés : 511 633. Soit au total : 70,54 % de la population active. Source : *Censo Demográfico 1950*, 1955.

⁴¹⁸ Il est précisé que pour des raisons « d'ordre politique », ce recensement ne put se faire dans le département de La Paz, sauf pour les provinces de F. Tamayo et A. Iturralde, aussi a-t-on recouru aux statistiques du ministère de l'Agriculture.

L'appareil productif

Le recensement de 1984 insiste peu sur les structures foncières, pourtant l'orientation prise par la répartition des surfaces cultivées est intéressante.

- Tableau 44. Répartition des exploitations pour les terres cultivées en 1984.

Source : Il *censo agropecuario nacional de 1984*.

Taille des exploitations (en ha)	Superficie en milliers d'hectares	% de la superficie totale	Nombre d'exploitations en milliers	% du total des exploitations
< 1	26,3	0,1	85,3	27,1
1 - 2	65,6	0,3	51	16,2
2 - 4	231,6	1	78,2	24,9
4 - 10	243,7	1,1	37,1	11,8
10 - 50	824	3,6	39,4	12,5
50 - 100	661,7	2,9	11,4	3,6
100 - 500	1 266, 8	5,6	6,3	2
500 - 5000	8 302,8	36,6	5,1	1,6
> 5 000	11 047	48,7	0,7	0,2
Total	22 670, 2	100	314, 6	100

Deux constats majeurs se détachent : 43 % des exploitations ont une superficie égale ou inférieure à deux hectares. Il s'agit de *minifundios* reposant sur l'autoconsommation et dont la très grande majorité se situe sur l'Altiplano.

L'autre constat est le maintien du *latifundio* (de plus de 5 000 hectares) qui, avec 49 % des terres exploitées, représente l'autre réalité, un quart de siècle après la Réforme Agraire.

Le tableau 45 esquive le problème des structures foncières et donne une simple répartition départementale des unités agricoles de production. Plusieurs indications découlent de ce tableau, malgré ses limites :

- On constate une forte multiplication du nombre d'exploitations privées qui passe de 86 377 en 1950, à plus d'un demi-million en 1984. Ainsi une structure dense de *minifundios* s'est-elle développée dans le département de La Paz, mais plus fortement encore dans ceux de Cochabamba et Potosí.
- La superficie cultivée augmente de près du double représentant près des deux tiers du potentiel foncier jugé exploitable.

À l'inverse de la situation de l'Altiplano, le tableau 45 indique que les départements orientaux voient dominer les exploitations de grande taille.

Mais leur emprise réelle est masquée statistiquement par l'existence de quelques milliers de petites exploitations ne dépassant pas une demi-douzaine d'hectares.

- **Tableau 45. Les exploitations agricoles en 1984.** Source : *II Censo nacional agropecuario de 1984.*

Département	Unités agricoles	Superficie	Taille moyenne	Superficie cultivable	Superficie cultivée
Chuquisaca	52 193	1 047 441	20	171 201	144 136
La Paz	208 008	826 700	4	470 400	301 900
Cochabamba	79 574	228 917	2,87	156 244	116 152
Oruro	22 187	1 337 256	60	138 328	51 802
Potosi	80 429	375 985	4,7	201 005	133 249
Tarija	21 655	1 070 924	49	80 221	68 618
Sta Cruz	42 434	5 531 833	130	613 036	297 255
Beni	9 202	11 104 624	1 206	148 158	31 225
Pando	3 717	1 739 749	468	28 045	9 963
Total	519 399	23 263 429	/	2 006 638	1 154 300

La répartition des propriétés, selon leurs différents types, indique qu'un pur souci d'occupation de l'espace domine, avec plus de 40 % des terres appropriées sous forme de bois. Quant aux prairies, principalement en orient, il ne s'agit souvent que de landes faisant office de pâturages à l'état naturel.

- **Tableau 46. Répartition départementale des différents types de terres des propriétés en 1984.** Source : *II Censo nacional agropecuario de 1984.*

	Superficie cultivable	Prairies et landes	Bois et brousses	Autres terres	Total
Chuquisaca	171 021	336 642	511 683	27 915	1 047 441
La Paz	470 400	123 600	204 200	28 500	826 700
Cochabamba	156 244	35 753	30 119	6 801	228 917
Oruro	138 328	1 085 239	50 461	63 228	1 337 256
Potosi	201 005	148 304	17 983	8 693	375 985
Tarija	80 221	202 110	743 101	45 492	1 070 924
Sta. Cruz	613 036	2 042 339	2 803 409	73 049	5 531 833
Beni	148 158	7 228 411	3 636 586	91 469	11 104 624
Pando	28 045	31 291	1 676 163	4 250	1 739 749
Total	2 006 638	11 223 689	9 673 705	349 397	23 263 429

Le gros des surfaces cultivées se concentre dans les départements andins, alors que ceux de l'orient ne représentent que 29 % de l'ensemble. Mais il est à noter que plus de la moitié des jachères et des terres en repos sont concentrées dans les départements montagnards. Pour les prairies valorisées, seul celui de Santa Cruz les exploite fortement. Le bilan est le suivant :

- Tableau 47. Répartition des types d'utilisation de cultures. Source : *II Censo nacional agropecuario de 1984.*

Départements	Cultures	Jachère	Repos	Prairies	Total*
Chuquisaca	144 136	7 645	19 420	2 194	29 259
La Paz	301 900	34 700	133 800	168 100	638 900
Cochabamba	116 152	13 424	26 668	12 254	168 500
Oruro	51 802	12 776	73 750	1 295	87 821
Potosi	133 249	22 952	22 952	44 804	67 794
Tarija	68 618	2 820	8 783	676	12 259
Sta. Cruz	297 255	77 964	237 817	186 549	502 330
Beni	31 225	55 916	61 017	13 169	130 102
Pando	9 963	9 469	8 613	4 858	22 940

Les productions agricoles et leur répartition

Par rapport au recensement de 1950, on constate une hausse de l'ensemble des productions. À côté de la place croissante occupée par les cultures de céréales, on note l'apparition des stimulants (café, thé, cacao), des cultures industrielles (coton, canne à sucre, soja, tabac et arachide), enfin les tubercules occupent une place notable ainsi que les fruits.

- Tableau 48. Répartition des grands groupes de productions agricoles (en ha.). Source : *II Censo nacional agropecuario de 1984.*

	Céréales	Stimulants	Plantes industrielles	Tubercules	Autres
Chuquisaca	103 212	/	3 876	192 100	3 371
La Paz	89 103	27 548	2 136	47 522	93904
Cochabamba	66 316	18	716	36 243	4 636
Oruro	20 446	/	/	16 672	51 802
Potosi	76 481	/	320	40 920	133 329
Tarija	38 958	182	4 596	6184	2 601
Sta. Cruz	66 865	599	89 832	16 444	2 100
Beni	17 500	1 124	1 128	2 518	1 291
Pando	5 150	63	328	1 793	55
Total	484 031	29 534	112 932	362 189	293 089

- Le maïs est la culture dominante, avec près de la moitié de la superficie consacrée aux céréales.
- Le riz domine à Santa Cruz et au Beni (80 % de la production), puis à La Paz (pour les Yungas) et plus modestement à Tarija et Chuquisaca.
- Le blé obéit à une forte concentration dans les départements de Potosi (avec 28,5 %), Chuquisaca (26 %) et Cochabamba (24 %).
- L'orge a sa culture partagée entre les départements andins de La Paz et Potosi et, plus secondairement, de Chuquisaca et Oruro.

Les produits stimulants n'occupent encore qu'une place modeste presque exclusivement représentée par les cultures réalisées dans le département de La Paz.

Le café domine, avec une répartition quasi-exclusive dans les vallées chaudes des Yungas de La Paz et les savanes d'Apolo, dans le Nord du même département. Le cacao est aussi une spécialité de ces milieux et il ne se maintient à petite échelle que dans le Beni. Quant au thé, sa culture (avec 143 hectares) n'est pratiquée que dans le seul département de La Paz.

- Les fruits dominent (avec 80 % des cultures) à Santa Cruz, Beni et La Paz.
- Les légumes se concentrent d'abord à La Paz et Potosi, ensuite ils donnent lieu à une production notable à Oruro, puis à Santa Cruz et à Cochabamba.

Les cultures industrielles sont un quasi-monopole du département de Santa Cruz, secondairement de Tarija et accessoirement de Chuquisaca.

- C'est la canne à sucre qui dispose de la plus grande surface cultivée, surtout à Santa Cruz (78 %), puis à Tarija (secteur du Bermejo).
- Le soja, en 1984, débute une percée qui va s'amplifier très fortement. Pour 90 %, il est localisé dans le département de Santa Cruz et, pour mémoire, dans celui de Tarija.
- Le tabac lui aussi est presque exclusivement cultivé à Santa Cruz.
- Le coton ne dispose que d'une présence localisée à Santa Cruz (avec seulement 4 638 hectares).
- Les plantes à tubercules ont une répartition plus dispersée géographiquement entre La Paz (pour 25 %), Potosi, Cochabamba, et plus secondairement Oruro et Santa Cruz.

L'élevage en 1984

L'élevage est partagé très inégalement entre l'orient et le massif andin.

- Les bovins, pour les trois quarts du troupeau, sont concentrés au Beni et de Santa Cruz. Dans le massif andin, le plus gros effectif de bovidés se trouve dans le département de La Paz puis à Chuquisaca.
- Pour le groupe des équidés, le massif andin conserve une ancienne suprématie, mais il progresse à Santa Cruz comme au Beni.
- Les ovins et les caprins restent un monopole de l'Altiplano comme les porcins, dans leur grande majorité.
- L'élevage des camélidés est spécifique à l'Altiplano.

- Tableau 49. L'état de l'élevage en 1984. Source : *II Censo agropecuario de 1984*.

	Bovins	Ovins	Porcins	Caprins	Camélidés	Equidés
Chuquisaca	290 973	480 380	131 721	367 576	87	73 466
La Paz	386 900	2 007 471	217 700	27 400	216 564	137 000
Cochabamba	193 821	723 729	63 414	143 298	35 565	59 638
Oruro	38 136	767 063	9 661	845	306 932	14 191
Potosi	110 835	921 532	67 325	543 126	227 515	93 779
Tarija	229 383	199 305	89 618	167 962	342	52 870
Santa Cruz	930 109	43 458	143 526	39 493	/	71 031
Beni	2 054 889	6 309	44 266	6 546	/	39 054
Pando	13 306	1 946	14 463	144	/	1 129
Total	4 248 352	5 151 193	781 694	1 296 390	798 341	542 158

* Nous avons regroupé en une seule rubrique lamas et alpacas comme chevaux, mules et ânes

Bilan agricole en 1997⁴¹⁹

Au point de vue méthodologique, il est difficile, malgré tout son intérêt, de procéder à des comparaisons dans le temps de ces résultats qui obéissent, pour certaines rubriques au moins, à des variations ou à des changements d'indicateurs par rapport aux recensements de 1950 et 1984.

Néanmoins, quelques points clés de référence restent constants et permettent d'établir une rétrospective sur une période de quarante ans qui est intéressante, aussi bien à cause des changements imposés par l'État, avec la réforme foncière de 1953, que par les initiatives privées, principalement en orient où une véritable révolution agricole a eu lieu.

⁴¹⁹ Nous utilisons les statistiques produites par l'INE in : *Encuesta Nacional Agropecuaria 1997*.

Faute de données autres qu'approximatives, nous ferons l'impasse ici sur une activité nouvelle, avec l'essor fulgurant de la culture de la feuille de coca.

Elle est cultivée principalement dans le Chapare et son impact économique a été de première importance jusqu'au milieu des années 1990, surclassant par sa rentabilité l'ensemble des autres activités.

Les résultats d'une évolution

Des problématiques récurrentes surgissent des recensements agricoles analysés ici.

Le tableau 50 permet deux constats :

- De 1850 à 1950, l'agriculture, sous l'effet de facteurs négatifs, est restée stationnaire ; elle se limite à accompagner imparfaitement la croissance démographique, mais sans une amélioration significative de l'alimentation de la population.
- De 1953 à 1984, on assiste à un boum des mises en culture qui sont en augmentation de 900 %. L'enquête agricole nationale de 1997, dont nous avons retenu les données pour situer la tendance actuelle, établit sur douze ans une nouvelle et forte avancée concernant 50 % des terres cultivées.

- Tableau 50. Comparaison des surfaces agricoles de 1851 à 1997.

	1851 selon Dalence*	1950 (Recensement)	1984 (Recensement)	1997 (Enquête nationale)
Surfaces Cultivées	70 000	123 228	1 154 300	1 666 414
Total en ha.**	280 000*	654 258	1 061 171	?

* Chiffres approximatifs

** Avec les jachères

Les types de cultures et leur évolution

Au fil du temps, la panoplie des productions s'est élargie. Alors que Dalence fait état comme cultures principales des céréales et des pommes de terre, complétées par la coca, de la collecte du quinquina, d'un peu de cacao et de tabac, à partir de 1984 le bilan est tout autre. Non seulement la gamme des productions alimentaires s'est largement étendue, mais de nouvelles cultures commerciales sont apparues permettant de satisfaire les besoins locaux comme l'exportation (canne à sucre, soja, coton, riz).

L'agriculture est ainsi devenue l'activité économique dominante dans les départements orientaux où elle occupe le tiers de la surface totale cultivée dans le pays. Si les céréales y représentent une part importante, l'orient détient le quasi-monopole des cultures industrielles, avec le soja et la canne à sucre.

- **Tableau 51. Évolution des superficies (en ha.) des cultures principales entre 1950 et 1997.** Source : *I et II Censos nacionales agropecuarios et Enquête nationale agricole de 1997.*

Types de Productions	Surfaces cultivées en 1950	Production en T en 1950	Surfaces cultivées en 1984*	Surfaces cultivées en 1997**	Production en T en 1997
P. de terre	113 153	189 384	152 936	137 218	790 872
Blé	84 709	45 652	87 684	159 953	171 789
Maïs	116 052	129 701	276 953	284 293	601 360
Riz	15 602	25 823	91 650	130 966	255 954
Canne à sucre	3 721	42 939	58 267	91 203	4 154 708
Quinoa	8 998	715	32 609	38 680	26 366
Manioc	8 178	7 000	19 785	34 396	333 638
Coton	213	16	4 638	52 294	22 462
Café	3 395	2,5	25 372	23 684	22 608
Sorgho	/	/	12 110	49 548	143 808
Tourmesol	/	/	/	89 084	80 829
Soja	/	/	40 902	521 41	1 039 861
Orge	97 000	91 000	74 579	90 226	70 693

* Les chiffres de productions ne sont pas donnés pour 1984

**Il existe un document de 1997 qui donne, mais en utilisant des valeurs en % seulement, les productions détaillées. Voir : *Encuesta nacional agropecuaria, INE, 1997.*

Pour les autres départements, on peut noter la faiblesse des cultures pratiquées à Oruro et à Tarija alors que La Paz, grâce à la variété de ses milieux naturels, dispose d'une gamme de productions agricoles ouverte, avec un monopole pour les cultures dites de produits stimulants – bien que la coca, du fait de controverses statistiques et politiques soit passée sous silence -...

La coca légale, c'est-à-dire reconnue par la Loi 1008, occupe une superficie estimée à 10 000 hectares concentrés principalement dans les Yungas de La Paz alors que les cultures de coca illégale étaient estimées dans le Chapare à plus de 50 000 hectares⁴²⁰.

⁴²⁰ Une estimation officielle (*La Razón* du 24 août 2004) indiquait que si la production de coca du Chapare était en voie de résorption, celle des Yungas aurait atteint 21 000 hectares, alors que la culture traditionnelle et légale y a toujours été de 10 000 hectares...

Deux départements andins, Chuquisaca et Potosi, ne disposent comme cultures principales que des céréales et des plantes à tubercules.

L'évolution du cheptel

L'évolution du troupeau, pour une période de trente-trois ans, marque quelques changements structurels intéressants :

- **Tableau 52. État comparatif du cheptel entre 1950 et 1997.** Source : : *I et II Censos nacionales agropecuarios et Enquête nationale agricole de 1997.*

Types	Bovins	Ovins	Porcins	Caprins	Camélidés	Equidés
Total 1950	2 226 629	7 223 592	508 782	1 228 856	1 178 724	637 786
Total 1984	4 248352	5 151193	781 694	1 296390	798 341	542 158
Total 1997	5 898 940	7 250 723	1 609 114	1 613 273	/	/

- Le cheptel bovin connaît une nette augmentation dans les départements orientaux.
- Le troupeau ovin est en stagnation, après un recul marqué en 1984, situation qui affecte principalement les départements andins.
- Les camélidés, un autre pan important des activités pastorales traditionnelles de l'Altiplano, sont en net recul en 1984 et n'apparaissent plus statistiquement en 1997.
- Les équidés subissent une baisse significative, probablement due à la motorisation dans les campagnes et à l'amélioration sensible du réseau de communication, mais ils ne sont plus signalés en 1997.
- L'effectif des porcins connaît un doublement de son effectif.
- Les caprins voient leur effectif augmenter.

Au point de vue qualitatif, le recensement de 1997 donne quelques précisions chiffrées intéressantes. Ainsi le troupeau de bovin est divisé en trois catégories : race pure, métis, *criollo* (ou race locale due à des croisements incontrôlés). Or les bêtes de race pure ne sont en effectif important qu'à Oruro (avec 49 %) et Santa Cruz, tandis que les métisses l'emportent à Tarija et au Beni, avec 57 % du total.

Pour les ovins, le troupeau est constitué par des catégories métisses où le *criollo* l'emporte ; seul Santa Cruz compte 27 % de bétail de race pure.

Ces indications montrent que de grands progrès sont encore nécessaires dans le secteur de l'élevage où routine et manque de techniques ou de moyens expliquent l'état resté incontrôlé d'un élevage qualitativement très médiocre.

Le problème de la chute des rendements

Des études ont analysé les différences techniques caractérisant les deux types d'agriculture, avec le *minifundio* et le secteur moderne intégré au marché.

Selon l'une d'entre elles⁴²¹, de sérieuses baisses de rendements apparaissent.

- **Tableau 53. Rendements et superficies pour les principales cultures propres à la petite agriculture.** Source : INE, 2001

Productions	Superficie en 1990	Superficie en 1999	Rendement en 1990	Rendement en 1999	Production en 1990	Production en 1999
Quinoa	38 791	37 714	507	626	19 667	23 609
Fève	27 260	27 274	1 361	1 485	37 101	40 502
Pois	12 960	13 463	1 357	1 243	17 587	16 735
Pomme de terre	140 063	131 803	4 940	4 481	691 911	590 609

Le tableau 53 indique clairement un recul sensible des rendements pour la pomme de terre de 8 %, et de 9 % pour les pois. La comparaison de certains rendements au niveau départemental indique aussi de sensibles différences.

- **Tableau 54. Différences extrêmes de rendement (en t/ha) pour quelques productions.** Source : INE, 2001.

Riz	Orge	Maïs	Manioc	Canne à sucre
Santa Cruz : 2	Potosi : 1,1	Santa Cruz : 2,9	Pando : 11,7	Tarija : 52
Chuquisaca : 1	Oruro : 0,5	Potosi : 0,5	Cochabamba : 5,4	Cochabamba : 25

Ces sensibles différences s'expliquent aussi bien par les conditions climatiques que par le niveau de technicité atteint par les producteurs.

Une autre explication réside, dans le faible apport d'amendements en engrais naturel recueilli des troupeaux, et utilisé aussi pour les tâches domestiques (chauffage, cuisine) car le bois devient rare.

⁴²¹ Decker, A. J. *Estandamiento agropecuario en el marco de la crisis economica en Bolivia*, 2001.

Le vieillissement de la population du fait des migrations des jeunes adultes est aussi un facteur d'amenuisement de la productivité de ceux plus âgés qui restent.

Selon ces données, on constate deux phénomènes : une hausse importante des mises en cultures compensant une baisse des rendements, forte pour certaines productions comme le sorgho, le soja et la canne à sucre.

Un autre des arguments avancés par certains auteurs s'appuie sur la détérioration des cours mondiaux des produits agricoles depuis 1991. Cette critique n'est pas d'une pertinence décisive car les cours sont analysés seulement sur une période de dix ans, d'une part, et, ils ne sont pas uniformément en baisse significative, d'autre part.

- **Tableau 55. Rendements et superficies pour les principales cultures de l'agriculture d'exploitation moderne.** Source : *INE, 2001*

Produits	Superficie en 1990	Superficie en 1999	Rendement en 1990 en T/ha.	Rendement en 1999 en T/ha	Production en 1990 en T/ha.	Production en 1999 en T/ha
Sorgho	114 130	669 940	2 818	2 2121	39 818	148 343
Coton	116 523	335 000	514	44 66	8 493	116 310
Canne à sucre	663 230	886 341	46 375	40 561	2 932 291	3 502 077
Tournesol	110 217	1 101 500	1 162	9 940	11 872	995 410
Soja*	93 289	513 190	2 036	11 542	393 536	8896 931

**Nous ne disposons que du chiffre pour 1997, en 2004 on atteint 630 000 ha.*

Ainsi, si la noix du Brésil est en forte baisse par rapport à 1997, c'est par rapport à un cours alors haut, il en est de même pour d'autres produits, mais force est de constater que coton et soja sont en forte baisse.

Conclusion

L'agriculture bolivienne a connu, en moins de cinquante ans, un changement radical d'orientation. Il en résulte d'importantes transformations dans la composition et la répartition de la population rurale active, mais aussi pour l'implantation et le développement des nouvelles activités agricoles.

De 1825 à 1950, l'agriculture reste ancrée dans des structures foncières devenues surannées, aussi n'est-elle capable de subvenir que partiellement aux besoins de la population comme d'assurer un courant d'exportation.

À partir de 1950, elle a su franchir le cap difficile de la Réforme Agraire malgré son improvisation, développer en orient des terres négligées ou en friche, assurer la modernisation des méthodes et instaurer un courant de plus en plus sensible d'exportations de produits agricoles bruts ou transformés.

Ces bons résultats sont dus principalement aux nouvelles unités de production qui se sont développées aussi bien dans les vallées que les llanos, mais ils sont à relativiser par rapport aux autres pays andins.

Une étude comparative⁴²² indique, en effet, qu'une partie des rendements agricoles obtenus en Bolivie est inférieure par rapport à la moyenne des pays de la Communauté Andine des Nations (CAN). Ainsi pour le blé, elle se situe à l'avant dernier rang des huit pays de la CAN, avec 0,89 t/ha., pour le maïs elle occupe la sixième position, l'avant-dernière pour la pomme de terre ; il en est de même pour les productions de tomate, manioc, fèves, banane...

Une des conséquences de cette situation de faible productivité donc de faibles revenus est le développement en cours d'un processus d'abandon rural de l'Altiplano, phénomène qui devrait interpeller les autorités afin de promouvoir des solutions adaptées à un milieu difficile comme à des populations qui lui sont bien adaptées et ne disposent pas d'alternatives claires dans le secteur rural moderne.

S'il est probable que des changements draconiens doivent être envisagés dans le futur pour pallier à la crise actuelle, ils doivent prendre en compte le fait que, dans le cadre de la mondialisation, les productions soumises à des contraintes lourdes et à une forte adversité des conditions naturelles doivent être repensées dans leur vocation.

On touche là une question cruciale car elle implique aussi bien la vocation agronomique réelle des sols, la philosophie sociale d'une société ou le sens profond de la mondialisation économique.

⁴²² Jiménez Zamora, E. *Tierra, Territorio y políticas para la tierra*, 2003.

Chapitre X

Les spécialistes agricoles : entre pragmatisme et idéologies

L'évolution de l'agriculture bolivienne comme ses nouvelles problématiques ne pouvaient que susciter l'intérêt de nombreux spécialistes des questions agricoles. Aussi leurs analyses critiques comme leurs questionnements représentent un contrepoint intéressant aux positions des acteurs nationaux plus directement engagés dans la politique ou le syndicalisme agricole.

Les nouvelles problématiques nées de la Réforme Agraire

Parmi les nouvelles questions apparues, une s'impose, avec la place prise dans l'économie paysanne par le *minifundio*. La définition donnée par les économistes à ce type d'économie indique bien la nature de ces interrogations :

*« On définit comme économie paysanne une unité de production basée sur le travail familial et ne disposant que de ressources limitées en terre et capital, donc qui ne peut pas contracter de la main-d'œuvre salariée et développer une activité marchande simple »*⁴²³.

Absence d'une politique globale de l'État

Dans un ouvrage⁴²⁴ qui est d'autant plus intéressant qu'il implique une analyse critique des politiques agricoles en Amérique Latine dans le cadre du néolibéralisme, un constat de fond ressort qui confirme certaines des observations faites par des acteurs de la Loi INRA.

Il s'en détache, faisant suite aux réformes agraires des années cinquante et soixante, que de nouveaux problèmes sont apparus dont les solutions ne sont, ni techniquement, ni idéologiquement aisées. Ainsi, le constat du manque de réserve foncière disponible bloque toute politique de redistribution foncière.

Un autre problème résulte de l'insécurité des titres fonciers qui ont été attribués ; en effet, seuls des titres juridiquement assainis permettent de garantir le droit de propriété comme d'assurer l'investissement et le progrès technique. Malheureusement, cette conception reste assez méconnue aussi bien par les grands que les petits propriétaires.

⁴²³ Bengoa, J. *Economía campesina y acumulación*, 1987.

⁴²⁴ Zoomers, A. & Van der Haard, G. (Éditeurs). *Current land policy in Latin America. Regulation land tenure under neo-liberalism*, 2000.

S'élevant contre les critiques syndicales ou politiques déniaient à l'État son rôle d'ordonnateur de la politique agricole nationale, il apparaît pour de nombreux observateurs que seule une politique foncière cohérente reste l'instrument irremplaçable pour mener à bien les objectifs des politiques de développement. Sa tâche première, en effet, est de réduire la pauvreté rurale comme de générer une croissance tout en assurant la protection de l'environnement.

En résumé, il ressort que l'agriculture des pays sud américains, et particulièrement celle des pays andins, souffre de problèmes de fond étroitement liés aux déficiences administratives, aux pratiques de clientélisme comme à l'irresponsabilité économique de l'État et de certains acteurs sociaux.

Lutter contre la pauvreté paysanne : à quelles conditions ?

Pour de nombreux auteurs, un diagnostic commun se dégage :

« Accès à la terre et propriété foncière sont de retour dans les politiques de développement, avec une urgence qui paraissait impensable une décade auparavant »⁴²⁵.

Ces questions sont maintenant au centre du nouveau débat qui s'est instauré en Bolivie comme ailleurs, mais elles sont rendues singulièrement complexes par la dimension socioculturelle qui s'est greffée dessus, notamment avec l'apparition de l'exigence, devenue politique, du retour à une agriculture dite « ethnique », c'est-à-dire conservant des structures communautaires.

Un autre facteur s'est introduit, dépassant le conflit opposant le *minifundio* au *latifundio*, celui de l'impact de la politique micro et macroéconomique dominante sur la pauvreté. En effet, les luttes dénonçant les grands propriétaires ou les attaques contre l'existence des inégalités étaient commodes, il y a un demi-siècle, car de formes manichéennes. Elles identifiaient et diabolisaient un adversaire physique – le grand propriétaire (*hacendado* ou *gamonal*) - inscrit dans un paysage traditionnel et dans une histoire locale aux péripéties souvent douloureuses, mais vécues et partagées par tous.

Or, le pouvoir économique, jadis apanage des seuls maîtres des terres et de la grande bourgeoisie minière – « les patriarches de l'argent et les barons de l'étain ensuite » -, a été supplanté par le concept de marché mondialisé, avec les effets mécaniques de ses lois, voire de ses diktats. Ainsi, à une réalité ancienne, vécue clairement et partagée par les acteurs, a succédé une représentation devenue purement virtuelle et d'une difficile lisibilité qui est d'autant plus frustrante et inquiétante.

⁴²⁵ Carter, M. *Old questions and new realities : land in post-liberal economies*, 2000.

La question de fond maintenant pendante est de déterminer si de petits exploitants, y compris les bénéficiaires des réformes agraires passées, conservent encore leur place dans le nouveau marché planétaire qui impose ses règles supranationales de production et de commercialisation ?

Sinon, les mécanismes de réformes mis en place n'ont plus de vraies finalités, sauf de servir de politique de traitement purement social palliant à la crise de transition des classes marginales en permettant ainsi de gagner du temps. Or, les multiples expériences réformistes de privatisation foncière réalisées, y compris celles appuyées par la Banque Mondiale, indiquent que les réformes faites au sein du secteur agricole traditionnel ont peu d'impact économique.

En Amérique Latine, des études indiquent que l'attribution de crédits aux exploitants ne trouve un effet significatif qu'à partir d'un seuil de 12 à 15 hectares de l'exploitation⁴²⁶. Par contre, assurer des crédits aux grandes exploitations aux titres fonciers stables montre que les bénéfices économiques sont asymétriques selon l'ampleur de la possession foncière.

De nombreux exemples indiquent que la satisfaction de la demande foncière de petits exploitants n'aboutit pas à produire une compétitivité satisfaisante. C'est seulement la relation entre propriété et accès au crédit qui crée un lien positif permettant une rentabilité satisfaisante. Mais l'accès au crédit exige aussi un minimum de technicité du paysan, une gestion comptable même simplifiée, une culture technique ; il s'agit donc d'une série de préalables difficilement compatibles avec l'état d'analphabétisme comme les routines traditionnelles du paysannat andin.

Le marché mondial contre la communauté paysanne ?

Un autre des reproches majeurs⁴²⁷ qui est fait à l'orientation actuelle de l'économie rurale moderne de l'orient bolivien réside dans son insertion délibérée dans les lois du marché, d'une part, et, d'autre part, l'enfermement d'une partie notable de la paysannerie traditionnelle andine dans une situation sans issue de marginalité économique, ce qui est le cas pour la Bolivie.

Le système d'assise rurale andine repose, en gros, sur un type d'économie paysanne communautaire et traditionnelle. Or, c'est ce secteur qui a l'emprise foncière la plus faible (avec 4 millions d'hectares) et de surcroît se trouve situé dans le cadre géographique et climatique défavorable de l'Altiplano et surtout de la *puna* par ses conditions limites qui occupe le plus grand nombre de ruraux.

⁴²⁶ En France, le seuil minimum de rentabilité, fixé d'abord à 30 ha dans les années 1980 est maintenant relevé à 50 hectares, selon les critères de nombreuses sociétés de crédit agricole.

⁴²⁷ Decker, J. A. *Estancamiento agropecuario en el marco de la crisis economica en Bolivia*, 2001.

Il s'y ajoute, ainsi que le signale un sociologue, le facteur de marginalité propre à de nombreux terroirs andins :

« À mesure que les chemins se raréfient et que les conditions de transport deviennent difficiles, les coûts de production des entreprises augmentent. Un des exemples, le plus clair, est apporté par le département de Santa Cruz qui, bien que disposant d'un territoire vaste, a seulement développé pleinement une petite partie de son territoire qui est appelée précisément zone intégrée de Santa Cruz »⁴²⁸.

Ces terroirs sont les plus défavorisés pour leurs conditions de vie, de santé et d'éducation. Aussi représentent-ils une des catégories sociales des plus difficiles à recycler, au moins dans une économie rurale moderne, surtout pour un État aux ressources limitées et dépendant d'une forte aide extérieure.

L'autre composante agricole, celle des exploitations modernes, repose sur un système de production développé en orient depuis les années 1950. Il dispose de 80 000 exploitations environ, tout en occupant une forte emprise foncière.

De plus, ses exploitations de taille moyenne ou grande possèdent souvent des moyens financiers et techniques importants qui sont dirigés vers une activité de plus en plus orientée vers le marché mondial.

L'agriculture familiale andine vers le déclin ?

Pour les formes d'économie rurale traditionnelle, on note, de 1990 à 1999, une évolution négative de certaines de leurs productions agricoles.

Elle résulte de plusieurs paramètres, notamment avec la prolifération du *minifundio* et, en conséquence, une forte diminution des jachères qui n'est pas compensée, faute de moyens, par l'introduction de la panoplie des intrants (engrais chimiques, insecticides, semences améliorées) qui seule pourrait maintenir les rendements ou les améliorer significativement.

Dans l'Altiplano et les vallées, on estime qu'il existe de 500 000 à 600 000 unités de production paysanne familiale (soit entre 1,5 et plus de 2 millions de personnes)⁴²⁹ qui occupent quatre millions d'hectares.

⁴²⁸ Paz Ballivian, D. *Lecciones de Sociología rural*, 2003, op. cit, p. 39. Cette opinion est corroborée par Galoppo von Borjes in *Resultados de los cambios introducidos por la Reforma Agraria*, 2003, tableau 7, p. 183 qui indique le lien étroit entre revenus agricoles et temps d'accès à l'aire centrale formée par La Paz-Cochabamba- Santa Cruz. Un paysan situé à 2 heures de cet axe dispose d'un revenu moyen de 444 dollars, par contre celui situé entre 15 et 20 heures n'a que 382 dollars.

⁴²⁹ Le débat sur le *minifundio* est d'autant plus brouillé qu'à l'absence de données récentes s'ajoute un contexte idéologique voulant mettre en exergue la primauté du *minifundio*. Précisons que la seule source sûre, mais ancienne, résulte du second recensement agricole de 1984 qui donne le chiffre de 214 437 unités d'exploitation de moins de 4,99 hectares. Il s'y ajoutait 57 828 unités d'une superficie comprise entre 5 et 9,99 hectares.

Les rotations culturales sont passées, avec la pression démographique entraînant l'émiettement du foncier, de dix à treize ans en moyenne, à deux ans et demi à quatre ans. Selon Carlos Agreda⁴³⁰, ce serait 41 % du territoire agricole qui souffre ainsi de ce processus de dégradation de ses conditions de mise en culture. Aussi, pour nombre d'experts, le paradigme actuel du maintien d'une petite agriculture familiale ou de forme communautaire est remis en cause. On assiste, de plus, à un vieillissement des actifs agricoles qui s'explique par les départs, définitifs ou saisonniers, des hommes les plus jeunes en migration. Cette situation, n'est pas sans conséquences socio-économiques importantes, avec une autoconsommation partielle des migrants urbains qui disposent des productions alimentaires de leurs terres⁴³¹.

L'impact migratoire : régularisation ou nouvelle perturbation ?

Les revenus agricoles, selon une tendance qui a été mesurée, de façon générale, deviennent secondaires par rapport à ceux des autres activités, ce qui explique le succès des migrations de travail, saisonnières ou définitives. Cela entraîne aussi le désinvestissement financier dans les activités rurales.

On doit à une étude⁴³² dont l'intérêt nécessiterait son extension à d'autres zones, un approfondissement des conséquences des migrations de travail traditionnelles à la région de Cochabamba. Elle part du constat que la crise des années quatre-vingt a, partout en Amérique Latine comme en Bolivie, produit une rupture du développement socio-économique du secteur rural. Il en résulte l'apparition de nouvelles stratégies de survie et de résistance à la pauvreté comme la diversification des cultures et la recherche de nouveaux revenus.

Historiquement, la diversification des cultures a été une réponse à ces difficultés⁴³³ ; une autre stratégie a été le passage dans le secteur informel, qu'il soit du petit commerce, de main-d'œuvre ou de l'artisanat, qui s'est fortement développé dans les grands centres urbains⁴³⁴.

À partir de ces chiffres, un auteur suivi par d'autres, par une série d'extrapolations basées sur des enquêtes locales et la progression de la démographie rurale aboutit au chiffre de 600 000 unités. Voir Paz Ballivian, D. *Medio siglo de Reforma Agraria*, 2003, op. cit, p. 57, tableaux 1 et 2.

⁴³⁰ Agreda, C. *A cuatro años de la ley INRA*, 2001.

⁴³¹ Déploré techniquement par les économistes orthodoxes, ce système paraît être néanmoins une nécessaire soupape de sûreté, si l'on en prend en compte les difficiles conditions d'existence de nombreux migrants urbains sans qualification, ni revenus réguliers garantis.

⁴³² Cortes, G. *Rooted migrants : land and rural development in the valle alto of Cochabamba, Bolivia*, 2001.

⁴³³ Morlon, P. *Comprendre la agricultura campesina en los Andes Centrales. Perú-Bolivia*, 1996. Voir p. 119-194, le chapitre sur la valorisation de la diversité écologique.

⁴³⁴ Ce secteur dit informel repose sur les ateliers et travaux clandestins, la contrebande et les revenus dits « invisibles » du complexe coca-cocaïne.

L'exemple que nous citons, étudié par G. Cortes, est celui des vallées hautes de Cochabamba où les paysans, pour 80 % d'entre eux, disposent de 0,1 à 5 hectares de terres ; or, même dans la vallée, 63 % des exploitants ont moins de 2 hectares dont 40 % moins de 1 hectare.

Pour ces paysans, la migration temporaire vers les États-Unis ou l'Argentine est une réalité ancienne, mais la sévère crise économique de ce dernier pays a poussé vers de nouvelles destinations aux rémunérations meilleures : Israël, l'Europe occidentale et le Japon.

À titre d'exemple, aux États-Unis un migrant peut économiser 400 dollars par mois. Il en résulte, selon les enquêtes de terrain, que 85 % des familles reçoivent des revenus extérieurs, tout en disposant à Cochabamba de sociétés de crédit finançant les voyages, d'où l'apparition d'un endettement familial. En comparaison, les revenus familiaux locaux sont de l'ordre de 260 à 790 dollars par an, mais pour les familles recevant des revenus des États-Unis, du Japon voire d'Israël, ils sont nettement plus élevés, compris entre 1 580 à 3 000 dollars.

Dans cette étude, contrairement au schéma : forte démographie/petite tenure foncière, ce sont les familles disposant le plus de terres qui émigrent. En effet, elles peuvent financer le voyage vers l'étranger (3 000 dollars environ). Une partie de l'argent économisé sert à des achats de terres qui sont parfois données en location à des paysans de la communauté ou du village. Pour résumer, trois types d'agriculture peuvent découler du système de migration :

- Une agriculture de régression car limitée à la pure subsistance
- Une agriculture mixte d'autoconsommation et de commercialisation
- Une agriculture évoluant vers le marché

Cette situation explique que les systèmes de production de la petite économie paysanne utilisent encore des techniques intermédiaires rudimentaires, où domine la traction animale dans 90 % des cas (voire la traction humaine). De plus, l'utilisation des semences améliorées est rare, faute de moyens, d'information ou d'intérêt, car on utilise celles récoltées ; de même, l'utilisation des fertilisants et pesticides qui était devenue forte dans les années quatre-vingt s'est réduite, certains agriculteurs prétendant que les sols sont détériorés par ces produits.

Aussi n'est-il pas étonnant que des études, qui intègrent tous les paramètres de l'activité agricole (avec notamment les temps de travaux souvent non comptabilisés par le paysan), ont montré que les coûts de production des unités agricoles paysannes sont souvent supérieurs aux prix du marché des produits offerts.

Dans le cas de crédits obtenus, souvent leur remboursement est permis par l'existence d'autres revenus d'origine non agricole. Aussi dispose-t-on de peu d'exemples de crédits ayant une bonne fin, car ils sont parfois détournés au profit d'un petit commerce local de revente.

Tenure foncière

Près de quatre-vingt mille entreprises agricoles existent en orient où elles occupent trente-deux millions d'hectares, chiffres qui confirment l'existence d'un important *latifundium* improductif pour diverses raisons, mais aussi faute d'application d'une fiscalité normale.

Ce bloc latifundiaire a été renforcé par la concession quasi gratuite et sans obligations réelles de mise en valeur, surtout entre 1971 et 1978, de près de douze millions d'hectares de terres. Cette facilité à obtenir des terres neuves explique que nombre d'exploitants sont peu soucieux de la protection des sols.

Il est à noter, avec les progrès de la mécanisation, la baisse consécutive de la demande de main-d'œuvre en orient. La diminution constatée de certains rendements montre aussi les limites du système actuel. Il repose, en effet, sur l'extension hors de toute norme et considération agronomique de la frontière agricole, malgré les apparences de croissance produites par l'augmentation des surfaces cultivées dans ces zones peu aptes aux cultures réalisées. Il est clair qu'on se trouve en présence de stratégies spéculatives⁴³⁵ à court terme.

Selon d'autres auteurs⁴³⁶, l'agriculture de l'orient est entrée dans une période de contraction de la population agricole active, aussi bien dans le secteur agricole qu'agroalimentaire, tendance qui est confirmée par l'importance des terres mises en vente actuellement (2003) et restant sans acquéreurs.

Ce système est donc en train d'atteindre ses limites, avec la raréfaction des terres neuves ou leur revendication qui est devenue de plus en plus insistante depuis dix ans par les communautés ou les colons spontanés sans terres.

L'évolution de la structure des revenus est significative de cette relève de l'agriculture traditionnelle par de nouvelles sources de revenus.

- **Tableau 56. Structure des revenus de l'économie rurale de 1978 à 1993.** Source : Decker, 2001.

Années	Agriculture	Élevage	Travail
1978	67	26	7
1981	62	31	7
1993	28	46	15

⁴³⁵ Justiniano, G. *A cuatro años de la Ley INRA*, 2001.

⁴³⁶ Pacheco, P. & Ormachea, E. *Campesinos, patronos y obreros agrícolas : una aproximación a las tendencias del empleo y los ingresos rurales en Bolivia*, 2000.

La communauté au service du développement durable ?

S'inscrivant, en Bolivie comme ailleurs, contre le mythe de la fertilité des terres neuves, certains auteurs dressent des critiques motivées contre les conséquences⁴³⁷ de la politique de mise en valeur accélérée des terres neuves tropicales. Ils attribuent la crise actuelle au fait qu'une grande partie des terres attribuées par la réforme agraire, ou occupées par la petite colonisation en orient⁴³⁸, est de qualité marginale ou trop pauvre au point de vue pédologique pour l'usage agricole. Or, leur mise en production, parfois de manière inadéquate et souvent sans précautions, a abouti à une évidente détérioration des sols qui est aggravée par une forte déforestation anthropique ayant pour conséquence la perte de la biodiversité écologique et, même « *des changements climatiques locaux* »⁴³⁹.

À cette situation, s'oppose la stratégie de la conservation du milieu qui est basée sur l'idée qu'augmenter la valeur économique d'une ressource encourage sa « durabilité ». Pour les avocats de la propriété collective, les communautés peuvent jouer sur ce plan un rôle positif, alors que les exploitants privés maximalisent l'usage des terres sans se soucier de leur conservation.

Ce credo repose sur une vision peut être rousseauiste quant à la situation des communautés et du degré de leur sensibilisation réelle de leurs membres aux problèmes de l'environnement, rétorquent non sans quelques arguments d'autres experts.

Aussi doit-on reconnaître que l'analyse de Foster, évoquée plus haut, présente le mérite de poser ses propres limites.

En effet, ne note-t-il pas qu'au Mexique, où les *ejidos* ont réclamé le contrôle de leurs forêts, seule une minorité a réalisé une exploitation conforme à la conservation et à la reproduction tandis que d'autres effectuaient des coupes abusives ? Il en est de même en Bolivie, avec l'exemple, entre autres, du « *Bosque des Chimanes* ». Aussi ne peut-on qu'avancer que la défense des ressources communautaires exige, au préalable, une homogénéité et une bonne entente au sein du groupe social.

Quid de la réduction de la pauvreté ?

Le problème de la mesure de la pauvreté et de son évolution dans le temps est une réalité incontestable depuis longtemps en Bolivie. La pauvreté y est d'abord rurale, à l'origine, et, à partir de l'exode rural, elle s'est greffée sur les banlieues urbaines des grandes agglomérations.

⁴³⁷ Foster, N. R. *Back to the basics: designing tenure institutions for ecologically sustainable resource management*, 2001.

⁴³⁸ Les terres de colonisation nationale représentent 650 000 hectares en orient selon Romero Bonifaz, C. *La reforma Agraria en las tierras bajas de Bolivia*, 2003, op. cit, p. b107, tableau 3.

⁴³⁹ Nous présentons ici le point de vue souvent courant chez nombre d'auteurs ayant un profil écologique, et à qui nous laissons l'entière responsabilité scientifique de leurs propos.

De nombreuses études présentent jusqu'à nos jours des statistiques d'enquêtes privées ou publiques, nationales ou internationales, dressant un panorama de la misère et de ses racines rurales. Il en ressort que la pauvreté rurale repose d'abord sur le *minifundio* ou pire, avec l'absence de terres qui réduit de nombreuses familles à la mendicité ou à l'immigration.

Cette situation indéniable, corroborée par de nombreux exemples locaux, pose néanmoins de sérieux problèmes qu'il faut soulever ici car le thème de la pauvreté est aussi récupéré et exploité comme amplifié à des fins purement partisans donc exige une clarification méthodologique.

On ne dispose pas, en effet, sauf cas de quelques études locales sérieuses dans leurs méthodes et durables dans le temps, d'une connaissance fine et en profondeur de la réalité de l'exploitation rurale. En effet, les statistiques agricoles ne donnent que des informations partielles car omettant souvent les différentes typologies d'exploitants et leur situation foncière.

Faute d'études systématiques de base du type terroir⁴⁴⁰, on ignore souvent le degré de fragmentation des parcelles d'une exploitation et la diversité de leurs statuts.

Il en est de même au niveau de l'activité agricole, avec des lacunes concernant le degré de mobilité des exploitants sur leurs terres, la disparition de formes anciennes d'activités et l'apparition de nouvelles.

On néglige aussi de mentionner⁴⁴¹ l'existence et l'importance de ressources non agricoles : migrations saisonnières, apports des parents, envois d'argent de l'extérieur ainsi que l'établit l'analyse de G. Cortes.

Or ce paramètre est important car, s'il est bien appréhendé, il permet de mesurer la situation économique réelle des familles par rapport aux revenus de l'exploitation et de détecter les très nombreux cas, dans les Andes en particulier, d'exploitations qui se réduisent au soutien par l'autoconsommation d'activités urbaines, salariées ou informelles.

Un autre facteur échappe aux statistiques, celui de l'importance de l'impact de la dégradation de l'environnement.

Il explique que dans les Andes de nombreuses exploitations sont devenues marginales en ayant perdu leur fertilité, par forçage de culture, érosion, pollution et ne servent plus que de pâturages ; rappelons encore ici, et nous y revenons au cours de cet exposé, l'estimation de 41 % des sols boliviens mis à mal par divers types de dégradations⁴⁴².

⁴⁴⁰ Telles quelles furent développées, à partir de 1960, par l'école française de géographie tropicale et appliquées sur le terrain par les équipes de sciences humaines de l'ORSTOM (IRD).

⁴⁴¹ Cas de l'étude d'UDAPSO : *Mapa de pobreza : una guía para la acción social*, 1993.

⁴⁴² Agreda, C. *A cuatro años de la ley INRA*, 2001.

Toutes ces carences, avec les blocages socioculturels, l'absence de moyens techniques efficaces présents dans les petites exploitations, font qu'on aboutit, chez certains experts au moins, à des diagnostics très expéditifs et draconiens de type purement technocratique, dans la mesure où ils éludent, sciemment ou non, devant les difficultés accumulées l'ampleur de la misère et de la désespérance de nombreux paysans sans avenir et sans espoir...

« La terre doit être transférée vers des paysans plus dynamiques et en même temps doit être consolidée dans de grandes propriétés éliminant ainsi une fragmentation excessive encouragée par la tenure traditionnelle et des formes héritées »⁴⁴³.

Les opposants⁴⁴⁴ à cette thèse extrémiste vantent, en contrepoint tout aussi peu réaliste, les avantages de la tenure collective, son harmonie de fonctionnement, son ampleur, son caractère fonctionnel et son bon marché.

Un de leurs arguments avance que certains paysans devenus propriétaires conservent quelques formes de fonctionnement traditionnel. Néanmoins, les institutions internationales paraissent jusqu'ici maintenir le cap choisi, en affirmant que seule une politique foncière résolue et durable peut aboutir à une remise en ordre des exploitations des ruraux les plus défavorisés :

« An effective land policy can gradually remove the constraints on the access to land, improve productivity, increase incomes and improve living conditions, especially for the rural poor »⁴⁴⁵.

Un accord, par-delà les différences d'écoles, paraît se faire néanmoins entre experts ; ils estiment, en effet, que des droits fonciers garantis donnent aux utilisateurs de la terre une indéniable sécurité qui est le ressort de l'activité et de l'investissement. Mais cette garantie pose alors le problème des invasions foncières devenues fréquentes et réalisées soit par des paysans sans terres, ou bien par des autorités communales ou religieuses au nom de leurs ouailles.

Dans le futur, il apparaît que de nombreux paysans sont prêts à acheter des terres par le marché ou dans le cadre de réformes foncières.

⁴⁴³ Jansen, K. & Roquas, E. *Modernizing insecurity : the land titling project in Honduras. Development and change*, 1998.

⁴⁴⁴ Deere, C. D. & Leon, M. *Neo liberal agrarian legislation, gender equality and indigenous movements*, 2000. Ces auteurs notent les nombreux succès obtenus par les résistances indigènes à leur refus de l'individualisation des droits fonciers. On peut noter, p. 77, la citation d'un intéressant jugement produit par un autre auteur bolivien (Munoz y Lavadens, cette dernière ancienne directrice de l'Institut de Colonisation) sur la loi INRA : « Une inhabituelle combinaison de néolibéralisme et de principes de justice sociale, mais qui, finalement donne plus d'importance à une solution équitable pour l'accès à la terre qu'à la libéralisation du marché foncier ».

⁴⁴⁵ World Bank 1996. *Bolivia poverty, equity and income: expanding earning opportunities for the poor*. Note interne non publiée, rapport cité par Deere & Leon, 2000.

Mais cette possibilité est fermée aux petits demandeurs dépourvus de capitaux ou qui ne peuvent obtenir seulement que des terres de qualité marginale leur interdisant l'accès à l'économie de marché.

Du fait de cette situation, la propriété collective est appelée à survivre avec son statut ancien, malgré les efforts des gouvernements pour favoriser la propriété individuelle. Nous citerons un point de vue d'un acteur engagé dans le débat qui avance une possible solution aux problèmes du *minifundio* avec la lise en place d'une politique de remembrement :

« *Du fait de la complexité de la subdivision foncière, l'attribution de titres à des minifundios de 300 à 600 m² relève de l'irrationalité économique. Il est capital de promouvoir le regroupement de biens fonciers et de reconstruire des unités productives viables par le moyen d'arbitrages entre familiers et voisins et une aide financière au regroupement*⁴⁴⁶ ».

Solution qui obéit à une indéniable logique, mais dont on peut se demander si elle peut trouver une écoute favorable en milieu rural traditionnel ainsi que des expériences de ce type tentées ailleurs peuvent l'indiquer négativement...

À l'analyse purement écologique qui privilégie le modèle de la petite propriété communautaire, s'oppose - et non sans de flagrantes contradictions - le point de vue⁴⁴⁷ développé par certaines institutions internationales.

La politique des grandes institutions

Aux diverses prises de positions retracées ici brièvement, on doit ajouter celles développées par certains organismes internationaux (Banque Mondiale, FMI ou B.I.R.D) qui appuient, par leurs fonds et leurs experts, les expériences de nouvelles politiques agricoles⁴⁴⁸. Selon une analyse critique⁴⁴⁹ d'un de ses anciens experts, le FMI développe une stratégie pour la stabilisation économique des économies en difficulté reposant sur les mécanismes suivants :

- Élimination des contrôles du commerce
- Réduction du rôle du secteur public sur l'économie
- Restriction du crédit et des dépenses publiques.

Il est indéniable que soumis à de fortes pressions économiques, internes et externes, les gouvernements de la plupart des pays impliqués par la crise agricole en Amérique du Sud, avec l'appui financier et la caution morale de la Banque Mondiale, ont affirmé leur choix pour l'instauration d'un marché

⁴⁴⁶ Urioste, M. *La Reforma Agraria abandonada : valles y Altiplano*, 2003, Op. cit. p. 47.

⁴⁴⁷ Zoomers, A. *Land in Latin America : new context, new claims, new concepts*, 2001.

⁴⁴⁸ Voir p. 140-158 in : Embajada de Dinamarca. *Las políticas sobre la pobreza en Bolivia*, 2000.

⁴⁴⁹ Burke, M. *Estudios críticos del Neoliberalismo*. 2001. Op. cit. p. 79.

foncier et d'un mécanisme de redistribution abolissant à termes les formes collectives.

Ce soutien explique la place centrale prise depuis par les institutions appuyant le passage du système foncier traditionnel au droit privé, et assurant la vente des terres à travers les mécanismes du marché.

Le succès de ces objectifs constitue, pour leurs concepteurs au moins, le seul moyen d'introduire justice et efficacité dans la distribution foncière. Néanmoins, les résultats obtenus jusqu'ici sont décevants sinon négatifs, empêchant d'atteindre les objectifs escomptés. Ainsi, en toute logique, la nouvelle forme d'exploitation foncière s'opère en fonction de la loi du marché international qui représente, pour les revendications des syndicats paysans, un obstacle d'une autre dimension que le système du *latifundio*.

Un auteur représentatif de ce courant donne une intéressante définition de cette mutation :

*« A large proportion of former haciendas or latifundia have been successfull converted into medium-sized modern capitalist enterprises, relying mainly on wage labor, using advanced technology, and integrated into the domestic and international markets ».*⁴⁵⁰

Crise agraire et menace de ruine écologique, un débat masqué ?

Nous avons, dans l'exposé qui précède, fait état des multiples facteurs humains, économiques et sociologiques qui rendent compte de la situation existante. Pourtant, un nouveau problème est apparu, en Bolivie comme ailleurs, celui de la situation écologique réelle du pays. Il présente, en effet, une valeur explicative des causes de la pauvreté du petit secteur rural andin comme des limites aujourd'hui présentes dans le développement des activités de rente en orient de Santa Cruz. Dans le cas de l'expérience bolivienne, les divers constats faits à ce jour mettent en évidence une série de carences graves, voire peut-être irrémédiables par leurs conséquences.

Un constat à responsabilité partagée

En Bolivie, comme ailleurs en Amérique du Sud⁴⁵¹, il existe un processus actuellement en voie d'accélération, celui de la désertification du milieu naturel.

Il existe, en effet, des écosystèmes propres à la région andine comme aux llanos du Chaco qui relèvent du type semi-aride.

⁴⁵⁰ Kay, C. *Latin America's unequal and exclusionary rural development in the neo-liberal era*, 1996.

⁴⁵¹ García Mora, R. *Visión integral de la sostenibilidad : una nueva manera de enfocar el desarrollo rural*, 2000. Selon cet auteur ce serait 72 % des terres agricoles sud américaines qui souffrent de dégradation modérée ou forte, avec 47 % des terres de pâturages qui ont perdu partiellement au moins leur fertilité.

Le fait que ces zones présentent un haut degré de vulnérabilité physique retentit, bien évidemment sur les activités des populations qui y sont installées.

Les principaux problèmes écologiques sont représentés par :

- L'érosion des sols.
- Les brûlis réguliers de pâturages et bois.
- La perte de la biodiversité.
- Un usage abusif de produits chimiques à usage agricole.
- Le surpâturage.
- La contamination des eaux due aux décharges minières, urbaines et industrielles.

Des systèmes écologiques fragiles soumis à l'anthropisation

Au point de vue historique, il est clair que l'anthropisation du milieu débute dès l'époque précolombienne, avec l'occupation agricole débordant de l'Altiplano vers les vallées semi-arides et semi-humides des Andes orientales de Bolivie, c'est-à-dire dans les actuels départements de Cochabamba, Potosi, Chuquisaca et Tarija.

L'introduction de certains types de cultures qui nécessitaient un brûlis préalable de la végétation boisée en place s'est accompagnée d'une dégradation régulière du milieu originel. Néanmoins, les faibles densités de l'époque comme les pratiques traditionnelles d'utilisation des sols (irrigation et protection des sols contre l'érosion éolienne et hydrique) avaient permis, selon de nombreux auteurs (Saignes, Denevan, Murra, Dollfus), de maintenir un équilibre raisonnable.

Il en résulte aujourd'hui que seules subsistent des zones réduites de boisement dans le massif andin. Ce déboisement a comme corollaire la mise à nu des versants et des terrasses alluviales générant ainsi des processus de fortes érosions, avec toutes leurs conséquences à termes sur les régimes hydrographiques.

Les descriptions des chroniqueurs franciscains des XVII^e et XVIII^e siècles en témoignent⁴⁵². Selon eux, la dégradation physique des vallées résulte des activités sylvestres et pastorales, des coupes de bois, de l'agriculture intensive et de la constitution de zones de jachère, avec aussi des feux de brousse non contrôlés entraînant une forte érosion des sols. Sur l'Altiplano, où s'installèrent les sociétés aymaras et quechua il est évident que leurs activités agricoles ont assuré l'altération voire la disparition de la végétation primitive.

⁴⁵² Mingo, M. *Historia de las misiones de Tarija entre los chiriguano*, 1981. Voir aussi Corrado. *El Colegio franciscano de Tarija y sus misiones*, 1884. Pour une critique moderne voir : Posnansky, M. *Los efectos sobre la ecología de animales y cultivos por los Españoles*, 1982.

Il s'y ajoute, jusqu'à nos jours, la consommation de bois pour les foyers domestiques, avec confection de charbon de bois qui a été la seule possibilité pour les populations rurales d'assurer leurs besoins énergétiques primaires. Une étude du MACA (Ministère de l'Agriculture) signale qu'en 1991 la demande totale représentait, pour 1,4 million de paysans, une consommation comprise entre 1,4 et 2,2 millions de m³ de bois par an.

Un autre impact ancien résulte du développement des activités d'élevage. Il a débuté d'abord sur l'Altiplano aux temps précolombiens, avec l'essor des troupeaux de camélidés (lamas et alpacas) qui étaient adaptés aux graminées et plantes herbacées locales. Selon un auteur⁴⁵³, il n'y avait pas surcharge mais équilibre. Il en fut autrement avec l'installation des exploitations coloniales, qui introduisirent bovidés, ovins et caprins, comme de nouvelles cultures qui rompirent l'équilibre écologique ancien.

En quatre siècles, certains secteurs ont connu une surcharge régulière des pâturages⁴⁵⁴ qui a appauvri les sols et la végétation, notamment avec les piétinements des troupeaux sur des espaces réduits devenus érodés définitivement.

Dans le Chaco, province de Cordillera, il se pratique encore un élevage très extensif dit « *de montés* » qui, faute d'un minimum de techniques d'accompagnement (enclos, points d'eau aménagés, complément d'alimentation), détruit le couvert végétal et empêche sa reconstitution, sauf un couvert improductif (avec acacias et *prosopis*).

Au XX^e siècle, la Réforme Agraire commencée en 1953 a entraîné une colonisation des terres neuves (avec 650 000 hectares d'emprise officiellement, mais ce chiffre ne prend pas en compte une partie des colons spontanés), avec une agriculture de migrants itinérants ne connaissant pas les nouveaux milieux naturels sur lesquels ils s'installaient. Il en a résulté des déboisements systématiques pour obtenir des parcelles cultivables qui sont abandonnées au bout de quelques années pour de nouveaux défrichements.

On doit ajouter à ce tableau d'autres conséquences, nées aussi de la Réforme Agraire, avec l'extension du *minifundio* propre au secteur des paysans andins⁴⁵⁵, et qui a provoqué une pression accrue sur l'exploitation des sols et l'extension de l'élevage⁴⁵⁶.

⁴⁵³ Libermann, M. *La degradación histórica de los suelos del Altiplano de Bolivia*, 1982.

⁴⁵⁴ Augstburger, F. *La ganadería y los equilibrios ecológicos*, 1990.

⁴⁵⁵ Un exemple est produit par la mortalité infantile des provinces d'Arque (Cochabamba) et de Nor Lípez (Potosí) où les taux atteignaient respectivement 211 et 210 ‰ en 1992 contre 120 pour le reste du pays. Source : Ministerio del Plano. *Estrategías*, 1992.

⁴⁵⁶ Libermann Cruz & Seemin Qayum. *La desertificación en Bolivia*, 1994. Op. cit., p. 67.

« *Commençant avec la vente des terres de communauté à la fin du XIX^e siècle et aggravé depuis par la réforme Agraire de 1953, le processus de minifundización des terres du secteur paysan indigène a signifié une augmentation de la pression sur les terres de culture comme sur les terres de pâturages* ».

Une conclusion découle de ces constats : la pauvreté propre à une grande partie des exploitants de *minifundios* résulte d'abord de la véritable crise agroécologique qui affecte de nombreux secteurs andins. Certes les responsabilités n'incombent pas aux seuls petits paysans et on doit évoquer, bien sûr, depuis une cinquantaine d'années, les effets du développement d'une grande agriculture moderne dans le département de Santa Cruz.

On y constate aussi un développement ayant un impact négatif sur les systèmes écologiques des zones de petite colonisation andine encadrée ou spontanée, avec surcharge culturale comme des pâturages ; il en résulte une reproduction des schémas de pauvreté que le paysan andin avait espéré abandonner en partant en migration.

Cette situation a été aggravée par l'ouverture de nouvelles routes, les recherches minières ou d'hydrocarbures qui ont multiplié les modifications négatives du milieu naturel, avec ses conséquences bien connues dont la plus grave est la disparition d'une partie des terres fertiles.

Selon les spécialistes⁴⁵⁷, pour les hauts bassins du Beni, les décharges de terres atteignent 550 000 t/jour dans leur flux maximum, soit un taux de sédimentation pouvant atteindre dans les terres basses 2 100 t/km².

Les conséquences sont graves car elles modifient la régularité des régimes hydrologiques qui deviennent épisodiques, avec des crues brutales désastreuses dans les terres basses. Ainsi, dans le Beni, la durée des inondations atteint maintenant plus de 120 jours par an.

Autre exemple, le bassin du rio Pirai, qui possédait jadis une végétation luxuriante, est complètement transformé par les effets de l'agriculture itinérante des petits colons migrants⁴⁵⁸, d'où les importantes pertes enregistrées en 1977 et 1983 dans les productions agricoles.

Les débordements réguliers des rivières dans les régions adjacentes aux piémonts andins s'accompagnent de dépôts de sédiments dans le lit des cours d'eau provoquant des changements d'itinéraires de leurs cours.

⁴⁵⁷ Guyot, T.H. & AL. *Aportaciones de sedimentos por el río Beni a los sitios potenciales de presas*, 1988.

⁴⁵⁸ Libermann, M. *Impacto ambiental de la colonización espontanea en la region tropical de Bolivia*, in *Memorias del primer simposio regional sobre biogas para las zonas calidas* », 1989.

Une étude⁴⁵⁹ indique, à partir de la photographie aérienne, qu'il existe dans le département de Santa Cruz au moins 15 000 km² de dunes créées par des apports de sédiments arrachés en saison des pluies aux montagnes.

En saison sèche, sous l'action des forces éoliennes, le sable de ces dunes envahi les terres cultivées ou pastorales dans des zones qui sont transformées en sablières.

Le prix d'un développement sans précaution

Aux effets directs et indirects de l'activité agricole, s'ajoutent ceux de la déforestation qui sont devenus particulièrement graves dans les secteurs boisés des départements de Santa Cruz, Chuquisaca et Tarija appartenant à la zone aride du Chaco. Ils ont subi en effet, durant un demi-siècle, pour les besoins en traverses des voies ferrées, une déforestation massive sans appel.

De même, les activités nécessitées par la recherche et l'exploitation minière ont produit des détériorations du milieu qui remontent aux débuts de la colonisation espagnole avec, dès 1545, l'exploitation des mines d'argent de Potosi qui a entraîné des déboisements systématiques dans l'Altiplano et les vallées pour alimenter en bois d'œuvre les mines.

Tout aussi grave a été l'utilisation de grandes quantités de mercure évacuées dans les moulins à eau, et qui étaient utilisées pour assurer la séparation du minerai d'argent ; il en a résulté une destruction de la flore et de la faune comme des terres agricoles dans les vallées interandines⁴⁶⁰.

Il s'y ajoute l'accumulation des décharges de stériles liées à l'exploitation de l'étain, du cuivre, du zinc, du cadmium et du chrome, à partir de 1900, avec les apports des résidus de l'hydrométallurgie et de nombreux autres déchets industriels. On peut y ajouter, ainsi que le signale un médecin⁴⁶¹, les décharges d'ordures ménagères entassées systématiquement jusqu'aux années 1950 dans des décharges péri urbaines à l'air libre et soumises aux actions éoliennes comme des eaux.

Les autorités n'ont pris conscience que très tardivement, à partir des années 1990 seulement⁴⁶², de la situation écologique localement désastreuse du territoire national. Les nombreux plans de développement apparus à partir des années 1970 ont contribué, faute de mesures législatives de protection de l'environnement, à accentuer les détériorations subies par le milieu.

⁴⁵⁹ Jordan, E. *Los arenales recientes de Bolivia, en su múltiple diferenciación*, 2003.

⁴⁶⁰ Muñoz Reyes, J. *Balance ecológico en Bolivia* ». *Desarrollo y Medio ambiente*, 1990.

⁴⁶¹ Balcazar, J.M. *Epidemiología boliviana (la realidad de la salud en Bolivia)*, 1946.

⁴⁶² Il est à noter que le premier congrès des sciences du sol n'a eu lieu qu'en 1999 en Bolivie. Les intitulés des exposés indiquent bien l'importance prise par la conservation et amélioration des sols. Voir *Memorias del primer congreso boliviano de la ciencia del suelo*, 2001.

De plus, pour des raisons économiques, les déboisements massifs ont été appuyés et ont atteint 200 000 hectares/an à partir de 1990, ce qui permettait aussi l'avancée de la frontière agricole et du grand élevage extensif.

De 1 294 000 hectares en 1989, la superficie cultivée en Bolivie a atteint un seuil de 2 millions d'hectares en 2000. C'est principalement la région du grand Santa Cruz qui a le plus profité de cette extension au prix d'importants déboisements, avec le succès des cultures d'oléagineux (soja et maintenant tournesol) aussi a-t-elle été déclarée zone de risques écologiques.

On doit ajouter, ailleurs en orient, les effets liés à l'extension importante des activités d'élevage notamment dans le Beni. Pour résumer brièvement une situation bien connue, le potentiel représenté par l'élevage est largement sous-exploité du fait des méthodes extensives usitées. Il en résulte une dégradation de la flore des zones de pâtures remplacée par des espèces inadaptées à l'alimentation du bétail et un surpâturage. Seul un changement de technique, mais coûteux pour les éleveurs pourrait renverser cette situation.

Impact territorial de la désertification du milieu

Si, en 1994, s'est déroulée la première enquête patronnée par la LIDEMA (Ligue de Défense du Milieu Ambiant), on ne dispose pas d'études systématiques sur l'état, la nature et l'importance de l'érosion et de la dégradation des terres.

Pourtant, ces problèmes sont reconnus comme les plus graves qui affectent la situation agricole comme physique du territoire bolivien où seulement 3 % de l'ensemble des sols sont reconnus comme présentant une utilisation agricole normale. Aussi ne dispose-t-on seulement que d'estimations, mais faites à partir d'études locales d'impact qui sont extrapolées à l'ensemble du pays. Il en résulte une part d'incertitude⁴⁶³, mais qui permet d'avancer que 418 000 km² sont atteints par des processus d'érosion ou en voie de désertification, soit environ 38 % du territoire⁴⁶⁴.

Les situations les plus graves de désertification se rencontrent principalement pour :

- L'ensemble des départements d'Oruro et Potosi.
- La vallée de Tarija dont au moins 364 000 hectares sont fortement atteints par l'érosion et où la déforestation serait estimée à 1 500 hectares/an.

⁴⁶³ Morales, R. *Áreas de pobreza rural en Bolivia*, 1990. Voir aussi Brockman, C.E. *Perfil ambiental de Bolivia*, 1986.

⁴⁶⁴ L'utilisation des sols affectés en pâturages représente 31 % de la superficie du pays en 1990.

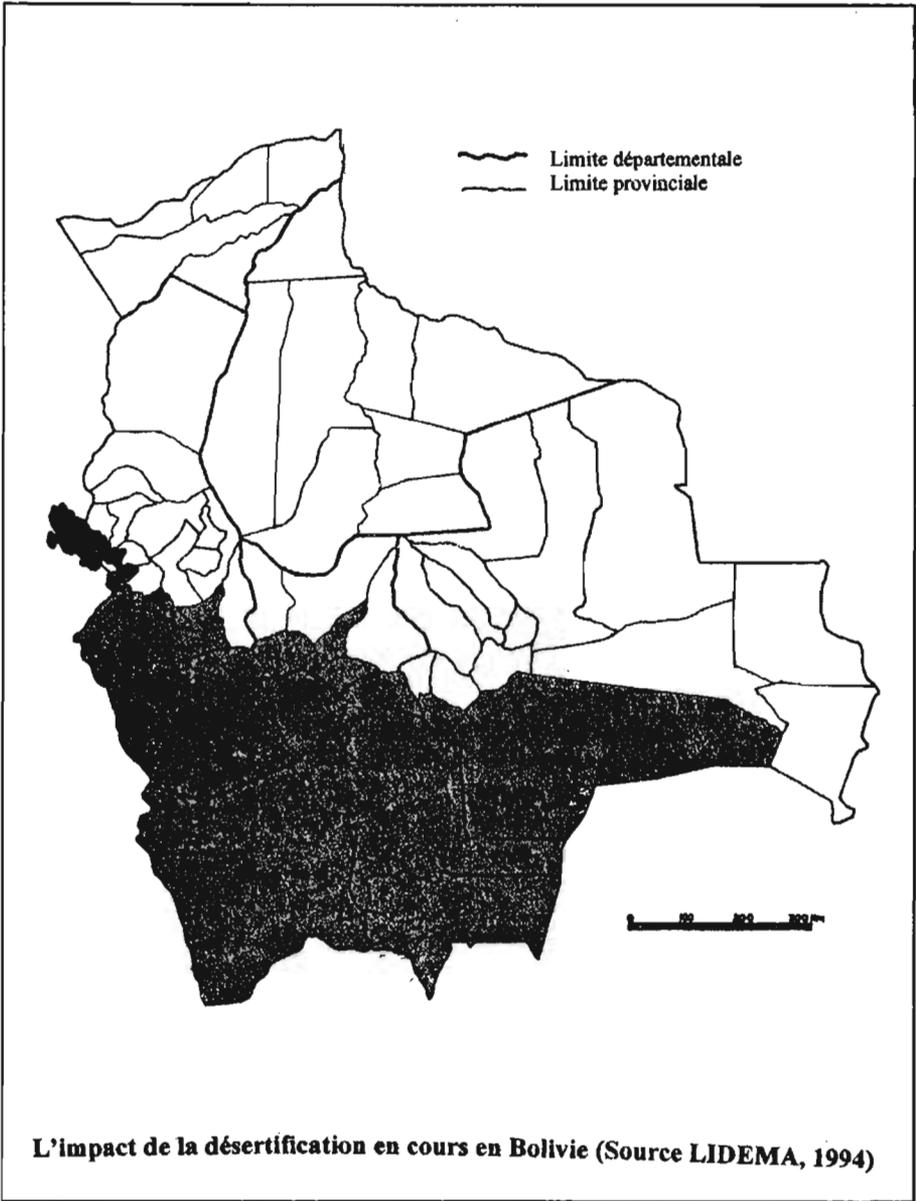
- Le département de Santa Cruz où il existe, du fait de l'érosion éolienne, 200 000 hectares de zones de dunes sableuses.
- Les hautes vallées de Cochabamba.
- Les plaines du Chaco qui sont partagées entre les départements de Santa Cruz, Tarija et de Chuquisaca.

On peut compléter cet état des lieux par une étude cartographique (carte préliminaire de désertification des terres, 1996). Elle permet de dresser le tableau 57 qui confirme, si besoin en était, la gravité de la situation en Bolivie.

- **Tableau 57. L'impact de l'érosion par département.** Source : J. Decker, 2000.

Département	Superficie affectée par l'érosion (en Km ²)	%
Potosi	84 081	71
Chuquisaca	47 179	92
Santa Cruz*	46 583	38
Oruro	30 787	57
La Paz	26 410	62
Cochabamba	24 365	96
Tarija	6 199	43
Total	265 604	/

Cette approche du problème écologique interpelle, ainsi que nous l'avons brièvement signalé, les divers acteurs impliqués dans la question agraire : petits paysans traditionnels, colons des terres neuves, agriculteurs moyens comme grands exploitants. Il en ressort que les responsabilités sont également partagées entre les deux formes d'agriculture dominantes et que seules des mesures d'intérêt général, acceptées et respectées par les acteurs de ces formes d'agriculture, permettraient de redresser et améliorer une situation dramatiquement grave.



Chapitre XI

Le petit monde rural : entre pauvreté et indigence

« Un pays terrifiant »

L'économiste G. Sorman, lors d'une visite en Bolivie en 1990, ne put retenir sa stupeur comme sa colère devant le panorama offert par la situation socio-économique du pays :

« La Bolivie est un pays terrifiant [...] car ce n'est pas un modèle, c'est un scandale. C'est un des pires exemples du colonialisme. Le peuple vit dans la misère absolue et il est dirigé par une petite élite... Nous n'avons rien à apprendre de ce modèle et il faut le dire en toute vérité »⁴⁶⁶.

Pour atténuer ce jugement on peut proposer une définition d'un expert anonyme plus réaliste : « *La Bolivie a un pied en Afrique avec son Altiplano et un autre en Amérique avec son Orient* ».

Il est indéniable, et de nombreux auteurs ont insisté sur cet aspect, que la situation du petit paysan de l'Altiplano continue encore, malgré des améliorations, à être des plus difficiles. De nombreux paramètres issus des statistiques officielles, nationales ou internationales, l'attestent sans ambiguïté.

La situation générale

La situation socio-économique du milieu rural, telle qu'elle est constatée par tous les indicateurs, est médiocre en général, voire désastreuse au niveau sous-régional. Certes, elle a connu de sensibles améliorations globales depuis un quart de siècle, mais qui laissent subsister des taches plus ou moins importantes de fort sous-développement.

L'indice de développement humain créé par le PNUD permet de mesurer la situation actuelle, aussi bien de façon comparative avec les pays voisins que dans le temps.

Le tableau 58 met en évidence la faiblesse de l'espérance de vie et surtout le très bas niveau du PIB bolivien. Néanmoins, si on replace cette situation en termes d'évolution, d'incontestables progrès ont été réalisés. Ainsi, entre 1975 et 1999, l'espérance de vie est passée de 47 à 62 ans, le taux d'alphabétisation de 63 à 85 % et celui de scolarisation de 56 à 70 %.

⁴⁶⁶ Voir la présentation faite par C. Serrate Reich, Op. cit., p. 10, de la traduction du livre de Melvin Burke : *Estudios criticos del Neoliberalismo*, 2001.

- **Tableau 58. Situation de l'indice de développement humain en Bolivie.** Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia, 2002. PNUD.*

Indices	1999	Amérique Latine
Scolarisation (en hectares)	70	74
Espérance de vie (en années)	62	69,6
Alphabétisation (en %)	85	87,8
PIB (en dollars)	2 355	6 880
IDH total de la Bolivie	0,648	0,760

La Bolivie, par contre, a connu une évolution en dents de scie de son PIB qui s'explique, consigne le PNUD, par une succession de « *comportements extrêmement volatils* », avec les graves crises politiques comme économiques traversées par le pays de 1952 à 1985.

- **Tableau 59. Situation du milieu urbain et du milieu rural selon quelques paramètres fondamentaux.** Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia ; 2002, PNUD.*

Paramètres	Taux de mortalité infantile (pour 1 000 enfants nés vivants)	Analphabétisme en %	Prévalence de la dénutrition en % pour les < de 3 ans	Nombre d'années moyennes de scolarisation (pour les > de 25 ans)
Milieu urbain	50	5,3	6,1	8,99
Milieu rural	90	33,7	14,1	3,01

Il est clair que la situation du milieu rural est très en retard pour tous les paramètres représentés dans le tableau par rapport au milieu urbain qui, par ailleurs, n'occupe pas non plus une situation satisfaisante.

- **Tableau 60. Indice de pauvreté en Bolivie.** Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia, 2002, PNUD.*

Indicateurs	Milieu urbain	Milieu rural	National
Incidence globale de la pauvreté	47	81,7	62,7
Incidence globale de l'indigence	21,6	58,8	36,8

De ce constat, traduisant une profonde césure entre milieu urbain et rural, il se détache l'importance de la place occupée par la pauvreté et l'extrême indigence d'une partie de la population, notamment rurale, la plus affectée par les taux les plus forts. On doit préciser aussi que la population rurale garde un taux très élevé de fécondité qui est resté quasi constant depuis 1989, de 6,4 enfants par femme contre 3,3 en milieu urbain en 1998 (4 en 1989).

Les commentaires qui naissent de ce tableau indiquent que la pauvreté est une réalité ancienne et toujours dominante du paysage humain bolivien, tandis que l'importance du taux d'indigence signifie que plus du tiers de la population ne peut satisfaire l'intégralité de ses besoins alimentaires de base. C'est le milieu rural qui est le plus fortement affecté, bien que la situation du milieu urbain soit quantitativement des plus préoccupantes puisqu'il regroupe 62 % de la population totale. Autre conséquence de cette situation désastreuse, le taux de mortalité infantile reste un des plus forts du continent selon le PNUD, avec 55,6 ‰ en 1997 contre 30 ‰ pour l'ensemble sud américain.

La population active agricole

Malgré une indéniable baisse de son pourcentage au niveau national depuis 1950, la population rurale en 2001 représente encore 37,8 % du total. Si, globalement, ce chiffre indique sans conteste une nouvelle et sensible réduction de son poids national, la population rurale reste en progression sensible en ce qui concerne son effectif, principalement dans les vallées et l'Altiplano.

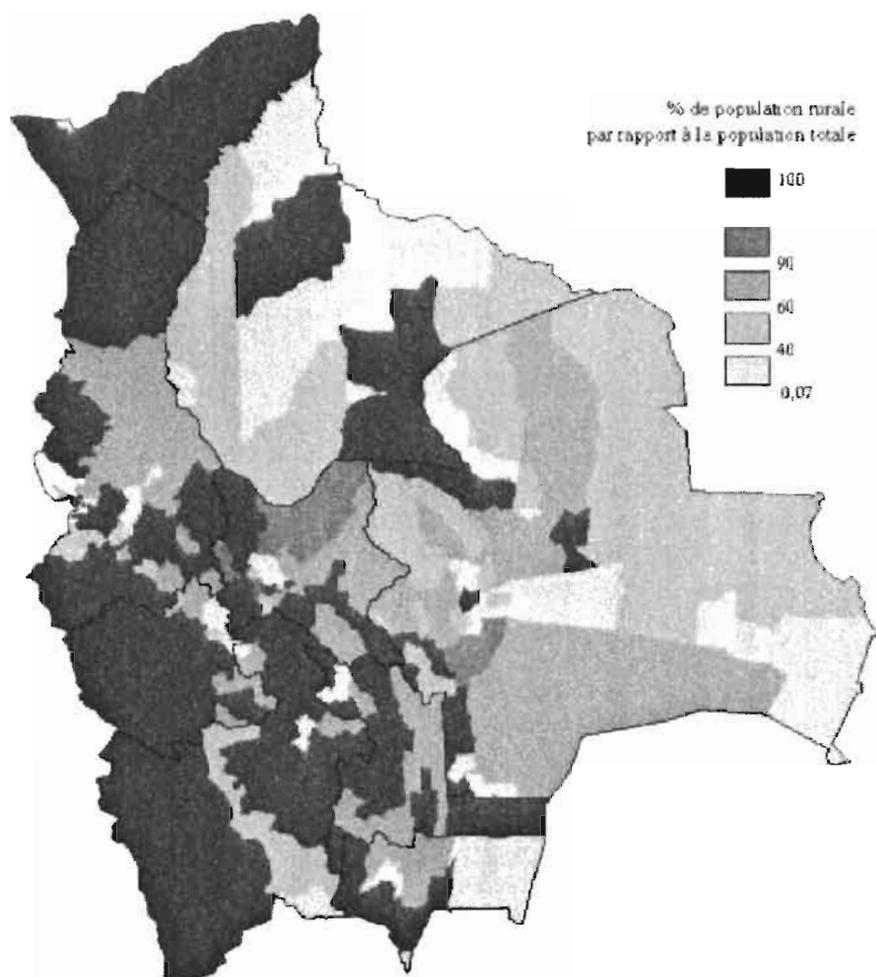
Au plan quantitatif, en 2001, seuls deux départements andins voient progresser légèrement le pourcentage de leurs actifs agricoles : La Paz et Oruro. Mais pour ces départements, le solde positif ne représente que 30 804 actifs, alors que le solde négatif des autres départements atteint 122 000 actifs, ce qui peut s'interpréter comme un indice régional des performances agricoles réalisées, positives ou négatives.

Il en ressort qu'en 2001, selon le recensement de l'INE, l'activité rurale et donc la population active en dépendant, restent dominantes pour la majorité des provinces.

- Tableau 61. Évolution de la population urbaine/rurale de la Bolivie de 1950 à 2001. Source : Recensements INE 2001.

Type de population	1951	1976	1992	2001
Population rurale	73,8	58,68	43,45	37,58
Population urbaine	26,2	41,32	57,55	62,42

Population rurale en 2001



Source : Institut National de Statistique, Recensement de 2001
© V. Brusléen, Ph. Wautez, J.-C. Roux, 2003

L'INE indique aussi un accroissement des actifs ruraux pour les départements orientaux de Santa Cruz et du Beni (de 14 000), mais une chute assez brutale sur l'Altiplano concernant les départements de Chuquisaca et Potosi (de 115 635 actifs) et auquel s'ajoute, pour les vallées, celui de Cochabamba, solde qui n'est que partiellement compensée par le regain positif de ceux de La Paz et Oruro.

Le poids accru des actifs ruraux dans les campagnes peut être mesuré, certes sans une précision fine, par le nombre de provinces où existe le primat de la population rurale.

- **Tableau 62. La population active agricole au niveau provincial.** Source : Recensement INE 2001.

	Dominante rurale de 90 à 100 %	Dominante rurale De 75 à 90 %	Dominante rurale de 51 à 74 %
Nombre de provinces (sur un total de 110)	46	16	28

Sur cent dix provinces en Bolivie, quatre-vingt-dix sont, certes avec des intensités variables, à dominante de population rurale dont quarante-trois des soixante-dix-huit provinces appartenant aux départements andins. Néanmoins des écarts forts sont notés entre départements en 2001, avec Chuquisaca qui perd 51 % de ses actifs ruraux, Potosi 26 % et Cochabamba 9 %.

Les foyers de migrations

Pays d'une population à faible mobilité géographique jusqu'aux années 1950, la Bolivie a eu sa distribution démographique transformée ensuite sous l'effet d'une série de réformes qui ont favorisé l'apparition de foyers de fortes migrations rurales⁴⁶⁶.

Le recensement de 1992 donnait déjà de précieuses indications sur l'évolution des courants migratoires en Bolivie ; leur analyse aboutissait à poser trois conséquences importantes au niveau spatial avec :

- Le début du déclin démographique d'une partie des zones rurales les plus déprimées de l'Altiplano.
- L'essor autour de Santa Cruz d'une activité agricole importatrice de main-d'œuvre.
- La formation d'un axe Est-Ouest de peuplement formé par la triade urbaine La Paz-Cochabamba-Santa Cruz.

⁴⁶⁶ Castro Rovira, J. *Area urbana y migraciones internas en Bolivia*, 1996.

Ces tendances à la concentration urbaine, qui s'étaient développées à l'époque⁴⁶⁸, trouvent aujourd'hui leur pleine confirmation avec les résultats du recensement de 2001 comme les apports dus à de nombreuses études socio-économiques de l'INE ou des ONG.

Le tableau 63 détache deux réalités : d'une part, les départements andins continuent, depuis 1992, à perdre une partie de leur population, processus déjà entamé dès les années 1950 et notable lors du recensement de 1976 ; d'autre part, les départements orientaux connaissent une balance migratoire positive et régulière depuis 1976.

Si l'état actuel des données du recensement de 2001 ne permet pas de produire une carte des migrations satisfaisantes, on peut d'ores et déjà faire état d'un indicateur significatif, celui des taux de masculinité.

- **Tableau 63. Population migrante interdépartementale et taux net par département.** Source : INE, 2001.

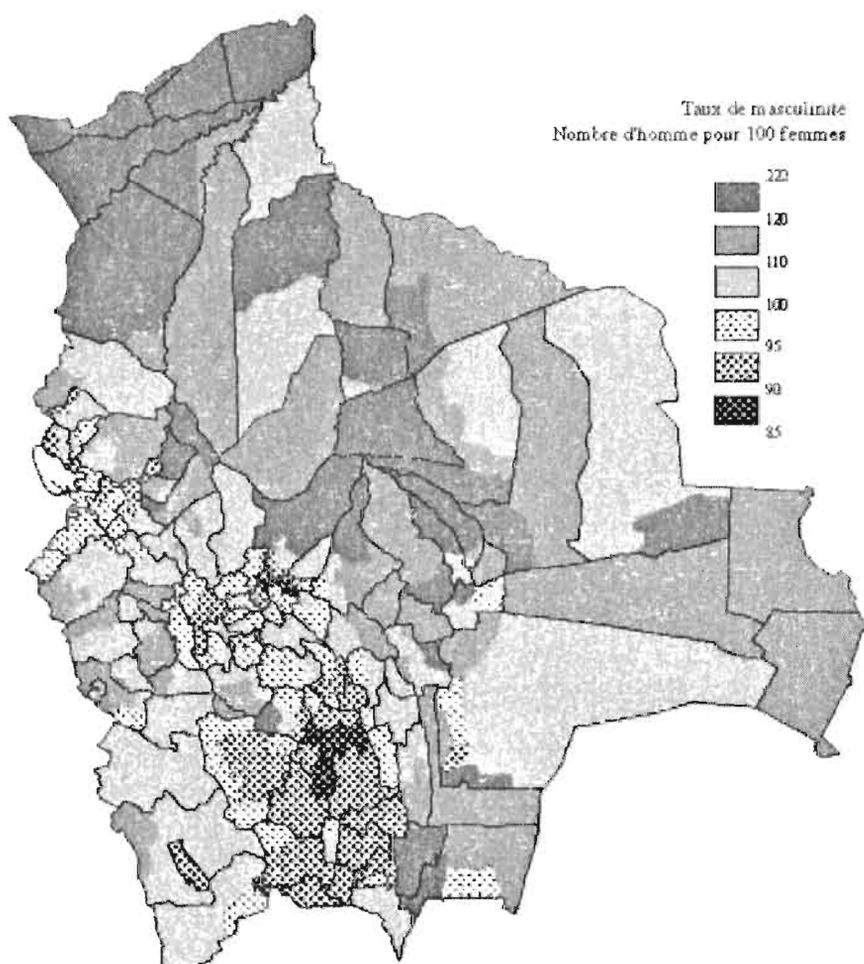
Départements	Taux net de migration 1992	Taux net de Migration 2 001
Chuquisaca	- 13,68	- 17,63
La Paz	- 0,03	- 2,55
Cochabamba	7,59	6,18
Oruro	-22,86	- 25,8
Potosí	- 29,5	- 37,59
Tarija	- 8,46	12,58
Santa Cruz	18,15	21,41
Beni	- 6,26	- 12,23
Pando	- 3,93	9,53

La carte présentée indique que ce sont les provinces du Nord de La Paz, d'une partie du Beni, de Pando presque en entier, et une partie des provinces du piémont de Santa Cruz comme de Cordillera et German Bush qui présentent les taux les plus forts. Au contraire, l'Altiplano central indique de forts déficits du taux de masculinité, signe de départs en migration de nombreux hommes.

Les départements les plus affectés par des taux migratoires négatifs sont par ordre d'importance : Potosi, Oruro et Chuquisaca. Il est à noter que La Paz confirme en 2001, en l'amplifiant, une tendance négative apparue en 1992. Tarija, où dominent les vallées comme Cochabamba, connaissent des taux positifs forts ou marqués.

⁴⁶⁸ Voir *Atlas de Bolivia*, 1997, pour la partie cartographie des faits de population traitée par L. Arreghini, J. C. Roux et Ph. Waniez.

Taux de masculinité en 2001



Source : Institut National de Statistique, Recensement de 2001
© V. Bruatier, Ph. Wacziarg, J.-C. Roux, 2003

En effectif, ces mouvements négatifs sont aussi intéressants à analyser, les pourcentages indiquant parfois des tendances trompeuses, cas de Pando, avec un faible volume de migrants.

Les départements qui présentent des taux positifs sont orientaux, avec Santa Cruz et Pando, tandis que le Beni connaît un accroissement de son taux négatif.

- **Tableau 64. Balance migratoire départementale en 2001.** Source : *INE, 2001.*

Départements	Balance migratoire 1992	Balance migratoire 2 001
Chuquisaca	- 61 929	- 93 159
La Paz	- 576	- 59 490
Cochabamba	83 299	88 524
Oruro	- 77 495	- 100 762
Potosi	- 189 710	- 265 545
Tarija	24 019	47 272
Santa Cruz	240 907	422 607
Beni	- 17 146	- 44 107
Pando	- 1 369	4 660
Bolivie	875 405	1 241 772

En chiffres bruts, il apparaît qu'entre 1992 et 2001 l'effectif impliqué par les migrations a presque augmenté de 50 % (soit 330 000 personnes) en accentuant les tendances fortes notées, et en confirmant un nouveau phénomène, avec un renversement du solde négatif pour un des trois départements orientaux, Pando, qui ne contribue plus à alimenter en 2001 les flux migratoires vers Santa Cruz.

Pour l'orient, c'est sans conteste Santa Cruz qui est le pôle d'attraction le plus significatif, suivi par Cochabamba et plus secondairement par Tarija.

Un autre critère est à considérer pour l'analyse des migrations, celui des migrations des cinq dernières années. En 1992, ces flux impliquaient 304 694 personnes ; par contre, en 2001, ce sont 424 671 personnes concernées, ce qui traduit une sensible augmentation.

Pour conclure, les données de l'INE confirment un regain de la population rurale propre aux départements andins et les migrations positives vers Santa Cruz et Pando, en orient, et Tarija et Cochabamba pour les vallées.

Néanmoins, la comparaison des taux respectifs sur cinq ans, et de ceux de 1992 à 2001, donc sur une période de 10 ans, indique un net fléchissement des mouvements migratoires.

L'éradication de la coca et la crise économique des dernières années sont-elles des explications ? On peut le penser, comme on doit admettre qu'un ralentissement naturel des migrations s'est opéré aussi.

Les disparités rurales régionales

Une croissance réservée aux seules zones d'agriculture moderne

Crise agricole et crise régionale se superposent étroitement en Bolivie ainsi que l'attestent les statistiques de l'INE.

Le paysannat traditionnel, aujourd'hui relevant du *minifundio*, avec environ 500 000 familles selon la moyenne des estimations, se concentre dans les départements andins, mais des poches dues à des migrations spontanées débordent maintenant dans les départements de Tarija, Santa Cruz et du Beni.

L'économie de l'Altiplano a été affectée fortement, depuis une trentaine d'années, par les convulsions qui ont abouti aux profondes transformations du système minier. Or contrairement à de nombreuses analyses qui ont établi arbitrairement une césure systématique entre la mine et l'agriculture, il y a des liens forts entre les deux types d'économie.

Des rapports étroits, entre le mineur et le paysan ont durablement existé par une redistribution des salaires, l'accès aux coopératives, aux centres de santé ou d'enseignement jadis présents auprès des sites miniers.

Une interdépendance naturelle s'était ainsi établie de tout temps entre ces deux milieux, faite de davantage de solidarité que d'opposition. Aussi la crise minière des années 1980, qui voit la quasi-liquidation de l'activité minière contrôlée depuis 1952 par l'État, ne pouvait que retentir sur les campagnes et, notamment, sur les plus déshéritées.

En 1994, le bilan dressé par l'INE⁴⁶⁸ permet de constater la débilité économique intrinsèque aux départements de l'Altiplano.

En effet, ils ne participent que pour 27 % de la valeur agricole totale produite par la Bolivie, alors que les départements orientaux représentent 34 % et celui de Cochabamba 20 %.

Une étude plus récente du PNUD permet de saisir l'évolution intervenue. Il en ressort que la relation qui existe entre PIB et population agricole active exprime un état de sous-développement.

Une remarque générale apparaît à la lecture du tableau 65, la croissance des PIB départementaux, entre les exercices 1990 et 1998, devient variable.

⁴⁶⁸ INE. *Cuentas departamentales* 1994.

Potosi et Chuquisaca sont en recul parfois sensible, seuls La Paz, le Beni et Santa Cruz progressent significativement, ce que constate ainsi le décrochage entre les Andes et l'orient.

- Tableau 65. Évolution du PIB per capita départemental (en dollar constant depuis 1990). Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia, 2002*. PNUD.

Départements	1990	1998
Potosi	416	409
La Paz	588	710
Chuquisaca	653	583
Cochabamba	692	775
Oruro	699	969
Beni	737	761
Tarija	764	798
Pando	826	1 027
Santa Cruz	911	1 057

Il en découle que la relation entre forte PEA (Population économiquement active) agricole départementale et faible participation au PIB agricole national, indique l'état de pauvreté qui en découle pour les actifs ruraux.

Au contraire, les départements participant le plus au PIB agricole national, Santa Cruz et Cochabamba, avec des effectifs de la PEA agricole nettement plus faibles, sont les plus prospères.

L'équipement des foyers : de fortes carences en milieu rural

Tous les recensements effectués depuis 1950 indiquent la grande indigence en services de base propre au milieu rural. En 2001, malgré de nets progrès, les indicateurs concernant les services de première nécessité détachent, pour une partie du pays au moins, l'existence de conditions qui restent des pires.

Le tableau 66 se passe de commentaires détaillés quant à la situation de sous-équipements qui caractérise la Bolivie ; elle est encore plus marquée pour la partie andine où elle affecte en priorité les zones rurales.

Or, si des progrès ont eu lieu, depuis les résultats du recensement de 1992, ils ne sont pas à la hauteur des besoins.

Il est à préciser, afin de situer les antécédents de ce secteur, que la création d'un ministère de la Santé n'a eu lieu qu'en 1938, et que le premier bilan sérieux sur les problèmes de santé publique n'a été publié qu'en 1946⁴⁷⁰.

⁴⁷⁰ Balcazar, J. M. *Epidemiología Boliviana*, 1946.

- Tableau 66. Accès des foyers ruraux aux services domestiques de base (en %).
Source : INE, 2001. *Bolivia : características de las viviendas.*

Départements	Sans eau	Sans sanitaires	Sans électricité
Chuquisaca	69,78	79,08	85,30
La Paz	69,22	70,04	75,53
Cochabamba	65,81	59,49	63,97
Oruro	78,75	88,82	78,19
Potosi	76,93	84,68	84,92
Santa Cruz	67,52	32,25	71,17
Tarija	54,06	60,02	67,79
Beni	93,71	38,23	87,66
Pando	88,38	41,68	80,69
Bolivie	70,37	66,86	75,28

La santé publique : trop longtemps absente des campagnes

Cette mauvaise situation générale voire localement catastrophique, dure au moins jusqu'aux années 1950, la Bolivie ensuite a progressé par à coups pour construire les bases d'un système de santé publique devenant plus efficace et s'efforçant d'assurer une couverture de base du pays.

Cette situation est constatée par le recensement de 1992 et, malgré le maintien de fortes poches de retard, elle est confirmée, tout en consignand de nets progrès, par celui de 2001.

Malnutrition

Aux facteurs épidémiologiques s'ajoutent des facteurs socio-économiques négatifs qui affectent d'abord le milieu rural le plus défavorisé.

Les enfants qui sont en priorité affectés par la malnutrition chronique, selon les définitions médicales, appartiennent aux départements de Potosi et d'Oruro où l'on rencontre les taux les plus élevés, alors que celui de Santa Cruz est dans la meilleure position nationale.

Une étude récente confirme le maintien du problème de la malnutrition et son ampleur en milieu rural, avec 50 % de femmes enceintes de l'Altiplano atteintes d'anémie et 67 % dans les llanos orientaux⁴⁷¹.

⁴⁷¹ Enquête UNICEF/OPS/préfectures, 2003. Selon cette étude, le département de Potosi présente 45 % de prévalence de dénutrition pour les enfants de 2 à 5 ans, suivi par Chuquisaca avec 43 %, Cochabamba avec 34 % alors que Santa Cruz, en dernier rang, ne présente que 25 % de cas. Néanmoins, pour ce dernier département, 22 % des décès d'enfants de moins de 5 ans sont dus à la dénutrition.

Une autre étude internationale⁴⁷² précise les caractères de la mortalité infantile en Bolivie. En 1950-1955, la Bolivie présente le plus fort taux sud américain, avec 178 ‰ (suivi par le Pérou) et les progrès sont lents car, en 1970-1975, on a encore 158 ‰ et ce n'est qu'en 1990-1995 qu'on atteint une baisse significative, avec 79 ‰, chiffre qui continue à baisser en 2004 avec 55,6 ‰ traduisant un indéniable progrès. Malgré ces avancées, dans le concert des pays sud américains, la Bolivie reste toujours au dernier rang compte tenu des progrès réalisés aussi ailleurs⁴⁷³.

Bien que ces données n'aient pas été actualisées récemment, nous produisons à titre d'exemple intéressant celles d'une enquête de 1994.

- Tableau 67. La dénutrition en Bolivie (en ‰). Source : OPS, 1994.

	Potosi	Oruro	Chuqi saca	Beni/ Pando	La Paz	Cochaba mba	Tarija	Sta Cruz
DCN *	48	31	29	26	24	22	21	16
DCS* *	17	7	10	4	4	7	6	5

DCN* : *Dénutrition chronique normale*

DCS** : *Dénutrition chronique sévère*

Ce tableau permet de constater, une fois de plus, la détérioration des conditions socio-économiques comme médicales entre les Andes (particulièrement pour Potosi, Chuquisaca et Oruro) et l'orient où la situation est nettement meilleure.

D'autres facteurs s'y ajoutent aussi, avec le fait que la Bolivie dispose du plus faible taux d'encadrement médical de sa population, avec 1,3 médecin pour mille habitants en 2000-2005⁴⁷⁴ (mais 2,36 au Venezuela et 1,70 en Équateur) ; néanmoins, on enregistre un net progrès depuis 1992 où l'on ne disposait alors que de 0,6 médecin pour mille habitants.

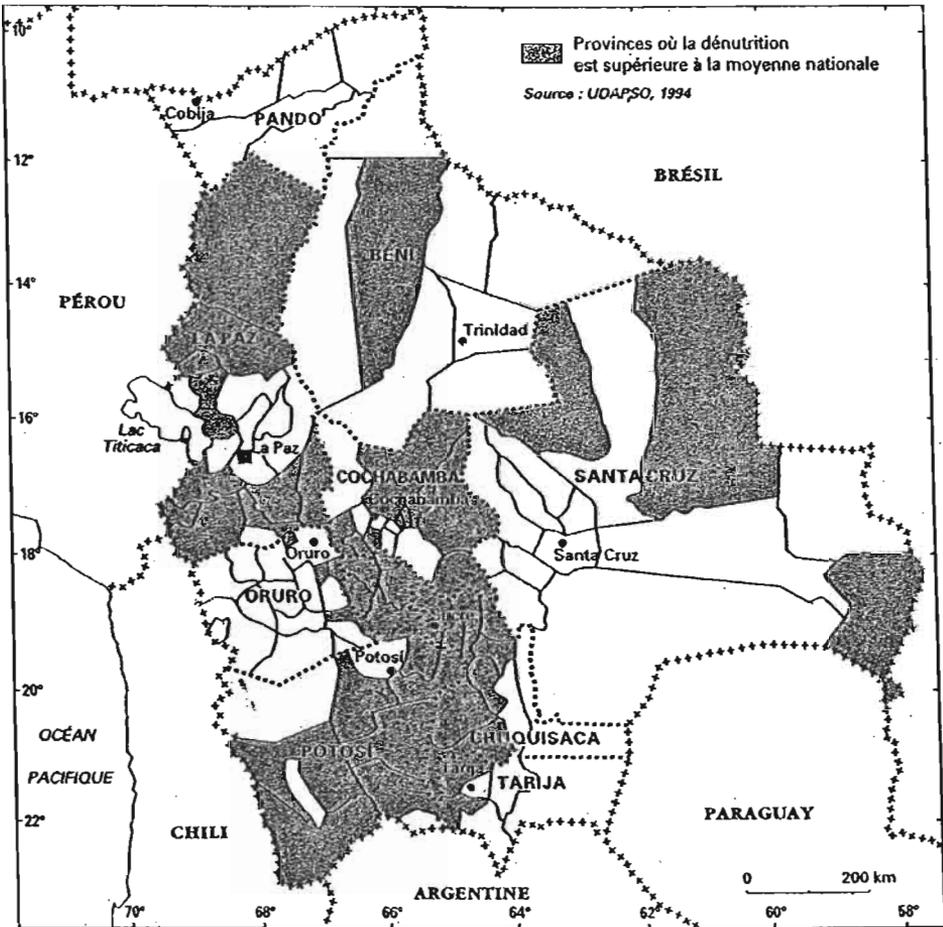
La carte de la dénutrition indique que le Nord et le Sud de l'Altiplano sont des foyers anciens actifs, à côté d'une importante aire de dénutrition qui suit, en gros, la zone des vallées andines orientales.

⁴⁷² PNUD. *Informe sobre el desarrollo humano en 1999, 2000.*

⁴⁷³ Même période, le Pérou était à 33,4 ‰, l'Équateur à 41, la Colombie à 25,6, le Venezuela à 18,9 et le département français d'Outre Mer de la Guyane à 14,3.

⁴⁷⁴ Source *L'état du monde, 1994.*

Carte de la dénutrition



On note aussi l'existence de foyers de dénutrition dans de vastes provinces à très faibles pressions démographiques et permettant normalement une pratique agricole : par exemple, celles de Yacuma et du Madre de Dios dans le Beni, de Guarayos, Velasco et G. Busch à Santa Cruz. On peut avancer une explication, celle de fortes implantations de migrants ruraux andins inadaptés aux conditions agricoles locales ou manquant de terres.

Mortinatalité

On retrouve la même situation pour la mortalité maternelle post-accouchement qui est souvent causée par l'insuffisance ou l'absence de moyens de la Santé Publique. Alors que le taux urbain national de décès est de 274 pour 100 000 naissances, il est de 524 en milieu rural. Mais, dans les provinces de l'Altiplano, le taux est nettement supérieur atteignant 607 contre 293 dans les vallées et seulement 110 dans les llanos orientaux⁴⁷⁵.

Espérance de vie

On ne saurait conclure cette approche du problème de la santé publique en milieu rural sans signaler des résultats encourageants.

Ils indiquent globalement de substantiels progrès réalisés dans le domaine de la longévité des individus dont les résultats témoignent de substantielles améliorations. Ainsi l'espérance de vie, en 2000-2005 est de 63,9 ans pour la Bolivie contre 62 ans en 1999 et 69,6 à la même époque en Amérique Latine. Elle oscillait, en 1999, entre 66 ans pour Santa Cruz, niveau le plus haut, et 56 ans pour Potosi, niveau le plus bas. L'espérance de vie moyenne en milieu rural était plus faible, comprise entre 53,1 et 54 ans, 45 au plus bas pour les départements de Potosi et Oruro.

- Tableau 68. Évolution de l'espérance de vie (en années). Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia ; 2002. PNUD.*

Départements andins

Espérance de vie	Chuquisaca	La Paz	Oruro	Potosi	Tarija	Cochabamba
1976	39	48	41	39	50	41
1997	60	62	57	56	65	61

Départements de l'orient

Espérance de vie	Santa Cruz	Beni	Pando
1976	52	53	49
1997	66	60	60

⁴⁷⁵ Organización Panamericana de Salud, (OPS). *La salud en las Américas*, 1998.

L'enseignement : trop loin des ruraux

L'éducation : un secteur longtemps délaissé

Il est nécessaire d'abord de préciser le contexte propre au système éducatif, dans une partie du pays au moins.

La réalité, longtemps escamotée derrière les bilans officiels, et certes se modifiant au fil des recensements, indique que la Bolivie reste encore un pays fortement plurilingue⁴⁷⁶. Ce constat vaut surtout pour la partie andine, Altiplano et vallées, où deux langues autochtones anciennes ont conservé un fort enracinement rural, l'aymara et le quechua.

En orient, de nombreuses langues, pratiquées par des groupes d'origine guarani aux effectifs très réduits, se maintiennent aussi en milieu rural.

Mais, à la différence du massif andin, le bilinguisme est assez général en orient alors que dans l'Altiplano de fortes poches de monolinguisme subsistent toujours, localisées en général dans les campagnes marginalisées.

La carte de la pratique de l'espagnol indique qu'il trouve sa plus forte emprise dans le département du Beni, le Nord de La Paz et une partie de celui de Santa Cruz. Par contre, sa présence est plus atténuée dans les provinces de Cordillera et de Guarayos. Il domine aussi largement dans celui de Tarija. Mais sa place est plus partagée pour Cochabamba et dans la zone des vallées orientales où dominent localement dans les campagnes les langues indigènes.

- Si l'espagnol est la langue officielle, deux autres langues locales jouissent maintenant d'une certaine officialisation, le quechua et l'aymara.

- Le quechua dispose d'une extension au Pérou rural et montagnard comme en Équateur, une survivance due à l'expansion inca.

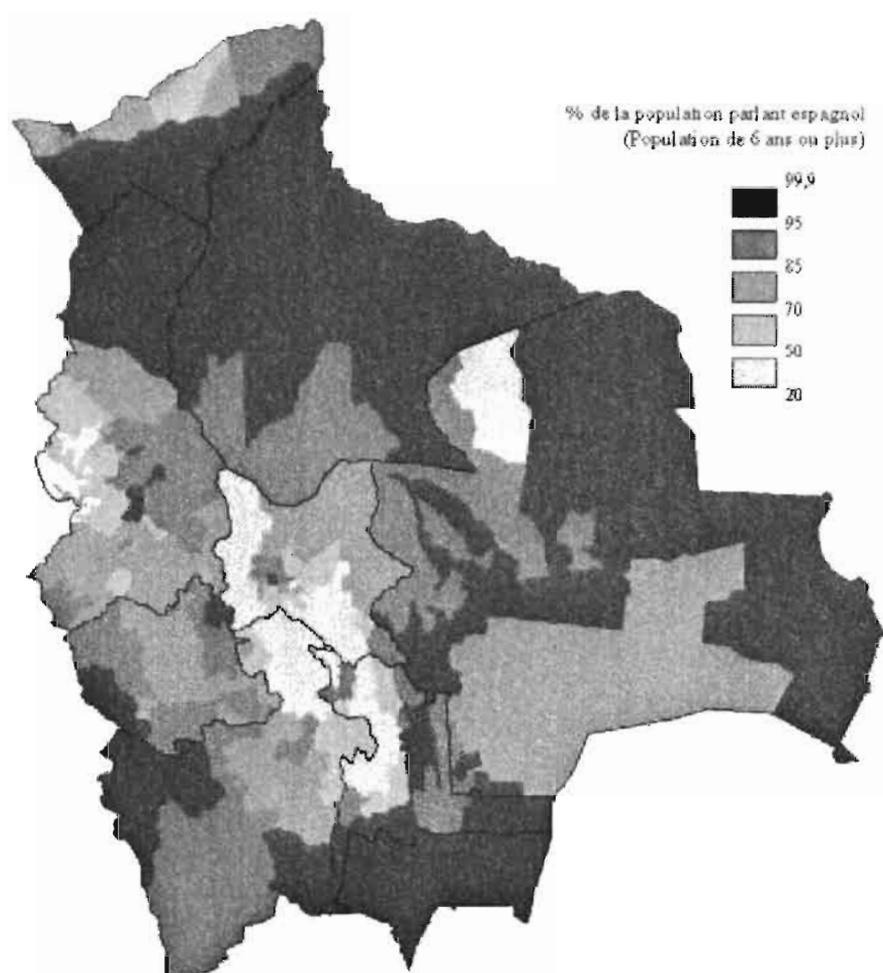
- L'aymara, avec une concentration plus régionale autour du lac Titicaca, de La Paz pour ses provinces du Nord et du département d'Oruro, est nettement plus localisé.

- Le guarani, quand à lui n'implique qu'un faible effectif distribué en îlots dans quelques provinces du sud-ouest des départements de Santa Cruz et de Tarija.

De 1976 à 2001, on note des changements intéressants, consignés par les recensements, pour la pratique des langues indiennes et de l'espagnol. On assiste, conséquence normale des vagues de migrations rurales vers les villes, à une sensible montée en milieu urbain du quechua et de l'aymara ; mais on note parallèlement un fort renforcement de l'espagnol qui est devenu largement dominant.

⁴⁷⁶ Albo, X. *Bolivia Plurilingüe. Guía para planificadores y educadores*, 1995.

Population parlant espagnol en 2001



Source : Institut National de Statistique, Recensement de 2001
© V. Bruatien, Ph. Waniez, J.-C. Roux, 2003

- Tableau 69. Évolution du rapport linguistique population urbaine/rurale de 1976 à 2001. Source : INE, 2001.

Population	Quechua	Aymara	Espagnol	Guarani
Urbain 1976	470 027	357 652	1 517 908	/
Urbain 1992	758 074	604 862	3 021 033	13 262
Urbain 2001	954 541	741 483	4 274 503	16 868
Rural 1976	1 013 658	718 094	1 423 733	/
Rural 1992	1 047 769	632 796	1 573 077	36 356
Rural 2001	1 169 499	720 803	1 822 619	40 350

Dans le milieu rural, l'espagnol restait un parler minoritaire en 1976, mais en 1992 on note sa forte progression et en 2001 il devient presque majoritaire.

Le principal handicap : l'analphabétisme

L'analphabétisme a représenté, jusqu'en 1992, la plus grande tare du système éducatif ; néanmoins, les résultats enregistrés au recensement de 2001 attestent d'importants progrès qui permettent de projeter que d'ici une dizaine d'années, et à condition que se poursuivent les efforts en cours, il sera ramené à des proportions comparables aux autres pays du continent.

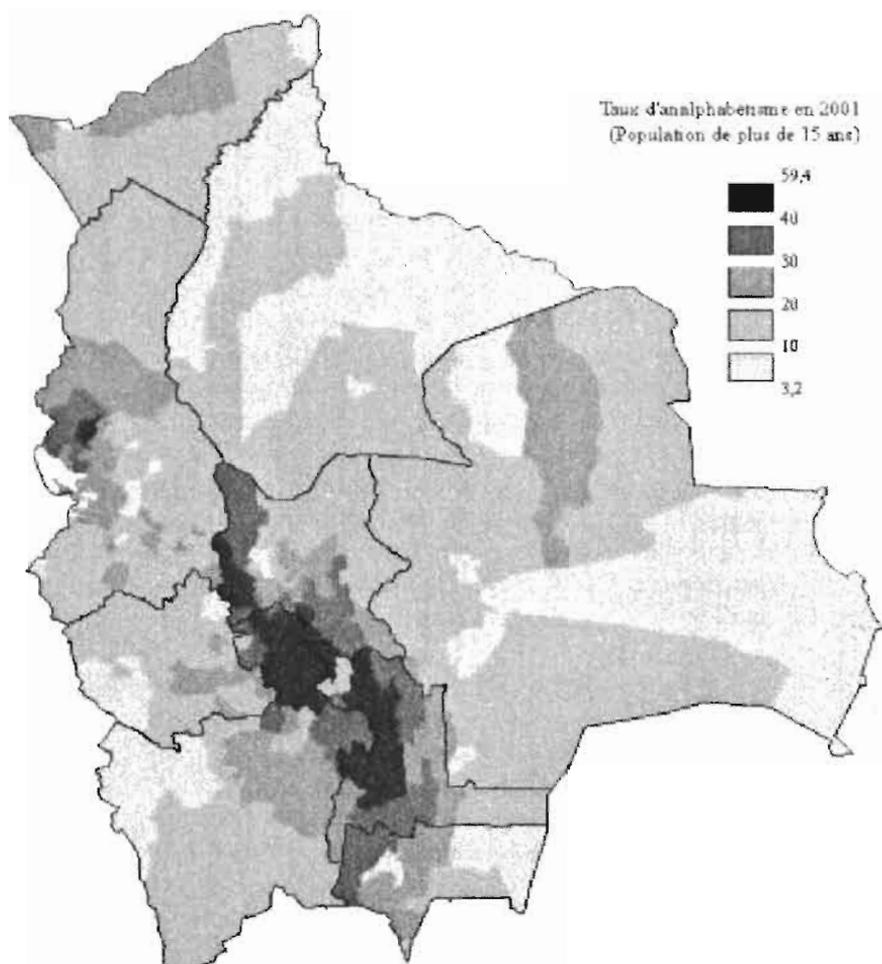
Ce sont toujours les zones andines rurales qui connaissent les situations les plus difficiles, par contre les départements orientaux présentent une situation favorable et en amélioration sur 1992. La carte de l'analphabétisme indique des taux relativement faibles pour le Beni et partie du département de Santa Cruz.

- Tableau 70. Population analphabète de 15 ans et plus de 1976 à 2001. Source : Recensement INE, 2001.

Départements	1976	1992	2 001
La Paz	31,9	16,9	11,39
Cochabamba	40,8	21,2	14,53
Oruro	26,9	15,4	10,61
Potosí	54,5	38,2	28,42
Tarija	36,9	21,1	14,10
Santa Cruz	21,1	11,1	7,26
Beni	22	12,8	8,88
Pando	33,6	21	10,37
Total	36,8	20	12,7*

*Chiffre global, mais le taux d'analphabétisme atteint 25,5 % en milieu rural dont 37,8 % pour les femmes, et seulement 6 % au total en milieu urbain.

L'analphabétisme en 2001



Source : Institut National de Statistique, Recensement de 2001
© V. Bruatien, Ph. Wanez, J.-C. Roux, 2003

La carte de l'évolution des taux d'alphabétisation indique un progrès assez général, notamment dans l'Altiplano, mais aussi à Pando.

Une analyse objective doit prendre en compte la dominante rurale de nombreuses provinces, surtout celles de l'Altiplano, qui présentent encore des taux très forts selon l'INE.

Un pointage indique, en effet, que douze provinces conservent des taux d'analphabétisme forts, compris entre 30 et 40 %, neuf ont des taux se situant entre 40 et 50 % et une présente un taux supérieur à 50 %.

- **Tableau 71. Répartition de l'analphabétisme.** Source : INE, 2001.

Départements andins

Analphabétisme	Chuquisaca	La Paz	Oruro	Potosi	Cochabamba	Tarija
Urbain	9,97	6,43	6,14	10,36	6,68	8,09
Rural	41,13	21,8	17,52	38,29	27,27	25,76

Départements de l'orient

Analphabétisme	Santa Cruz	Beni	Pando
Urbain	5,11	5,79	3,46
Rural	14,90	16,31	15,54

Conséquence : le déclin démographique de l'Altiplano

Les observations mentionnées plus haut aboutissent à un bilan qui selon le PNUD, qui utilise les données statistiques nationales, pour la mortalité, l'espérance de vie, la malnutrition et l'analphabétisme est pour le moins morose en ce qui concerne la situation globale de la Bolivie, et il est singulièrement déficitaire pour le milieu rural, surtout dans le massif andin⁴⁷⁷. Pour les trois grands indicateurs (espérance de vie, alphabétisme, PIB) qui forment l'indice de développement humain (IDH) du PNUD, la situation de la Bolivie souffre d'une évidente détérioration des conditions de vie de ses populations rurales.

Au fil des recensements entrepris depuis 1950, une réalité se confirme, celle d'un fort exode rural qui affecte les zones les plus marginalisées de l'Altiplano andin. Il est accompagné par une forte migration très mal contrôlée statistiquement et tournée vers l'étranger.

Cette situation est devenue surtout préoccupante pour les provinces jouxtant la cordillère occidentale qui sépare la Bolivie du Chili, et, au Sud, dans le département de Potosi.

⁴⁷⁷ UDAPSO. *Mapa de pobreza : una guía para la acción social*, 1993.

Souvent les hameaux ne conservent que quelques cadets qui continuent à cultiver, des enfants dont les parents sont souvent partis travailler à la ville où à l'étranger, des personnes âgées qui gardent moutons et lamas. Dans ces communautés, à la démographie ainsi tronquée, les seuls moments de regain d'une activité et d'une vie sociale ont lieu à l'occasion des grandes fêtes, des semailles et des moissons, avec le retour temporaire d'une partie des personnes ayant migré.

Dans ces conditions démographiques dégradées toute politique de développement rural devient difficile à exécuter voire représente une gageure.

La misère rurale

Si de nombreuses études, nationales et étrangères, ont analysé la pauvreté en Bolivie, elles prennent en compte les relations existantes entre les deux milieux impliqués par cette problématique : l'urbain et le rural. En effet, un lien fort existe entre ces deux types d'espaces, en apparence bien contrastés et séparés. Par le biais du phénomène migratoire et des liens sociologiques, les deux types de pauvreté sont marqués par les va-et-vient entre les migrants urbanisés et leurs familles restées dans le milieu rural. Ces attaches sont aussi bien d'ordre culturel, sociologique qu'économique.

Il en résulte que les revenus urbains sont, pour partie au moins, redistribués dans les foyers ruraux sous des formes variables, voire pour des améliorations du bien foncier. S'ajoutent à ces sources directes de revenus, les envois souvent importants faits par les travailleurs à l'étranger ainsi que le souligne G. Cortés⁴⁷⁷.

Enfin, il faut mentionner les revenus obtenus « *du front de la coca du tropique du Chapare* », mais qui sont difficiles à apprécier car les petits *cocaleros* ne reçoivent que les miettes du vaste trafic du complexe de la coca-cocaïne. Celui-ci, selon des évaluations approximatives, représentait globalement 800 millions de dollars en 1997, avant les campagnes systématiques d'éradication de la coca dans le cadre du Plan *Dignidad* et la mise en place de cultures de substitution subventionnées (thé, ananas, poivre par exemple), mais avec un succès très limité voire nul. On peut donc estimer qu'entre 10 et 20 % de cette manne restait dans l'escarcelle des cinquante à soixante mille personnes, en majorité originaires du massif andin, et qui exerçaient, soit à temps plein, soit à chaque saison, une activité dans ce secteur économique informel et illégal.

Il est évident que ces apports, d'origine et de nature aussi diverses (avec une forte contrebande aux frontières), sont bien difficiles à évaluer et à intégrer dans les ressources réelles d'une partie non négligeable des actifs ruraux.

⁴⁷⁷ Cortes, G. *Rooted migrants : land and rural development in the valle alto of Cochabamba, Bolivia*, 2001. Voir aussi du même auteur : *Partir pour rester*, 2000.

C'est la difficulté méthodologique principale qui est rencontrée par les nombreuses enquêtes conduites depuis une vingtaine d'années sur les revenus des ruraux, ce qui fausse donc gravement une partie des résultats présentés⁴⁷⁹.

Est-ce pour cette raison que certains auteurs établissent une double échelle de valeur dans la misère, en faisant le *distinguo* entre population pauvre et population indigente ? Selon la méthodologie de l'un d'entre eux, en 1979, la Bolivie aurait compté 80 % de pauvres dont 60 % d'indigents, eux-mêmes se dédoublant « en indigents extrêmes et indigents non extrêmes ». En 1992, un autre spécialiste⁴⁸⁰ ramenait la population pauvre à 71 % dont 80 % en milieu rural, avec 56 % d'indigents.

Une étude internationale du PNUD, effectuée en 1994, estimait que 60 % de la population dont 26 % d'indigents, était en dessous du seuil de pauvreté. Mais, en 1990 la pauvreté atteignait 86 % des ruraux, signalait-elle.

Ces chiffres, à cette date, constituaient un triste record dans l'hémisphère sud américain, car seuls le Guatemala et Haïti présentaient des taux supérieurs.

En s'appuyant sur les données officielles de l'INE pour son recensement de 1992, il apparaît que les vingt-quatre provinces les plus pauvres représentaient 500 000 habitants et, ainsi qu'on le notait, une partie de ces déshérités appartenait «... aux agriculteurs non salariés». On peut donc en conclure que ces chiffres s'appliquent aussi aux communautés rurales

Nous considérerons ici un dernier élément synthétique de comparaison des situations entre les deux Bolivie, la rurale et l'urbaine. Il s'agit des données de la « brèche urbain-rural » telles qu'avancées par l'INE et le PNUD en 2002.

- **Tableau 72. La brèche des indicateurs statistiques entre secteur urbain et secteur rural.** Source : PNUD, 2002.

Secteurs	Taux de mortalité pour ‰	Analphabétisme En %	Prévalence de la dénutrition* (%)	Nombre d'années moyennes de scolarité*
Urbain	50	5,3	6,1	8,99
Rural	90	33,7	14,1	3

*Pour les enfants de moins de 3 ans

** Pour les plus de 25 ans

Ce tableau résume, pour quelques critères essentiels au moins, le fossé qui sépare les deux milieux, urbain et rural.

⁴⁷⁹ C'est le cas pour l'étude publiée par UDAPSO : *Mapa de pobreza : una guía para la acción social*, 1993.

⁴⁸⁰ Morales, M. *Razgos de la pobreza en Bolivia*, 1992.

Ils expliquent aussi bien l'origine des problèmes dont souffre une grande partie du monde rural andin, que l'importance des progrès restant à faire pour parvenir à une situation bien plus équilibrée.

L'agriculture andine est-elle obsolète face à la mondialisation ?

Pour une superficie de 1 100 000 km², le territoire qui présente une réelle aptitude agricole ne représenterait seulement 3 400 000 hectares, soit 3 % environ selon les experts de la superficie totale... C'est bien peu, même si les terres cultivées ne représentent guère, bon an mal an, qu'environ 2 millions d'hectares.

Ces chiffres, mis en rapport avec l'appropriation privée, telle qu'elle existe actuellement, indiquent bien certains aspects erratiques propres à la distribution des structures agraires en Bolivie et les blocages divers qui en résultent et rendent problématique toute réforme du système.

L'Altiplano : un milieu agricole répulsif ?

Un autre aspect découle de la localisation géographique d'une partie des terres cultivées sur l'Altiplano. Selon les météorologues comme les agronomes, ce milieu présente des « *conditions adverses* » dues aux types du milieu physique et aux conditions climatiques.

Le constat récent donné par la FAO⁴⁸¹ consigne cette difficile situation :

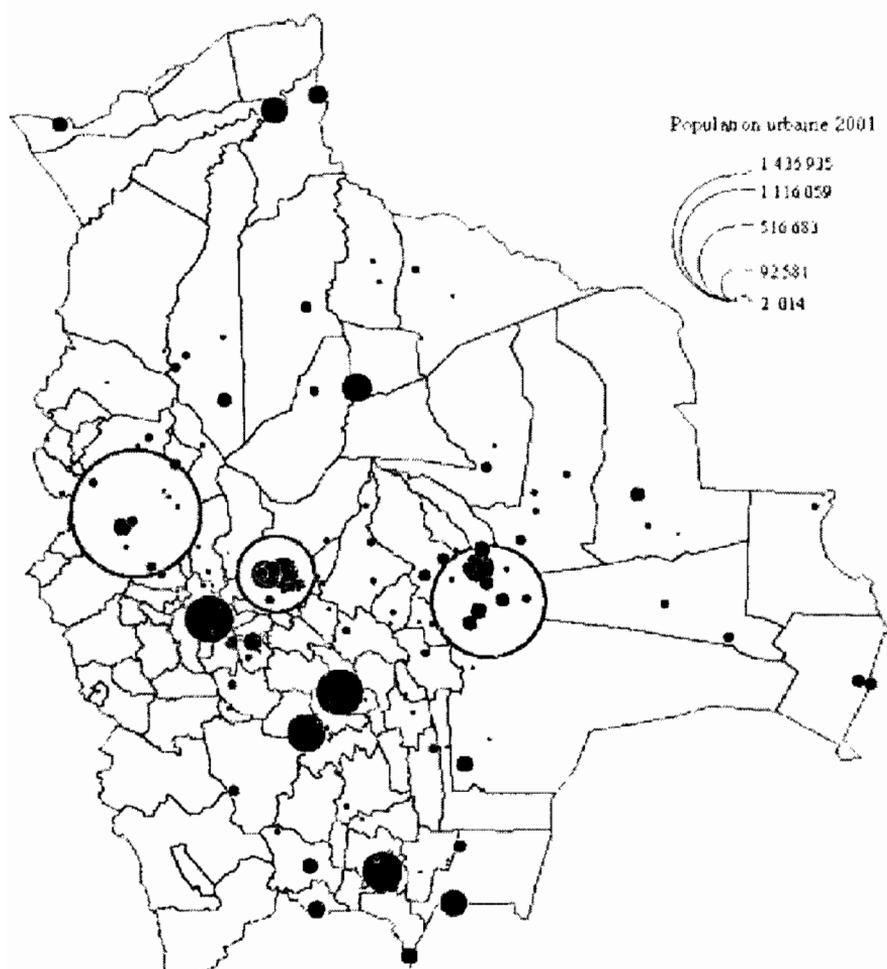
« La petite taille des parcelles cultivables, l'absence d'investissement public dans les infrastructures, la base productivité naturelle typique de l'altitude élevée des terres arides, l'étendue de l'érosion des sols et la perte de la fertilité, conduisent à une situation de dénuement endémique et à une expulsion croissante de migrants. La pauvreté et la misère sont très sévères et généralisées ».

Certes, des désaccords d'experts subsistent, des interprétations actuelles seront demain probablement remises en cause avec l'avancée de la recherche agronomique ; néanmoins, il est difficile de penser que des conditions limites propres à l'Altiplano puissent être améliorées systématiquement (et à quel coût d'ailleurs ?) de longtemps.

À ces handicaps naturels majeurs, s'ajoutent les constats faits aussi bien par les spécialistes nationaux qu'internationaux sur les conditions mêmes de la pratique agricole dans la partie montagnarde du pays.

⁴⁸¹ FAO. *Environment and Natural Resources*, 2002.

Population urbaine en 2001



Source : Institut National de Statistique, Recensement de 2001
© V. Brullem, Ph. Wanez, J.-C. Roux, 2003

Le premier aspect jugé comme négatif repose sur l'importance des jachères et de leur durée. Faute d'utilisation d'engrais, les terres doivent reposer. Si, jadis, existait un système de repos de 6 ans au moins, mais pouvant atteindre dix ans fréquemment, et variable régionalement⁴⁸², il est remis en cause depuis une vingtaine d'années. Déjà limité par l'espace agricole disponible, le paysan doit intégrer le temps de jachère dans la conduite de l'exploitation, même si on assiste à une réduction, lourde de conséquences pour les rendements actuels, de la diminution des temps de repos.

Un relatif consensus se fait, néanmoins, autour d'un catalogue de contraintes qui obèrent le bon fonctionnement de l'activité agricole :

- La prédominance d'une agriculture de subsistance.
- L'absence de connaissances autres que traditionnelles comme de moyens techniques pour pallier aux difficultés du milieu.
- Le faible usage des intrants comme de matériel agricole.
- L'extrême émiettement foncier sous des statuts juridiques, avoués ou occultés, qui est très variable dans les terroirs communautaires.

Ces remarques aboutissent à un débat d'école entre les tenants de l'immobilisme séculaire du paysan andin et les partisans de son adaptation aux circonstances socio-économiques.

Certes, certains spécialistes⁴⁸³ des Andes estiment que ce type d'agriculture, riche d'un savoir millénaire et porteur d'un estimable héritage de techniques laborieuses et localement efficaces, a permis de nourrir les populations jadis aussi nombreuses qu'aujourd'hui⁴⁸⁴. Oui, mais à quel prix, pourrait-on s'interroger, car un tel optimisme oublie ou cache les années de calamités agricoles, les mauvaises récoltes, les disettes voire les famines...

De plus, les partisans du système traditionnel n'oublient-ils pas qu'avec l'accès à l'école et à des prémisses de consumérisme, même dans le *campo*, les jeunes ne se satisfont plus, ou de moins en moins, d'un statut réduit souvent à une autoconsommation fruste et aléatoire, d'où leur choix de l'exode rural.

Quant aux femmes, on peut penser aussi que les nouveaux horizons découverts par leurs consœurs parties vivre, même difficilement, dans les villes, représentent une ouverture sociale attractive, car sans commune mesure avec leur dure condition de *campesina*.

⁴⁸² Hervé, D. & Genin, D. & Rivière, G. *Dinamicas del descanso de la tierra en los Andes*, 1994.

⁴⁸³ Morlon, P. *De las relaciones entre clima de altura y agricultura de la sierra del Peru en los textos de los siglos XVI y XVII*, 1992.

⁴⁸⁴ Ce qui est une contrevérité car la Bolivie rurale, au temps de Dalence en 1851, comptait moins d'un million de personnes contre plus du double aujourd'hui...

Aussi la position se résumant à la défense quasi-inconditionnelle de la situation qui prévaut actuellement dans une grande partie des *minifundios* ou des petites exploitations communautaires, paraît ne pas pouvoir résister aux réalités économiques, psychologiques comme sociologiques.

Les embarras des développeurs

Mais alors qu'elles transformations sont nécessaires et possibles ?

Modifier la durée des jachères, bien qu'une certaine révision de leur nécessité se fasse jour, ainsi que de nombreuses expériences en sont décrites dans la littérature agricole, serait un progrès ; mais des inconvénients en découleraient rapidement : aggravation du risque climatique, dégradation des sols, baisse des rendements, diminution des surfaces de pâture, perte du petit-bois de chauffage indispensable aux foyers.

On doit préciser aussi qu'un débat s'est ouvert sur les avantages réels apportés par les pâturages de jachères qui, finalement, n'offrent que des possibilités de nutrition réduite pour le bétail. Mais modifier rythme des jachères et de présence du bétail est mal compris chez les paysans qui sont en général peu sensibles voire méfiants envers les dires des experts... Certains anthropologues, quant à eux, s'élèvent contre cette remise en cause qui porte en germe la décomposition du tissu communautaire...

Alors que faire ou proposer ? Travailler les jachères par des labours réguliers et profonds, notamment au moment des pluies, proposent les uns, introduire des plantes fourragères ce qui améliorerait sensiblement la qualité des pâtures comme l'Équateur l'a expérimenté avec bonheur ? Mais on craint alors, ainsi que le remarque un chercheur⁴⁸⁵ de faire de l'ethnocentrisme, danger «... qui guette toutes les tentatives, même les mieux intentionnées ».

Et puis il y a le jusqu'au-boutisme de ceux qui estiment que la nature andine est autre que celle de l'Europe et des États-Unis et n'est adverse qu'à la technologie européenne et au mode de vie occidental...

Aussi peut-on craindre que le problème de la transformation positive des conditions de vie des petits paysans andins ne soit sans cesse différé par des mesures de pure opportunité, c'est-à-dire par un traitement social conservant sous perfusion un original milieu rural devenu obsolète, au moins dans le cadre d'une économie mondialisée.

⁴⁸⁵ Franqueville, A. *La Bolivie, d'un pillage à l'autre*, 2 000. Op. cit. p. 193.

Chapitre XII

Un modèle autre : les défis de l'agriculture en orient bolivien

Longtemps jugée comme une pièce rapportée d'une Bolivie ayant un enracinement économique et démographique situé depuis la Colonie sur l'Altiplano, la Bolivie orientale n'a eu aucun poids dans la vie nationale, sauf, épisodiquement lors du boum du caoutchouc, de 1880 à 1910. Paradoxalement, avec l'impulsion de la Réforme Agraire, l'orient, pour sa partie adjacente à Santa Cruz, connaît, depuis 1960, un fort développement aussi bien démographique qu'économique. Il en découle le rééquilibrage de la répartition nationale de la population, mais aussi une nouvelle rupture socio-économique, avec le déclin en cours du monopole de l'Altiplano dans la vie politique et l'activité du pays.

Le retour de l'orient dans l'économie nationale

En 1900, l'orient bolivien est divisé en deux départements, Santa Cruz et Beni, et un territoire dit des Colonies du N. O. comprenant aussi l'Acre. La superficie de ce vaste ensemble est proprement démesurée⁴⁸⁶ atteignant 1 128 514 km². Par contre, la population de l'orient est alors dérisoire, avec 209 593 habitants pour le département de Santa Cruz, 25 680 pour celui du Beni, et une estimation bien aléatoire de 7 228 (chiffres partiels) pour le Territoire des Colonies, soit au total 241 500 personnes recensées.

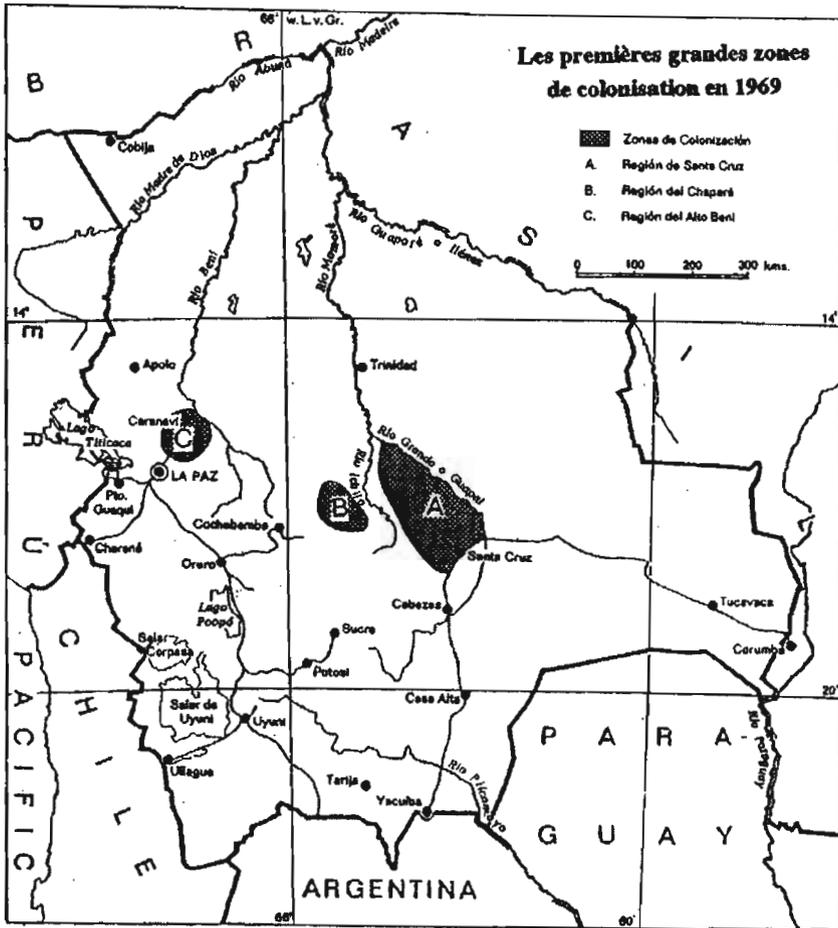
Le déclin du caoutchouc roi

Le moteur de l'activité orientale est le caoutchouc depuis 1875, mais il est entré en crise en 1910 dans l'ensemble du bassin amazonien, mortellement concurrencé par l'arrivée des nouvelles productions des plantations asiatiques.

Si, au Brésil et au Pérou, la crise est brutale, la Bolivie, bien que sévèrement affectée, disposera d'un répit. Il est dû à la concentration de la production par la *Casa Suarez* et à son aptitude⁴⁸⁷ à assurer une rationalisation de ses coûts lui permettant, en augmentant ses ventes aux États-Unis, de mieux résister à une concurrence renforcée par la baisse des prix.

⁴⁸⁶ Mais, en 1903, au traité de Petropolis, la Bolivie "échange" l'Acre, soit 190 000 km², et, en 1911, elle reconnaît au Pérou une partie des zones en litige des piémonts dits du Purus.

⁴⁸⁷ Schurz, L. & Al. *Rubber production in the Amazon Valley*, 1925.



En ce qui concerne la population des principales zones de collecte du caoutchouc, on estime qu'elle est tombée entre 8 000 et 10 000 personnes contre au moins 30 000 auparavant. L'orient rentre ainsi dans une crise profonde jusqu'aux années 1950, mais ses larges potentialités, pour satisfaire les besoins alimentaires comme permettre les exportations, sont mises en avant⁴⁸⁸.

Les potentialités régionales : le regain démographique

Le constat de l'évolution démographique est clair : en cinquante ans, la population des départements orientaux a plus que quintuplé, mais c'est surtout le département de Santa Cruz qui a le plus bénéficié de ce bouleversement.

- **Tableau 73. Évolution de la population des départements de l'orient. 1950-2001.**
Source INE.

Années	Santa Cruz	Beni	Pando	Total
1950	286 145	119 770	19 804	425 719
1976	710 724	168 367	34 493	913 584
1992	1 376 389	276 174	38 072	1 690 635
2001	2 029 471	362 521	52 525	2 444 517

Il en résulte, évidemment, un effet sur les densités, mais celui-ci est d'une intensité zonale variable. Pando ainsi qu'une partie des provinces du Beni frontalières du Brésil restent très peu peuplés.

- **Tableau 74. Densités départementales. Évolution 1950-2001.** *Source INE.*

Recensements	Santa Cruz	Beni	Pando
1950	0,77	0,56	0,31
1976	1,92	0,79	0,54
1992	3,68	1,29	0,60
2001	5,48	1,7	0,82

Les causes de cette croissance sont de plusieurs ordres :

- Les migrations, organisées ou spontanées, en provenance des départements voisins andins, constituent le moteur de la croissance démographique

- Le décollage de l'agriculture comme des services, des activités agro-industrielles et du secteur de l'énergie et des travaux publics, expliquent une forte demande en main-d'œuvre

⁴⁸⁸ Weeks, D. *Bolivia's agricultural frontier*, 1946. L'auteur voit dans l'orient une terre d'accueil de réfugiés européens.

Ces résultats détachent nettement l'importance capitale prise par le département de Santa Cruz qui cumule un potentiel démographique et économique sans commune mesure avec les autres départements orientaux, ceux du Beni et surtout de Pando qui est resté embryonnaire.

Formation d'un réseau urbain secondaire

Avec ces apports migratoires importants, on doit noter l'apparition d'une vigoureuse poussée de l'urbanisation concernant la ville de Santa Cruz comme l'apparition d'un réseau en étoile de villes secondaires nouvelles.

Si le recensement de 1950 ne prenait en considération que l'existence de huit agglomérations de plus de 200 habitants, celui de 1976 établit l'existence de vingt-deux localités - mais de plus de 2 000 habitants - qui sont à la base de la création d'un réseau urbain secondaire, ce qui est un fait nouveau, mais localisé principalement dans la périphérie régionale de Santa Cruz. En 1992, une nouvelle avancée de l'urbanisation se manifeste, avec cinquante-deux localités du département peuplées de plus de 2 000 habitants. Aussi au recensement de 2001 l'agglomération de Santa Cruz fait figure de capitale de fait de la Bolivie. Elle enregistre, en effet, une très forte augmentation⁴⁸⁸ de sa population urbaine

- **Tableau 75. Évolution de la population de Santa Cruz de 1950 à 2001.** Source : *Recensements de l'INE.*

1950	1976	1992	2001
41 461	254 682	697 278	1 135 526

Les derniers recensements indiquent une croissance, entre 1992 et 2001, de 4,29 % an, contre 6,98 % pour la période 1976 à 1992, ce qui traduit par ailleurs un net fléchissement des flux migratoires.

Les disparités régionales : Beni et Pando

Pour le Beni, la croissance démographique est aussi nettement positive, la population passant de 168 367 habitants en 1976, à 362 521 en 2001, progression qui améliore une très basse densité de 0,72, en 1976 qui passe à 1,7 en 2001. Mais plusieurs provinces conservent des densités nettement inférieures. Seule celle du Cercado, avec Trinidad la capitale, atteint plus de 5 au km². Le taux de migration est sans commune mesure avec celui du département de Santa Cruz. Ces migrations proviennent d'abord du département de La Paz, du Pando, de Santa Cruz et Cochabamba.

Créé en 1938, le département de Pando reste toujours une relique d'un passé révolu marqué par le boum du caoutchouc.

⁴⁸⁸ Castro Rovira, J. *Áreas urbanas y Migraciones en Bolivia*, 1996.

En effet, Pando ne possède ni le poids démographique, ni l'activité économique, ni les moyens de communication aptes à en faire un vrai département. Sa population, jusqu'en 1992, reste toujours négligeable, avec seulement 38 072 habitants contre 34 493 en 1976 ; mais, entre 1992 et 2001, sous l'effet de l'arrivée de migrants andins, on assiste à un net regain marqué par une croissance de 3,48 % l'an et principalement urbaine, qui porte la population à 55 525 habitants.

L'urbanisation présente en 2001 une forte progression, mais concentrée presque uniquement sur Cobija, la capitale, qui passe à 22 324 habitants, soit plus d'un doublement par rapport à 1992.

L'agriculture, avec 61 % des actifs et les services avec 16 % représentent l'essentiel des branches d'activités de Pando.

L'agriculture de l'orient : de fortes disparités régionales

Jusqu'en 1950 l'agriculture était caractérisée dans les départements orientaux par une activité léthargique, faute de main-d'œuvre, et de marché interrégional, conséquence de l'absence de vraies voies de communication.

Une contre-réforme agraire : capitaliste et subventionnée

On peut fixer au début des années 1950 le décollage de l'économie de Santa Cruz. Il avait été préparé, à partir de 1941, par les recommandations du rapport Bohan⁴⁸⁹ rédigé par une commission des États-Unis. La mission Bohan avait déterminé les grandes orientations futures de la politique de développement des orientes en donnant une nette priorité au secteur de Santa Cruz.

Après 1945, la coopération des États-Unis (*U.S. Aid*) s'est efforcée de développer, avec l'appui d'importants crédits, des programmes visant au développement des communications, notamment avec la liaison routière Santa Cruz-Cochabamba, achevée en 1954, mais aussi avec un soutien à l'éducation et à la santé publique, à la recherche et au développement des ressources énergétiques comme à l'amélioration des conditions techniques agricoles.

Ainsi que le signalent les études sur la situation foncière de l'orient après 1953, le SNRA (Conseil National de Réforme Agraire), créé en 1953 et l'INC en 1965, ont au total assuré la distribution ou redistribution de 26 millions d'hectares en orient, dont 22,8 millions d'hectares (87,6 %) à 78 000 propriétaires et 3,2 millions à 77 000 petits exploitants⁴⁹⁰.

La signification de cette situation est claire : une nouvelle économie rurale est apparue où dominent les grandes exploitations modernes s'est progressivement mis en place en moins d'une cinquantaine d'années.

⁴⁸⁹ Bohan, M. *Informe de la Misión Económica de los Estados Unidos a Bolivia*, 1943.

⁴⁹⁰ Pacheco Balanza, D. *Balance de las políticas de tierras y su aplicación*, 2001. Op. cit. p. 7.

Néanmoins, son emprise économique comme sociale est variable selon les diverses régions orientales⁴⁹¹.

Le tropisme des terres neuves : sortir des illusions !

Une tendance propre à certains auteurs réside dans la généralisation des situations en évoquant l'agriculture de l'orient et ses résultats comme un fait global. Or, une analyse régionale plus détaillée indique que les diverses régions orientales forment un ensemble hétérogène aussi bien dans leurs milieux physiques, leurs peuplements respectifs que leurs potentialités agricoles réelles.

Pando

Il s'agit du département le plus marginal de l'orient. Il est un des moins peuplés, des plus isolés pour ses communications, le plus atypique pour son histoire rurale du fait de ses conditions naturelles⁴⁹² comme historiques.

Ressources

Ce département, arraché à la forêt après 1880, est né de l'exploitation du caoutchouc jusqu'en 1910. Avec le déclin définitif de l'exportation en 1925, la Casa Suarez tenta une reconversion dans la collecte de la noix du Brésil, abondante dans les anciennes terres des *barracas* du caoutchouc ; mais cette production fut paralysée par la mobilisation des travailleurs pour la Guerre du Chaco dont peu revinrent dans la zone.

Néanmoins, en 1941, avec la Guerre du Pacifique, les États-Unis reprirent les achats de caoutchouc sylvestre, ce qui permit une petite relance de l'activité de collecte jusqu'en 1946. Ensuite, l'instauration par le Brésil d'une politique de soutien des cours favorisa, jusqu'en 1986, l'intégration de la production bolivienne, mais elle s'est ensuite quasi-paralysée avec la fin des subventions⁴⁹³.

Le relais a été pris avec le retour de bonnes conditions pour l'exportation de la *castaña* ou noix du Brésil ; elle procure actuellement une forte activité, avec dix-sept ateliers de transformation à Riberalta et trois à Cobija.

Au total, 5 500 personnes, surtout des femmes, s'y employaient en 1997, soit 10 % des actifs. Il s'y ajoutait 4 500 collecteurs originaires des communautés et 3 000 d'indirects.

⁴⁹¹ Nous avons développé, dans un autre ouvrage consacré aux orientes boliviens, les observations propres aux acteurs asiatiques et mennonites de la nouvelle grande colonisation moderne de l'Orient. Voir : Roux, J. C. *La Bolivie orientale*, 2000; p. 277-287.

⁴⁹² L'Amazonie bolivienne est formée par le département de Pando, les provinces Vaca Diez (Beni) et Iturralde (La Paz), soit 129 000 km², avec 90 % de la superficie en savanes, bois et forêt. D. Dory me signale, à juste titre, que le Chapare qui dépend du département de Cochabamba est physiquement inclus dans l'Amazonie.

⁴⁹³ Pacheco Balanza, D. & Avila, H. *Amazonia boliviana*, 2001. Nous tirons de cet article les données citées dans ce passage.

La noix du Brésil a donné à l'exportation 1,4 million de dollars de revenu en 1985 et 30,8 en 1999, car bénéficiant de cours avantageux.

On note aussi l'essor des coupes de bois à partir de 1990, un secteur favorisé par l'épuisement des réserves de Santa Cruz, et qui reçoit un appui gouvernemental. Le bois a attiré les sociétés forestières dont, en 1994, trois étaient actives exploitant 253 000 hectares ; en 1995, on passe à dix-sept, puis dix-neuf entreprises en 1997.

On n'a pas de chiffres complets et actualisés sur l'extraction du bois, qui est passée de 15 000 m³ en 1980, à 64 000 en 1992. Une forte contrebande existerait vers le Brésil et le Pérou.

Le *palmito*, ou cœur de palmier, est une activité qui s'est développée à partir de 1996, avec 5 millions de dollars d'exportation en 2000, et supporte l'existence de vingt-six fabriques de traitement, mais la baisse des cours a rendu la commercialisation moins attractive.

Structure foncière

L'agriculture occupe à Pando 190 000 hectares, soit 1,9 % de la superficie totale, alors que moins de 100 000 étaient utilisés en 1984, selon le recensement agricole. La structure foncière permet de distinguer les *barracas* (anciennes stations d'exploitation du caoutchouc) et les communautés de petite taille (avec moins de trente familles en moyenne). Seulement 5 % des terres disposent de titres de propriété, d'autres n'ont que des titres provisoires. On a noté une résistance aux procédures de légalisation des titres car la propriété foncière dans les communautés est individuelle, avec de 30 à 100 hectares par famille.

Le cycle des cultures repose sur le riz en première année, puis le maïs et enfin une jachère sur quatre à cinq ans, avec un peu de manioc, mais presque pas de bétail qui, par contre, se rencontre dans les anciennes *barracas* du caoutchouc transformées en *estancias* d'élevage.

On dispose de peu de statistiques sur les superficies occupées par l'extraction du bois, pas plus que sur la tenure foncière dont une partie des titres est suspecte. De plus, on note, pour les *barracas* comme pour les communautés, de nombreuses occupations foncières sans droits fonciers légalement établis. Selon le recensement agricole de 1984, les *barracas* occupaient 2,8 millions d'hectares et les communautés 292 000, tandis que les concessions forestières représentaient 1,5 million d'hectare.

Près d'un million d'hectares sont gelés pour satisfaire aux revendications de constitution de T.C.O. (ou Territoires des Communautés Originaires), dont 497 000 pour les Pacahuara et 441 000 pour Multiétnico 2.

Quant à la réserve du Manuripi-Heath, constituée depuis 1973, elle compte une superficie de 18 844 km².

Les conflits notables qu'on relève se déroulent entre forestiers et communautés, avec superposition des droits respectifs, de même que les T.C.O⁴⁹⁴ (Territoires des Communautés originaires) revendiqués divisent les exploitants qui s'en réclament.

Le Beni

Ce vaste département, resté longtemps sommeillant et très peu peuplé, est caractérisé par un processus d'occupation foncière dominé par la propriété privée et les grands domaines ; il a bénéficié sensiblement des déplacements de la population migrante enregistrés à partir de 1960.

Une des activités principales est représentée par l'élevage qui commande l'économie régionale. L'élevage, qui a été introduit par les jésuites, a trouvé un milieu naturel favorable dans les paysages formés de plaines comme dans les pampas basses en partie inondées en saison des pluies, ou les collines boisées de faibles hauteurs, ou *montes*. Une étude⁴⁹⁵ récente y note :

- La rareté des terres aptes à l'agriculture.
- Les conflits pour des terres considérées indigènes, mais occupées par des propriétés privées.
- Des litiges pour l'attribution des emprises foncières nécessaires aux services publics.
- Le peu de délimitations des terres possédées, avec ou sans titres, par les *estancias* d'élevage.

L'élevage et l'exploitation du bois sont les deux grandes ressources économiques, mais l'activité reste handicapée, surtout en saison des pluies, par l'insuffisance du réseau de communication et le fait que le commerce fluvial est limité, soit par les divagations du lit des cours d'eau, soit par le manque d'infrastructures.

On note une progression régulière de l'effectif du bétail qui est passé de 2,5 millions de bovins en 1996, à 2,8 en 1999. Mais l'élevage commercial reste concentré par des éleveurs alors que les indigènes n'ont qu'un élevage familial. En effet, les communautés se consacrent à l'agriculture traditionnelle, principalement d'autosubsistance et accessoirement commerciale, avec riz, maïs, manioc et banane. Néanmoins, l'élevage souffre de sévères limitations⁴⁹⁶ : inondations récurrentes, mauvais drainage de sols humides ou marécageux, surcharge du troupeau pour les superficies utilisées, mauvaises rotations des

⁴⁹⁴ Pacheco Balanza, D. & Miranda, H. A. *Beni*, 2001.

⁴⁹⁵ Ibid.

⁴⁹⁶ Un éleveur suisse, au fait de son métier et installé depuis plus de 20 ans, estime que le ratio correct est de disposer en pâturages naturels non améliorés, de 5 hectares par tête de bétail, et d'un troupeau de 200 têtes qui représente selon lui le minimum vital du *ganadero*.

pâturages, peu d'amélioration des herbages, avec de rares introductions de légumineuses, peu de main-d'œuvre qualifiée.

À partir de 1980, le Beni est devenu le lieu privilégié de la nouvelle frontière forestière dont l'expansion rapide a été favorisée par la construction de la route Santa Cruz-Trinidad achevée depuis 2002.

Tenure foncière

La notion de communauté reste encore floue dans le Beni car les groupes ethniques sont d'origine historique variable. L'installation, à partir de 1960, d'une importante population de colons souvent originaires de l'Altiplano, soit spontanés, soit encadrés, à Rurrenabaque, Isiboro-Secure, et Yucumo, est un des faits marquants qui expliquent aussi certains litiges fonciers, notamment entre Indiens et *cocaleros* pour le parc national et protégé d'Isiboro-Secure.

La revendication foncière indigène est d'abord marquée actuellement par le souci de contrecarrer l'expansion des *estancias* (propriétés d'élevage), plus que par celui d'une vraie mise en valeur, ainsi que le note un spécialiste avec :

« ... le fait que sont surdimensionnées les superficies des territoires indigènes, qui en vérité ne sont pas en conformité avec les espaces réels sur lesquels se déroulent leurs activités... »⁴⁹⁷.

Le résultat de cette politique débridée d'attribution foncière fait qu'il ne reste plus aujourd'hui de réserves suffisantes de terres domaniales pour attribution, ce qui est un paradoxe dans un département de très faible densité.

De plus, le Beni présente peu de sols favorables à l'activité agricole alors que ses pâturages sont vastes et favorables. Aussi est-on dans une impasse, faute d'alternative économique permettant la promotion d'une politique de mise en valeur agricole ouverte à la population revendiquant des terres.

Santa Cruz

Le décollage agricole du département passe par trois étapes :

- Le plan Bohan de 1942 appliqué par l'US. Aid à partir de 1946.
- La Réforme Agraire de 1953
- Le plan de développement de la Révolution Nationale de 1954 et le soutien international

L'essor agricole⁴⁹⁸ a pris deux aspects, l'un donnant la priorité à l'élevage, l'autre aux cultures commerciales.

⁴⁹⁷ Pacheco Balanza, D. & Miranda, H. A. *Beni*, 2001. Op. cit, p. 147.

⁴⁹⁸ Mendia, C. N. *Santa Cruz*, 2001, voir p. 153-239.

Bilan de l'élevage

En 1998, l'élevage a dégagé pour 178 millions de dollars de revenus représentant 23 % de la valeur brute du PIB agropastoral de Santa Cruz. En volume, à l'échelle nationale, il fournit 29 % de la viande produite en Bolivie et 52 % du lait.

L'activité pastorale occupe 10 millions d'hectares (dont 355 000 hectares de prairies cultivées) qui portent un cheptel de 1,8 million de bêtes.

C'est la Chiquitania qui représente 45 % de la valeur produite et 40 % environ du bétail. Le Chaco, aux conditions climatiques plus sévères, exige une charge plus légère des pâturages. Aussi, bien qu'il représente 40 % de la superficie départementale en pâturages, il ne porte que seulement 10 % du troupeau régional. Comme au Beni, les indigènes n'ont que quatre vaches en moyenne et, de plus, 78 % d'entre eux n'en possèdent pas. Les colonies mennonites pratiquent un élevage semi-intensif, avec une forte spécialisation vers le laitier de qualité.

Tenure foncière

On distingue, ici comme ailleurs, la propriété privée et les communautés, il s'y ajoute les zones dévolues à la petite colonisation ou « occupées » par des migrants spontanés sans droits fonciers.

Pour la propriété rurale, le lot de 20-30 hectares a été la norme jusqu'en 1960. Mais une grande partie des terres cultivées ne présente pas la condition requise d'une garantie juridique incontestable. Cependant, les exploitants de soja de Santa Cruz, malgré la précarité légale de leurs titres, continuent à étendre la frontière agricole.

Des conflits fonciers découlent de cette précarité juridique et sont renforcés par l'apparition de revendications communautaires⁵⁰⁰ ou de petits exploitants comme de migrants andins sans terres. Or, ainsi que le notent nombre d'experts, la fiscalité foncière ne peut accomplir sa fonction de régularisation souvent à cause d'une sous-évaluation des biens fonciers.

La création en cours des TCO ou Territoires des Communautés d'Origine⁵⁰¹ a pour objectif de permettre aux collectivités autochtones d'asseoir des activités durables : chasse, pêche et collecte. Néanmoins, le pouvoir des caciques et leurs tractations plus ou moins régulières avec certains intérêts économiques peuvent entraîner aussi des pratiques abusives.

Les défrichements, depuis 1950, représentent 2,5 millions d'hectares, on doit y ajouter les sols fatigués transformés en pâturages. On estime le déboisement à 80 000 hectares/an dont seulement 17 % d'autorisés.

⁵⁰⁰ Balza Alarcon, R. *Tierra, Territorio y Territorialidad Indígena*, 2001.

⁵⁰¹ Martinez, J. A. *Atlas Territorios indígenas en Bolivia*, 2000.

- Tableau 76. Évolution du prix des terres agricoles. (en dollars par hectare)
Source : Zoomers⁵⁰¹.

Types de terres	1990	1998	1999
Parcelles de > de 1 000 ha. pour usage extensif	28	59	76
Terres agricoles (agriculture et élevage)	376	750	958
Terres agricoles à usage intensif	8 666	6 876	5 128
Quinta (résidence d'agrément)	/	8 711	5 543
Lotissement urbain	/	14 612	14 940

Le tableau permet d'apprécier, d'une part, la forte hausse de terres, sauf pour la catégorie des parcelles à haute valorisation nécessitant de forts investissements et, d'autre part, le tassement du marché en 1999, ce qui représente un double signe du transfert de la question agraire au plan politique national, et, en conséquence, d'une stagnation des investissements dans l'économie rurale locale.

Cultures commerciales

Actuellement, la culture dominante est celle du soja qui a débuté en 1970 et atteignait moins de 600 000 hectares en 2003.

La zone d'expansion du soja se situe dans une circonférence de 160 km autour de Santa Cruz, atteignant une forte densité sur l'axe Est-Ouest Paillon - Los Troncos et le long du cours du rio Grande. Avec 80 % du total des mises en culture, le soja⁵⁰² représente la principale production exportée.

Il est cultivé dans de moyennes ou grandes entreprises qui se consacrent aussi au blé, au maïs et au coton utilisés pour assurer la rotation des cultures. Le soja est caractérisé par l'introduction des nouvelles technologies comme par l'utilisation de semences améliorées dans le cas du tournesol.

Il donne lieu à deux campagnes agricoles annuelles, avec l'usage de machines agricoles, du contrôle phytosanitaire, le recours aux semences qualifiées et à des techniques de semilles directes pour préserver la fertilité des sols qui sont monnaie courante dans les moyennes et grandes exploitations.

Le coton est surtout cultivée par de moyennes exploitations (54,5 %) plus secondairement de grandes propriétés, avec le rôle joué par les mennonites.

⁵⁰¹ Zoomers, A. *El mercado rural de la tierra en Santa Cruz*, 2001.

⁵⁰² Pour la campagne engagée début 2004, le soja atteint 600 000 hectares.

La question de l'exploitation forestière

Depuis 1960, l'exploitation de la forêt est devenue un enjeu économique. La première région qui a connu des coupes de bois importantes est celle de Santa Cruz, que ce soit pour les besoins locaux en bois, pour obtenir de nouveaux pâturages, ou pour des mises en cultures nouvelles.

La superficie boisée est estimée⁵⁰³ à 440 000 km² pour les terres basses orientales situées à moins de 500 m d'altitude ; elles se répartissent en quatre secteurs principaux : Beni, terres amazoniennes, Chiquitania, Chaco. En 1992, de 180 000 à 220 000 indigènes y résidaient.

L'évaluation de l'importance des déboisements reste contradictoire selon les sources disponibles. Globalement, une étude⁵⁰⁴ pourtant sérieuse constate que, contrairement à de nombreuses informations, les effets de la déforestation seraient plutôt limités. En effet, elle ne représenterait que 0,2 % des terrains boisés éliminés annuellement, de 1985 jusqu'à 1990 selon le CUMAT.

Mais, selon la carte forestière (*Mapa Forestal* del MDSMA ou Ministère du développement soutenu et du milieu ambiant), au contraire, de 1975 à 1993, ce serait un couvert de 3,2 millions d'hectares qui aurait été déboisé, soit 168 000 hectares/an ; mais d'autres sources avancent des chiffres plus élevés. Néanmoins, l'accord se fait pour conclure que c'est le département de Santa Cruz qui a été le plus affecté par ces déboisements, avec une estimation de 810 000 hectares au total, entre 1975 et 1998.

Si les nouvelles normes en vigueur prônent le développement soutenu, en privilégiant la protection de l'écologie et un accès égal aux ressources forestières disponibles, la difficulté est d'abord de les faire respecter, tout en prévenant d'éventuels conflits d'intérêts entre agriculteurs et exploitants forestiers qui sont souvent liés aux éleveurs qui occupent ensuite les sites déboisés.

La nouvelle Loi Forestière reconnaît, au contraire de celle de 1974, les droits des propriétaires. On note, en 1998 et 1999, des coupes de bois largement inférieures aux quotas autorisés, mais une information récente donnée par la presse⁵⁰⁵ indique que le secteur de l'exploitation forestière est entré en crise depuis 1999. Le nombre d'entreprises exploitantes serait passé de soixante-dix en 1996, à vingt en 2002.

Pour la Surintendance forestière ce recul s'expliquerait par l'application des nouvelles normes légales⁵⁰⁶ qui régissent l'exploitation et sont jugées dissuasives

⁵⁰³ Montes de Oca, I. *Geografía y recursos naturales de Bolivia*, 1989.

⁵⁰⁴ Pacheco Balanza, D. *Políticas forestales y acceso a los recursos del bosque*, 2001.

⁵⁰⁵ Voir *Los Tiempos* du 20/05/03.

⁵⁰⁶ Le plan d'exploitation prévoit une clause d'économie durable justifiant les coupes par un bénéfice pour d'autres activités rurales sur 20 ans, d'où le refus de nombreuses communautés de signer de tels accords.

par les entreprises sauf, cas de Cochabamba, avec la poursuite de coupes sauvages.

Un modèle de colonisation capitaliste qui achoppe ?

L'ensemble des données citées ici indique bien que l'orient, surtout avec département de Santa Cruz, s'inscrit dans un contexte socio-économique singulièrement différent de celui qui est propre à l'Altiplano comme aux vallées.

Les facteurs de différenciation sont nombreux et forts. En effet, l'histoire du peuplement, malgré la présence du vieux réseau obsolète des missions jésuites, obéit principalement aux règles d'une colonisation effectuée par des migrations récentes et rapides. Le milieu autochtone traditionnel, aux cultures très diversifiées, est largement métissé depuis longtemps et n'a pas conservé, à cause des faibles densités et de l'éparpillement des groupes ethniques, l'homogénéité propre à celui de l'Altiplano.

- Le type d'économie rurale, surtout pour les petites exploitations, est très différent des pratiques agricoles andines, et il produit un ancrage foncier autre.
- La place occupée par l'agriculture de rente, aux méthodes souvent très modernes voire de pointe, est sans commune mesure avec l'agriculture d'autosubsistance du *minifundio* andin.
- Le niveau en infrastructures et équipements publics est nettement plus élevé, au moins en comparaison avec le massif andin.

Néanmoins, une observation plus fine permet aussi de détecter des situations similaires qui rompent avec une vision tranchée des deux agricultures. Il existe un prolétariat agricole non négligeable en orient qui est constitué par de petits paysans manquant de terres et aux revenus, aléatoires, comme des communautés pauvres aux territoires soumis aux pressions des éleveurs, des forestiers, voire des mineurs.

Il se surimpose, sur ce fond de population majoritairement indigène, les couches successives de migrants, en général andins, qui sont arrivés, soit comme colons des terres neuves aménagées, soit comme migrants spontanés se consacrant à une petite agriculture de brûlis. Enfin, on peut noter des chômeurs et des paysans sans terres, présents dans les bourgades agricoles, et qui se louent pour des travaux saisonniers, mais sont en quête d'un lopin de terre.

Un sous-équipement existe aussi au niveau des foyers, bien que masqué par des données globales non détaillées localement. Il est certain aussi que des progrès substantiels restent à accomplir dans les zones les plus marginales pour une amélioration de la santé publique comme d'un système d'enseignement resté souvent rudimentaire.

Conclusion

Finalement, malgré des problématiques communes, on ne peut que constater que l'orient et l'Altiplano ont souvent des intérêts divergents et une mémoire historique comme des cultures différentes voire opposées.

Peut-on imaginer un autre cadre économique que celui de la généralisation de la moyenne et grande exploitation ? Démanteler le système foncier actuel, y compris sous prétexte de revenir aux origines ou à un égalitarisme foncier de principe, ne paraît motiver qu'une petite minorité.

Remettre en cause l'ouverture au marché international, ou les grandes concessions accordées aux sociétés pétrolières ne paraît pas susciter une revendication de fond, même si des réformes ou des mesures de rectifications de certaines situations sont parfois souhaitées vivement au niveau local. Enfin, la montée des revendications ethnique dans l'Altiplano, porte un danger, celui du repliement de l'orient sur ses ressources, avec son refus de recevoir encore des vagues de migrants sans terres, sans travail, sans éducation...

La carte des Terres Communautaires d'Origine, permet de constater qu'au moins le quart des territoires orientaux a été distribué ou est en cours de distribution.

Seul le département de Pando est le moins impliqué dans ce processus. Par contre, au Beni, ces attributions foncières au profit des TCO représentent une emprise d'environ 50 000 km². Pour Santa Cruz, la situation est comparable pour les provinces de Guarayos, Velasco et Cordillera.

Épilogue

« La civilisation paysanne sera toujours vaincue, mais elle ne sera jamais écrasée entièrement ; elle survivra sous sa carapace de patience, pour exploser de temps en temps et la crise mortelle se perpétuera ».

Carlo Levi : Le Christ s'est arrêté à Eboli

Faute d'avoir créé un tissu industriel et de services denses, cinquante ans après la mise en place de la Réforme Agraire, la Bolivie se retrouve soumise à de graves tensions internes dues à l'antagonisme né de l'existence de deux formes d'agriculture opposées dans leurs structures comme dans leurs finalités.

L'une, traditionnelle sociologiquement et en sureffectif humain faute de terres disponibles, est restée repliée sur elle-même en ne disposant que de méthodes agricoles archaïques ; l'autre, tout au contraire, très dynamique, mais prédatrice de terres, s'inscrit dans le contexte de la mondialisation économique dominante.

On peut y ajouter l'important secteur voué à la culture de la coca, l'un légal est traditionnel, l'autre dévoyé de ses origines ancestrales et dépendant totalement du marché mondial qui lui donne une forte valeur ajoutée.

Devant la montée des jacqueries paysannes sur l'Altiplano, puis des contestations en orient, certes pour des motifs différents, les divers gouvernements ont engagé un effort de réforme qui a abouti à la loi INRA.

Elle forme un dispositif complexe, mais ayant le mérite insigne de vouloir rétablir des bases saines d'activité tout en s'efforçant de répondre aux problématiques modernes de la protection du milieu naturel pour une saine gestion du système foncier :

Un autre des résultats de la loi INRA réside dans la création bien délicate des Territoires Communautaires d'Origine.

S'agit-il d'une mesure de pure circonstance ou bien d'un choix responsable de développement différent, d'autres diraient séparé ? L'avenir le dira, mais ce dispositif complexe, porteur de contentieux futurs souvent inextricables, s'avère politiquement dangereux car soumis à des surenchères permanentes.

Il ne peut échapper que ce type de création porte en lui les germes de la déstabilisation des activités existantes comme de l'équilibre de communautés d'autant plus fragiles qu'elles sont souvent en proie à de fortes divisions internes.

Face à l'ambition des objectifs de la loi INRA⁵⁰⁷, les critiques pleuvent et non sans raison : manque récurrent de moyens disponibles, de volonté d'appliquer une véritable fiscalité dissuasive de l'accaparement foncier stérile, complexité et abus de la bureaucratie mise en place, lenteur des procédures, contestations des acteurs...

Plus grave, à côté de ces critiques normales s'élève la voix de tous ceux qui prônent, au besoin par l'action violente, une autre vision faisant table rase de ce qui existe.

Le débat engagé par des indianistes, certains étant des passéistes quelque peu utopistes, d'autres de quasi-fondamentalistes⁵⁰⁸ du « communautarisme », s'appuie sur l'utopie de la restauration d'un *ayllu* mythifié dont l'histoire, bien au contraire, n'apporte aucune preuve tangible, de même que le progrès économique ne peut en espérer aucune avancée vraiment significative. Aussi le procès de l'exigence ethnique en cours permet-il une récusation systématique de l'État national et promet-il son démantèlement avec la naissance de nouveaux États indiens, Aymaras et Quechuas établis sur l'Altiplano. Ces constructions reposeraient sur une société agraire communautaire imposant ses lois aux villes et à l'économie du pays. Remède miracle qui n'apporte rien à la solution des problèmes de sous-développement du milieu rural andin et, au contraire, ne pourrait que les aggraver...

Face à ces positions idéologiques de caractères quasi messianiques, il reste le retour aux réalités. La Bolivie, malgré tous les errements de sa politique rurale, a entièrement renouvelé au cours du dernier demi-siècle son économie rurale. Le pays, lourdement déficitaire jusqu'en 1970 pour de nombreux produits agricoles de base, a trouvé un quasi-équilibre alimentaire appréciable et il est devenu un exportateur non négligeable, au moins en ce qui concerne les produits oléagineux. Une industrie agroalimentaire dynamique est née, le spectre des vieilles famines a disparu. Mais ces succès ont eu, indéniablement, un prix lourd pour les sols, l'environnement, le droit foncier et la propriété des petits groupes humains traditionnels.

Ce développement économique a été peu suivi par un progrès social symétrique bénéficiant aux campagnes, notamment sur l'Altiplano où la pénurie en matière d'éducation et de santé reste manifeste ; de plus, presque partout, on peut noter le faible niveau des équipements publics collectifs. Aussi est-il certain que ce dénuement des campagnes a joué un rôle dans le rejet actuel de l'État et l'option de certains responsables syndicaux pour des formules radicales.

⁵⁰⁷ Gonzalo Flores. *La ley INRA de Bolivia : una segunda reforma agraria ?*, 1998.

⁵⁰⁸ Nous partageons entièrement la mise au point du professeur Enrique Krauze (Mexique), in : *Zones névralgiques d'Amérique du Sud* (Le Monde du 16/12/2003). L'auteur y dénonce l'absence de vraie majorité purement indigène en Amérique Latine sauf exceptions, et les risques de totalitarisme porté par la revendication d'un « tout ethnique » devenu radical.

De plus, le développement de l'orient ne doit pas faire illusion, il concerne d'abord la couronne agricole entourant Santa Cruz, ses colonies mennonites ou asiatiques, son axe O-E du soja et maintenant du tournesol. Ailleurs, seul l'élevage moderne du Beni et les coupes de bois plus ou moins contrôlées restent les uniques formes d'activités modernes dans de vastes espaces toujours oubliés ou sommeillant faute de voies de communication permanentes et de peuplement.

Tel est, *grosso modo*, le bilan auquel aboutit cette étude où domine le poids de la mémoire du passé comme l'impéritie d'un État faible et chroniquement mal géré, autre phénomène ancien.

Rompre le complexe de la claustration

On peut s'étonner que la lecture de l'évolution historique de la Bolivie présente les symptômes, récurrents dans le temps, de son opposition au monde extérieur, aussi bien dans ses formes économiques que culturelles.

L'explication réside dans deux réalités majeures :

- L'une est celle du poids de la claustration continentale qui a présidé à la naissance d'une entité bolivienne récusée par ses voisins du Pérou et de l'Argentine.
- L'autre réside dans la longue série de mutilations territoriales qui marquent son histoire. On ne peut oublier que les seules richesses anciennes de la Bolivie, ses mines d'argent, d'or puis d'étain ont été, dès l'origine, annexées par des capitaux étrangers associés aux intérêts locaux des grands mineurs, système aboutissant à une sorte de colonisation interne, âpre et dominante.

L'actuelle crise nationale⁵⁰⁹, provoquée par les conditions de l'exploitation des importantes ressources en hydrocarbures découvertes en Bolivie, synthétise bien tout le poids d'une histoire ancienne lourde de rancœurs⁵¹⁰.

Cette série de crises, avec leur lot de désillusions et d'humiliations émaillant l'histoire locale, ne pouvait que favoriser une psychologie isolationniste, donc rejetant les modèles économiques étrangers et jugeant avec suspicion leurs projets de mise en valeur des ressources nationales.

Replacée dans une lecture radicale comme unilatérale de l'histoire bolivienne, cette psychologie insulaire devait retrouver, dans le milieu andin rural, son Éden perdu, l'*ayllu* antique tout chaud encore de la mémoire chérie de la Terre-Mère, la Pachamana andine...

⁵⁰⁹ Dont on trouve une annonce dans les résultats des élections de 2002 qui attestent d'une fragmentation ethnique et spatiale des votes, cas notamment de ceux dirigés vers le MIP de F. Quispe. Voir : Dory, D. *Géographie électorale et ethnopolitique en Bolivie*, 2005.

⁵¹⁰ Perrier, L. & Roux, J.C. *Le gaz du Sud bolivien ou la mondialisation face à la souveraineté perdue* », 2003.

La mémoire historique : le frein à la mondialisation ?

La mondialisation repose finalement sur une idée simple : instaurer un marché mondial unifié obéissant à des règles communes et, ce faisant, mettre entre parenthèses et réduire à des représentations purement platoniques toutes les formes d'obstacles pouvant interférer avec ce marché.

C'est le cas pour les États jaloux de leur souveraineté, les cultures résistantes, les religions ou visions ethniques particularistes et voulant préserver une autonomie économique pouvant freiner ou s'opposer à cette démarche aboutissant à une étroite intégration.

Or, un des résultats patents de l'actuel processus de la globalisation a été de favoriser l'affaiblissement d'États fragiles en permettant l'émergence d'une série de particularismes régionaux longtemps bridés politiquement ou contenus par l'existence de marchés restés jalousement nationaux, mais devenus aujourd'hui quasi obsolètes.

Il en résulte des crises, pouvant déborder sur la périphérie internationale, mais bénéficiant souvent de l'indulgence ou de la sympathie orchestrée par des médias conditionnés par des intellectuels « *au service de la cause des peuples* » contre les États et, au besoin, par des milieux d'affaires exempts d'angélisme⁵¹¹.

Néanmoins, l'état actuel des avancées de la globalisation indique que certaines des prémisses qu'elle postulait n'ont pas abouti, au plan spatial au moins. Ce processus a été jusqu'à aujourd'hui limité au commercial et au financier, alors que l'instauration d'un libre-échange planétaire sans entraves n'a été ébauchée que partiellement et bien difficilement.

Au contraire de l'établissement d'une entité planétaire homogène, on assiste au durcissement de pôles virtuellement antagonistes car en concurrence parfois féroce, leur survie future étant en cause : Amérique du Nord, Europe, Asie, qui forment l'archipel métropolitain mondial. Cet avatar s'inscrit certainement en faux comme le note Peguy⁵¹² : «... *dans la logique d'un développement radicalement matérialiste et rejetant les idéologies* ».

La dynamique de la mondialisation envahissante, avec sa vulgate d'une théologie du tout économique, recomposant selon ses propres modalités le champ multiforme et hétérogène du culturel, a peut-être cru réduire de façon simpliste et cynique les dérangeantes et vieilles séquelles historiques par un simple traitement recourant à une lénifiante communication sociale.

Ce fut en oubliant que la mémoire des peuples, aussi irrationnelle puisse-t-elle paraître aux yeux des technocrates du développement planétaire, reste vivace voire inscrite dans l'inconscient collectif, donc prête à se réveiller et à se révolter par-delà les déterminismes de l'utilité économique...

⁵¹¹ Signalons que Carroue, L. fait les mêmes remarques dans : *Géographie de la mondialisation*, 2002.

⁵¹² Peguy, Ch. *L'Horizontal et le vertical*, 1996. Op. cit. 118-120.

Il est devenu ainsi évident que la mondialisation économique n'est pas tout à fait le rouleau compresseur prophétisé par certains :

« En fait, au projet d'unification du monde sous la conduite de Washington s'oppose avec vigueur le regain de tous les particularismes nationaux, religieux, ethniques... Toutes ces forces historiques, longtemps figées par l'équilibre de la terreur et qui déboulent torrentiellement en cette fin de millénaire »⁵¹³.

Or, un des résultats du délitement des États dû au processus de la mondialisation est maintenant l'émergence d'une série de particularismes régionaux qui, au nom de la défense de leur identité, ont créé ou suscitent des crises régionales plus ou moins graves, mais dont certaines menacent d'éclatement ou de non-viabilité économique certains États.

Certains auteurs s'interrogent à juste titre sur les origines anciennes de ce « démaillage » des structures étatiques. Ne correspond-il pas à un des objectifs occultes – sans tomber dans la paranoïa systématique – d'un certain processus d'une globalisation dévoyée (car tout système porte en lui ses effets pervers) qui, en fonction de ses seuls intérêts du moment, s'efforce de rompre les résistances trop ancrées en suscitant des éclatements de territoires trop résistants ?

De ce constat naît aussi une autre interrogation angoissante : le regain d'atavisme qui marque les sociétés en révolte contre le nouvel ordre promis au monde, s'inscrit-il dans les analyses de S. Huntington⁵¹⁴ qui a annoncé une sorte « *de matin des tribus planétaires* » justifiant l'engagement d'une nouvelle croisade de l'Occident ?

Bien décrié par l'*establishment* intellectuel occidental, Huntington s'évertue à prophétiser que : « *Le sentiment d'appartenance à une civilisation va prendre de plus en plus d'importance dans l'avenir...* ». Pour lui, en effet : « *Les plus importants conflits à venir auront lieu le long des lignes de fractures culturelles qui séparent les civilisations* »⁵¹⁵.

Cette thèse, qui sert d'alibi à la propagation rampante d'une xénophobie ambiante en Amérique du Nord comme en Europe Occidentale, s'appuie sur quelques exemples récents, mais réinterprétés quelque peu abusivement. Elle est pernicieuse car elle réduit à néant, par son caractère réductionniste et systématique, tous les efforts, certes difficiles, engagés pour pacifier la planète et dégager des solutions transactionnelles - dans le cadre de l'interculturalité - aux conflits en cours ou latents. Mais elle trouve, néanmoins, une écoute favorable dans certains cercles occidentaux et aussi, bien paradoxalement, dans

⁵¹³ Ramonet, I. *Géopolitique du chaos*, 1997. Op. cit. 17-18.

⁵¹⁴ Huntington, S. *Le choc des civilisations*, 1996.

⁵¹⁵ Ibid, p. 95 et suivantes.

« des milieux indigènes » où se déroulent des crises de fond telles que celles de la coca-cocaïne, ou de la question agraire dans les Andes.

L'habillage nouveau, paré des couleurs ethniques et culturelles qui a été imposé à ces crises qui expriment d'abord les problématiques socio-économiques de milieux marginalisés et menacés dans leur survie, leur donne une dimension explosive qui rend vaine toute tentative d'arbitrage équitable.

Karl Popper a bien souligné les risques de cette dérive :

« Plus on tente de revenir à l'époque héroïque de la communauté tribale, plus on tombe dans l'Inquisition, la police secrète et le gangstérisme à masque romantique ».

Enfin, il est temps d'interpeller et à raison ramener, les faux prophètes comme les apprentis sorciers de « l'ethnicité » et du recours aux sortilèges du millénarisme, en leur demandant si :

« L'excitation des origines, de l'identité, la mythification de l'histoire et le partage de valeurs semblables suffisent-ils pour forger une nation »⁵¹⁶.

Au cours de cet ouvrage, nous avons donné la parole, chaque fois que cela nous a paru significatif, aux chantres de l'Utopie comme aux prises de positions des syndicalistes radicaux ou des hommes politiques qui pèsent d'une manière significative sur le débat concernant le destin de la terre en Bolivie. Ce faisant, cette démarche a donc essayé de s'évader de la langue de bois souvent de rigueur pour de telles analyses.

L'utilisation abusive et tronquée des prétendues « leçons de l'histoire » tirées de plus hors du contexte de l'époque, dans un sens comme dans l'autre, comme le choix de solutions purement ethniques aux problèmes, certes graves, que connaît la Bolivie, nous paraît, en effet, porter en elle tous les germes de nouvelles iniquités comme de violences.

Les événements⁵¹⁷ qui se sont déroulés en octobre 2003 résultent d'une crise majeure affectant l'ensemble de la société bolivienne. La « révolution d'octobre 2003 », ainsi que certains la dénomment complaisamment en souvenir de leur ancien credo, a été le fait des groupes de paysans traditionnels, en majorité aymaras de l'Altiplano, placés sous la vigoureuse impulsion du Mallku. Ils ont été rejoints par de gros bataillons de cultivateurs de la coca du Chapare et des Yungas qui, plus imbus de réalisme économique que d'utopie, refusent toute limitation à une production alimentant les circuits du trafic de la cocaïne ; il s'y est ajouté les militants du syndicat plus opaque des paysans sans terres⁵¹⁸.

C'est la jacquerie de ces ruraux qui prenant avec les errements du pouvoir, la tournure d'une insurrection urbaine, a abouti au renversement du

⁵¹⁶ Ramonet, I. *Géopolitique du chaos*, 1997. Op. Cit, 98.

⁵¹⁷ Dory, D. *Bolivie : la recomposition traumatique du système politique*, 2003.

⁵¹⁸ Qui pour certains observateurs serait manipulé par des intérêts privés...

gouvernement légal et à l'ouverture d'une crise latente en cours dont le dénouement futur s'annonce épineux⁵¹⁹.

On a invoqué comme motif majeur de cette crise la question du gaz et le rejet par la grande majorité du bradage d'une ressource providentielle passée aux mains des grands intérêts étrangers.

Certes, ces deux points ont joué dans l'opinion, mais les syndicats de paysans révolutionnaires et de *cocaleros* ont su opérer la synthèse au niveau médiatique entre leurs propres revendications et la question du gaz : « *La terre et ses ressources sont aux paysans qui les travaillent !* ». L'imparable logique primaire de ce slogan a été décisive face à un pouvoir englué dans ses contradictions et ses manipulations opportunistes.

L'avenir dira le sort promis à cet épisode de contestation radicale et de remise en cause aussi bien du système politique que de son organisation économique. La Bolivie deviendra-t-elle un pays sans État, ingérable car anarchique, ou bien trouvera-t-elle un nouvel équilibre lui permettant d'avancer dans l'indispensable voie du développement en valorisant ses potentialités ? Tout l'enjeu de la crise bolivienne actuelle est là.

⁵¹⁹ Une nouvelle crise politique a éclaté en juin 2005, avec la démission du président C. Mesa successeur du président déchu face au front populiste lui reprochant sa politique jugée timorée de réforme de la législation des hydrocarbures. De nouvelles élections générales, prévues en décembre 2005, auront donc lieu. Ramèneront-elles une vie publique normale alors que les tensions foncières s'aggravent ?

Bibliographie citée

- Agreda, C. « *A cuatro años de la ley INRA* », Umbrales, n°10, La Paz, 2001.
- Albarracin Deker, J. « *Degradación de los recursos naturales y los nuevos desafíos que deben enfrentar los profesionales formados en agroecología y desarrollo rural sostenible* ». Umbrales, n° 10, 52-72, 2000.
- Albo, X. « *El retorno del Indio* », Revista Andina, Año 9, n° 2, 1991.
- Albo, X. *Boda de plata para una reforma Agraria*. CIPCA, La Paz, 1995.
- Albo, X. *Bolivia Plurilingüe. Guía para planificadores y educadores*. Cuadernos de Investigación, n°44, UNICEF & CIPCA 3 volumes, La Paz, 1995.
- Albo, X. & Barnadas, J. *La cara campesina de nuestra historia*. Unitas, 264 p., La Paz, 1984.
- Almaraz Ossio, A. *Reglamento de la Ley INRA. Análisis, evolución y normas vigentes*. 57 p., Edition CEJIS, La Paz, 2003.
- Almaraz Ossio, A. *Tierras comunitarias de origen. Saneamiento y titulación. Guía para el patrocinio jurídico*. 97 p., CEJIS, La Paz, 2003.
- Antezana, E. *Evaluación económica de la política de Reforma Agraria*. La Paz, Juventud, 113 p., 1986.
- Arguedas, A. *Raza de bronce*. Editorial Gonzalès y Medina. La Paz, 373 p., 1919.
- Arriaga, P. *Extirpación de la idolatría en el Peru*, 1661.
- Arrieta, M. & All. *Agricultura en Santa Cruz : de la encomienda a la empresa modernizada*. EDOBOL, 374 p. La Paz, 1990.
- Arze Aguirre, R.D. *Guerra y conflictos sociales. El caso boliviano durante la campaña del Chaco*. CERES, 303 p., La Paz, 1987.
- Arze y Arze, J.A. *Sociografía del inkario*. Editorial Juventud, La Paz, 1941.
- Assies, W. « *Land, territories and indigenous people's rights* », 93-110, in *Current land policy in Latin America*, 333 p., Amsterdam, 2000.
- Augstburger, F. « *La ganadería y los equilibrios ecológicos* ». *Desarrollo y medio ambiente*. COTESU, 25-28, 1990.
- Baby-Collin. *Marginaux et citadins. Construire une urbanité métisse en Amérique Latine. Étude comparée des barrios de Caracas (Venezuela) et des villas d'El Alto de La Paz*. 620 p., thèse de Doctorat de l'université de Toulouse II -Le Mirail, 2000.
- Balazs, E. *La bureaucratie céleste ; recherches sur l'économie et la société de la Chine traditionnelle*. Gallimard, Bibliothèque des Sciences Humaines, 346 p., Paris, 1968.
- Balcazar, J. M. *Epidemiología Boliviana*. Fundación Patiño, 333 p., La Paz, 1946.

- Baldivia, J. & Al. *Informe*. CONAPO, La Paz, 1985.
- Ballivian, M.V. *Censo general de la población de la República de Bolivia*. Tome 2, La Paz 1901.
- Ballivian, M.V. *Geografía de la República de Bolivia*. Tipo Comercial, 585 p., La Paz, 1905.
- Balza Alarcon, R. *Tierra, Territorio y Territorialidad indígena*. APCOB, 353 p., Santa Cruz, 2001.
- Barja Berrios, G. & Cardozo Gonzales, A. *Geografía Agrícola de Bolivia*. Los Amigos del Libro, La Paz, 1971.
- Barnadas, J.M. *Diccionario histórico de Bolivia*. GES, 2 vol., Sucre, 2002.
- Bataille, G. *La part maudite*. Éditions de Minuit, 231 p., Paris, 2000.
- Baudin, L. *L'empire socialiste des Inkas*. Institut d'Ethnologie, 294 p., Paris, 1928.
- Bayo Cirro. *Chuquisaca o la plata perulera*. Madrid, 1912.
- Bazoberry Chali, O. « 50 años de Reforma Agraria en el Chaco boliviano », 145-176, in Vargas Vega J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA La Paz, 2003.
- Beuchat, H. *Manuel d'archéologie sud américaine*. Picard éditeur, 773 p., Paris, 1912.
- Bohan, M. *Informe de la Misión Económica de los Estados Unidos a Bolivia*. 3 tomes, 1943 ; Traduction espagnole, Ministerio de Hacienda, La Paz, 1943.
- Bojanic, « *Lógicas de ocupación territorial en la agricultura y la forestación empresarial en las tierras bajas* », 127-136, in Vargas Vega J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA La Paz, 2003.
- Bonilla, H. « *Notas en torno a la historia económica y social de Bolivia (1821-1879)* », in Boletín del Departamento de Historia de la UMSA, n° 12, 2-28, La Paz, 1978.
- Bonilla, H. « *Estructura y eslabonamientos de la explotación cauchera en Colombia, Perú, Bolivia y Brazil* », in : DATA, n° 4, 9-22, La Paz, 1993.
- Booth, D. S. Clisby & Wildmark, C. *Popular participation ; democratising the state in rural Bolivia*. SIDA, Stockholm, 1997.
- Bravo, C. *Patria Boliviana*. Imp. La Paz, 204 p., 1894.
- Bresson, A. *Bolivia, Sept années d'exploration, de voyage et de séjours dans l'Amérique Australe*. Paris, 1886.
- Brockman, C.E. *Perfil ambiental de Bolivia*. USAID, La Paz, 1986.
- Brooke Larson. *Colonialism and agrarian transformation in Bolivia. Cochabamba : 1550-1900*. 1988.
- Burke, M. *Estudios críticos del Neoliberalismo*. Traduit de l'anglais, Editions Plural, 384 p., La Paz, 2001.
- Calani Gonzales, E. *Pensamiento político ideológico campesino*. Imprenta Paz, 192 p., La Paz, 1996.

- Calderon Jemio, R. J. « *Conflictos sociales en el Altiplano paceño entre 1830 y 1860* », DATA n°1, p. 145-158, 1991.
- Calderon, F. & Dandler, J. *La fuerza histórica del campesinado*. CERES, 625 p., La Paz, 1998.
- Callau Barbbery, I. « *La Guayocheria* », Revista de la Universidad R.G Moreno de Santa Cruz, n° 8, 177-181, 1950
- CAO. « *Antecedentes, situación actual y recomendaciones en la tenencia de la tierra en el oriente boliviano* », 137-143. In Vargas Vega J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA La Paz, 2003.2003.
- Capriles Villazon, O. *Historia de la minería boliviana*. Biblioteca Bramin, La Paz, 268 p., La Paz, 1977.
- Carroue, L. *Géographie de la mondialisation*. Armand Colin, 254 p., Paris, 2002.
- Carter, M. « *Old questions and new realities : land in post-liberal economies* », 29-44, in *Current land policy in Latin America. Regulation land tenure under neo-liberalism*. 332 p., Amsterdam, 2000.
- Castillo Avendaño, (de) W. « *Compilación legal de la Reforma Agraria en Bolivia* ». 41-95, Editorial Fenix, La Paz, 1955.
- Casto Rojas. *Historia financiera de Bolivia*. Talleres graficos Marinoni, 421 p., La Paz, 1916.
- Castro Rovira, J. « *Area urbana y migraciones internas en Bolivia* », 147-170, in : Roux, J. C. & Cordova, J. : 1^{ra} Reunión nacional de Geografía Boliviana, UMSA-ORSTOM éditeurs, 252 p., La Paz, 1996.
- CEPAL. *El desarrollo económico de Bolivia*. 1955.
- Chaleard, J. L. & Pourtier, R. *Politique et dynamique dans les pays du Sud*. Publications de la Sorbonne, 256 p., Paris, 2000.
- Chaunu, P. *Séville et l'Amérique. XVI et XVII^e siècle*. Flammarion, Collection Science, 363 p., Paris, 1977.
- Chayanov, A.V. *The theory of peasant economy*. Press of the University of Wisconsin, 1986.
- CIPCA. *Futuro de la comunidad campesina*. Cuaderno de investigación, n°35, La Paz, 1992.
- Collectif. *Bolivia : un mundo de potencialidades – Atlas estadístico de Municipios*, INE/MDSP/COSUDE, 485 p., La Paz, 1999.
- Collectif. *Atlas de Bolivia*. IGM/ORSTOM/UMSA, 276 p., La Paz, 1998.
- Collectif *Censo Demográfico 1950*. Ministerio de Hacienda, La Paz, 1955.
- Collectif. *Censo Agropecuario (1) de 1950*, 324 p., Ministerio de Hacienda, La Paz, 1985.
- Collectif. *Memorias del primer congreso boliviano de la ciencia del suelo*, 28-31 juillet 1999. Publication de l'IRD, DFID, COSUDE, CLAS et SBCS, La Paz, 401 p., 2001.

- Condarco Morales, R. *El escenario andino y el hombre*. Imp. Renovación, 596 p., La Paz, 1970.
- Condarco Morales, R. *Zarate, el « temible » Willka. Historia de la rebelión indígena de 1899*. 2^e édition, Imp. Renovación, 505 p., La Paz, 1983.
- Condarco Morales, R. *Atlas histórico de Bolivia*. Imprenta San José, La Paz, 1985.
- Corrado *El Colegio franciscano de Tarija y sus misiones*. Tipografía Buena Aventura, Tarija, 1884.
- Cortes, G. *Partir pour rester. Survie et mutation des sociétés andines (Bolivie)*. Editions de l'IRD, 413 p, Paris, 2000.
- Cortes, G. « *Rooted migrants : land and rural development in the valle alto of Cochabamba, Bolivia* », 59-70, in : *Land in Latin America : new context, new claims, new concepts*, 257 p, Amsterdam, 2001.
- Corvero Zenteno. *Legislación agraria boliviana. 1824-1926*. Talleres Graficos La Prensa, 282 p., La Paz, 1926
- Cunow, H. *Die soziale Verfassung des Inkareichs*. Berlin, 1896.

- Dalence, J. M. *Bosquejo estadístico de Bolivia. 1851*. Publication de la UMSA, 339 p. La Paz, 1975.
- Dandler, J. *Sindicalismo campesino*. CERES, 197 p. Cochabamba, 1983.
- Decker, J. A. « *Estancamiento agropecuario en el marco de la crisis economica en Bolivia* », *Umbrales*, n° 10, 77-96, La Paz, 2001.
- Deere, C. D. & Leon, M. « *Neo liberal agrarian legislation, gender equality and indigenous movements* », 75-92, in : Zoomer, A. *Current land policy in Latin America*, Amsterdam, 2000.
- Démelas, D. *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX^e et XX^e siècle*. Éditions du CNRS, 227 p., Paris, 1980.
- Démelas Bohy, M. D. « *La desvinculación de las tierras de comunales en Bolivia, s XIX-XX* », 129-155, in : *El proceso desvinculador y desamortizador de bienes eclesíasticos y comunales en la América española. Siglos XVIII y XIX*. Cuadernos de Historia Latinoamericana, n° 7, 1999.
- Demeure, J. « *De la subsistencia a la competencia internacional* », 269-290, in : *Bolivia en el siglo XX. La formación de la Bolivia contemporánea*. Harvard Club, 634 p., La Paz, 1999.
- Denevan, W. *La geografía cultural de los llanos de Mojos*. Editions Juventud, 272 p., La Paz, 1980.
- Diaz Polanco, H. *Autonomía regional : la autodeterminación de los pueblos indios. Siglo XXI*. Madrid, 1991.
- Dollfus, O. « *Los Andes como memoria* », 11-30, In Morlon, P. *Comprender la agricultura campesina en los Andes Centrales, Perú-Bolivia*. IFEA & CBC, 495 p., Lima 1996.

- D'Orbigny, A. *Voyage pittoresque dans les deux Amériques*. Tenré et Dupuy éditeurs, 568 p., Paris, 1836.
- D'Orbigny, A. *Descripción geográfica, histórica y estadística de Bolivia*. 421 p., Paris, 1845.
- Dory, D. & Roux, J.C. « *De la coca à la cocaïne : un itinéraire bolivien* », 21-46, Autrepant, n° 8, Paris, 1998.
- Dory, D. *Características y variaciones del clima en Bolivia*. In : Seminario : El fenómeno de el niño en Bolivia ; Evaluación, balance y perspectivas. IRD & CENAMI, 17 p., La Paz, juin 1998.
- Dory, D. « *Bolivia : la recomposition traumatique du système politique* », Cahiers des Amériques Latines, n° 44, 137-158, 2003.
- Dory, D. « *Géographie électorale et ethnopolitique en Bolivie* », 239-252, in Voter dans les Amériques, sous la direction de J.M. Blanquer & All. Editions de l'Institut des Amériques, Paris, 2005.
- Dory, D. « *Le système ferroviaire bolivien : origine, structure et déclin* », 43-62. La Géographie, n°1518, 2005.
- Duviols, P. « *La dinastía de los Incas : monarquía o diarquía ?* », Journal de la Société des Américanistes, n° 46, 67-83. Paris. 1979.
- Embajada de Dinamarca & Instituto PRISMA. *Las políticas sobre la pobreza en Bolivia*. 386 p., Plural, La Paz, 2000.
- Erickson, C. L. *Los caminos prehistóricos de la Amazonia boliviana*, 15-42, 2000.
- Escobar, J & Al. *Agricultura, requerimientos y disponibilidad de fuerza de trabajo en Santa Cruz, Bolivia*. OIT/FNUAP, La Paz, 1981.
- Favre, H. *Les Incas*. Que sais-je, n° 1504, P.U.F, Paris, 1972.
- Fernandez Bamba, E. « *La Reforma Agraria en Bolivia y el MST* ». In Vargas Vega J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA La Paz, 2003.
- Fernandez, J. & Pacheco, P. & Schulze, J.C. *Marco de interpretación de la cuestión agraria en Bolivia*. CEDLA, Temas rurales, Serie Documentos de Trabajo, 96 p. La Paz, 1991.
- Fifer, V. « *The search for a series of small successes : Frontiers of settlements in Eastern Bolivia* », 407-432, Latin American Studies, n° 14, Londres, 1982.
- Foster, N. R. « *Back to the basics : designing tenure institutions for ecologically sustainable resource management* », 45-58, in : Zoomers, *Current land policy in Latin America*, Amsterdam, 2000.
- Franqueville, A. *La Bolivie d'un pillage à l'autre*. Presses Universitaires du Mirail, 292 p., Toulouse, 2000.

- Fraser, N. « *De la redistribución al reconocimiento ? Dilemas de la justicia en la era postsocialista* », In : *Pensamiento crítico contra la dominación*, New Left Review, numero 0, Akal, España, 2000
- Fukuyama, F. *The end of history and the last man*. Penguin, N. Y, 1992.
- Galoppo von Borries, E. « *Resultados de los cambios introducidos por la Reforma Agraria* ». 177-190. In : Vargas Vega J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA La Paz, 2003.
- García, A. & R. Gutierrez, R. & Prada & Quispe, F. & Tapia, L. *Tiempos de rebelion*. Muela del Diablo editores, 242 p. La Paz, 2001.
- García Jordan, P. « *De la colonización depende el porvenir de la República: 1825-1935* ». 53-106, Anuario 2000. Archivo y Biblioteca Nacional de Bolivia, 2000.
- García Mora, R. « *Visión integral de la sostenibilidad : una nueva manera de enfocar el desarrollo rural* ». Umbrales, n° 8, 7-21, 2000.
- Garcilaso de La Vega. *Comentarios reales de los Incas, (1609)*. Lima, 1960.
- Gioda, A. & Rosario Prieto, M. *Histoire des sécheresses andines. Potosi, El Nino et le Petit Age glaciaire*. La Météorologie, 8^e série, n° 27, septembre 1999.
- Gironda. *Coca inmortal*. Plural, 431 p., La Paz, 2001.
- Goldstein, P. « *Moquegua y el imperio Tiwanacu* », 45-58, in: Wisse, K. *Moquegua, los primeros doce mil Años*, Museo Contisuyo, Arequipa, 1998.
- Gomez, E. *Bautista Saavedra, seguido del Ayllu*. Biblioteca del Seisquicentenario de la Republica, 558 p., La Paz, 1975.
- Gonzales Tapia, I. & Gozalves, B. & Roux, J. C. « *De l'enclavement à la mondialisation. Une ouverture risquée pour la Bolivie* », 317-342, Cahiers d'Outre-Mer. Regards sur l'Amérique latine (212), Bordeaux, 2000.
- Gonzales Tapia, I. & Gozalves, B. & Roux, J. C. « *Bolivia : emergencia de nuevas disparidades espaciales. Análisis cartográfico de los censos de 1976 y 1992* », 85-115, in : *Dinamicas territoriales*, Quito, 2001.
- Gonzalo Flores. « *La ley INRA de Bolivia : una segunda reforma agraria ?* », Boletín WWW. FAO 1998.
- Grataloup, Ch. *Lieux d'Histoire. Essai de Géohistoire systématique*. RECLUS, 200 p., Montpellier, 1996.
- Grieshaber, E. P. « *Resistencia indígena a la venta de tierras comunales en el departamento de La Paz* », 113-144, DATA, n° 1, 1991.
- Grieshaber, E. P. « *Survival of Indians communities in nineteen century Bolivia* » Journal of Latin Studies, 223-269, n° 2, 1980.
- Guarachi, P. « *Comentario* », 125-132, in : *Futuro de la comunidad campesina*, Cuadernos de investigación, n° 35, CIPCA, La Paz, 1995.

- Guyot, T.H. & Al. « *Aportaciones de sedimentos por el río Beni a los sitios potenciales de presas* ». Act. Del II Simposio de la investigación francesa en Bolivia. 107-113. La Paz, 1988.
- Hampe, Teodoro, M. « *Relación de los encomenderos y repartimientos del Perú en 1561* », Historia y Cultura. n° 12, 75-117, La Paz, 1979.
- Henkeman, A. B. « *Social fencing : forest dwellers and control of natural resources in the northern Bolivia amazon* », 123-146, in : Zoomer, A. Current land policy in Latin America, Amsterdam, 2000.
- Hernaiz, I. & Pacheco, D. *La Ley INRA en el espejo de la Historia. Dos siglos de reformas agrarias*. Fundación Tierra, 269 p., La Paz, 2000.
- Hervé, D. & Genin, D. & Rivière, G. *Dinámicas del descanso de la tierra en los Andes*. 356 p., ORSTOM/IBTA, La Paz, 1994.
- Heyduc, D. « *The hacienda system and agrarian reform in highland Bolivia : a re-evaluation* », 71 - 81, Ethnology, XIII, n°1, 1971.
- Hubert, S. *Pizarre et ses frères, conquérants de l'empire des Incas*. Plon, 356 p., 1964.
- INE (Instituto Nacional de Estadísticas). *Cuentas departamentales*. La Paz, 1994.
- INE. *Cuentas departamentales 1994*. La Paz, 1995.
- INE. *Encuesta integrada de Hogares y Encuesta Nacional de Empleo*, 1996.
- INE. *Encuesta Nacional Agropecuario*. La Paz, 1997.
- INE. *Estadísticas Agropecuarias 1984-1998*. 207 p., La Paz, 1999.
- INE. *Censos Nacionales, 1950, 1976, 1991, 2 001*. La Paz.
- Irurozqui Victoriano, M. « *La guerra de razas en Bolivia. La (re)invención de una tradición* », Revista Andina, 163-200, n° 1, 1993.
- Izko, X. « *Los ayllus de Sakaka y Kirkyavi (Bolivia) : dos fronteras etnicas en litigio (s.XVI-XX)* », 85-111, DATA, n°1, La Paz, 1991.
- Jansen, K. & Roquas, E. « *Modernizing insecurity : the land titling project in Honduras* », 81-106, in Development and change, vol. 29, 1998.
- Jauregui, J. H. C. « *Conflicto Comunidad-hacienda : Pucarani, 1880-1900* », 159-168, DATA, n°1, La Paz, 1991.
- Jiménez. de la Espada, (Editeur). *Relaciones Geográficas de Indias*. T. 1, *Antecedentes*, Ministerio de Fomento, édition du Congrès des Américanistes de Madrid, 1881.
- Jiménez Zamora, E. « *Tierra, Territorio y políticas para la tierra* », In : Vargas Vega J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA La Paz, 2003.
- Jordan, E. « *Los arenales recientes de Bolivia, en su múltiple diferenciación* », Ecología de Bolivia, 108-118, 1983.

- Justiniano, G. « *A cuatro años de la Ley INRA* », 84-91, Umbrales, n° 9, La Paz, 2001.
- Justiniano, G. « *Visión de especialistas* », Umbrales, 123- 126, n° 9, La Paz, 2001.
- Karsten, R. *La civilisation de l'empire inca*. Payot, 272 p., Paris, 1972.
- Kay, C. *Latin America's unequal and exclusionary rural development in the neo-liberal era*. Institute of Social Studies (The Hague), Chile, 1996.
- Keyserling, H. (de). *Méditations sud-américaines*. Stock, 349 p., 1941.
- Klein, S. H. « *La estructura de las haciendas a fines del siglo XIX en Bolivia : Las provincias del norte del lago Titicaca* », 51-60, DATA, n° 1, La Paz, 1991.
- Klein, H. S. *Haciendas y Ayllus en Bolivia, ss. XVIII y XIX*. IEP, 236 p., Lima, 1995.

- Labouquère, A. *La Bolivie nouvelle : ses problèmes financiers*. Éditions Domat-Montchrétien, 158 p., Paris, 1933.
- Lambert, J. *Amérique latine. Structures sociales et institutions politiques*. Collection Thémis, 486 p., P.U.F, Paris, 1968.
- Langer, E. D. « *El liberalismo y la abolición de la comunidad indígena en el siglo XX* ». Historia y Cultura, 59-95, n° 14, 1988.
- Langer, E. D. « *Persistencias y cambio en las comunidades indígenas del sur de Bolivia en el siglo XIX* », 61-84, DATA, n°1, La Paz, 1991.
- Lavadenz, I. *Tenencia y distribución de la tierra en Bolivia*. INRA, La Paz, 1997.
- Lavallée, D. & Lumbreras, L. G. *Les Andes de la préhistoire aux Incas*. Collection l'univers des Formes, 455 p., Paris, 1985
- Lavaud, J.P. *Indianité et politique : le courant Tupac Katari en Bolivie*. ERSIPÄL, 1982.
- Lavaud, J. P. *L'imbroglio bolivien : turbulences sociales et fluctuations politiques. 1952-1982*. Thèse de Doctorat d'Etat, 1 026 p., Paris IV, 1987.
- Libermann, M. « *La degradación histórica de los suelos del Altiplano de Bolivia* », Revista Labor, 2-8, n° 5. 1982.
- Libermann, M. « *Impacto ambiental de la colonización espontánea en la región tropical de Bolivia* », in Memorias del primer simposio regional sobre biogas para las zonas calidas. Cochabamba, UMSS-GTZ, p. 37-47, 1989.
- Libermann Cruz & Seemin Qayum. *La desertificación en Bolivia*. LIDEMA, 95 p., Fondation Konrad Adenauer, La Paz, 1994.

- Loaysa, R. « *La visión de un diputado campesino* », 50-55, Umbrales, n° 9, La Paz, 2001.
- Lopez Beltran, C. *Estructura económica de una sociedad colonial. Charcas en el siglo XVIII*. La Paz, CERES, 1988.
- Lopez Beltran, C. *Biografía de Bolivia*. Editions Juventud, La Paz, 1993.

- Luna Cabrera, G. *La economía boliviana del siglo XX. Una sombra antesala al siglo XXI*. Instituto de investigaciones económicas de la UMSA, 198 p. 2002.
- Madariaga, S. *Bolívar*. 2 t., Calman Lévy, Paris, 1955.
- Malagrida Badia, C. *El factor geográfico en la América del Sur*. 587 p., Tipo Rates, Madrid, 1919.
- Maldonado, A. *Derecho agrario*. Anuario 1999. 358 p., Imprenta Nacional, Sucre, 2000.
- Mamani Condori, C. B. *Taraq. 1866-1935*. Editions Aruwiwiri, 172 p., La Paz, 1986.
- Mariategui, C. *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*. Editions Amauta, Lima 1944.
- Mariategui, J. C. « *El Problema del Indio* », 182-206, in Antecedentes para la Reforma Agraria en Bolivia, 228 p., Université Technique d'Oruro, 1953.
- Marof, T. *La tragedia del Altiplano*. Edition Claridad, 222 p., Buenos Aires, 1934.
- Martínez Montaña, J. A. (Éditeur). « *Visión general de los territorios indígenas* », 41-57, in : Atlas Territorios indígenas en Bolivia. CIDOB, CPTI, éditeurs, 263 p, La Paz, 2000.
- Martínez, J. « *Proceso de titulación de las tierras comunitarias de origen* », 386-412 ; in Urioste, M. & Pacheco Balanza, B. Las Tierras bajas de Bolivia a fines del siglo XX. PIEB, La Paz, 2001.
- Martínez de La Torre, R. *Apuntes para una interpretación marxista de la historia social del Perú*. Edición Peruana, Lima 1948.
- Meillassoux, C. *Mythes et limites de l'Anthropologie*. Editions Page Deux, collection Cahiers libres, Paris, 2001.
- Mendia, C. N. « *Santa Cruz* », 153-239, in Urioste, M. Las tierras bajas de Bolivia a fines del siglo XX. 412 p., Fundación PIEB, La Paz, 2001.
- Mendoza, J. *El macizo andino*. Editorial Juventud, 1986.
- Metraux, A. *Les Incas*. Paris, 1962.
- Meza (de), J. & Gisbert, T. & Mesa Gisbert, C. D. *Historia de Bolivia*. 779 p., Editorial Gisbert, La Paz, 1997.
- Mingo, M. *Historia de las misiones de Tarija entre los chiriguano*s. Université J.M. Saracho, Tarija, 1981.
- Ministerio de Hacienda. *Estadística Agropecuaria. 1939-1940*. Edition Fenix, 117 p., 1941.
- Ministerio de Desarrollo Sostenible. *Plan nacional de saneamiento y titulación. Resumen ejecutivo*. Vice-Ministerio de Tierras, INRA. La Paz, avril 2003.
- Mitre, A. *Los patriarcas de la plata*. 229 p., IEP, Lima, 1981.
- Molinié-Fioravanti, A. « *La communauté aujourd'hui* », Annales ESC, 1182-1196, n°5-6, Paris, 1978.

- Moncayo, J. F. *Legislación boliviana del Indio*. Instituto indigenista, La Paz, 1953.
- Montes de Oca, I. *Geografía y recursos naturales de Bolivia*. Editorial Educacional, 574 p., La Paz, 1989.
- Morales, R. « *Áreas de pobreza rural en Bolivia* ». CARITAS, La Paz, 1990.
- Morales, R. *Razgos de la pobreza en Bolivia*. CIESS-Econometrica, SRL, 36 p., La Paz, 1992.
- Moreno, G. R. *Últimos días coloniales en el Alto Perú*. Editorial Renacimiento, 2 volumes, La Paz, 1940.
- Morlon, P. *De las relaciones entre clima de altura y agricultura de la sierra del Perú en los textos de los siglos XVI y XVII*, Bulletin IFEA, 929-959, 21 (3), 1992.
- Morlon, P. *Comprender la agricultura campesina en los Andes Centrales. Perú-Bolivia*. IFEA & CBC, 495 p., Lima 1996.
- Morner, M. « *Los problemas estructurales del agro latino-americano: perspectivas históricas* », in *El sector agrario en América latina*, 187 p., Stockholm, 1979.
- Mulhman, W. E. *Messianismes révolutionnaires du tiers monde*. Gallimard, Bibliothèque des Sciences Humaines, 389 p., Paris, 1979.
- Muñoz Elsner, D. *Políticas públicas y agricultura campesina. Encuentros y desencuentros*. 292 p., Plural, La Paz, 1999.
- Muñoz y Lavadens. « *Reforming the agrarian reform in Bolivia* ». In : *Development discussion paper*, n° 589. Harvard University. 1997.
- Muñoz Reyes, J. *Geografía de Bolivia*. 521 p., Editorial Juventud, La Paz, 1991.
- Muñoz Reyes, J. « *Balance ecológico en Bolivia* », *Desarrollo y Medio ambiente* ». La Paz, COTESU, 11-14. 1990.
- Murra, J. V. *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*. 339 p., IEP, Lima, 1975.

- Nordensköld E. *Exploraciones y aventuras en Sudamérica*. Editions APCOB, 438 p. La Paz 2001.

- Organización Panamericana por la Salud. *La salud en las Américas*. Edition de 1998.
- Ormacea Saavedra, E. *Beni y Pando. Latifundio y minifundio*. 153 p., CEDLA, n° 3, La Paz, 1987.
- Ortiz de Zuniga, I. *Visita de las provincias de Leon de Huanuco...*, 2 t. Université Nationale Hermilio Valdizan, Huanuco, Pérou, (1562), 1967-1972.
- Ovando, J. A. *El tributo indígena en las finanzas bolivianas del siglo XIX*. La Paz, 1985.
- Oviedo, F. & Roux, J. C. « *Les hommes du quinquina. Comportements démographiques et cycles de l'économie extractive dans une région bolivienne enclavée : Caupolicán (1830-1889)* », 969-986, Cahiers ORSTOM, Sciences Humaines, 31 (4), 1996.

- Pacheco, P. & Ormachea, E. *Campesinos, patrones y obreros agrícolas: una aproximación a las tendencias del empleo y los ingresos rurales en Bolivia*. CEDLA, La Paz, 2000.
- Pacheco Balanza, D. & Avila, H. « *Amazonia boliviana* », 55-96, in Urioste, M. & Pacheco Balanza, B. *Las Tierras bajas de Bolivia a fines del siglo XX*. PIEB, 412 p., La Paz, 2001.
- Pacheco Balanza, D. « *Políticas forestales y acceso a los recursos del bosque* », 25-52, in : Urioste, M. & Pacheco Balanza, B. *Las Tierras bajas de Bolivia a fines del siglo XX*. PIEB, La Paz, 2001.
- Pacheco Balanza, D. « *Balace de las políticas de tierras y su aplicación* », 4 -24, In Urioste, M. & Pacheco Balanza B. *Las Tierras bajas de Bolivia a fines del siglo XX*. PIEB, La Paz, 2001.
- Pacheco, P. *Estilo de desarrollo, deforestación y degradación de los bosques en las tierras bajas de Bolivia*. CIFOR/CEDLA/TIERRA, La Paz, 1998.
- Pärssinen, M. « *Tiwanacu : una cultura y un estado andino* ». In : Korpisaari, A. & Pärssinen, M. *Pariti : isla, misterio y poder*, 17-52, La Paz, 2005.
- Patzi, F. P. *Insurgencia y Sumisión. Movimientos indígenas-campesinos (1983-1998)*. Colección Comuna, 169 p., La Paz. 1999.
- Paz Ballivian, D. *Lecciones de sociología rural*. Plural, 126 p., La Paz, 1995.
- Paz Ballivian, D. « *Medio siglo de Reforma Agraria en Bolivia* ».53-64, In Vargas Vega J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA La Paz, 2003.
- Pease, F. G. Y. *Las crónicas de los Andes*. PUC. Fondo de Cultura económica, Instituto Rivera Aguero, 632 p., Lima. 1995.
- Peguy, Ch. *L'Horizontal et le Vertical*. Géographiques Reclus, 176 p. Montpellier, 1996.
- Pentimalli, M. & Rodriguez, G. *Las razones de la multitud (hambriuna, motines y subsistencia : 1878-1879)*. Estado y Sociedad, n°4, 15-33, 1999.
- Perrier, L. & Roux, J. C. « *Le gaz du Sud bolivien ou la mondialisation face à la souveraineté perdue* », 167-187, *Annales de Géographie*, n° 630, 2003.
- Piel J. *Capitalisme agraire au Pérou*. Editions Anthropos, 330 p., Paris, 1975.
- Pifarre, F. *Los Guaranis-Chiriguano. Historia de un pueblo*. CIPCA, 542 p., La Paz. 1989.
- Platt, T. « *The role of the Andean Ayllu in the reproduction of the Peltly commodity Regime in Northern Potosi (Bolivia)* », in Lehman (ed.) : 27-69.
- Platt, T. *Estado boliviano y ayllu andino*. IEP, 192 p., Lima, 1982.
- Platt, T. « *La persistencia de los ayllus en el norte de Potosi, de la invasion europea a la república de Bolivia.* », 1982.
- Plaza, O. *Economía campesina*. DESCO, 308 p., Lima, 198.
- PNUD. *Informe de desarrollo humano en 1999*. 280 p., La Paz, 2002.

- Ponce Sanjines, C. *Tiwanacu : 200 años de investigaciones arqueológica*. La Paz, SE, 1995.
- Portugal, P. « *La República Aymara de Laureano Machaka* », 73-92, DATA, n° 3, 1992.
- Posnansky, M. « *Los efectos sobre la ecología de la introducción de animales y cultivos por los Españoles* », 13-22, in *Ecología y recursos naturales de Bolivia*. Portales, Cochabamba, 1982.
- Prada Alcoreza, R. « *La fuerza del acontecimiento* », 83-162, in : *Tiempos de rebelión*. Editions Comuna, 242 p., La Paz 1999.
- Preston, D.A. « *The revolutionnary landscape of highland Bolivia* », 1-16, *Geographical Journal*, vol. 135, 1969.
- Prieto, M. & Herrera, R. G. « *Climá y Economía surandina : el Alto Perú y el espacio regional a fines del siglo XIX* », 56-80. II Estudio sobre historia y ambiente en América, Martínez, B. G. & Prieto, M. IPGH, Colegio de Mexico, 2003.
- Quispe, F. « *La visión de los campesinos* », 63-68, *Umbrales*, n° 9, La Paz, 2001.
- Quispe, F. « *Visiones de campesinos, cocaleros y originarios* », 17-50, In : *Debate Político*, n°10, La Paz, 2002.
- Quispe, F. « *Organización y proyecto político de la rebelión aymara-quechua* », 163-192, In García, A. & All. *Tiempos de rebelión*. Editions Comuna, 242 p., La Paz, 2001.
- Ramonet, I. *Géopolitique du chaos*. Galilée, 160 p. Paris, 1997.
- Reye, U. *Política de desarrollo regional en el Oriente Boliviano*. 194 p., Editions Deusto, Bilbao, 1969.
- Reyeros, R. *Anatomía del experimento agrario en Bolivia*. Ronéo, 315 p., La Paz, 1967.
- Rivera, S. *Oprimidos pero no vencidos : luchas del campesinado aymara y qhichwa. 1900-1980*. 225 p. UNRISD, Programa Participación, La Paz, 1984.
- Rivero, W. « *La Ley INRA cuatro años después* », 56-61, *Umbrales*, n° 9, 2001.
- Roca, J. L. « *Exposición* », 15-27, *Debate Agrario*, n°18, La Paz, 1992.
- Roca, J. L. « *La necesidad de una nueva ley agraria* », 5-26, In *Legislación agraria y tenencia de la tierra*, Club de Economía Agrícola y Sociología rural, 109 p., La Paz, 1992.
- Roca, J. L. *Economía y Sociedad en el Oriente Boliviano (Siglo XVI-XX)*. 678 p., Editions COTAS, Santa Cruz, 2001.
- Roca, J. L. *Fisionomía del regionalismo boliviano*. 350 p., Plural, La Paz, 2001.
- Rodríguez Ostría, G. « *Entre reformas y contrarreformas : las comunidades indígenas en el Valle Bajo cochabambino* », 169-210, DATA, n° 1, 1991.

- Romero, Bonifaz, C. « *La Reforma Agraria en las tierras bajas de Bolivia* ». 83-126, in : Vargas Vega J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA La Paz, 2003.
- Rosenblat, A. *La población indígena y el mestizaje en América*. Tome 1, 324 p., Editorial Nova, Buenos Aires, 1954.
- Roux, J.C. & Waniez, Ph. « *Niveaux d'analyse et cartographie thématique : groupes ethniques et conditions de vie en Bolivie* », 35-42, Mappemonde, (1), (13 fig.), Montpellier, 1995.
- Roux, J.C. « *Desigualdades económicas y geográficas en Bolivia : el índice de desarrollo humano, 193-208*, In : Roux, J. C. & Cordova, J. 1^{ra} Reunión Nacional de Geografía Boliviana. UMSA-ORSTOM éditeurs, 252 p., La Paz, 1996.
- Roux, J.C. *La Bolivie orientale : confins inexplorés, battues aux Indiens et économie de pillage*. 316 p., L'Harmattan, Paris, 2000.
- Roux, J.C. *De la hacienda a la reforma agraria : balance de una transformación radical de la agricultura boliviana. 1825-1950*, in *Historia y Cultura*, 28-29, 223-252, La Paz, 2004.
- Sacu, B. « *La CIDOB a cuatro años de la ley 1715* », 69-76, Umbrales, n° 9, La Paz, 2001.
- Saignes, Th. & P. Morlon, *De l'archipel ethnique au minifundium*. In Morlon, P. *Comprendre l'agriculture andine*, 140-159, 1992
- Salmon, R. « *Análisis de la aplicación de la Ley INRA* », 13-21, Umbrales, n° 9, La Paz, 2001.
- Salomón Vargas, R. « *La tierra es de quien la trabaja* ». 65-82, in Vargas Vega J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA, La Paz, 2003.
- Sanabria, F. *La revolución federal*. Poinsa, 178 p. La Paz, 1990.
- Sanchez-Albornoz, N. *La población de América Latina desde los tiempos precolombinos al año 2025*. Alianza Universidad, nueva edición revisada, 269 p. Madrid. 1994.
- Sandoval y Sandoval, V. *Santa Cruz economía y poder*. Funjacion PIEB, 2003.
- Sanjines, Alfredo, G. *La Reforma Agraria en Bolivia*. 2^e édition. S.E., 498 p. 1945.
- Santillana, H. *Relación de origen, descendencia política y gobierno de los Incas*. Lima, 1550.
- Santivanez, J. M. *Reinvindicación de terrenos de comunidad*. 45 p., SE. Cochabamba, 1871.
- Saucedo Limpias, M. *Los gobernadores de Mojos*. Imprenta Salesiana, 318 p., La Paz, 1942.
- Schultz. *Transforming traditionnal agriculture*. N. Y, University Press, 1964.
- Schurz, L. & Al. *Rubber production in the Amazon Valley*. 369 p., Department of Commerce, Washington, 1925.

- Teodovitch, H. « *El tribunal Agrario* », Umbrales, 22-28, n° 9, La Paz, 2001.
- UDAPSO : *Mapa de pobreza : una guía para la acción social*. 154 p. + cartes, La Paz, 1993.
- UNICEF/OPS/ Prefecturas. Encuesta 2003. La Paz, UNICEF, 2004.
- Untoja, F. Ch. *Retorno al Ayllu. Una mirada aymara a la globalización*. 265 p., Fondo editorial de los diputados, La Paz. 2001.
- Urioste, M. *Ante proyecto de ley. Programa de producción de alimentos nacionales*. 2^{do} borrador, Tierra, La Paz, 1995.
- Urioste, M. & Pacheco, D. « *Land market in a new context: the INRA law in Bolivia* », 259-270, in *Current land policy in Latin America*, Amsterdam, 2000.
- Urioste, M & Pacheco D. *Las tierras bajas de Bolivia a fines del siglo XX*. PIEB, 417 p., La Paz, 2001.
- Urioste, M. « *La Reforma Agraria abandonada : valles y altiplano* », 19-52, in Vargas Vega J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA La Paz, 2003.
- Urquidi Morales, A. « *Reflexiones sobre el censo demográfico de 1950* ». 10-17, *Revista de Cultura*, 1953.
- Urquidi, M. « *Consideraciones de orden doctrinal sobre la Reforma Agraria en Bolivia* », 65-95, *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 18, n° 1, 1956.
- Urquidi, A. *Las comunidades indígenas en Bolivia*. 273 p. Los Amigos del Libro, La Paz, 1970.
- US. Army. *Area hand book for Bolivia*. The American University, Foreign Areas Studies, 449 p., Washington, 1963.
- Valle de Siles, M. E. *Historia de la rebelión de Tupac Catari (1781-1782)*. 664 p., Editorial Don Bosco, La Paz, 1990.
- Viedma, F. *Descripción geográfica y estadística de la Provincia de Santa Cruz de la Sierra*. Los Amigos del Libro, 295 p., La Paz, 1969.
- Vellard, J. *Civilisation des Andes. Evolution des populations du haut plateau bolivien*. Gallimard, 270 p., Paris, 1963.
- Wachtel, N. *La vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole*. 395 p., NRF, Gallimard, Collection sciences humaines, Paris, 1971.
- Wachtel, N. « *Los mitimaes de la vallée de Cochabamba. La politique de colonisation de Huainac Capac* ». 297 - 324, *Journal de la Société des Américanistes*, LXII, 1980-1981.
- Walle, P. *La Bolivie et ses mines*. 444 p., Guilmoto éditeur, Paris, 1913.
- Weeks, D. *Bolivia's agricultural frontier*. *Geographical Review*, 547-568, vol. 36, 1946.

- Whitehead, L. « *Estadística básica en países en vías de desarrollo : el caso de Bolivia* ». 83-109, Estudios Andinos, Année 1, Vol. 1, n°3, 1970.
- Will, K. *Ciudadanía Multicultural*. Paidós, Barcelone, 1996.
- Wittfogel, K. 1957. *Oriental despotism*. University Press. Yale, 1957.
- Zeballos, H. « *Reflexiones sobre la ley INRA* », 40-49, Umbrales, n° 9, 2001.
- Zoomers, A. & Van der Haar, G. (Éditeurs). *Current land policy in Latin America. Regulation land tenure under neo-liberalism*. 332 p., Amsterdam, 2000.
- Zoomers, A. « *Land in Latin America : new context, new claims, new concepts* », 59-74, in *Current land policy in Latin America*, Amsterdam, 2001.
- Zoomers, A. « *El mercado rural de la tierra en Santa Cruz* », 335-382, *Current land policy in Latin America*. Amsterdam, 2001.

JOURNAUX et REVUES

- *Debate político*, n° 10, La Paz, 2002.
- *El Diario*, du 2/8/1952 et du 25/6/1953.
- *El Juguete Rabioso* (Hebdomadaire). *La masacre del Chaco y el fin de la Reforma Agraria*, n°45, du 18/11/ 2001.
- *Hoy*, du 3/12/1998.
- *La Razón*, du 20/05/2003 et du 24/08/2004.
- *Le Monde Diplomatique* (édition bolivienne). Voir l'article de Garcia Linera, A. « *La insurgencia indígena* », n° 1, octobre 2002.
- *Le Monde Diplomatique* (édition bolivienne), n° 11, août 2003.
- *Le Monde* (Paris) du 16/12/2003. Voir l'article : « *Zones névralgiques d'Amérique du Sud* », du professeur Enrique Krauze (Mexique).
- *Pulso* (Revue). « *Morir sin tierra* ». Edition du 16 au 22 novembre 2001, p. 9.
- *Ultima Hora*, du 3/12/1998.

Sommaire des cartes

- Carte de situation de la Bolivie	VIII
- Carte de l'organisation départementale de la Bolivie (Source IGM)	28
- Carte des grands types de reliefs (Source IGM)	30
- Carte des Terres communautaires d'origine (Atlas de los TCO, 2000)	192
- Carte des concessions forestières (Atlas de los TCO, 2000)	195
- Carte des concessions minières (Atlas de los TCO, 2000)	196
- Carte de la population se réclamant d'une origine indigène (Source INE, recensement 2001)	206
- Carte de la désertification en Bolivie (Source LIDEMA) (Source INE, recensement 2001)	271
- Carte de répartition de la population rurale en Bolivie (Source INE, recensement 2001)	276
- Carte de la répartition des taux de masculinité en Bolivie (Source INE, recensement 2001)	279
- Carte des zones soumises à la dénutrition (Source UDAPSO, 1994)	285
- Carte de la population parlant l'espagnol (Source INE, recensement 2001)	288
- Carte de la répartition de l'analphabétisme en Bolivie (Source INE, recensement 2001)	290
- Carte de la population urbaine en Bolivie (Source INE, recensement 2001)	295
- Carte des premières zones de colonisation (Source Reye, U, 1993)	300

Sommaire des Tableaux

- Tableau 1. Répartition de la population bolivienne selon les grands types de milieux naturels. Source : *INE*.
- Tableau 2. Indicateurs démographiques pour la Bolivie et des pays sud américains. Source : *L'état du monde, 2002*.
- Tableau 3. Indicateurs socioculturels de la Bolivie et des pays sud américains. Source : *L'état du monde 2002*.
- Tableau 4. Répartition de la population indienne en 1812. Source : *Klein*
- Tableau 5. La part du tribut dans le budget de l'Etat*. Source : *Ovando*
- Tableau 6. Types et répartition des contribuables indigènes en 1856. Source : *J. A. Ovando*.
- Tableau 7. Répartition des effectifs d'Indiens* soumis au tribut en 1856. Source : *Casto Roja*. 1916.
- Tableau 8. Répartition des revenus des ventes foncières départementales sous Melgarejo (valeur en pesos). Source : *Casto Rojas*
- Tableau 9. Répartition (en %) des ventes foncières (en *bolivianos*). Source : *Rodriguez Ostria*.
- Tableau 10. Répartition géographique des communautés paysannes. Source *Dalence 1851*.
- Tableau 10 bis. Répartition géographique des haciendas. Source *Dalence 1851*.
- Tableau 11. Valeur fiscale des divers types de propriétés selon les milieux naturels. . Source : *Dalence 1851*.
- Tableau 12. Valeur fiscale des types de propriétés. Source : *Dalence, 1851*.
- Tableau 13. Répartition de l'effectif des haciendas selon la valeur fiscale. Source : *Dalence, 1851*.
- Tableau 14. Répartition de la valeur fiscale des communautés. Source : *Dalence, 1851*.
- Tableau 15. Propriétés agricoles et stratifications sociales. Source : *Hernaiz i Pacheco*.
- Tableau 16. Évolution des types de propriétés de 1846 à 1941. Source : *Démelas. 1980*.
- Tableau 17. Situation des chefs de familles* pour leur accès à la propriété. Source : *Dalence, 1851*.
- Tableau 18. Etat des terres cultivées et des propriétés en 1950. Source : *1er Censo agropecuario de 1950*.
- Tableau 19. Répartition des propriétés selon le type de milieu naturel. Source : *1er Censo 1950*.
- Tableau 20. Répartition des superficies des propriétés en 1950. Source : *1er Censo Agropecuario de 1950*
- Tableau 21. Quelques exemples de grands domaines. Source : *Antezana, E. L.*
- Tableau 22. Répartition de la tenure foncière sur l'Altiplano. Source : *1er Censo Agropecuario de 1950*
- Tableau 23. Répartition de la tenure foncière dans les vallées. Source : *1er Censo Agropecuario de 1950*
- Tableau 24. Répartition de la tenure foncière dans les llanos. Source : *1er Censo Agropecuario de 1950*.

- Tableau 25. Répartition globale des divers statuts de faire-valoir foncier. Source : *1er Censo Agropecuario de 1950*.
- Tableau 26. Bilan de la restructuration foncière par la Réforme Agraire (en ha.). Source : *Reforma Agraria*.
- Tableau 27. L'évolution de la population active rurale (en %). 1900-2001. Source *INE-recensements*.
- Tableau 28. Terres distribuées selon la taille des propriétés par le CNRA
- Tableau 29. Total des terres distribuées avec leurs bénéficiaires par l'INC, de 1965 à 1992. Source : INC
- Tableau 30. Total des terres distribuées par l'INC de 1965 et 1992. Source : *INC et CNRA*.
- Tableau 31. Répartition des terres distribuées de 1953 à 2000. Source : *CNRA*.
- Tableau 32. Répartition des terres attribuées en orient jusqu'en 1993. Source : *CNRA*.
- Tableau 33. Etat des demandes de reconnaissance de TCO en fin 1999. Source : *Atlas territorios indigenas*.
- Tableau 34. Etat des demandes de création de territoires indigènes fin 1999. Source : *Atlas territorios indigenas*
- Tableau 35. Principales productions en valeur. Source Dalence, 1851.
- Tableau 36. Concessions domaniales accordées de 1908 à 1938. Source : *Estadística Agropecuario. 1938*.
- Tableau 37. La structure foncière de l'appareil productif en 1950. Source : *1er censo Agropecuario 1950*
- Tableau 38. Répartition des types d'occupation des sols cultivés. Source : *1er censo Agropecuario de 1950*.
- Tableau 39. Les principales cultures en 1950 (en ha.). Source : *1er censo Agropecuario 1950*
- Tableau 40. Superficie des propriétés et surfaces cultivées. Source : *1er censo Agropecuario 1950*
- Tableau 41. Extension et productions des principales cultures en 1950. Source : *1er censo Agropecuario 1950*
- Tableau 42. Évolution départementale des rendements des principales productions en 1950. Sources : *1er Censo Agropecuario. 1950*
- Tableau 43. La répartition des types d'élevages. Source : *1er censo Agropecuario 1950*
- Tableau 44. Répartition des exploitations pour les terres cultivées en 1984. Source : *2^{im} censo Agropecuario Nacional*.
- Tableau 45. Les exploitations agricoles en 1984. Source : *II Censo nacional Agropecuario. 1984*.
- Tableau 46. Répartition départementale des différents types de terres des propriétés en 1950. Source : *II Censo nacional*
- Tableau 47. Répartition des types d'utilisation des sols cultivés. Source : *II Censo Nacional Agropecuario. 1984*.
- Tableau 48. Répartition des grands groupes de productions agricoles. Source : *II Censo nacional Agropecuario. 1984*.
- Tableau 49. L'état de l'élevage en 1984. Source : *II Censo nacional Agropecuario. 1984*.
- Tableau 50. Comparaison des surfaces agricoles de 1851 à 1997.

- Tableau 51. Évolution des superficies des cultures principales entre 1950 et 1997. Source : *I et II Censo nacional agropecuario et enquête nationale agricole de 1997.*
- Tableau 52. Etat comparatif du cheptel de 1950 à 1997. Source : *I et II Censo nacional Agropecuario.1950 et 1984.*
- Tableau 53. Rendements et superficies pour les principales cultures de la petite agriculture. Source : *INE, 2001.*
- Tableau 54. Différence extrêmes de rendements (en t/ha) pour quelques productions. Source : *INE, 2001.*
- Tableau 55. Rendements et superficies pour les principales cultures de l'agriculture d'exploitation moderne. Source : *INE, 2001*
- Tableau 56. Structure des revenus de l'économie rurale, de 1978 à 1993. Source : *Decker.*
- Tableau 57. Impact de l'érosion par département. Source : *Albarracin Decker, 2000.*
- Tableau 58. Situation de l'indice de développement humain en Bolivie. Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia, 2002. PNUD.*
- Tableau 59. Situation du milieu urbain et du milieu rural selon quelques paramètres fondamentaux. Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia ; 2002, PNUD.*
- Tableau 60. L'indice de pauvreté en Bolivie. Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia, 2002. PNUD.*
- Tableau 61. Evolution de la population urbaine/rurale de la Bolivie de 1950 à 2001. Source : *Recensements INE.*
- Tableau 62. La population active agricole au niveau provincial. Source : *INE 2001.*
- Tableau 63. Population migrante interdépartementale et taux net par département. Source : *INE, 2001.*
- Tableau 64. Balance migratoire départementale en 2001. Source : *INE, 2001.*
- Tableau 65. Evolution du PIB per capita au niveau départemental (en dollar à niveau constant depuis 1990). Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia, 2 002. PNUD.*
- Tableau 66. Accès des foyers ruraux aux services domestiques de base (en %). Source : *INE, 2 001. Bolivia : características de las viviendas, INE, 2002.*
- Tableau 67. La dénutrition en Bolivie en %. Source : *OPS, 1994.*
- Tableau 68. Evolution de l'espérance de vie au niveau départemental (en dollars constant depuis 1990). Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia ; 2002. PNUD.*
- Tableau 69. Evolution du rapport linguistique population urbaine/rurale de 1976 à 2 001. Source : *INE, 2001.*
- Tableau 70. Population analphabète de 15 ans et plus de 1976 à 2 001. Source : *Recensement INE, 2001.*
- Tableau 71. Répartition de l'analphabétisme. Source : *Recensement INE, 2001.*
- Tableau 72. La brèche entre secteur urbain et secteur rural. Source : *PNUD, 2002.*
- Tableau 73. Evolution de la population des départements de l'orient. 1950-92. Source : *INE.*
- Tableau 74. Densités départementales. Evolution 1950-2001. Source : *INE.*
- Tableau 75. Evolution de la population urbaine de Santa Cruz, de 1950 à 2001. Source : *recensements de l'INE.*
- Tableau 76. Evolution du prix des terres agricole (en dollars par ha.). Source : *Zoomer.*

Table des matières

Présentation de D. Dory	9
Avertissement	21
Présentation : le puzzle bolivien	27
Première partie : Du temps révolu au temps réapproprié	43
Chapitre I. La terre : entre communauté et hacienda	45
- Période précoloniale : la recomposition inca	46
- La Colonie : une relative <i>pax borbonica</i>	53
- La République bolivarienne : ou l'ère des fausses promesses	66
- Pas de budget de l'Etat sans tribut	72
Chapitre II. De l'<i>ayllu</i> à la communauté paysanne	77
- L' <i>ayllu</i> d'antan ou communauté rurale	78
- Le contrôle de l'agriculture : pivot du pouvoir inca	83
- Stratification sociale de l' <i>ayllu</i> après la conquête	87
- Les premières remises en cause de la communauté.....	90
- Le démembrement juridique et physique de la communauté	94
Chapitre III. Résistance et changement dans la communauté	103
- Les formes de résistances.....	103
- De la résignation au rejet.....	105
- Un marché de dupes : la Guerre Fédérale.....	110
Deuxième partie : Evolution du système foncier jusqu'à la loi INRA	121
Chapitre IV. Les antécédents de la structure foncière jusqu'en 1953	123
- Le premier bilan foncier de 1851 : Dalence.....	123
- Distribution spatiale de la richesse et de la pauvreté agricole.....	127
- La distribution de la propriété foncière	131

Chapitre V. La Réforme Agraire : bilan d'un séisme	133
- Considérations générales.....	133
- Une structure coloniale obsolète	135
- La Réforme Agraire de 1953 : une révolution tronquée ?	138
- Les faire-valoir : haciendas de main d'œuvre ou exploitation directe.....	141
- Bilan de la situation des nouvelles structures agraires.....	143
- Les principes de base de la réforme et l'épreuve des faits	146
Chapitre VI. La Loi INRA : un impossible pari ?	153
- Les mutations de l'agriculture	153
- L'historique de l'évolution foncière depuis 1953	156
- Le débat préalable à la loi INRA	161
- Les concepts et objectifs techniques majeurs de la loi INRA	166
- les obstacles à l'application de la loi	171
- Un premier bilan critique	173
- La contestation institutionnelle de la loi INRA.....	176
Chapitre VII. La création des territoires « indigènes »	183
- Les T C O : un produit inattendu de la loi INRA	183
- Les conditions d'exécution	187
- Bilan de la reconnaissance des TCO.....	189
- Problèmes de fond nés de la territorialité incontrôlée	193
Chapitre VIII. Le rejet: entre utopie et révolution indienne.....	197
- Le mouvement indigène : concepts et définitions	197
- La résurrection katariste.....	202
- Crise du katarisme et apparition des organisations indigènes	207
- La marche pour la dignité	211
- La nouvelle vision des vaincus	214
- Les mirages du retour à l' <i>ayllu</i>	220
- Prise de conscience et rébellion	223
Troisième partie : Retour aux froides réalités.....	227
Chapitre IX. L'évolution des terres cultivées et des productions agricoles....	229
- Le premier constat de la situation agricole : Dalence 1851	229
- Le premier recensement agricole de 1950	232
- Approche régionale des principales cultures.....	234
- Le recensement agricole de 1984	240
- Bilan agricole en 1997.....	245

Chapitre X. Les spécialistes : entre pragmatisme et idéologie.....	253
- Les nouvelles problématiques nées de la réforme agraire.....	253
- Le marché mondial contre la communauté rurale ?	255
- Crise agraire et menace de ruine écologique : un débat escamoté ?	264
- Impact territorial de la désertification du milieu ?	269
Chapitre XI. Le petit monde rural à l'abandon	273
- « Un pays terrifiant » selon G. Sorman.....	273
- Les disparités rurales régionales.....	281
- La santé publique : trop longtemps absente des campagnes.....	283
- L'enseignement : trop loin des ruraux	287
- Conséquence : désertification démographique de l'Altiplano	291
- L'agriculture andine est-elle obsolète face à la mondialisation ?	294
Chapitre XII. Un modèle autre : les défis de l'agriculture en orient	299
- Le retour de l'orient dans l'économie nationale	299
- L'agriculture de l'orient : de fortes disparités régionales	303
- Le tropisme des terres neuves : sortir des illusions.....	304
- Un modèle de colonisation capitaliste qui achoppe ?	311
-Epilogue	313
- Bibliographie citée	321
- Index des cartes	337
- Index des tableaux	339

Recherches Amériques latines
Collection dirigée par Denis Rolland
et Joëlle Chassin

La collection *Recherches Amériques latines* publie des travaux de recherche de toutes disciplines scientifiques sur cet espace qui s'étend du Mexique et des Caraïbes à l'Argentine et au Chili.

Déjà parus

- André Heraclio do Rêgo, *Famille et pouvoir régional au Brésil. Le coronelismo dans le Nordeste. 1850-2000*, 2005.
- Pierre VAYSSIÈRE, *Le Chili d'Allende et de Pinochet dans la presse française*, 2005.
- Mylène PÉRON, *Le Mexique, terre de mission franciscaine (XVI^e-XIX^e s.). La province de Xalisco*, 2005.
- José GARCÍA-ROMEU, *Dictature et littérature en Argentine. 1976-1983*, 2005.
- Patrick PÉREZ, *Petite encyclopédie maya. L'environnement des Lacandons de Lacanjá (Chiapas, Mexique)*, 2005.
- Denis ROLLAND (coord.), *Archéologie du sentiment en Amérique latine. L'identité entre mémoire et histoire. XIX^e-XXI^e siècles*, 2005.
- Vidal DAHAN, *Saint-Martin ou le miroir de la mondialisation*, 2005.
- Benedita GOUVEIA DAMASCENO, *La poésie nègre dans le modernisme brésilien*, 2005.
- W. K. FLEURIMOND, *Haïti : 1804-2004. Le Bicentenaire d'une Révolution oubliée*, 2005.
- Philippe LÉTRILLIART, *Cuba, l'Église et la Révolution*, 2005.
- Marie-C. SEGUIN, *José Lezama Lima : poète des quatre éléments*, 2005.
- Christine DELFOUR, *L'invention nationaliste en Bolivie*, 2005.
- Guylaine ROUJOL PEREZ, *Les enfants de Cali. Les enfants défavorisés de la deuxième ville de Colombie*, 2005.
- Albert BENSOUSSAN, *J'avoue que j'ai trahi. Essai libre sur la traduction*, 2005.
- Xavier VATIN, *Rites et musiques de possession à Bahia*, 2005.

LA QUESTION AGRAIRE EN BOLIVIE

Cet ouvrage traite des origines de la question agraire en Bolivie et de ses conséquences actuelles.

Avec l'arrivée de la colonisation espagnole, la question du statut foncier oppose dans les Andes deux conceptions de l'agriculture et deux philosophies sociales et économiques antagonistes : l'une communautaire dite indigène, l'autre privative et caractérisée par de grands domaines d'origine créole.

La Bolivie orientale, les deux tiers du territoire, est celle des terres basses et chaudes peuplées de groupes guaranis semi-nomades.

En 1825, l'indépendance, malgré les promesses faites, pérennise le statut foncier colonial et n'accorde qu'un sursis ambigu aux communautés indigènes dénoncées pour leur statut économique jugé rétrograde et inefficace.

Ce n'est qu'en 1953 que la Bolivie inaugure une réforme agraire. Elle favorise la petite propriété andine tout en soutenant en Orient une relance capitaliste des grands domaines qui aboutit à une véritable « révolution verte » tournée vers le marché international.

L'héritage de cette politique est maintenant remis en cause par une partie du petit paysannat andin. Il s'oppose ainsi aux tenants de la mondialisation qui nient tout avenir aux formes communautaires et proposent une régulation foncière par les lois du marché, donc la fin des communautés.

Deux visions du monde s'affrontent, deux cultures et deux systèmes antinomiques qui menacent l'unité de la Bolivie et rendent difficile, avec la revendication d'une « agriculture ethnique », l'indispensable politique de développement d'un des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud.

Jean-Claude ROUX (géographe de l'IRD) a résidé de 1986 à 1997 dans les pays andins. Il a été professeur de Géographie à l'Université Catholique de Lima, et ensuite à l'UMSA de La Paz où il a créé le Centre de Géographie appliquée.

Ses nombreuses publications distinguées par la Société de Géographie de Paris, portent sur la formation des espaces orientaux des pays andins et leurs problématiques socio-économiques.



ISBN : 2-296-00029-0

30 €